

L'ADOPTION LYONNAISE
DES
ORPHELINS LÉGITIMES
(1536-1793)

TOME II

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Juillet 1935, à 14 heures

PAR

Paul GONNET

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GRANDCLAUDE

Suffragants { M. OLIVIER-MARTIN
 { M. PETÔT

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Maresq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1935

Tous droits réservés

L'ADOPTION LYONNAISE
des
ORPHELINS LÉGITIMES

ANNEXE

I

Pièces justificatives
relatives
aux Adoptions par les Particuliers



Textes concernant l'Adoption de 1496

Ils proviennent, tous, des archives municipales de Lyon

Série BB, Actes Municipaux

Série CC, Nommées et Recensements

N° 1.

B B 22 (1494-1496).

F° 107 verso (*Jeudi 17 mars 1495, a. s.*).

Par et entre lesdits conseillers et audit nom Administrateurs de l'hospital du pont du Rosne de ladite ville d'une part et Jehan du Buysson, orfèvre, nepveu de Guillaume Arthaud dit Gaillardon, mercier, citoyen dudit lion, soy-disant avoir droit es biens et succession dudit Arthaud au moyen d'ung testament naguères fait et passé par icelluy Arthaud au prouffit dudit du buysson d'autre part, A esté transigé et accordé (sic) en la manière qui se suyt, c'est assavoir que, moyennant ce que lesdits conseillers luy ont accordé les maison et jardin par ledit Arthaud léguez puis cinq ans en ça à ung sien filleul qu'il nourrissot (sic) lors en sa maison et lequel filheul est depuis allé de vie à trespas à cause de quoy, lesdites maison et jardin devoient venir après le trespas dudit Arthaud audit hospital comme héritier d'icelluy Arthaud, le tout après le trespas dudit Arthaud, ledit du buysson a promis pour ce (?) avec effort (?) et sans faulte, que le procès, naguères intervenu au nom dudit Arthaud, en la Court de la Sénéchaussée de ceste ville, sur la rescision d'une donation par ledit Arthaud faite audit hospital et de la fondation de troys Messes par luy fondées, cessera et, que icelluy Arthaud conformera et approuvera (?) tout ce qu'il a fait au prouffit dudit hospital sans jamais aller au contraire, avec promesses et autres clauses opportunes, présentes Pierre Le maistre et george de la noyrio, notaire, tesmoins.

N° 2.

B B. 23 (26 JUIN 1496-13 SEPTEMBRE 1498).

F° 3 recto (*Jeudi 7 juillet 1496, en l'hostel commun*).

A la requeste de Guillaume Gaillardon qui est inciville et desraisonnable, a este Respondu que quelque chose que ladite Requeste contienne, pour ce que les biens dudit Gaillardon ont esté donnez à l'ospital, Ils seront contens pour l'onneur (sic) de Dieu qu'il soit donné quelque chose raisonnablement à ses deux niepces, à son neveu, et à son adoptif, et, pour ce faire, seront contens en ester sommairement à l'ordonnance de quatre gens de bien deux du costé dudit Gaillardon qu'il voudra nommer porveu qu'il ne nomme point Messire Guillaume balarin et deux que mesdits sieurs nommeront.

*
**

F° 11 (*Dimanche 14 août 1496*).

Ont rattiffié l'appoinctement fait avec Gaillardon, présents Jehan Archebad et Pierre Henry.

*
**

B B 24 (1496-1501).

A la requête de Guillaume Gaillardon, présentée le dimanche 3 juillet 1496, on décide, le jeudi 7 juillet 1496 que, quoique la requête soit « inciville et desraisonnable », les Consuls (c'est, en d'autres termes, la répétition de la délibération transcrite dans B B 23, F° 3, v. plus haut).....

... « Pour éviter question et procès ont respondu par délibération dudit Consulat qu'ilz seront contens tenir et accomplir hault et bas tout ce qui sera dit et prononcé par quatre proudhommes gens de bonne foy et de bonne paix, clerks ou laiz, c'est assavoir deux de chacune partie telz qu'ilz voudront eslire porveu que ledit Gaillardon ne puisse prendre à ce ne eslire messire Guillaume Balarin pour ce qu'il a dicté ladite Requeste qui est, comme dit est, inciville. »

*
**

(En marge : Response sur la requeste de Guillaume Gaillardon.)

(A la date du 14 août 1496, nous avons, comme dans B. B.

23, F° 11, la mention de la ratification de la convention avec Gaillardon, mais on n'en donne pas le texte).

*
**

N° 3.

B B 24 (1496 à 1501).

F° 59 recto (8 novembre 1496).

(En marge : Rattification touchant feu Gaillardon.)

« Ont ratifié et approuvé l'appoinctement et contract fait et passé par ledit procureur au nom d'eulx comme gouverneurs et administrateurs de l'ospital d'une part, Jehan de Lyon nepveu, et Anthoine, filz adoptif de feu Guillaume Gaillardon, d'autre part, ledit contract receu par maistre Thibault Alagniete, notaire, le second jour de Septembre dernier passé, présens en ladite ratification, Jaques de Valeux (?) et Thomas Malechert. »

*
**

F° 66 recto (*Dimanche 11 décembre 1496*).

« Pour ce qu'il a esté faicte transaction entre Messieurs les Conseillers tous gouverneurs et administrateurs de l'ospital du pont du Rosne, d'une part, Anthoine Corsan, filz adoptif de feu Guillaume Arthault dit Gaillardon, d'autre, et Jehan de Lyon nepveu dudit Gaillardon, d'autre part, par laquelle transaction lesdits conseillers comme administrateurs dudit ospital sont tenuz paier audit Jehan de Lyon la somme de 40 Livres tournois, ensemble la moytié du prix d'une robe ainsi que plus a plain est contenu en ladite transaction passée es mains de maistre Thibault Lagniete, a ceste cause ont passé descharge a Honnorable homme françois de Genas, commis au Régime et gouvernement d'icellui ospital, de la dite somme de 40 livres tournois, ensemble de ladite moytié de ladite robe, payable audit Jehan de Lyon de et sur les deniers dudit ospital, dont luy en sera tenu compte et alloué sur lesdits deniers receuz ou à recevoir.

« Item mesdits sieurs les conseillers ont donné et attribué auctorité et puissance à maistre Anthoine du pont, procureur général en ladite ville, de vendre le jardin qui fut audit feu Guillaume Gaillardon, appartenant audit ospital par moytié à cause de la donation faicte par icellui Gaillardon. »

N° 4.

C C 10 - (1493).

F° 48 à F° 50 :

« Recognoyssance des biens que tiennent les personnes desquelz le nom se commence par la lettre G. » V° *Guillaume Gaillardon*.

(Ecriture postérieure)

valeur des biens :

Genecte vefve dudit	Guillaume Gaillardon mercier, tient	(Jen'ai pas jugé
Gaillardon la tient	une maison haulte, moyenne et	utile, en géné-
à sa vie.	basse en la rue de Gorguillon	ral, de retrans-
	joignant aux maisons Guillaume	crire les men-
	Rosséant (?) et Godyn cornier...	tions afférentes
		aux valeurs.)

Jehan Vignon pelle-	Plus une maison haulte, moyenne et
tier la tient en sé-	basse en rue Marchière...
questre.	

(mention marginale	Plus un jardin, sur rue, en la Rue
longue mais illi-	Tirant du pont du Ro ne à l'ospital,
sible.)	joignant à la maison humbert
	Mallet (?) et le jardin de Monsr
	d'arcys...

la moytié appartient	Plus une maison haulte et basse et
audit hospital et	jardin derrière en la rue tirant du
l'autre moytié à	pont du Rosne à l'ospital joignant
Anthoine Corsant,	à la maison humbert Mallet et la
cohéritier.	maison Jehan Masso, garde des
	ports, pardessous, et de la vefve
	Jehan le carbamier, pardessus...

(le texte et une note	Plus une autre maison et jardin
marginale sont bar-	derrière, traversant jusqu'au Ros-
rés).	ne en la rue tirant de l'ospital au
	pont du Rosne joignant, etc...

Ladite vefve la tient	Plus une maison haulte et basse et
à sadite vie.	une vigne à Millery.

XXIII L.

la moytié audit hos-	Plus une vigne en ladite paroisse, etc..
pita et l'autre audit	» id. » » id. »
Anthoine Corsat.	» id. » » id. »
	Plus un pré » »
	» une vigne » »
	» une pension de quatre asnées
	de vin en ladite paroisse...

audit hospital et audit	Plus une pension annuelle d'une
Corsant.	asnée de froment à luy deue par
	bernard et pierre charonneux (?),
	frères, de la paroisse de Ste Con-
	sorce...

légué à Jehan du	Plus une maison haulte et basse et
boysson... ? qui l'a	ung petit jardin en la rue tirant
vendue à ung pas-	de la porte des Farges à St-Just...
tre.	

Tout le reste est " moitié audit hos-
pital et audit Corsant l'autre moi-
tié "... :

c'est-à-dire : une pension annuelle
de 3 L. ts, 2 ânées froment, une
ânée froment, une ânée froment,
un bichet froment et 2 ânées fro-
ment, 4 ânées froment, vigne à
Grigny, vigne à Vurles.

" Plus pour les meubles et pratiques
dudit Anthoine Corsant ".

XXX L.

(Plus deux pensions).

N° 5.

C C 9 - (1493).

F° 88 recto et verso :

« Recognoyssance des biens que tiennent les personnes desquellez le nom commence par la lettre A. » *V° Anthoine Corsant.*

(Le texte a été ajouté, Anthoine Corsant héritier de feu visiblement postérieurement à 1493.) Guillaume Gaillardon tient qu'il a des biens dudit feu Gaillardon ce rapporté au papier G F° 48.

Une maison haulte moyenne et basse en la rue de Gorguillon, etc...

Plus tient la moytié d'une maison haulte et basse et jardin derrière dont l'ospital tient l'autre moytié située en la rue tirant du pont du Rosne à l'ospital, etc...

XIIII L.

A Millery, maison et vigne

XXIII L.

Autre vigne.....

XXX L.

Pension d'une année de (?).....

VI L.

Pension d'un bichet froment.....

IV L.

“plus pour ses meubles et pratiques»
soit : TOTAL

XXX L.

Sur quoy le dit Antoine Corsant, tant sur la maison que sur les biens de Millerie, de pension au grand hospital...

XX L.

reste : TANT

Plus tient VI L. de pension sur la maison de Thomas paure, en rue Marchière, estant de présent à Symond Vincent (?) libreyre, etc...

*
**

N° 5 bis.

B B 28 (1508-1511).

TEXTE DU PARTAGE DES BIENS

DE GUILLAUME GAILLARDON

F^{os} 50 v° à 54 v° (*Jeudi 16 novembre 1508, en l'hôtel commun après-dîner*).

Ledit jour a esté repassée la lectre du partaige fait des biens de Gaillardon comme est contenu en ladicte lectre et de laquelle la teneur s'ensuit :

Nos custos sigilli communis Regij ad contractus in matisconum bailliviam et Lugdunensem senescalciam constituti, Notum facimus universis et singulis presentibus et futuris, quod, cum lis, questio, controversia, et debatum mote fuissent, et, ventilarentur (?) In curia Regia senescallia Lugduni, pro et inter tum viventem et exposit deffunctum guillermum arthaudi dictum Gaillardon, mercatorem, civem Lugduni, ex una, et quemdam dominum nicolaium nicemoti (?), presbiterem vicarium ecclesie parrochialis sancti Romani Lugduni, pro se et honorabiles et sapientes viros dominos consules huius civitatis Lugduni tanquam Rectores et administratores hospitalis pontis Roddanni ex alteris partibus, et, super eo quod Idem Guillermus arthaudi dicebat et allegat se in suorum corporis et intellectus debilitate constituto, fecisse donacionem suorum honorum ad opus dictorum hospitalis et domini Nicolai nicemoti, quas donaciones, Inde et postquam Idem arthaudi a dicta debilitate et infirmitate convalescerat et in bono sensu reductus fuerat, revocaverat, cassaverat et, adnullaverat, Et, pro cassacione et adnullacione dictarum donacionum obtinenda, mandatum Regium a domino nostro Rege, seu, eius cancellario domino senescallo Lugduni directo, obtinuerat, quo mandavatuo (?) constituto ex ? per ipsum Athauldi et, partibus vocatis, ipsam donacionem cassari et adnullari super cuius quidem Rescripti seu mandati Regij Interinatione, lis et causa in dicta curia Regia senescallie Lugduni mote fuerant, quibus indecisis pendentibus, dicte partes videlicet dictus Guillermus Arthaudi, pro se et ea nomine, hinc, et, tum vivens et exposit deffunctus magister

Anthonium de ponte, notarius et procurator generalis, et, eo nomine dictorum dominorum consulum Rectorum et Administratorum dicti hospitalis et, pro eodem hospitali, Inde, *Anthonium Coursane, supradicti Arthaudi filius adoptivus, de tamen et cum auctoritate ejusdem Arthaudi ejus patruī partibus*, ex alia, de premissis questionibus debatis et differentiis devenerunt ad concordiam et Invicem concordaverunt videlicet inter cetera in eadem transactione contenta et descripta, ultraque et preter certa legata per Ipsum tam ad pias causas quam alias facta et in eadem transactione declarata quam omnia, universa et singula, bona ejusdem (un blanc), mobilia et immobilia, juraque, et, actiones, presentia et futura, quecumque essent et remanerent, videlicet, dicto hospitali, pro medietate, et dicto Coursani, pro alia medietate, Illaque sua bona, jura et actiones, Idem Guillelmus Arthaudi, de novo dicto hospitali pro medietate et dicto coursani, pro alia medietate, dederit et donaverit, cesseritque, et, remiserit donacione pura, mera, simplici et irrevocabili inter vivos facta, de quibus bonis et Juribus usumfructum et administrationem ejusdem Arthaudi vita duntaxat durante, retinuerit, et, reservarit, cum certis aliis retentionibus et legatis per ipsum Arthaudi factis aliisque clausis (?) In dicta transactione super hoc passata per tum viventes et ex post defunctores magistros Theobardum La Guiete et Georgium Noyerie notarios publicos Lugduni, sub data diei prime mensis augusti de anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo sexto recepta, et Inde, per magistros girardum La Guiete et Johannem caillat notarios publicos prothocollarum dictorum defunctorum theobardi La Guiete et Georgi Noyerie commissarios grossata, signata, et, expedita, descripto contento et declaratio, Tandem, et dicto Guillelmo Arthaudi donatore In voluntate dicte donationis et transactionis migrato, *superius nominati Guillelmi coursane, filius adoptivus, et, donatorius pro medietate bonorum ejusdem quondam guillelmi Arthaudi*, ex una, et, honorabiles ac sapientes viri domini, mauricius, seve legum doctor, claudius thomassin, guillelmus guerrier (?), Dyonisius Rocheffort, et, Jacobus buyer, franciscus Rubbiz, Joyannes de la fay, et, berth. berthet, consules dicte huius civitatis Lugduni Rectores, et, Jacobus Barondelli, procurator generalis, et, pro ipsis, Rector, et, ex

nomine, dicti hospitalis pontus Roddani, ex aliis partibus, coram dicto magistro georgio noyerie tunc secretario dicti civitatis Lugduni, personaliter constituti, de dictis bonis relictis ex decessu dicti quondam Guillermi Arthaudi deveniunt ad partagium et divisionem In hunc qui sequitur modum videlicet : ad partem dicti Gaillardon (blanc), bona et pensiones sequentes, primo pensionem annuam octo librarum turonensium debitam per henricum de Chassaigne, Item pensionem annuam triginta solidorum turonensium debitam per Anthonium Cholier, Item pensionem annuam trium bichetorum bladi (blanc) debitam per bernardum turlot, Item pensionem annuam unius asinate bladi debitam per franciscum Rosset Item pensionem annuam duarum asinatarum bladi debitam per bertholomeum chambefort, Item pensionem annuam unius asinate et duorum bichetorum bladi debitam per annemondum callotier, Item pensionem annuam trium bichetorum bladi debitam per Johannem micollier. Item pensionem annuam duarum dyctarum olet debitam per (?) cherabo, Item pensionem annuam unius dicte oley debitam per petrum coursane. Item pensionem annuam trium asinatarum vini debitam per Johannem vuillin londulius. Item pensionem annuam duorum bichetorum bladi debitam per humbertum bonyer, Item totalem domum dicti deffuncti sitam in Ruta gourgollionis Lugduni juxta caudem Rute, ex una, Salvis aliis confinibus una cum oneribus et chargeis super dicta domo debitis, necnon sub et cum onere pensionis quindecim librarum turonensium, moneta Regia nunc currente, quam pensionem Idem coursani debere confessusuerit et recognoverit eidem hospitali pro valore medietatis dicti domus, annuatim solvendo dicto hospitali, videlicet medietatem ad quolibet festum nativitatis Domini, et, aliam medietatem ad quodlibet festum nativitatis beati Johannis baptiste, prima solutione incipiente in festo nativitatis domini tunc (?) futuro. Item medietatem alterius ipsius deffuncti Arthaudi domus site in Ruta pontis Roddanni seu bourgchanin Juxta eandem Rutam ex dua.

Salvis allis confinibus, Item domum et vineam dicti deffuncti Arthaudi site apud milliriacum Juxta suos confines sub tamen et cum oneribus necnon pensionis annue quinque librarum turonensium moneta Regia currente, eidem hospi-

tali, loco medietatis dictarum domus et vinee, et pro ipsa medietate retente, et debite, quam pensionem Idem Gaillardon promiserit et convenerit solvere eidem hospitali ad quodlibet festum beati michaelis archangeli et ad partem dicti hospitalis devenerunt bona et pensiones sequentia Primo servicia nuncupata (.....) Et valencia pro quolibet anno octo solidos turonenses unacum juribus ad tam (?) dictorum serviciorum pertinentibus et provenientibus. Item pensionem annuam duorum scutorum parvorum valencium duas libras et quindecim solidos turonenses debitam per Johannem de molins. Item annuam pensionem trium librarum debitam per anthonium orgellet et martinum fontames colongiarum. Item pensionem annuam quindecim solidos debitam per humbertum darnis sancti Justi. Item pensionem annuam unius scutici dimidio debitam per Catherinum furat et (?) ejus uxorem sancti Justi predicti. Item pensionem annuam unius asinate bladi et unius (?) seu (?) debiti per edoardum et claudium Raviel. Item pensionem annuam duorum asinatarum frumenti debitorum per Johannem godao de calco de Limonez. Item pensionem annuam unius asinate frumenti debitam per Johannem massonet thisiaci. Item pensionem annuam duarum dictarum olei debitam per dictum massonet. Item pensionem annuam unius asinate frumenti debitam per Petrum de Vernay (?). Item pensionem annuam trium bichetorum frumenti et trium asinatarum vini debitam per benedictum Gautier (?) per petrum et benedictum sambelleu milliriaci. Item medietatem preconfinatę domus site Lugduni in Ruta pontis Roddanni seu de bourgchanin. Item dictam pensionem quindecim librarum turonensium super eadem preconfinata domo sita in Ruta de gourgollion et quinque Librarum turonensium super domo et vinea milliriace debitas. Quodquidem partagium, modo et forma supra contentis, fuerit per dictum magistrum georgium noyerie tunc notarium et secretarium dicte civitatis sub data diei decime mensis Jannuarij de anno domini millesimo quingentesimo quinto receptum qui morte preventus dictum partagium grossare expedire nec in formam publicam redigere non valuerit, prout partes infranominati premissa fore vera asserverint. In notarii Regij et secretarii subsignati testiumque subnominatorum presencia. Huic Igitur fuit, et est coram Claudio

gravier notario Regis dicte civitatis et communitatis Lugduni secretario et presentibus testibus subnominatis, et, personaliter constituti honorabiles et sapientes viri magister bertholomeus bellievre consiliarius, tam suo quam aliorum consiliariorum dicte civitatis et communitatis Lugduni Rectorum et, eo nomine, dicti hospitalis pontis Roddanni rectorque pro dictis dominis consulibus predicti hospitalis, hinc, et *prenominatus anthonius coursan dictus Gaillardon*, pro se, inde quequidem partes, scientes certe, prudentes, et, sponte, non vi, dolo, neque metu, ad plenum prout dicunt Instructe edocte et informate de Juribus factis et actionibus suis et dicti hospitalis et precipue de partagio et aliis omnibus et singulis supra narratis, ipsum eundem partagium et supra factum et per dictum quondam Magistrum georgium neyerie Receptum, laudaverunt, approbaverunt et ratificaverunt, et, pro presentes laudant, approbant et ratificant, per omnia puncta et capitula, illique prebuerunt et prebent eorum consensum pariter et assensum, et, insuper, quathinus opus esset, illud partagium de novo faciunt, modo et forma quibus supra in narratione (?) et insignum huius prefati rectores nominibus quibus supra de bonis et pensionibus ad partem dicti Anthonii Coursan per dictum partagium, superius narratum, deventis et infera parte descriptis, se penitus, et, omnino devestierunt et devestunt ex causa huius partagii et ipsum eundem coursan investunt tenore et per concessionem harum presentum licterarum, nihil Juris, actionis, partis, portionis, in eisdem retinendo, illaque sibi ipsi coursan et suis predictis quictavierunt et quictant, liberant, penitus, et, absolvunt, per presentes, reservatis dicto hospitali predictis bonis et pensionibus ac aliis supra narratis, ad partem dicti hospitalis deventis, et, pariter, prefatus Coursan, de bonis et pensionibus ad partem dicti hospitalis per dictum partagium deventis, et, pertinentibus, se penitus et omnino devestit pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque et ipsos Rectores et suos successores dictumque hospitale ex eadem causa investit nihil Juris, partis, portionis, in eisdem retinendo seu reservando, totum Id et quicquid In dictum hospitale transferendo, transfertque et transportat per presentes cum pakte solemni et vallido inter ipsas partes facto de non ulterius quicquam petendo seu querelando pro alte-

ram Ipsarum partium super parte alterius et contra quocumque ratione seu ? aquilliana stipulatione super hoc interposita et acceptillatione de Inde Legitima subsequuta et si forte nunc vel in futurum una Ipsarum, etc... (suivent diverses formules d'usage)... Promittentes (13 à 14 lignes)... Dampnantes (11 lignes)... Supponentes (16 lignes)... Renunciantes (37 lignes)... In domo ? dicte civitatis et communitalis Ludguni, Die Decima Sexta mensis novembris Anno domini millesimo quingentesimo octavo. Presentibus honestis viris Johanne coyandi et clemente trie, civibus Lugduni, testibus ad premissa astantibus et vocatis In ? testimonium, nos custos prefatus sigilli Licteris presentibus ? apponimus.

Signé : GRAVIER.

Actes d'Adoptions faites à l'Hôtel-Dieu

N° 6.

ARCHIVES MUNICIPALES DE LYON, G G 122, PIÈCE N° 6.

ADOPTIONS D'ENFANTS PAR LES ÉPOUX BARBET ET LES
ÉPOUX CLESSARD.

(12 mai 1527 et 16 mai 1535.)

1) « Aujourd'hui dimanche xij^e de may mil cinq cent vingt-sept estant en l'hostel-dieu du pont du Rosne de Lion Monseigneur messire Mathieu de Vauzelles, docteur, l'un des conseillers de ladicte ville Recteurs dudict hostel-dieu, Auquel Loys Barbet et Jane Rochete sa femme, habitans de ladicte ville ont requis leur bailler pour leur filz adoptif, Pierre, jeune enfant de l'aage de cinq ans ou environ, qui a esté nourri et entretenu audict hostel-dieu depuis le temps de sa naissance jusques à présent. Lequel leur a été accourdé et baillé par la main par ledict messire de Vauzelles, lesquelz mariez Barbet l'ont prins et accepté prennent et acceptent par ces présentes pour leur filz adoptif et lequel se nommera doresnavant Pierre Barbet. Et ont promis et promettent par leurs seremens et soubz l'obligation de tous leurs biens le nourrir et l'entretenir et luy pourveoir comme leur filz adoptif avec obligation de leurs biens soubzmissions renunciations et clauses nécessaires (un blanc), donné audict hostel-dieu, l'an et jour que dessus... Présens à ce messire Jehan de la Roche prebtre et honorable homme Guichard David de Lion, tesmoins.

Gontaud. »

« Expédié en ung carnet papier des Archives de l'hospital. Expédié au prouffit desdicts mariez Barbet, bouchers, demeurant en Gorguillon. »

Ces deux pièces sont indiquées par Fayart (l'Œuvre des enfants assistés, Lyon, 1858), qui les signale d'après recueil manuscrit de l'abbé Sudan, archiviste de la ville, tome 10, F° 20.

2) « Dimenche feste Penthecostes xvj^e May mil cinq cent trente cinq en l'ostel-dieu du pont du Rosne de Lion.

Monseigneur Mathieu de Vauzelles docteur, Jehan Camus, Humbert Gimbre et Jehan Broquin, conseillers de ladicte ville et communaulté de Lion, recteurs et gouverneurs dudict hostel-dieu y estant pour traicter des affaires d'icelluy.

Claude Clessard, brodeur et Jane Pellete sa femme habitants de Lion ont fait requeste esdicts conseillers recteurs de leur bailler ung jeune enfant nommé Jehan estant audict hostel-dieu lequel ilz prendront, nourriront et feront apprendre comme leur filz adoptif. Et après ce que mesdicts sieurs les recteurs se sont enquis de la mère des pénitentes repenties et M^e d'ostel dudict hostel-dieu depuis quel temps ledict enfant est audict lieu, lesquelz ont déclaré que c'est ung enfant trouvé denné à la porte d'icelluy hosteldieu de l'eage de neuf mois ou environ enquel lieu il a été entrete-
tenu et nourry puis ledict temps lequel ne pouvoit pas avoir huit jours quand il y fut porté et avoir par mesdicts sieurs considéré la bonne voullenté que ont iceulx mariez Clessard audict Jehan suivant ladicte requeste a esté accordé le leur bailler et a esté remis es mains de ladicte Jane Pellete qui l'ont prins et accepté, prennent et acceptent par ces présentes pour leur filz adoptif et lequel doresenavant se nommera Jehan Clessard lesquels mariez Clessard ont promis et promectent par leur foy et serement et soubz obligation de tous et chacuns leurs biens présens et advenir, nourrir et entretenir ledict enfant et le pourveoir comme leur filz adoptif. Avec les soubzmissions, renunciations et clauses nécessaires. Présens à ce, M^e Estienne Dony nothaire et Arnold du Vivier dudict Lion, tesmoins.

Gontaud ».

N° 7.

ARCHIVES DE L'HOTEL-DIEU. — REGISTRE I DES DÉLIBÉRATIONS
(1523/39)

F° 20 recto (22 mars 1527, a. s.).

« ...Odecte pouvre fille de l'ospital
« baillée à Jaques Clerc citoyen de Lion
« pour sa fille adoptive.

« Aujourd'huy, dimanche XXII^e mars Mil cinq cent vingt sept, honorable personne Symon Court et Guillaume Juge, conseillers de la ville et communauté de Lyon recteur de l'ostel-dieu du pont du Rosne de laditte ville, esquels honorable personne Jaques Clerc, citoyen de laditte ville, a requis luy bailler pour sa fille adoptive Odecte, pouvre fille de l'aage de 5 mois ou environ, qui a esté nourrie et entretenue audit ostel-dieu depuis le temps de sa naissance jusques à présent, laquelle lui a esté accordée et baillée (ajouté : au berceau) et par la main par lesdits Court et Juge, et, lequel Clerc l'a prinse et acceptée, prent et accepte, par ces présentes, pour sa dite fille adoptive, laquelle se nommera doresnavant Odecte Clerc, et a promis et promet par sa foy et serment et sous obligation de ses biens, la nourrir, l'entretenir et la pourveoir comme sa fille adoptive, avec obligation de ses biens, soubzmissions, renunciations, et clauses nécessaires, Donné audit Ostel-Dieu, l'an et jour que dessus, présens à ce, Monseigneur Mathieu de Vauzelles, docteur, juge mage, et M. Claude Gravier secrétaire de laditte ville de Lyon ».

« Expédié pour servir audit Ostel-Dieu
et à laditte Odette fille adoptive
dudit Clerc ».

« Gontaud ».

*
* *

N° 8.

ARCHIVES DE L'HOTEL-DIEU. — REGISTRE II (1547-57)

F° 27 (*Dimanche 27 août 1548*).

(Au bureau de l'Hostel-Dieu du pont du Rosne).

« Les dits sieurs conseillers, recteurs, et administrateurs de l'Hostel-Dieu du Pont du Rosne, ont baillé et remys, baillent et remectent à honneste homme Guichard Pontet,

espinglier dudict Lion, et, Florie Cousture, sa femme, présent et acceptant, ung jeune enfant de l'aage d'un an et demi, nommé Guillaume, qui a esté nourry audict Hospital avec les aultres enfans trouvés y estant, et lequel Guillaume, lesdits mariés Pontet, considérant qu'ils n'ont aucun enfant de leur mariage, ont adopté et prins pour leur filz adoptif, pour iceluy nourrir et entretenir comme leur propre filz, voulant et consentant que en cas qu'ilz et chacun d'eulx viennent à décéder sans hoirs de leur corps, nez de vray mariage, ledit Guillaume, leur filz adopté, leur puisse succéder en tous et chacun leurs biens meubles, immeubles, présent et advenir quelzconques, comme si il estoit leur naturel et légitime né en vray mariage, avec promesses d'avoir à gré non venir au contraire avec dommaiges, soumissions de toutes cours royaulx..... de Lion et aultres, et, avec les renonciations et clauses nécessaires, faitet et passé audict bureau, les an et jour que dessus et présences que dessus. »

*
**

N° 9.

ARCHIVES DE L'HOTEL-DIEU. — REGISTRE 1 bis (1540-67).
F° 51 (*Dimanche 25 avril 1547*).

(Addition postérieure marginale : adoption d'une fille).

« Jacqueline, jeune fille, aagée de 6 ans ou environ, qui a esté nourrie audit hospital, puis le dit temps qu'elle fut trouvée, a esté baillée et remise à François Plassetz, patissier dudict Lyon, présent, lequel Plasset a promis et promet icelle Jacqueline tenir, nourrir et entretenir comme sa fille adoptive, et, laquelle, du consentement desdits recteurs, il a adoupté (sic) et adopte pour sa fille, avec promesses, serments, obligations, soumissions, renonciations et clauses nécessaires, en présence de Mrs Marcel Debary, prebstre habitué de St Nizier, Jean Guillaud, prévost, et Jean Vernet, serviteurs de l'hospital, témoingtz. »

*
**

N° 10.

ARCHIVES DE L'HOTEL-DIEU. — REGISTRE 1 bis (1540-1567).
F° 99 (*Dimanche 28 octobre 1548*) (Acte très mal écrit).

(Addition postérieure marginale : adoption d'un filz).

« Messire Mathieu de Vauzelles, advocat du Roy, Humbert de Massot, Anthoine Bonyn, conseillers, et Jehan de Labesse ont baillé en adobtion (sic) (un) filz adobtif (sic) à Pierre Prost, natif de St Marcellin (?) de, ?... près ?... à présent, marchand mercier de Lyon, et Jehanne Bonvalot, d'Auxonne, présents, ung filz dudit Hostel-Dieu, appelé Pierre, qui (?) prendra le nom dudit Prost, et lequel ilz ont promys endoctriner et enseigner comme leur propre filz, veullent qu'il leur succède en tous leurs biens et les (?) advenant qu'ilz n'ayent enfants naturels, avec les promesses obligations, sermens, renontiations, et clauses nécessaires, fait à Lyon, au bureau les an et jour susdits, présents le sieur Pierre Lexand (?), Claude de Laville, François Ce-
laud (?), Benoist Renard (?), Jean Videlli, et Pierre Mycolier et aultres, tesmoingts. »

*
* *

N° 11.

ARCHIVES DE L'HOTEL-DIEU, REGISTRE III (1577-1583).

F° 21 (*Dimanche 10 Novembre 1577*). (Au bureau de l'Hostel-Dieu).

« Est comparu audit Hostel-Dieu, Pierre Dautrey, tisserant, demeurant à Lyon, en rue de Bourg-chanin, en une maison appartenant audict hostel-Dieu, lequel a dict et exposé auxdits sieurs que, mardy dernier, cinquiesme jour du présent moys, entre les quatre et cinq heures du matin, passant par le devant dudit Hostel-Dieu, il trouva un petit enfant masle de l'aage de 16 à 18 moys, ou environ, que l'on avoit mis au devant l'une des portes dudit hostel-Dieu, lequel enfant il prins et emporta en son domicile où il l'a toujours gardé et nourry jusqu'à ce jourd'huy qu'il l'a représenté auxdits sieurs, lesquels il a prié et requis de luy vouloir laisser, et, qu'il le vouloit nourrir pour l'honneur de Dieu et que, où il ne se trouva personne qui l'advouast pour sien, que, dès ce présent, il le prenoit et retenoit pour son filz adoptif, en cas qu'il ne se trouvast père ou mère qui le vinssent advouer, ce que, voiant les dits sieurs et le bon zèle de charité qu'il avoit envers le dit enfant, luy ont permys en tant qu'à eulx, et de le garder, le nourrir soigneuse-

ment et en faire comme de son propre enfant, sauf à le représenter et rendre lors ce que et quand sera ordonné, laquelle chose il a accepté et requis du tout luy estre fait acte. Et lesdits sieurs ont ordonné estre faict en ceste forme pour luy servir et audit enfant, en temps et lieu, ce que de raison. Faict les an et jour susdit, en présence de sieur Bertrand Castel, voyer de ladite ville, M^e Frédéric Thomas, receveur œconome dudit Hostel-Dieu et M^e Jehan Deville, solliciteur audit Lyon, tesmoingts appelez et requis. »

*
* *

N^o 12.

ARCHIVES DE L'HOTEL-DIEU. — REGISTRE VII (1595-1598).

F^o 247 (29 *Décembre 1596*) (D'après A. CROZE, *Délibérations importantes de l'Hôtel-Dieu, au XVI^e siècle, Page 221*).

« Est comparu audit bureau Guillaume Cappellant, marchand fruitier, demeurant audit Lyon, et Claudine Mermillot sa femme lesquelz ont dict et remonstré auxdits sieurs qu'il y a quelzques jours qu'ilz ont pour certaines considérations prins décision et résolution de nourrir et eslever avec eulx ung paouvre jeusne enfant orphelin, et le prendre, nourrir et entretenir adoptif et comme leur propre enfant. Et que ces derniers jours de festes, ilz en veirent ung dans ledit hospital qui est aagé de troys à quatre ans ou environ qui est à leur gré et contentement : ont par ce prié et requis lesdits sieurs Recteurs de le leur vouloir bailler sous la promesse qu'ilz font par la présente de le nourrir, eslever et entretenir et le faire instruire comme s'il estoit leur propre filz en quoy que ce soit, ne le licentier ou congédier d'avec eulx ou l'ung d'eulx, qu'il n'ayt atteint l'aage de discrétion et ayt cognoissance d'ung art ou mestier tel qu'ilz luy feront apprendre, pourveu que ledit enfant ne leur soit distraict de l'auctorité desdits sieurs. Lesquelz, sur lesdites remonstrances, offres et promesses faictes par lesdits mariez Cappellant leur ont librement accordé leur requeste : et ce faisant, leur ont présentement baillé et remis ledit paouvre enfant orphelin trouvé dans ledit Hospital nommé Léonard lequelz ils ont prins et accepté aux charges et conditions susdites, et ont lesdits sieurs Recteurs ordonné estre

faict le présent acte pour servir et valloir ce qu'il appar-
tiendra en temps et lieu. »

*
* *

N° 13.

ARCHIVES DE L'HOTEL-DIEU — REGISTRE XII DES MANDATS
(1629-30).

F° 83 (25 Novembre 1629).

« Estant venue au bureau Claudine Besson, femme de Gaspard Faure, affaneur, demeurant en ceste ville, rue de Bourgneuf, proche la petite fontaine en la maison du sieur Martelanche, a dit que n'ayant son dit mary et elle aucune génération de leur mariage, ils ont désiré d'avoir un des petits enfans de l'hostel-Dieu pour iceluy eslever et tenir comme leur enfant adoptif et ayant rencontré en la maison une fille qu'on lui a dit y avoir été amenée de la Quarantaine au mois de may dernier, nommée Marie Cléry, aagée d'environ 4 ans, orpheline de père et de mère, qu'elle a amenée audict bureau, requérant lesdits sieurs de luy accorder et délivrer ladite fille à laquelle elle promet de faire du bien selon son pouvoir et la tenir comme son enfant, annuant à laquelle réquisition lesdits sieurs ont octroyé et remise ladite Marie Cléry à ladite Besson aux conditions susdites et à la charge qu'ayant icelle Cléry atteinct l'age de sept ans, ladite Besson sera tenue comme elle a promis et promet de la représenter à MM. les Recteurs et Admnistrateurs de l'Aumône Générale de ceste ville pour la recevoir d'eux au dit temps comme estant leur fille adoptive suivant les statuts et règlements de ladite Aumosne, dont a esté fait le présent acte, les an et jour susdits. »

(Signatures).

**Actes d'adoptions faites à l'Aumône Générale
et textes se rapportant à ces adoptions**

(Tous ces textes sont tirés des Archives de la Charité,
Série E).

E 4 (1533-1535).

1^{er} REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE L'AUMONE GÉNÉRALE.

N° 14.

F° 27 verso (*Jeudi 9 Avril 1534*).

(En marge : Bail pour enfant adotif.)

« Aussi est comparu honneste homme Jaques Croset, marchand libraire, demourant à Lion, lequel a remonstré et dit au susdit commis qu'il avoit esté à l'hostel-dieu de la Channel et entre tous les enfans y estant, il y en avoit trouvé ung nommé Jehan pollides, lequel il avoit grand désir de le retirer, et le prendre et retenir pour son filz et enfant adotif et arrogé pour luy succéder à l'advenir (ajouté : en ce que bon luy semblera) et que leur bon plaisir fust de le luy bailler en la manière que dit est, et après ce que iceulx commis ont mandé venir par devant eulx ledit Pollides auquel ilz ont donné ?... ce que dessus et qu'il a confessé et confesse estre enfant exposé de ladite Aulmosne, l'ont interrogé de quel mestier il vouloit estre, lequel a respondu qu'il vouloit bien estre du mestier dudit Jacques Croset et le servir à l'advenir, à cette cause, par meure délibération, ont remis et baillé, remectent et baillent audit Jacques Croset, ledit Jehan Pollides, enfant exposé de ladite aulmosne, comme dit est, lequel Croset a confessé et confesse iceluy pollides, présent et acceptant, estre son fils adotif (sic) et arrogé, et, pour tel l'a prins et reçu des mains desdits commis pour son dit filz adotif et arrogé, et pour tel le tient et réppute, et, entend que ledit Pollides succède à l'advenir en ses biens (ajouté en marge : sinon en ce qui luy plaira non obstant que) le droit porte que enfans adotifs et

arroyez doyvent succéder à leur père adotif et arrogant et ce a promis et promet doresnavant le nourrir, vestir, allimenter et l'apprendre de son dit art, (ajouté en marge : et autres tels qu'il verra à luy plus propices) et toutes autres choses licites et honnestes, tout ainsi qu'un bon père de famille doit faire à ses enfans, semblablement ledit Pollides a confessé et confesse que ledit Jaques Croset aussi présent et acceptant est son père adotif et arrogant et l'a prins et tenu, prend et tient pour son père adotif et arrogant, et ce a promis et promet que doresnavant il le servira bien deument et honnestement, comme son père adotif et arrogant, de son dit art à son pouvoir et en toutes autres choses, que le dit Croset luy commandera, et comme ung bon enfant doit faire à son père, car son vouloir et intention est tel, et, au surplus si ledit Pollides, par l'industrie de son dit maistre, ou pour son bon gouvernement, aydant Nostre Seigneur, il venoit au temps advenir à avoir beaucoup des biens (en marge : soient-ilz advenuz ou acquitz), dit et confesse estre par le moyen des dits commis, et, par ce, au cas qu'il allast par cy-après de vie à trespas, sans enfans, a voulu et veult, veult et entend que ladicte Aulmosne succède en ses biens, ainsi que le droit le porte, et que commis d'aulmosne doyvent succéder aux enfans exposés, et si, par adventure, au temps advenir, la dite Aulmosne n'eust plus de lieu, et qu'elle défaillisse, en ce cas, veult et entend que les pauvres de l'Hostel-Dieu du pont du Rosne dudit Lion succèdent en ses dits biens, car sa volonté est telle et intention irrévocable. »

Signé : Boquin (notaire royal).

*
**

N° 15.

F° 38 verso (2 May 1534).

(En marge : Bail d'ung enfant adotif.)

« A comparu Jehan Flory, charpentier de Lion, lequel a sommé et requis lesdits sieurs commis luy vouloir bailler Loys Girard, filz de feu Jacques Girard, coturier de Lion, lequel est enfant exposé de l'Aulmosne offrant le prendre pour son enfant adotif et arrogé, lesquelz sieurs commis,

par meure délibération, ont baillé et remis ledit Loys audit Jehan Flory lequel l'a prins et receu pour son enfant adotif. Soubz les promesses, obligations et qualitez contenues cy-devant en la réception de Jehan Pollides, faite par Jaques Croset. » (V. les pièces justif. numéros 51 à 54).

*
* *

N° 16.

F° 47 recto (*Dimanche 17 mai 1534*).

(En marge : Bail d'enfant adoptif.)

« A esté baillé à Claude Gette, fondeur, et à Magdeleine, sa femme, de Lion, Jehan (un blanc) pouvre enfant exposé à l'Aulmosne pour enfant adouptif (sic) et pour ce que icelluy Jehan est mineur d'ans et ne peult avoir de temps que environ de trois à quatre ans par aspect de son corps et que, à cause de sa minorité, icelluy Claude n'en pourra faire son prouffict, a ceste cause, iceulx sieurs ont ordonné luy estre payé par le trésorier, durant troys années advenir, quatre livres tournois, pour chacune année, le premier paiement en commençant ce jourd'huy et ainsi, d'an en an, lequel Claude moyennant ce que dessus a promis et prins ledict Jehan aux qualitez, conditions, obligations et autres clauses cy-devant contenues, et a confessé et confesse ledict Claude avoir receu dudict trésorier quatre Livres tournois en déduction de ce que dessus et pour la première année desquelles quatre livres il s'en est tenu content, et en a quitte les dits sieurs et ledict trésorier. »

*
* *

F° 151 recto (*23 mai 1535*).

(En marge : En mandement.)

« A esté remonstré par Claude Guette, fondeur de lion, que ung an est passé qu'il a prins, pour enfant adoptif, ung nommé Jehan, des mains des commis, ainsi qu'il apert par ledit bail à luy fait le 17 May 1534, et que par icelluy bail, luy avoit esté promis payer pour chacun an quatre livres durant troys années, pour ayder à entretenir ledit Jehan, veu sa minorité. Dimanche passé en ensuyvant ledit bail luy

estre payé lesdites quatre livres pour ceste présente année 1535. Ordonner que luy sera payé par le trésorier lesdites quatre Livres en ensuyvant ledit bail pour ceste présente année encommencée le 17^e jour de ce présent mois de May. »

Dans E 5, F° 49, on lit à la date du Dim. 11 juin 1536 :
« A esté ordonné payer à Claude Gayete, fondeur, pour reste du nourrisseige de Jehan, pouvre enfant orphelin donné à l'aulmosne, la somme de quatre livres tournois, etc... (le reste sans intérêt). »

*
* *

N° 17.

F° 47 verso (17 mai 1534).

(En marge : Bail d'enfant adoptif.)

« Semblablement a esté baillé pour enfant adoptif à Benoist Burgat, sergent royal de Lion, Claude Bourbon, filz de Jehan Bourbon, du lieu de Tossieu en Dauphiné, pouvre enfant exposé à l'Aulmosne, soubz semblables qualitez, conditions, promesses, obligations, cy-devant contenues au bail de Jaques Croset. »

*
* *

N° 18.

F° 59 verso (21 juin 1534).

(En marge : Bail de fille adoptive.)

« A esté baillée à Jaques Batin, masson, et à Guillaume Charbonnières sa femme, présens, pour fille adoptive Marguerite fille de feu Pierre du Genez (?) du lieu de Cindrieu en Chautagne pays de Savoye, pouvre fille exposée à l'aulmosne et ce aux qualitez, et conditions comme par cy-devant. (Voir E 5 F° 234.)

*
* *

N° 19.

F° 69 verso (26 juillet 1534).

(En marge : Bail de fille adoptive.)

« Baillé à Aliénor Blanche femme de Maistre Jehan Mollières, notaire, pour fille adoptive, Magdeleyne fille du flammat (sic pour flamand), chaussetier, pouvre fille exposée à la dite aulmosne aux conditions et qualitez que devant. » (Voir les pièces justificatives, numéros 55 à 57.)

N° 20.

F° 114 verso (6 décembre 1534) (l'acte est rayé).

(En marge : Bail de filz pour adoptif.)

« Baillé à Benoist Burgat, sergent royal de Lion, pour enfant adoptif Jaques Pignier, pouvre enfant exposé à l'aulmosne aux qualitez et conditions que devant. » (Ajouté à la suite de l'acte : « Le dimanche 25 avril 1535, ledit Burgat a raporté que ledit Jaques s'en est allé à Saint-Michel, pour descharge. »)

*
* *

N° 21.

F° 143 verso (*Quasimodo* 4 avril 1535).

(En marge : Bail d'enfant adoptif.)

« Baillé à Pierre Roy, tonnelier de saint George, Jaques Rampolet, filz de Estienne Rampolet du lieu de Polemey le Réal pour enfant adoutif (sic) aux qualitez et conditions que devant. »

*
* *

N° 22.

F° 148 recto (*Dimanche* 25 avril 1535) (l'acte est rayé).

(En marge : Bail d'enfant adotif.)

« Baillé à Benoist Burgat pour enfant adoptif Germain pouvre enfant aux qualitez que devant » (ajouté en bas de l'acte : « nota que le dimanche 25 juillet 1535 ledit Burgat a asseuré par serment que ledit Germain s'en estoit allé et fuy, à ceste cause a esté déchargé. »)

*
* *

N° 23.

F° 160 recto (*Dimanche* 27 juin 1535).

(En marge : Bail de fille adoptive.)

« Baillé à Guyon facault (?) marchant de lion, Anthoyne Bellocier fille de feu Jehan Bellocier, dit davignon, couratier, pour fille adoptive, en la matière et qualitez que devant. »

E 5 (1535-1540).

N° 24.

F° 45 (*Dimanche 21 Mai 1536*).

(En marge : Fille adoptive.)

« A esté baillée pour fille adoptive Claude fille de Jehan de Noailly à Claude Drillond et à Anthoinette sa femme, tante de ladite Claude de Noailly, ledit Drillon absent, ladite Anthoinette sa femme présente, moyennant ce que ladite Anthoinette tant en son nom comme au nom de son dit mary, a promis bien et duement nourrir, instruire, et entretenir ladite Claude et luy faire comme à sa propre fille. »

*
* *

N° 25.

F° 61 (*Dimanche 9 Juillet 1536*).

(En marge : Fille adoptive.)

« Anthoinette pouvre fille orpheline a esté baillée pour fille adoptive à Pernette femme de Jehan Germain, mosnier, demourant au près du pont du Rosne (?) et commandé au secrétaire luy en faire lettre. »

*
* *

N° 26.

F° 234 (*Dim. 10 Novembre 1537*) (Voir E 4 F° 59 verso, P. 18).

(En marge : Fille adoptive et donation à elle faicte de XL/L.)

« Marguerite fille de Pierre de Gynes (?) de Chaustaigne a esté baillée à Guillaume vefve de Jacques Batin, masson, demurant en la rue de la routisserie au derrière de la maison du picard pour fille adoptive, Laquelle ladite Guillaume a promis douer et dès à présent considérez les agréables services que ladite Marguerite luy a fait et qu'elle luy fera par en après et Aultrement L'amour et dilection qu'elle a à Icelle Marguerite et aussi car ainsi luy pleust et telle est sa volonté pour ces causes et aultres ad ce La movans Ladite Guillaume saichant de son bon grè pour elle et les siens dès à présent a donné et donne par donation irrévocable faicte entre les

viefz dès à présent vallable à ladite Marguerite présente la somme de quarante livres tournois laquelle somme elle luy promet payer et délivrer toutes les foys et quantes qu'elle aura trouver son bon party pour se marié (sic) et laquelle somme pour sa conservation Icelle Guillaume dès à présent situe, impose et assigne sur tous et ung chacun ses biens et par exprès sur une sienne maison où elle demeure situé en ladite rue de la routisserie Jouxte ses confins et sur une chacune part et particule d'icelle Et veult et consent que Icelle maison soit et demeure obligé et hypothéqué pour le paiement de ladite somme en quelquez tènements tiers qu'elle soit transférée, avec promissions, submissions, renunciations, obligations, et aultres clauses ad ce nécessaires, en présences de George Lorideau et Jehan Marchant, tesmoingt. »

*
* *

N° 27.

F° 317 (6 Octobre 1538).

(En marge : Fille adoptifve baillée en ville — Plus bas : s'en est allée d'avec sa maistresse.)

« Florie, fille de feu Jehan le Benier a esté baillée à dame Jane de la Lande de touraint demeurant en ceste ville pour fille adoptifve et a promist la bien régir et gouverner nourrir et alimenter et héritera en ses biens comme sa propre fille ; ordonné qu'elle soit habillée comme les aultres que l'on met à maistre, commandé aus^r Anthoine Perrin. »

*
* *

N° 28.

F° 370 (Dimanche 23 Mars 1538, a. s.).

(En marge : Fille adoptifve à Mt.)

« Catherine, fille de Jehan Prost, en son vivant tisserant de Lyon, a esté baillée aus^r Claude Motaïgnat, marchant de la granete, pour fille adoptifve. »

E 6 (1540-1546).

N° 29.

F° 2 (*Dimanche 9 Mai 1540*).

(En marge : Fille adoptive.)

« Marguerite, fille de Serve Brotin, a esté baillée à Guillaume de Laforest mareschal demeurant près les fossés pour fille adoptive aux conditions, que l'on a la coustume bailler les aultres filles adoptives. »

*
* *

N° 30.

F° 189 (*Dimanche 13 Avril 1542*).

(En marge : Fille adoptive en ville.)

« Angéline, fille de Jehan Nicolet, en son vivant tonnelier de Lyon, pouvre fille adoptive à l'Aulmosne, a esté donnée à Baptiste Grégoire, faiseur des pots d'Itaylie et à sa femme, de par iceulx retenue pour fille adoptive ; laquelle ilz ont promis bien et deuement nourrir, instruire, alimenter, entretenir ,et douer comme leur propre fille, créée en loyal mariage. »

*
* *

N° 31.

F° 297 (*Dimanche 4 Novembre 1543*).

(En marge : Fille adoptive.)

« Anthoinette, pouvre fille adoptive de l'Aulmosne Générale, a esté baillée à Georges Cibriain, pouldrier de hacqueboute, et sa femme, laquelle ilz ont prins pour fille adoptive et l'ont promis bien et deuement entretenir, nourrir et instruire comme leur propre fille. Ordonner luy estre baillé des chausses et soliers. »

*
* *

N° 32.

F° 299 (*Dimanche 18 Novembre 1543*).

(En marge : Filz adoptif.)

« Alexandre, filz de Jean Regnault le mercier, a esté baillé à Claude Jaquard, marchand de Parey-le-Monial, et par iceluy retenu pour filz adoptif et a promis le bien et deuement

nourrir, vestir, instruire et entretenir, et le hérité (sic) selon la faculté de ses biens, comme son filz adoptifz. Et au cas qu'il ne luy plaise, le pourra retourner dans ung an, en le rendant habillé comme il est de présent, et le cas advenant, luy en sera faicte descharge. »

*
* *

N° 33.

F° 356 (*Dimanche 27 Avril 1544*).

(En marge : Bail de fille adoptive.)

« Gervaise, fille de feu Guillaume Rambert, a esté mis es mains et puissance de Jehan Chirafaure, tissotier, qui a promis la nourrir et entretenir bien et deuement selon son estat. »

E 7 (1546-1552).

N° 34.

F° 105 (*Dimanche 11 septembre 1547*).

(En marge : Bail d'adoption.)

« Pernette, fille de Symonayer (?), pouvre fille adoptive à Paulmosne a esté baillée à Pierre Barral cordier, et Morise sa femme demeurant à l'arbre sec, pour fille adoptive, laquelle ilz ont pris aux conditions, modifications et qualités d'adoption et ont promistz la nourry (sic) vestir, instruyre et alimenter, et doer (sic) comme leur fille légitime avec clauses ad ce nécessaires en présences de Benoist Gomat et Estienne Pocolot. »

*
* *

N° 35.

F° 113 (*Dimanche 16 Octobre 1547*).

(En marge : Filz adoptifz.)

« Jaques Surlay pouvre filz adoptif à l'Aulmosne a esté par les dits sicurs Recteurs (donné) à Pierre Surlet cordonnier demeurant près le Grant Palais son oncle et par luy retenu pour filz adoptif aux condicions et qualitez d'adoption,

assavoir que le dit Pierre Surlet a promist bien et deuement nourrir, instruire, alimenter et entretenir d'habillements ledit Jaques et le douer comme son filz légitime, et a esté ordonné luy habiller aux dépens de l'Aulmosne comme les enfans que l'on met à maistre. »

*
**

N° 36.

F° 177 (*Dimanche 27 Mai 1548*).

(En marge : Fille adoptifve.)

« Jane fille de Jehan le Gaignedenier, pouvre fille adoptifve à l'Aulmosne a esté baillée à Jane femme de pierre de la Lande paintre et par elle retenue pour fille adoptifve aux condicions et qualités d'adoption avec clauses ad ce nécessaires. »

*
**

N° 37.

F° 217 (*Dimanche 18 Novembre 1548j*).

« Et traitant des affaires de la dite Aumone est comparu au dit Bureau Reymond Arjollet, sergent royal de cette ville et sa femme (disant) qu'ilz ont remonstré que, puis certain temps en ça, mesme puy le trespas de feu Loys Bigot en son vivant chappuys de ceste ville par le commandement desdits Recteurs ilz ont nourry, instruit et alimenté avec eulx et en leur maison Benoiste fille dudict feu Loys Bigot, pouvre fille adoptifve à l'Aulmosne (comme) leur propre fille naturelle et légitime et pour l'amytié qu'ilz avoient au dit Loys Bigot père de ladite Benoiste et vertuz d'icelle Benoiste, ont faict requeste aux dits Seigneurs leur vouloir donner la dite Benoiste pour leur fille adoptifve, suivant laquelle requeste lesdits sieurs recteurs, deuement advertiz de la bonne preudhomie desdits mariez Arjollet, ont donné aux dits mariez Arjollet, ce requérantz et acceptantz, la dite Benoiste Bigot pour leur fille adoptive avec tous ses biens, droictz, nomz et actions quelconques laquelle ils ont acceptée pour leur fille adoptive aux conditions et modifications d'adoption, assavoir que iceulx mariez Arjollet ont promiz comme ilz promectent tenir la ditte Benoiste pour leur fille adoptifve, l'instruire, nourrir,

vestir et alimenter icelle Benoiste selon son estat et la douer selon la faculté de leurs biens et comme l'on a acoustume de faire à filles adoptives, et oultre ce lesdits mariez Arjollet, la dite femme, en l'autorité que dessus, confesse avoir eu et réellement reçu des dits sieurs recteurs tous les tiltres appartenant à ladite Benoiste et dont iceux recteurs estoient chargés ensemble la somme de dix sept livres quatorze solz tournois que la dite Aulmosne avoit reçu pour et au nom de la ditte Benoiste desquels tiltres et sommes de deniers les dits mariez Arjollet se sont chargés et en ont quitte la dite Aumone, et promettent la tenir quitte envers la dite Benoiste et tous autres, avec pacte de non jamais en rien demander, promissions, submissions, renonciations, obligations, et autres clauses ad ce nécessaires, donné à Lyon les an et jour, lieu que dessus, en présence de Estienne Gourrin, clerc aux deniers, et Estienne Poculeau, l'un des bedeaux de ladite Aumone, témoins ad ce appelez et requiz. »

*
**

N° 38.

F° 457 (*Dimanche dernier jour du mois de Mai 1551*).

(En marge : Fille adoptive.)

« Estiennette, fille de feu François Micha, pouvre fille orpheline, a esté baillée par Messieurs les Recteurs à Dame Claudine Charpin, veufve de feu Glaude Genevois et par icelle retenue pour fille adoptive, aux condicions d'adoption, assavoir : que ladicte Estiennette promet bien deuement et loyaulment servir ladicte Claudine, en toutes ses œuvres licites et honnestes, luy obéir comme une vraye fille doit faire à sa mère, et ladicte dame Charpin, nourrir et entretenir d'habillements et la douer comme sa propre fille naturelle et légitime avec clauses à ce nécessaire, les an, jour, lieu et présents que dessus. »

E 9 (1557-1559).

N° 39.

F° 324 (*18 Juin 1559*).

(En marge : Fille adoptive.)

« Benoiste pontheuse a esté exposée à l'Aulmosne, et, par

icelle retenue aux conditions d'adoption, remise à Jehan Bonnet, fourbisseur, et à Anthoinette Lombard, sa femme, aux mesmes conditions d'adoption. »

E. 10 (1559-1562).

N° 40.

F° 96 (30 Juin 1560).

(En marge : Filz adoptifz hors l'Aulmosne.)

« Jehan Polly, filz de Marguerite Peyrard, femme de Humbert freudenyer (sic), adoptif à l'Aulmosne, a esté baillé et mys avec ledit Humbert fondenyer, et par luy reçu pour filz adoptif aux condicions et modifications d'adoption. »

*
* *

N° 41.

F° 291 (*Dimanche 3 Août 1561*).

(En marge : Fille adoptive hors l'Aulmosne.)

« Isabeau Chaudière, fille adoptive à l'Aulmosne, a esté baillée et mise avec le sieur Jehan Leconte, marchant ferratier, demeurant près Saint-Pol, pour fille adoptifve assavoir qu'il sera tenu la nourrir, instruire, lever et coucher, et entretenir de tous habillements et quand elle sera en aage, la marier et douer, comme sa propre fille, pour ce faire, il a promis avec clauses ad ce nécessaires. »

*
* *

N° 42.

F° 538 (*Dimanche 15 Novembre 1562*).

(En marge : Fille adoptifve hors l'Aulmosne.)

« Marie Lanffrey, pouvre fille adoptifve à l'Aulmosne, a esté donnée et mise avec dame Anthoynette Rousset, vefve Anthoine Ville, marchand grainier de Lyon, aux conditions et modifications d'adoption, assavoir que la dite Anthoinette Rousset a promis et promest bien et deurement nourry (sic) et entretenir de tous habillements la dicte Marie selon son estat et, quand elle sera en aage la douer comme si elle estoit

sa propre fille née en loyal mariage, et ladicte Marie promet bien et loyalement servir ladicte Anthoinette Rousset en toutes ses œuvres licites et honnestes, et luy obéir et rendre honneur comme fille doit faire à sa propre mère, avec clauses ad ce nécessaires. »

E. 12 (1572-1574).

N° 43.

F° 541 (*Dimanche 13 Décembre 1573*)

« Jehan Picanon, espinglier, habitant à Lyon, ayant trouvé ung garçon (sic) des enfans adoptifz de ladite Aulmosne généralle, a remonstré aux dite sieurs que, pour charité et hauctorité (?) il désiroit prendre ledit enfant nommé Anthoine Ray lequel il a prins pour adopt, et mis que puis l'Aulmosne n'en sera chargée. »

E. 14. (1574-1576).

N° 44.

F° 57 (*Lundi, dernier jour de Mai 1574*).

« Sur ce que Claude Mestra, femme de Nesme Bureau, charron de la Guillotière, a prié Messieurs de luy remectre Claude Mestra, sa cousine, laquelle lesdits sieurs avoient receue adoptifve depuis le sixiesme de septembre dernier, les dits sieurs luy ont remis ladicte Mestra à la charge que ledit Bureau viendra dimanche prochain pour accepter. »

F° 58 (*Dimanche 6 juin 1574*).

« Est comparu au bureau, Nesme Bureau, charron à la Guillotière, mary de Claude Mestra, lequel, suivant la promesse faite par ladicte Mestra de l'adoption qu'elle auroit fait de Claude Mestra, sa cousine, le dernier de May, a ratifié et approuvé ladicte adoption, tout ainsy que si par luy avoit esté fait et promet l'entretenir comme sienne, sans prétendre aucung droict de ladicte Claude Mestra. »

*
**

N° 45.

F° 99 (*Dimanche 24 Octobre 1574*).

« S'est présenté audict bureau Marc de Trente, veloutier,

natif de Trail (?) en Allemagne, lequel a prié lesdits sieurs de luy donner une petite fille, Ysabeau Delarue, pauvre petite fille orpheline de feu (une ligne et demie en blanc), laquelle il a prins et adoptée, promet la tenir comme (blanc) et luy participer de ses biens, comme si elle estoit sa fille naturelle, laquelle lesdits sieurs luy ont remise à la qualité susdite. »

E. 16 (1576-1578).

N° 46.

F^{os} 97 et 98 (29 juillet 1576).

« Est comparu au bureau de l'Aulmosne Générale de Lyon Léonard Du Rogen, molinier de soye, natif de Milan, et Clodine Janenay, sa femme, habitant ceste ville de Lyon, lesquels ont remontré aux dits sieurs que cy-devant ilz leur auroient baillé une petite fille adoptive de ladite Aumone, nommée Catherine Clavel, pour les servir de servante à laquelle ilz ont prins si bonne amytié que pour raison d'icelle et aussi pour l'Aumosne, ilz désiroient l'adopter à eulx comme leur propre fille, priant à ces fins les dits sieurs la leur donner pour adoptive offrant par cy-après en ce cas la nourrir, comme si elle fust leur propre fille et la marier, estant venue en aage, de leur propre bien et, ayant sur ce délibéré, considérant que c'estoit autant descharger ladite Aulmosne, joint qu'ilz sont deuement informez de la preudhommye des dits mariez de Rogen, leur ont octroyé leur dicte demande, après lequel consentement, lesdits mariez de Rogen, ladite Janeney, de l'auctorité de son dit mary, ont prins et adopté à eulx ladite Clavel comme leur propre fille soubz les promesses de la nourrir et alimenter tant de vivres que habillements nécessaires, et la nourrir de leurs biens et substances, étant parvenue en aage, la marier, et, ont deschargé en tout et partout laditte Aumosne sous les promesses, serments, obligations, soumissions, renonciations, et clauses nécessaires, faict et passé à Lyon, les an et jour que dessus, présens M^e Claude Romain, notaire royal et Estienne Poinct, marchant au dict Lion, tesmoingts lesquelz ont signez avec le dit De Rogen à la cède, ladite Janeney a déclaré ne savoir signer. »

(L'acte se trouve aussi mentionné dans E. 15, F° 272, dans les mêmes termes ; il comprend, en plus, les signatures ; on lit, entre autre, quelque chose comme : Jo léonardo Rogio asigno (?) ou affilio (?) questo.)

*
* *

N° 47.

F° 224 (24 Mars 1577).

(En marge : Addition marginale postérieure : (le présent acte demeure nul pour les causes contenues en l'acte du 30 aoust 1579 (voir le numéro suivant, 48.)

« (Michel Billaud, charretier) a remonstré ausdictz sieurs que n'ayant aulcuns enfans, il désiroit adopter à luy l'ung des enfans adoptifz de ladite Aulmosne, et qu'à ces fins, il auroit esté à l'hospital de la Chanal, et illec choisy, entre les enfans estans audict lieu, Anthoyne Moyroud, lequel il a admené et présenté ausdictz sieurs. les requérant le luy vouloir donner pour adoptif, et ayant lesdictz sieurs, sur ce, meurement délibéré, et ayant eu bon rapport dudict Billaud et qu'il est homme de bien, de bonne vie, mœurs et conversation, le luy ont remis pour adoptif, soubz les promesses faictes par ledict Billaud qui s'ensuyvent, sçavoir : qu'après le consentement desdicts sieurs, Ledict Billaud a prins et receu ledict Moyroud pour adoptif, et, promis le tenir comme son filz, le nourrir et entretenir sa vie durant, et advenant qu'il décède avant ledict Moyroud, le légitime comme sien et entièrement en descharge l'Aulmosne, soubz les (?) promesses, obligations, submissions, renontiations, et clauses nécessaires, fait et passé à Lyon le 24° jour de mars mil cinq cens soixante dix-sept. »

E. 19 (1578-1581).

N° 48.

F° 135 (Dimanche 30 Août 1579).

« Les sieurs recteurs ont baillé pour enfant adoptif à honnête homme, André Parent, fondeur de cuyvre à Lyon, Anthoine Moyroud, jadis adoptif de ladite Aulmosne, tant pour apprendre le dit art et mestier de fondeur, que toutes autres

choses licites et honnestes, et ce, durant et pendant le temps et jusques à ce que le dit Moyroud viendra en estat de mariage, ou durant sa vye, ledit Parent a promis et promet bien et deuement l'entretenir tant de sa despense que d'habillemens qu'il luy faudra et conuiendra fournyr, à la charge que les dits sieurs bailleront audict Parent, la somme de dix escus d'or sol, laquelle somme les dits sieurs recteurs ont receu dudit Moyroud, lorsqu'il fust receu adoptif de ladite Aulmosne, et laquelle somme lui sera baillée et deslivrée par le trésorier d'icelle Aulmosne. »

E. 22 (1582-1584).

N° 49.

F° 324 (*Dimanche 22 Juillet 1584*) (F° 365 de E. 21).

« Est comparue audict bureau, M^e Hierosme Lambert, citoien du dict Lyon, lequel, meu de pitié et charité, auroit prié et requis aux dicts sieurs luy donner par adoption un des petits enfans adoptifs de ladite Aulmosne, nommé Jacques Dustraict, filz de feu Baptiste Dustraict, quand vivoit fondeur audict Lyon, lequel il a ja gardé quelques jours avec luy en sa maison, espérant, attendu sa bonne intention et, fesonomie (?) en faire un homme de bien, annuant à laquelle requeste, les dits sieurs estant deuement informez de sa bonne vie et conversation, ont ledict Jacques Dustraict baillé et remys audict sieur Lambert présent, lequel, du consentement des dits sieurs, il a prins et accepté pour son adoptif, et, promis le nourrir et entretenir comme son propre enfant, et lui faire tout ainsi comme père est tenu et doit faire à son propre filz naturel et légitime, avec les promesses, serments, obligations, renonciations et clauses nécessaires, faict au lieu, les an et jour que dessus, presents, M^e Martin Moreau, notaire royal, et Pierre Nuel, mareschal, tesmoins. »

Signatures : Lambert, Jacques Dustraict, Moreau, Nuel.

Textes se rapportant aux Adoptions
Crozet, Flory et Molières (E. 4)

A) Adoption CROSET

N° 50.

E. 4.

F° 117 recto (*Dimanche 13 Décembre 1534*).

« Comparant Jane Belley (?) de lion pour ce qu'elle avoit esté mandée venir par devers les commis à cause qu'elle subornoit et soubstrayoit Jehan polides disant estre son filz, estant et demourant avec Jaques Croset, marchant librayre de lion lequel pollides a esté baillé pour enfant adoptif audit croset comme enfant exposé à l'aulmosne. Et après plusieurs remonstrances faictes par les commis à icelle Jane ladite Jane bien (?) et informée par le secrétaire de céans en la présence des dessusdits ainsi qu'elle a dit et confesse dudit bail fait par iceulx commis audit croset, A ceste cause Icelle Jane a ratiffié et approuvé de point en point le bail fait par lesdits commis audit croset dudit pollides cy-devant à F° XXVII° et en tant que besoing seroit l'a de nouveau confirmé et confirme par ces présentes par foy et serments avec les soubzmissions, renunciations et autres clauses ad ce nécessaires. »

B) Adoption FLORY.

N° 51.

E. 4.

F° 43 (*Dimanche 10 Mai 1534*).

« A esté remonstré par Jehan Fleury charpentier de Lion ausdicts sieurs que dimanche dernier il print des mains des dicts sieurs pour son enfant adoutif (sic) ung des enfans exposés à l'Aulmosne nommé Loys Girard, et pour ce qu'il a entendu que icelluy Loys a quelzques bien tant au

pays de Savoye que en ceste ville et mesmement ung coffret où il y a plusieurs lettres faisant au prouffict dudict enfant, le tout estant en la puissance de Claude vefve de son père, à cette cause requiert qu'elle soit contraincte à rendre et restituer lesdictes lettres et autres biens si point en y a à iceluy Fleury, le tout pour convertir au proffict dudict Loys son enfant, conclud que le secrétaire se transportera à la chambre de laditte Claude vefve avec un officier et fera inventaire des lettres et autres biens, si point en y a, et en après en fera rapport au bureau. »

F° 46 verso (*Jeudi 14 Mai 1534*).

« Claude Roberjote, veufve feu Jaques Girard, coturier, laquelle a dict et remonstré que ses jours (sic) passés le secrétaire de céans avec un des officiers estoient venus faire inventaire des biens dudict feu son mary et de certains papiers et lettres et qu'elle entend et veult faire apparoir que la plupart desdicts biens mentionnez au dict inventaire sont et appartiennent à elle et quant aux papiers et lettres n'empesche qu'ilz ne soient rendus à ceulx qu'il appartiendra et que ce veu les dicts sieurs luy doivent faire délivrer lesdicts biens conclud que dimanche elle fera apparostre de son dire et les papiers seront portés au bureau pour les veoir et sur le tout ordonnerons ce que sera à faire par raison. »

(Dans la séance du dimanche 17 Mai, il n'en est pas question).

*
* *

N° 52.

E. 4.

F° 48 bis verso (*Lundi 25 Mai 1534*).

« A comparu Michel Girard, soy-disant estre frère de feu Jaques Girard, en son vivant coturier de Lyon, laboureur du lieu de Montbel, paroisse de la Novaloyse en Savoye, lequel a remonstré à messieurs les commis que luy naguère estre averti de la mort dudict Jaques son frère, est venu en ceste ville pour scavoir comme un nommé Loys Girard, fils dudict feu Jaques Girard, estoit devenu, ensemble les

biens par luy délaissés, et luy estre averti que les dicts sieurs commis auroient baillé le dit enfant à un nommé Jehan Flory charpentier dudict lion comme enfant exposé à la dicte Aumosne, pour le nourrir et apprendre et entretenir en la manière qu'il est contenu aux actes du bail du dict enfant, conclud et requiert luy estre baillé ledit Loys, son nefveu, comme son plus prochain lignagier offrant le nourrir et faire apprendre comme sien (ajouté : et faire aparoir tant par lettres que par tesmoins qu'il est l'un des plus prochains parens dudict Loys Girard), lesdicts sieurs commis ont remonstré audict Michel Girard que ledict Loys Girard leur avoit été remis et baillé par la vefve du dict feu Jaques Girard son père comme enfant orphelin par ce qu'elle n'avoit de quoy le nourrir ne entretenir disant que le dict feu Jaques n'avoit rien et qu'il estoit mort povere homme, ce voyant iceux sieurs pour ce que la dite Aulsmone est élevée et érigée tant pour poveres enfans orphelins, impotens et mendiants que autres, en plusieurs et diverses sortes (ajouté : malades) en icelle ville, et par ce l'auroient fait mener et mestre avec les autres au lieu de la Chanal et que depuis certain temps, ledit Jaques Flory lequel est homme de bien, bien famé et renomé ayant bon mestier, résidant et demourant en ceste ville, les auroit requis luy vouloir remettre et bailler ledict Loys, ce qu'ils ont faict, ainsy et en la forme qu'il est contenu en son bail. Et, après lequel bail, ledit Flory seroit venu remonstrer à iceux commis qu'il auroit entendu que ledict feu Jaques Girard, son père, avoit plusieurs biens tant meubles que immeubles, estant en ceste ville de Lyon que audict lieu de Montbel, requerrant luy estre sur ce pourveu affin que ledict enfant ne demourasse frousté des dicts biens, pour l'advenir et que, à ceste cause, ils auroient mandé faire inventaire de tous les biens meubles et escriptures estant en la chambre de laditte vefve, délaissiez par le trespas dudict feu Jaques, lequel inventaire est aux actes et par devers le secrétaire de la présente aulmosne aux fins de garder le droit à qui il appartiendra et non à autres fins et, après ce, ont interrogé ledict Michel Girard par serment quelz biens immeubles ledict feu Jaques Girard peut avoir au dict lieu de Montbel, lequel a respondu qu'il y a environ cinq journées de terre, un pré contenant

deux sesteyrées et une maison, le tout pouvant valoir par an d'asseuré dix florins monnoye de Savoye et tant en donneroit s'il l'avoit, et dict davantage que ung nommé Chrestien Recel demourant aux botières, mandement d'Entremont, tient toutes en assence, ainsy que l'on dict. Laquelle déclaration iceux commis, pour et au nom dudict Loys, enfant exposé à la ditte Aulmosne, ont accepté et acceptent en tant qu'elle faict au proffit dudict Loys et non aultrement, le tout remis à demain, heure de deux heures après-midy, à pourveoir et ordonner sur le tout par conseil comme sera par raison et lors le dict Michel Girard fera apparoir par gens et par lettres de sa qualité et sera ouvert le coffre où sont les lettres lequel est scellé, lesquelles sont au prouffict dudict Loys si point en y a par le secrétaire, en présence toutesfoys de Georges Loridau et autres qui seront à ce appelez, et apportés par devant lesdicts commis pour en après les rendre et bailler à ceux qu'il appartiendra. »

F° 50 verso (*Mardi 26 Mai 1534*).

« Quant à la requeste faicte par Michel Girard l'affaire a esté remis à Jedy prochain au bureau parce qu'il n'estoit nombre pour conclure à l'affaire. »

*
* *

N° 53.

E. 4.

F° 51 verso (*Jeudi 28 Mai 1534*).

« Quant à la requeste de Michel Girard a esté ordonné qu'il sera faict attestation que Loys est enfant de Jaques Girard et pour envoyer à Mr d'Entremont, et, avant, et, qu'en faire une lettre ausdicts sieurs au nom des dits commis, pour luy remonstrer le tout et puor savoir que peuvent valoir les biens dudict feu Jaques, et selon son advis et response, lesdits Seigneurs en ordonneront ainsy que de raison. »

*
* *

N° 54.

E. 4.

F° 76 recto (*Dimanche 9 Août 1534*).

« Lesdits sieurs commis, en tant que leur puissance se

peult estandre quant aux actes qui s'ensuyvent, ont faict et constitué tant en leurs noms que pour et au nom de Loys Girard, fils de feu Jaques Girard, coturier de Lion, enfant adotif (sic) de Jehan Flory, charpentier de Lion, baillé par iceulx sieurs audit Flory comme enfant exposé à laditte Aulmosne, leur procureur général et certain messenger spécial, par ainsy le dict Jehan Flory présent et acceptant la charge de cette présente procuration, assavoir pour et es noms que dessus, d'accenser et d'admodier a telz personnages, pour telz prix et sommes de deniers, et, pour tel temps que bon luy semblera, tous et chacun les biens immeubles qui sont demourés par le décès du dit feu Jaques Girard estant au lieu de Montbel, paroisse de la Novaloise, pays de Savoie, aussi de recouvrer et recevoir tous les deniers et sommes provenant à cause du dict accensement, aussi semblablement recouvrer et recevoir toutes les sommes de deniers qui se pourront trouver estre dues audict Loys Girard, comme héritier de son dict père, des autres accensements auxquelz ledit feu Jaques Girard pourroit avoir accenser lesdicts biens par le passé, et du receu en bailler quittance, le tout toutes fois au prix et fortune dudict Jehan Flory et a promis ledict Flory par ses fois et sermens rendre comptant du receu que de l'accensement desdicts biens ausdits sieurs commis et autres qu'il appartiendra, avec telles renonciations et autres clauses en tel cas requises. »

C) Adoption MOLIERES

N° 55.

E. 4.

F° 81 recto (*Dimanche 30 Août 1534*).

« Ledit jour a comparu (Aliénor, en renvoi) Blanche, femme de M^r Jehan Molières, notaire et secrétaire suivant les finances du roy notre sire ; disant que puis nagueses elle a prins pour fille adoptive des mains des dits sieurs une fille nommée Magdaleyne Thibault, fille de feu Regnault Thibault, flamand, en son vivant chaussetier de lion, et, de Marguerite proz, sa femme, et que par le décès d'iceulx sont demourez plusieurs biens meubles lesquelz sont en la main et la prys-

sance de Anthoine Gaultier, serviteur de l'Aulmosne, requérant parce que qu'elle est sa mère adoptive que ledit Anthoine ait à faire exhibition des dits biens meubles pour en faire inventaire pour le prouffit et utilité de ladite Magdeleine et autre qu'il appartiendra à l'advenir, et, davantaige, pour mieux offrir son dire, a demandé qu'il plaise aux dits sieurs faire venir par devant eulx ledit Anthoine Gaultier pour advouer ou désadvouer son dire et demande. Ouy le dire par les dits sieurs, ont ordonné mander venir ledit Anthoine Gaultier lequel a comparu et a advoué le contenu du dire, disant avoir en sa puissance quelque peu de biens meubles délaissez par le décez des dessusdits Regnault Thibault et sa femme, Requérant semblablement pour sa décharge en estre fait inventaire. Ordonné qu'il en sera fait inventaire par le secrétaire de séans en présence de la dite Aliénor et Magdalayne, et en fera son rapport jeudi prochain pour en ordonner ce que sera de raison. »

(Le jeudi suivant, n'eut pas lieu de réunion, car les « sieurs commis estoient empeschez à leurs affaires »).

E. 4.

F° 85 verso (*Dimanche 13 septembre 1534*).

« Semblablement a comparu Aliénor Blanche, femme de M^r Pierre Molières, clerc suivant les finances du Roy nostre sire, laquelle a dit et remonstré ausdits sieurs que, en ensuyvant leur ordonnance, le secrétaire de scéans a parfait l'inventaire des biens meubles qui furent de feuz Régnauld Thibault et de Marguerite sa femme estant en la puissance de Anthoine Gaultier Requérant, parce qu'elle a prins leur fille pour fille adoptive, que lesdits biens luy soient baillés et livrés. Et après que lesdits sieurs ont interrogé ledit secrétaire (en renvoi, en marge : et qu'il a dict) avoit fait ledit inventaire en la présence de ladite Aliénor Blanche et de ladite fille, ont le tout remis a en ordonner à jeudi prochain, parce qu'ilz n'estoient nombre. »

F° 87 recto (*Dimanche 20 Septembre 1534*).

(On ordonne que les biens meubles de la succession Thibault seront vendus à l'encan, et que les deniers seront reçus

par le secrétaire pour en rendre compte au bureau et, « lors ledit bureau en ordonnera ainsi que sera par raison »).

*
* *

N° 56.

F° 92 verso (*Jeudi 8 Octobre 1534*).

« A comparu M^e Jehan Molières, clerc suivant les finances du roy nostre sire, lequel a requis que l'argent provenant de la vendition de certains biens de feu Regnault Thibault et de Marguerite sa femme, estant es mains du trésorier, luy soit baillé et dellivré par ledit trésorier ensemble certaines lettres et obligez faisant au prouffit de Magdaleyne Thibault et autres enfans et héritiers des dits mariés Thibault, aussi estant en la puissance du secrétaire de céans, eu esgard pour ce qu'il a print pour fille adoptive ladite Magdaleyne, Offrant faire dilligence de retirer et recouvrer le contenu desdites lettres, le tout au prouffit desdits enfans et héritiers en baillant par luy bonne caution de randre le tout quand et à qui sera ordonné par justice et par les dits sieurs commis qui sont à présent ou qui seront pour l'advenir. Ouy le tout, les dits sieurs commis ont ordonné que ledit argent ensemble les dictes lettres seront baillez et dellivrez audit Jehan Molières en soy obligeant et baillant bonne et suffisante caution de les randre (sic) en temps et lieu quant et à qui sera ordonné par justice ou par lesdits commis. »

(Auparavant avait eu lieu une première comparation de M^e Molière au bureau de l'Aumône, qui demandait ce qui suit :)

F° 88 verso (*Dimanche 27 Septembre 1534*).

« A comparu M^e Pierre Mollières, notaire et clerc suivant les finances du roy nostre sire, mary d'aliénor Blanche, lequel a remonstré et dit que par ordre de Messieurs, les biens, mys par inventaire de feu Arnault (?) Thibault et Marguerite sa femme, avoient esté venduz à l'enquant par les (en renvoi marginal : en présence de Magdaleyne Thibault, fille des mariez Thibault), requiert que l'argent provenant desdits biens soit mys entre les mains de quelzques

gens de biens, sellon leur advis et ordonnance, pour en rendre compte en temps et lieu le tout au prouffit des enfans recouvrez à eulx ou à ceulx qu'il appartiendra à l'advenir, ouy le tout, ordonner que ledit argent sera remys entre les mains du trésorier de céans par manière de provision jusques autrement soit ordonné. »

F° 94 verso (*Jeudi 15 Octobre 1534*).

« Aussi (auparavant, avait comparu un frère qui réclamait pour lui et sa sœur retirée à Ste Catherine), Comparant Marguerite Thibault, fille de feu Regnault Thibault, pouvre fille espousée à l'aulmosne, baillée pour fille adoptive par lesdits sieurs à Aliénor Blanche, femme de M^e Jehan Molière clerc suyvant les finances du roy notre sire. Laquelle a présenté certaine lectre missive escripte et signée dudit Molières, mandat (sic) et concluand au nom dudit Molières comme il est contenu en icelle, par quoy avoir veu la teneur de ladite lectre et le contenu en icelle, lesdits sieurs ont ordonné que leur appointment par ci-devant fait sortira son effect. »

*
* *

N° 57.

E. 6.

F°s 109-110 (*Dimanche 28 Août 1541*).

(En marge : Ordonnance des enfans de Regnault Thibault).

« Après que Marguerite (sic) Thibault et Martin Thibault, enfans et héritiers feu Regnault Thibault, ont remonstré que en l'an 1534 (voir pièces précédentes de E. 4.), après le décès de feu leurs père et mère, ladite Magdaleyne fut remise à l'Aulmosne et retenue par icelle pour fille adoptive, et se saisy la dite aulmosne de certains leurs biens meubles, lesquels, depuis, par commandement des sieurs recteurs lhors estant, furent venduz à l'enquant, et l'argent qui en est yssu fust remict au fond de quessee (sic) de ladite aulmosne comme appert par ordonnance, inventaire et vente des dits biens estant es mains du secrétaire, qu'il plust aux dits sieurs, pour ce que ladite Magdeleyne a trouvé son party, luy bailler et délivrer ladite somme, Ouye laquelle requeste, du vouloir et consentement du dit Martin, a esté ordonné bailler

et délivrer à ladite Magdeleyne la somme de 21 Livres 16 solz et 10 deniers tournois laquelle est yssue de la vente desdits biens par mendment et quictance, commandé audit commis à la recepte sauf à l'Aulmosne son recordz contre M^e Pierre Tourvéon, lors trésorier d'icelle, s'il se treuve estre chargé par sa recepte des dits deniers, suyvant laquelle ordonnance ladite Marguerite Thibault de l'autorité de son mary, présent, et Martin Thibault, son frère, tant en leur nom que des autres enfans et héritiers de feu Régnault Thibault, confesse avoir eu et receu de Mrs les commis à la recepte des deniers de l'Aulmosne générale de Lyon la dite somme de 21 Livres 16 solz et 10 deniers tournois provenant de la vente des dits biens, de laquelle somme ilz se contente, (sic) et en quitent les dicts commis et promettent tenir quitte envers les dits aultres enfans avec clauses à ce nécessaires, donné à Lyon, en la chambre du bureau, les an et jour que dessus, en présence de Jehan Sève et Claude Combre. »

**ACTES DOUTEUX QUE LEUR MANQUE DE
PRÉCISION A EMPÊCHÉ DE CLASSER COMME
ADOPTIONS CERTAINES**

1) ACTES DE L'AUMONE GÉNÉRALE.

N° 58.

E. 5. (1535-1540).

F° 48 (*Dimanche 28 Mai 1536*).

(En marge : Fille adoptives).

« Ont esté remises (en renvoi : pour adoptives) deux filles de feu le petit pactier, baillées par lesdits sieurs autresfoys à Thomas le Vaillant apothicaire, à la femme de Nycolas Gondon leur Tante demeurant auprès du pont du Rosne laquelle a promis les bien gouverner entretenir et alimenter et leurs biens, comme une vraye tante doit faire à ses niépces, et ont une maison à la Guillotière qui vault de louage annuellement douze livres. »

*
* *

N° 59.

E. 9. (1557-1559).

F° 342 (*Dimanche 30 Juillet 1559*).

(En marge : Fille adoptive).

« Catherine Carizier a esté mise à l'Aulmosne, et, par icelle receue pour fille adoptive, aux conditions d'adoption, et, au même instant, a esté baillée à Loys Auterme, son beau-frère, pour la nourrir et instruire à sa volonté. »

*
* *

N° 60.

E. 8. (1552-1557).

F° 197 en bas (*Dimanche 30 Septembre 1554*).

(En marge : Quittance (?) des enfans de feu Pierre Fauldras).

« Anthoinette, femme de Benoist Jomard, de Bourgneuf, confesse avoir eu et reçu des sieurs recteurs et gouverneurs de l'Aulmosne, ceulx que lesdits sieurs présents, toutes les pièces et titres des enfans de feu Pierre Fauldras ses neveux qu'elle a retirés et iceux a promist nourrir instruire et alimenter comme ses propres enfans et en descharger ladite Aulmosne, avec clauses à ce nécessaires, donné à Lyon, en la Chambre du bureau, les an et jour et présences que dessus. »

*
* *

N° 61.

E. 11. (1569-1571).

F° 90 (*Dimanche 23 Juillet 1570*).

« Après la requête verbale faite par M^e Loys Paris, notaire de St Symphorien d'Ouzon, par laquelle il a remontré que Damyenne Jay, adotifve de la dite Aulmosne, estoit cousine germaine de Catherine Jay sa femme, et que, pour déchargér l'Aulmosne, il priaît les dicts sieurs la luy remettre pour la nourrir et en faire comme de sa fille propre, lesquels sieurs, par l'advis et du consentement de Georges Camet, soidisant oncle maternel, et, Martin Clerc, tailleur d'habit, mary de Claudine Jay, cousine germaine de ladite Damyenne, lesquels ont dict et asseuré aux dicts seigneurs que ledit M^e Paris estoit suffisant pour nourrir et entretenir le dite Damienne, ont iceulx sieurs remis la dite Damyene au dit M^e Paris avec les biens fonds et héritages à elle appartenant, le tout sans préjudice des dits Camet et Clerc et des leurs et de ce qu'ils pourroient prétendre à l'advenir pour raison de l'hoirie de ladite Damyene, moyennant laquelle remise les dits sieurs ont quitté et quittent François Barron, chandelier à Lion, pour raison du loage à luy passé des membres de maison appartenant à ladite Damyene, tant pour le surplus de ce qu'il avoit à tenir ledit loage du paiement et d'icelle, de tout le passé jusqu'à aujourd'hui. »

Cet acte s'éclaire à la lecture des déclarations que fit plus tard Damienne Jay (E. 13, Page 54, 1^{re} colonne, Inventaire Rolle), où nous lisons que les recteurs de l'Aumône

ayant égard à la déclaration de Damienne Jay « laquelle se seroit distraicte, pour quelque temps, de ladite Aulmosne, ce qu'elle auroit remonstré avoir esté faict par la subornation de certains ses parents, néanmoins que, présentement, elle estoit en délibération de se rendre derechef, s'il plaisoit ausdicts Seigneurs recteurs la recevoir pour adoptive, offrant donner elle et tout son bien à ladite aulmosne, lesquels seigneurs l'ont de rechef reçue pour adoptive, aux conditions par elle présentées. »

*
**

N° 62.

E. 19. (1578-1581).

F° 301 (*Dimanche 23 Octobre 1580*).

« Est comparue audit bureau Barbe Richard, femme de Anthoine Bonnardot, sergent royal laquelle a remonstré que, puis quatre ans en ça, auroit esté remise à Ste-Catherine, Claude...? fille de feu Martin Chesnier, et Jehanne Dubat, vivant, fille de ladite Richard laquelle elle désire retirer pour la norrir et en descharge l'aulmosne, sans touttefois la distraire de l'adoption (de l'Aumône) pour luy servir à l'advenir, annuant à laquelle requeste, les dits sieurs ont remis à ladite Richard ladite Chesnier, laquelle elle a promis et promet norrir et entretenir comme sa fille. »

*
**

N° 63.

E. 25 (1587-1589).

F° 198 (*Dimanche 23 Novembre 1588*).

« Comparu au dict bureau Jehan Maury, tissotier à Lyon, natif de St Didier en Velay, lequel a remonstré audicts sieurs qu'il y a ung jeune enfant à la Chanal, adoptif deladite Aulmosne, nommé Pierre Eson, filz de feu Catheryn Eson, quand vivoyt passementier, demeurant audit Lyon, cousin germain du dict Maury, partant qu'il désiroyt le retirer avec luy pour luy aprendre son art et en faire comme d'ung sien enfant, s'il plaist ausdits sieurs le luy remettre, sur ce ?.. après que lesdits sieurs recteurs ont esté deuement adver-

tys que ledit Maury est homme de bonne renommée, luy ont remis ledit Pierre Esnon et à la charge que l'aulmosne en demeurera deschargée, et que ledit Maury sera tenu et promet l'entretenyr comme s'il estoyt yssu de luy, et pour ce, à faict les promesses en tel cas requises et a esté enjoint au secrétaire rédiger clauses comme dessus est escript. pour servir et valloyr en temps et lieu, ledit Maury n'a signé pour ne scavoir escripvre enquis. »

II) ACTES DE L'HOTEL-DIEU.

N° 64.

REGISTRE I (1523-1539).

F° 23 (26 *Avril 1528*).

(En haut de la page).

« Remise d'un enfant nommé Anthoine a Symon Chalier et Nycolle Durande, sa femme. »

(Au milieu de la page).

« Remise d'un enfant nommé Jehan à Berthe (illisible) sitoyen de Lyon et à Catherine Almabasson, sa femme. »

(Ces actes sont qualifiés d'adoptions par Monsieur Croze, conservateur des archives hospitalières de Lyon, dans « Recueil manuscrit des délibérations importantes de l'Hôtel-Dieu au XVI^e siècle. »)

*
* *

N° 65.

REGISTRE II (1547-1557).

F° 210 (31 *Janvier 1551*, A. S.).

« Sur la requeste faicte par honneste homme Gabriel de Voloure marchand demurant à Lyon, requérant qu'ung jeune filz Jehan, filz exposé, nourri audiet hostel-Dieu, de l'aage de 7 ans ou environ, luy soit baillé pour iceluy nourrir, entretenir, faire aprendre et introduire en toutes (sic) actes licites et honniestes, par aulmosne, s'efforçant avec le temps en faire ung homme de bien à ses dépens, après avoir interrogé la mère Jacqueline Blanche, mère dudit hostel-Dieu, si icelluy Jehan est des enfans exposés audiet hospital et

si elle sçait qui est père ou mère dudit filz, laquelle a respondu qu'il n'a ne père ne mère, et qu'il a esté nourry dès son jeune aage, audict hospital, avec les aultres exposés, et sur ce une délibération, a esté sur le champs baillé et délivré iceluy Jehan au dit Voloure, lequel s'est chargé et a promis comme il promet iceluy nourrir, vestir et entretenir et le faire apprendre mestier à ses dépens, et aultrement, comme ung bon maistre et père de famille doibt faire envers son filz et successeur, avec promesses, serments, obligations, soubzmissions, renontiations, et clauses nécessaires, fait au dit hospital, les an et jour que dessus, présents M^e François Couleau, receveur des deniers communs de laditte ville, Jehan Bonnaventure point, peintre (?), tesmoingts. »

(Nous avons un acte semblable, F^o 452, 16 juin 1555, pour la remise d'un petit Jehan, âgé de 4 ou 5 ans).

*
**

N^o 66.

REGISTRE 1 *bis* (1540-1567).

F^o 103 (*Dimanche 13 Janvier 1548*).

(L'acte qualifié par Monsieur Croze d'adoption me paraît être une reconnaissance d'enfant naturel.)

« Sur la requeste faite par Francisque Demajole, marchand moulinier, demeurant en Bourgneuf, tendante aux fins comme ung jeune enfant, nommé Jehan Demajole, estant en la maison de Céans, luy soit délivré comme son propre filz receu avec une guerce (?).?. après qu'il a eu promis et juré en son âme, es mains dudit sieur de Vauzelles et comme le dit filz luy a esté exhibé, qu'il a reconnu estre sien et le bien nourryr, et luy faire comme son propre filz, luy a esté délivré par les dits sieurs, les an et jour susdits, présents (?) Jehan Videlli et Pierre Mycolier, tesmoingts. Signé : Vivier. »

*
**

N^o 67.

REGISTRE VIII (1598-1601).

F^o 222 (22 Août 1599).

(D'après A. Croze «Délibération de l'Hôtel-Dieu, xvi^e siècle», p. 247.)

(Même remarque que précédemment, pour N^o 66.)

« Ce jourd'hui a esté délivrée au s^r Ranasquier au nom dudit Paul Rustin une fille nommée Pernette (ou Pierrette), que iceluy Rustin avoit remise audit hostel-dieu et ce soubz la promesse que le dit Ranasquier a faicte au nom d'iceluy Rustin de la nourrir et entretenir et eslever comme ung bon père de famille doibt faire et aussy moyennant le paiement qu'il promect aussy de faire ausdits sieurs de la somme de douze escuz pour la dépense de ladite fille durant le temps qu'elle a demeuré dans ledit hostel-Dieu. »

**TEXTES D'AUTRES ACTES QUE CEUX D'ADOPTION
PERMETTANT DE SE RENDRE COMPTE DU
CARACTÈRE DE VÉRITABLE ADOPTION
DES ACTES CLASSÉS COMME TELS**

I) CONTRATS D'APPRENTISSAGE.

N° 68.

E. 4 (1533-1535).

F° 26 (Premier contrat et, en même temps, contrat-type, pratiqué à l'Aumône Générale, au Folio précédant l'adoption Crozet, la première adoption de l'Aumône Générale).

(En marge : Bail pour enfant à [adoptif] (barré dans le texte) apprendre mestier.)

Le jedy neuvième jour du mois d'Avril mil cinq cent trente-quatre.... par iceulx seigneurs commis a esté baillé pour apprenti à Jehan Saint Barre, tissotier de Lyon, Jehan Magny, filz de feu Pierre Magny, coturier de Lyon, pouvre enfant orphelin et exposé à ladite aulmosne, ainsi qu'il dit et confesse (et estre iceux sieurs commis ses vrais pères et pour tels il les tient et ceux qui seront pour l'avenir), pour six ans à venir commençans ce jourd'huy datte de ces présentes et finissant semblable jour, ledits six ans premièrement échus et finits, lequel Barre a promis par foy et serment et sous l'obligation de ses biens .?. bien et honnestement régir et gouverner, ensemble le nourrir, vestir, coucher et alimenter ledit Jehan, l'apprendre et instruire en son art de tissoterie et autres choses honnestes, a son pouvoir durant lesdits six ans, toutes fois à ses périls et fortunes et sans ce que lesdits commis et les autres qui pourroient estre pour l'avenir ne seront tenus luy rien bailler pour l'apprentissage fors seulement habiller ledit Jehan Magny d'une robe, chausses, bonnet, souliers et une chemise, pour une fois tant seulement, et oultre plus ledit Barre sera tenu au bout desdits six ans ramener et exhiber auxdits sieurs commis ou autres qui pour lors seront le dit Jehan Magny son apprenty, pour

savoir comment il aura profité de son dit mestier pendant ledit terme pour sur ce y mettre tel ordre que lesdits commis verront estre à faire et au surplus si ledit Jehan Magny par son moyen et industrie et pour le bon gouvernement de son dit Maistre, aidant Notre Seigneur, il venoit au temps advenir avoir et acquérir quelques biens, dit, affirme et confesse ce estre par le moyen des dits commis et par ce, si le cas advenoit qu'il allast de vie à trespas sans enfans, a voulu veult, déclare et entend que ladite Aulmosne succède à ses dits biens ainsi que le droit le porte et que commis d'aumosne doivent succéder aux enfans exposés, et, si à l'aventure pour l'advenir ladite Aulmosne n'avoit lieu et qu'elle défail- lit, audit cas veult, et entend que ses dits biens reviennent au Grand Hostel-Dieu du Pont du Rosne du dit Lyon car tel est sa volonté, plaisir et intention Irrévocable, soumettans pour ce ledit Jehan Barre, maistre, et ledit Jehan Magny, apprenti, assavoir ledit Barre ses biens présents et advenir quelconques, et ledit Magny tous les biens qu'il pourroit acquérir à l'advenir, pour l'observation de tout ce que dessus, par foy et serment à toutes Cours Royales, spirituelles, sécu- lières, et autres dudit Lyon et de toutes autres .?. par les- quelles... .?., renonçant..., fait et passé à Lyon, au couvent Saint Bonaventure, les an, jour et présences que dessus, Moy notaire royal, signé : Boquin. »

II) BAUX DE SERVITEURS.

N° 69.

E. 5. (1535-1540).

F° 5 (*Dimanche 27 Février 1535, A. S.*).

« Lesdits sieurs ont affermé Jane fille de Jaques Cloustrier à Ysabeau femme de Gaspard Fredel demeurant en ceste ville présente pour chambrière pour une année commençant au- jourd'huy et semblable jour finissant, ladite année première- ment résolue et passée, pour le pris et somme de trente solz tournois, laquelle somme ladite Ysabeau confesse debvoir à cause de ce présent affermage et icelle promet par ses foy et serement pour ce donné aux saintz Euvangiles de Dieu et soubz l'obligation et ypothèque de tous et ung chacun ses

biens payer à ladite Jane à la fin de ladite année et avec ce sera tenue ladite Ysabeau habiller et tenir vestue ladite Jane durant ladite année selon son estat et icelle Jane en auctorité que dessus promet bien et deuement servir ladite Ysabeau durant ladite année en toutes choses licites et honnestes avec clauses ad ce nécessaires, faict et donné au bureau, les an, jour et présences que dessus. »

*
* *

Nota : J'ai relevé un très grand nombre de baux de services, dans les premiers registres de l'Aumône-Générale (De E. 4. à E. 8, 1534-1557), qui sont, surtout, composés de ces actes (ainsi que de contrats d'apprentissage, analogues mais beaucoup plus courts, à celui du N° 68), et des réceptions d'enfants aux hôpitaux de l'Aumône ; tous sont, sauf pour les noms des personnes et le nombre d'années, analogues à celui que je transcris ici (pour ne pas augmenter le nombre des pièces, sera cité ici celui-là seulement.)

III) ENTRETIEN D'ENFANTS « POUR L'HONNEUR DE DIEU ».

Acte-type

N° 70.

REGISTRE II DE L'HOTEL-DIEU.

F° 224 (*Dimanche 24 Avril 1552, après Pasques*).

« Lesdits recteurs dudit Hostel-Dieu du Pont du Rosne ont baillé et remys à honneste personne Baptiste de Grégoire, fayseur de potz de terre, et à Claude de Vauldremont, sa femme, ladite Claude de Vauldremont, présente, et acceptant tant pour elle que de son dict mary, une jeune fille, nommée Bastienne, fille donnée au dit hospital, de l'aage de 6 à 7 ans ou environ, présente, pour par lesdits mariés Grégoire, nourrir et entretenir de bouche, couche et habillemens nécessaires et luy faire aprendre et enseigner à gaigner sa vie pour l'advenir, et l'entretenir comme leur propre fille, ce que ladite De Vauldremont, tant en son nom que de son dit mary, a promis faire, sans ce touttefoys que ladite Bastienne puisse prétendre aucune chose pour l'advenir sur les biens desdits mariés de Grégoire, sinon ce qu'il leur plaira donner en aulmosne et pour l'honneur de Dieu, pour l'aider à marier, ains seulement pour estre nourrye et entretenue honnestement par lesdits mariés de Vauldremont (sic) comme bons pères de famille, avec promesses, serments, obligations, soubzmissions, renonciations, et clauses nécessaires, faict à Lion, M^e Guyot Gay et François Vernon, dudict Lyon, tesmoingt. »

Nous avons des actes semblables, sauf les noms des personnes :

F° 229, 1^{er} mai 1552.

F° 282, 25 juin 1553 (fille donnée, Andrée, 10 à 12 ans).

F° 500, 3 mai 1556 (fille Claude).

*Textes des registres de l'Aumône Générale afférents
aux Adoptions « pour l'honneur de Dieu ».*

N° 71.

E. 4.

F° 163 recto (*Dimanche 18 Juillet 1535*).

« Requeste faicte par Gaspard Hugues Jayetier demorant en la ferrandière de prandre (isic) ynonete ? Guerin, pouvre fille orpheline de feu Humbert Guérin, bonnetier, laquelle il a retirée pour l'honneur de Dieu, et, pour ce qu'il n'a bonnement de quoi la nourrir, Requierit qu'elle soit retirée avec les autres à sainte Catherine et a dit davantaige que Icelle Jane a plusieurs biens meubles qui luy sont détenuz par une nommée Jane Bégule, femme de Anthoine Favier demorant près le Pont du Rosne, lesquelz ladite fille a désignez par escript en ung feuillet papier, et plusieurs autres personnaiges en détiennent aussi désignez audit papier. Requierit davantaige luy donner ayde pour ayder à retirer lesdits biens, ordonné que sera informé de ceulx qui détiennent lesdits biens pour en après y mettre tel ordre qui sera de raison. »

*
**

N° 72.

E. 17.

F° 288 (*Dimanche 28 Juin 1578*).

Dans E. 19, F° 298, nous lisons que Catherine Vitte est affermée par les Recteurs avec la mention « Catherine Vitte non adoptifve de l'Aulmosne ».)

« Sont comparuz au bureau de ladite Aulmosne Jehan Siller, Loys Cornet, dict Ferolar, espingliers à Lyon, lesquelz ont remonstré qu'ayant heu cognoissance de feu Estienne Vitte, vivant espinglier audict Lyon, lequel a laissé deux petites filles l'une nommée Jehanne et Catherine Vitte, lesquelles, combien qu'elles soient en la puissance de Jehanne Rousset leur mère, et craignant qu'elles ne tombassent en danger de leur honneur, ilz désireroient de les prendre, assavoir ledit Cornet, ladicte Jehanne, ledit Siller, ladicte Catherine, pourveu qu'il pleust ausdits sieurs le leur permettre et qu'il soit de leur consentement, cedont lesdits sieurs leur ont accordé et octroyé acte. »

N° 73.

Cas Guillaume Rouville, le célèbre imprimeur

1° Nous lisons dans E. 19, au F° 125, que le 26 *Juillet 1579* (voir Inventaire Rolle, tome II, série E, page 67), noble Guillaume Rouville comparait au bureau de l'Aumône Générale et expose ce qui suit :

« Cy-devant et puis peu de jours en ça, est décédé (un blanc) Martin, libraire audict Lyon, lequel a laissé plusieurs enfans sans moyen, et a requis lesdicts seigneurs (recteurs), en considération des bons services cy-devant faictz à ladicté Aulmosne par feu George Martin, vivant, père grand desdictz enfans et aussy par meraude Loyet, sa vefve, qui gouverne leurs filles de sainte Catherine, il leur pleust prendre pour adoptifve la plus grande des filles dudict défunct et que, de sa part, il en prendra une aultre et treuvera moyen de faire prendre les aultres à quelques gens de bien. . . . (la suite sans intérêt pour notre point de vue). »

2° *Testament de Guillaume Rouville, du 17 Décembre 1586.*

ARCHIVES DE LA CHARITÉ, B. 106, pièce N° 1).

(Nous lisons dans les premières pages de ce document fort long) :

«... Item donne et lègue le dit testateur à Claudine Martin fille de feu Geoffroy Martin et de dame Jeanne Ausseau, laquelle il a tenu et tient de présent en sa maison pour l'honneur de Dieu, la somme de quarante escus d'or sol et une robbe et une cotte jusques à la valeur de dix escus estre payable lhors et quand elle se mariera du consentement de sa mère et de son oncle et tuteur Anthoine Martin et de damoiselle Claudine Revel, femme dudict testateur, et damoiselle Dryvonne Roville sa fille et héritière dudict testateur, autrement ne luy donne aulcune chose. »

Ensuite don à une autre fille « qu'il tient chez luy pour l'honneur de Dieu », puis à Jeanne Ausseau, puis à cinq pauvres filles dont Toinette Martin, une des filles de la dame Ausseau.

(L'identité de la fille de Geoffroy Martin dont il est question dans le testament, avec celle, que Guillaume Rouville

recueillit en 1579, est établie par différents documents.) E. 19 F° 248 ; E. 26, Inventaire Rolle, Tome II, page 97, première colonne).

*
* *

N° 74.

E. 19.

F° 212. Acte de remise d'une orpheline à Jacques Duboys (*début de 1580*).

Dans l'acte, très mal écrit, sur page déchirée, on remarque le passage suivant : Duboys demande aux dits sieurs « la luy vouloir donner [comme son adoptive] (barré dans le texte), et remplacé par : pour la nourrir et eslever. Ce que lesdits sieurs luy ont accordé dont il a requis acte, etc., etc. » Auparavant, un renvoi dit ceci : « Par charité et aulmosne, il la voudroit [adopter comme sienne] (barré dans le texte), ce qu'il ne veut faire. »

*
* *

N° 75.

E. 22.

F° 209, F° 240 de E. 21 (*3 Octobre 1583*).

« Est comparu audict bureau M^r Anthoine Aubin, notaire royal et procureur es cours de Lyon, lequel meu de pitié et charité, a prié les dits sieurs recteurs luy donner François-Pierre Garon, filz de feu Jehan-Pierre Garon, vivant, molinier de soye à Lyon, adoptif de ladite aulmosne, lequel, cy-devant il auroit prié (sic) pour porter un sien enfant au baptesme, lequel il offre nourrir, entretenir et luy faire apprendre mestier, ce que lesdits sieurs luy ont accordé. »

*
* *

N° 76.

E. 24.

F° 299 (*Dimanche 8 mars 1587*).

(Il est question de l'acte dans Inventaire Rolle, Tome II, E, page 87.)

Je donne de ce texte le résumé suivant :

Jacques Micould, chandelier de Lyon, a été chargé « par un tillet (sic pour billet) en vertu d'un règlement fait par

Monseigneur de Mandelot et Messieurs de la ville » de nourrir un pauvre, ce qu'il ne peut faire, car il est chargé « de trois petits enfans orphelins », « qu'ilz norrit pour l'honneur de Dieu... » ; on le décharge du pauvre, mais il devra garder les enfans tant qu'il « plaira à Dieu luy donner les moyens » et il n'en devra « jamais charger l'aumosne tant qu'il sera vivant. » (L'acte est cité dans l'inventaire Rolle, dans E. 25, qui est un double, pour 1587, de E. 24.)

*
**

N° 77.

E. 25.

F° 112 (*Dimanche 3 Avril 1588*) (acte très mal écrit).

« A esté remys à Benoist Charreton, espinglier, demeurant en Bourgneuf et Clémence Flesarde sa femme, présente .?. Drienne Courdel, pauvre fille orpheline de feu Benoist Courdel, quand vivoyst futanyer, demeurant à Lyon, rue (?) de Vaux ? la Chanal, pour la tenyr comme une sienne fille, attendu que ladite flesarde en a fait instance, requérant Messieurs de l'aumone la luy voulloyr donner et qu'elle espère avec l'ayde de Dieu en faire une fille de bien et, pour charité et aumosne, le sieur Anthoine Testé, l'un des recteurs de ladite aumosne, a promys fournir à ladite Courdel ung escu, deux thiers, par chacune année durant les deux premières années, à compter de ce jourd'huy, pour l'entretenyr d'habiz et soubz et avec .?. promesses .?..?. et clauses nécessaires, fait au dict bureau, l'an et jour susdit, présents à ce Antoine Mugnier ? pbrestre et maistre des enfans de la Chana, et Jehan Dambournay...?...? »

**Pièces justificatives
relatives
à l'Adoption de l'Aumône-Générale
et de l'Hôtel-Dieu**

PREMIÈRE PÉRIODE (1534-1600)

N° 1.

ACTES D'ADOPTION, XVI^e SIECLE (exemples d'actes)

E. 5. (1536-1540).

F° 67 (6 Août 1536)

(En marge : Enfants adoptifz de Estienne du Vivier.)

« Après que Pernette femme de Jehan savectier et tante de troys petis enfans de Estienne du Vivier et de sa première femme a remonstré que lesdicts enfans sont mal traictez par la femme dudict Vivier et tellement que l'ung d'iceulx a toutes les dans (sic) de la gorge rompuz et meurent quasi de fein, a supplié qu'il plaise ausdicts sieurs retirer lesdicts troys enfans gouverner et régir leurs biens veu le mauvais régime et gouvernement qui en est faict par leurdict père à la persuasion de sadicte femme, A esté ordonné que lesdicts troys enfans seront retirés à l'Aulmosne et par icelle du vouloir et du consentement de ladicte Pernette ont esté prins pour enfans adoptifs aux condicions et moddiffications d'adoption et mis assavoir Les deux filz à L'hospital de La Chanal et La fille à L'hospital sainte Catherine et que leurdict père sera ajourné aux fins de se desister de La Jouissance de leurs biens. »

*
* *

F° 68 (6 Août 1536.)

(En marge : Filles adoptivez.)

« Catherine et Andrée puvres filles orphelines de feu Jehan Prost ont esté remises et baillées pour filles adoptifvez à l'Aulmosne par Anthoine Neyrant et Claude, vefve de feu Pierre Sardet, leurs tuteurs, et mises à l'hospital Ste Catherine, moyennant ce que lesdicts tuteurs ont quicté lesdictes filles de la somme de 27 livres à eulx deue pour avoir plus ?

que receu pour elles, ensemble de tout ce en quoy lesdictes filles pourroient estre tenuez ausdits tuteurs de tout le temps passé jusques aujourd'hui et ont remis ausdicts sieurs l'inventaire des biens, la tutelle et reddition de leurs comptes lesquelz tiltres ont esté mis au coffre du secretaire avec les aultres. »

*
* *

F° 108 (*Dimanche 31 Décembre 1536*) :

(En marge : *Enfans adoptifz.*)

« Guillaume et Vincent frères enfans de feu Jehan Girodier de Saint Vincent pour ce que leur mère est suspecte de ladrerie par le aspect de sa personne ont esté remis à l'aulmosne pour filz adoptifz lesquelz seront mis à l'ospital de La Chanal pour illec estre nourriz instruitz entretenuz et alimentez avec les aultres Et Régnie fille mise à l'ospital Sainte Catherine pour illec estre nourrie, instruite et alimentée comme les aultres Et ordonné que ladicte mère sera randue à la Magdeleine Illec premièrement visitée par les chirurgiens medecins et gens ad ce expres Et que ses biens seront mis en Inventaire par le secretaire au prouffit desdicts enfans. »

*
* *

F. 122 (*Dimanche 4 Février 1537*) :

« Méralte et Jérosme, enfans de feu Jehan Percenaud ont esté remis à l'aulmosne pour enfans adoptifz avec leurs droitz par leur mère et ordonné qu'ils seront mis assavoir Le filz à l'ospital de la Chanal et La fille à l'ospital Sainte Catherine pour illec estre nourriz, alimentez, et instruitz comme les aultres y estans. »

*
* *

F° 263 (1538) :

Jacquemete raisin, etc..., a remis à l'aulmosne sesdicts deux enfans pour enfans adoptifz, et après ce qu'ilz ont esté receuz à ladite aulmosne pour enfans adoptifz, ordonné que ledict Jehan sera mis à l'ospital de la Chanal avec les aultres enfans y estans et Ysabeau à l'ospital sainte Catherine, etc... (le reste sans intérêt) ».

F° 309 (1538) :

(En marge : Filz adoptifz (Plus bas : Pension due à l'aulmosne.)

« Anthoine filz de Glaude vefve de feu pierre boulat demeurant à maistre avec ledict pierre paquelet marchant de la granete a esté baillé par sadicte mère à l'aulmosne pour filz adoptifz et par icelle retenu moyennant ce que ladicte Glaude mère a promist bailler, payer et debvoir à ladicte aulmosne et recteurs d'icelle pour chacune année de ses salaires la somme de troys livres tournois pour aider à nourrir et entretenir sondict filz laquelle somme elle promet payer à la fin d'une chacune année avec promesse obligations et aultres clauces ad ce nécessaires ».

(Acte analogue, pour une fille, f. 369, 16 mars 1539).

(Ajouté *postérieurement* en marge après « pension due à l'aulmosne » : de 3 l. ts par la mère d'un adoptif pour indemnité de la nourriture de son fils, tant qu'il sera à la charge de l'Aumône).

*
* *

F° 368 (16 Mars 1538) :

(En marge : Fille adoptive).

« Jane fille de Anthoine Roville a esté baillée à l'aulmosne par son père et par icelle retenue pour fille adoptive, ordonné qu'elle soit mise à l'hospital sainte catherine pour illec estre nourrie, instruite et alimentée comme les aultres y estans ».

*
* *

E. 6. (1540-46).

F° 5 (*Dimanche, 6 juin 1540*) :

(En marge : Filz adoptif.)

« Roger Barrière, de Saint Just, pouvre enfant orphelin, a esté mis à l'aulmosne et retenu par icelle pour filz adoptif, ordonné qu'il soit mis à l'hospital de la Chanal pour illec estre nourri, instruit et alimenté comme les aultres y estans ».

*
* *

F° 16 (*Dimanche 11 Juillet 1540*) :

(En marge : Fille adoptive.)

« Anthoinette fille de Barthelemy (un blanc) a esté mise

à l'Aulmosne et par icelle retenue pour fille adoptifve, ordonné qu'elle soit mise à l'hospital Sainte Catherine pour illec estre nourrie, instruite et alimentée comme les aultres y estans ».

(Presque tous les actes de E-6 et des registres suivants sont semblables à ces deux derniers).

*
* *

F° 262 (1543) :

(En marge, en haut : Filz adoptif.)

« Arzellin (?) Couard pouvre enfant orphelin a Esté mis par sa mère à l'aulmosne et par icelle retenu pour filz adoptif, ordonné qu'il soit mis à l'hospital de la Chanal pour illec estre nourry, instruit et alimenté comme les aultres y estans auquel est deu la somme de trente florins par françois bouet dict Vincent de moncluel lequel a faict son héritier Le postume duquel sa femme estoit ensaincte (sic) comme appert par le testament estant en la boitte des tiltres ».

(En marge, en bas : Legat de xxx florins, *ajouté postérieurement* : dû à un adoptif).

*
* *

F° 434 (*Dimanche 11 Janvier 1545*) :

(En marge : Fille adoptifve.)

« Barbe Ancellier, filiole (?) de Messire Thomas Merel, a esté baillée à l'aulmosne et par icelle retenue pour fille adoptifve, ordonné que les biens estant es mains de Catherin ?... soient vendus, et, de l'argent qui en proviendra, ledict Catherin saisissant de ce qui luy a esté du, le reste sera mis au couffre de ladicte Aulmosne pour luy estre gardé, jusqu'à ce qu'elle soit en aage de se marier ».

*
* *

E. 7 (1546-1552).

F° 312 (*Dimanche 15 Septembre 1549*) :

(En marge : Fille adoptifve.)

« Jane fille de Michel Laigner a esté donnée par son père à l'aulmosne et par icelle retenue pour fille adoptifve aux conditions et modifications d'adoption assavoir que lesdicts

seigneurs recteurs ont promis bien et deuement nourrir, instruire, allimenter et vestir ladicte Jane et icelle douer selon son estat aux despens de ladicte aulmosne et pour ce faire a esté ordonné ?... que icelle Jane sera mise à l'hospital Sainte Catherine avec les aultres filles adoptives de ladicte aumosne ».

(V. E-10, f. 539, P. J., n° 20).

*
**

F° 315 (*Dimanche 29 Septembre 1549*) :

(En marge : Fille adoptifve.)

« S'est présenté au bureau Jehan Sellier paouvre homme natif de ceste ville, qui a faict requeste ausdits sieurs par ce qu'il n'a de quoy nourrir Ysabeau, sa fille, et est chargé de plusieurs aultres enfans tant filz que filles vouloir prendre ladicte Ysabeau sa fille à l'aulmosne pour fille adoptifve, lesdicts seigneurs, deuement advertis et informés de la paouvreté dudict Scellier et charge d'enfans qu'il ha (sic), annuant à sa requeste ont prins et retenu ladicte Ysabeau pour fille adoptifve de ladicte Aulmosne aux conditions d'adoption et ont promis icelle nourrir, faire instruire et la douer aux despens de ladicte aulmosne comme les aultres filles d'icelle et ont ordonné qu'elle soit mise à l'ospital de Sainte Catherine pour illec estre nourrie, instruite et entretenue d'habillemens aux despens de ladicte Aumosne comme les aultres y estans ».

*
**

F° 335 (*Dimanche 29 Décembre 1549*) :

« Après que les enfans de feu François Michard en son vivant chappuys de rue Buisson ont esté amenés par les voisins au bureau aux fins de les mectre à l'aumosne par ce qu'ils sont pouvres enfans orphelins desnués de père et mère et de tous biens après deue inquisition sur ce faicte. ? l'une des filles a esté retenue pour fille adoptifve à ladicte aulmosne aux conditions d'adoption et ordonné qu'elle soit mise à l'hospital sainte catherine pour illec estre nourrie, instruite, et alimentée avec les aultres y estant et les aultres deux enfans ont été remis à Marie vefve de feu Jehan de belleville à laquelle ont esté ordonné deux (?) aulmosnes pour les nourrir et entretenir ».

F° 343 (*Dimanche 26 Janvier 1550*) :

(En marge : Fille adoptive.)

« Philiberte fille de feu Claude Montbenoist pouvre fille orpheline a esté mise à l'aulmosne par sa mère et par icelle aulmosne retenue pour fille adoptive aux conditions d'adoption, ordonné qu'elle soit mise à l'hospital Sainte Catherine pour illec estre nourrie, vestue, instruite et allimentée comme les aultres y estans. »

(Cet acte a été pris à dessein, car, outre qu'il ne mentionne plus la clause de « douer », apparue pour la première fois, dans l'acte du f° 312, — clause mentionnée dans les actes d'une manière intermittente, depuis lors, — il mentionne, par contre, quatre séries de soins alors qu'en général, on n'en rencontre que trois, « nourrir », « instruire », « alimenter »).

*
**

F° 380 (*Dimanche 6 Juillet 1550*) :

(En marge : Fille adoptive à l'aulmosne.)

Loyse Tissot pouvre fille orpheline a esté mise à l'aulmosne et par icelle retenue pour fille adoptive aux conditions et modifications d'adoption, Assavoir lesdicts sieurs ont promist bien et honnestement instruire, enseigner, nourrir, alimenté (sic) et entretenir ladicte Tissot de tous habillemens, la douer comme une aultre des filles de ladicte aulmosne et ladicte Loyse a promist leur obeyr et faire comme une fille doit faire à son propre père avec clauses ad ce nécessaires en présence de Estienne Gourrin et Estienne Pocolot tesmoingt. »

*
**

E. 10 (1559-1563).

F° 572 (*Janvier 1563*) :

(En marge : *ajouté postérieurement* : Enumération des qualités requises pour être adopté par l'Aumône.)

« Jehan et Pernette Gervaise, puvres enfans pupilles de feu François Gervaise se sont présentéz au bureau et ont remonstré au bureau que leur (sic) père et mère puyt peult de temps en ça sont decerez, lesdictz enfans délayssez, saisis de quelque peult de meubles, desnuez de tous leurs parens et

amys, A ceste cause qu'il pleust à Messieurs les recepvoir enfans adoptifz à l'aumosne comme estans de la qualité de ceulx qui (sic) fault recepvoir à ladicte aumosne A esté ordonné s'en quérir et informer s'il y a pitié ausdicts enfans et s'ilz sont de la qualité pour estre receuz à ladicte aumosne ».

*
* *

Actes de réception aux deux Hôpitaux,
La Chanal et Ste-Catherine, sans adoption par l'Aumône

(Les deux actes suivans, choisis intentionnellement parmi les registres du xvr^e siècle, l'un pour la Chanal, l'autre, pour Ste-Catherine, montreront qu'il pouvait y avoir des réceptions d'enfants par les Recteurs sans adoption, autrement dit, que l'adoption de l'Aumône est un état juridique, distinct de la simple réception ou admission d'un enfant dans les hôpitaux de l'Aumône).

E. 5 (1536-46)

F^o 368 (16 Mars 1538) :

« Catherine povvre fille de Saint Chaulmont a esté mise à l'hospital sainte Catherine pour dévuyder la soye pour illec estre nourrie et alimentée comme les aultres y estans pour dévuyder ladicte soye ». (De suite après, *acte d'adoption*, retranscrit *supra*, au même folio ; la comparaison montre la différence, d'une manière évidente).

*
* *

E. 12 (1572-74)

F^o 510 (13 Septembre 1573) :

« A esté ordonné que François Bernard, filz de feu Anthoine Bernard, quand vivoyt cordonnier de Lyon, sera entretenu à la Chanal jusques à Pasques, sans le recepvoir pour enfant adoptifz, ain's pour estre instruy et à la charge que Claudine Tarode, sa mère, sera tenue l'entretenir d'habillemens. »

DOTS, CONSENTEMENT A MARIAGE ET CONTRATS MATRIMONIAUX

A. — REGISTRES DE COMPTABILITÉ

N° 2.

E. 153 (1540-42)

F° 176 — *Aultre despenſe pour marier pouveres filles* (1).

(En marge : par mandement et quittance reçue.)

Payé à Benoist Fallyn de Sainte Foy lez Lyon, pour le mariage de Françoise fille de feu Vincent de preucrillaz dict choulet sa femme laquelle estoit fille adoptive de l'aulmosne la somme de trente cinq livres tournois et une robbe et une cocte moyennant laquelle somme ladite françoise a remys à ladicte aulmosne la somme de dix-neuf livres quatre solz huict deniers tournois faisant la tierce partie de la somme de cinquante quatre livres neuf solz huict deniers tournois porvenus de la vente des biens meubles délaissés par le trespas de feu Anthoine choulet son beau-père mises aux gabelles de la maison de la ville..?.. par quittance du pénultième Janvier l'an mil cinq cens quarante ..?.. (voir

E. 5 (F°s 162 et 165), (E. 6, F° 62)..... XXXV L.

A Lyonnard filz de Jehan bergier chappellier pour le mariage de george (?) fille de la grande claudé la buyandière la somme de trente une livres dix solz tournoys une robbe et cocte par quittance du xxiiii^e Juillet l'an mil cinq cens quarante et ung (?) XXXI L. Xs.

A Pierre rousset dict garson pour le mariage de Jane fille de Michel Mallet pouvre fille adoptive de l'aulmosne la somme de quarante livres tournoys une cocte et une robbe par quittance du xxii^e Janvier l'an mil cinq cens quarante ung (voir E. 5, F° 23)..... XL. L.

A Estienne joly corrodonyer (sic) pour le mariage de Pernete fille de Thibaut soubdan fille adoptive de ladicte aulmosne la somme de trente livres tournoys par quittance

(1) J'ai rectifié certaines dates, que je tais suivre, dans le texte, d'un point d'interrogation.

du dernier jour de Febvrier l'an mil cinq cens quarante
ung (?) XXX L.

A jane remond fille adoptifve de ladite aulmosne pour
le mariage à elle constitué et par quittance du xxv° de
Febvrier l'an mil cinq cens quarante deux (?) la somme de
trente livres tournoys XXX L.

*
* *

N° 2 bis.

E. 155 (1541-1543).

F° 116. — Autre despense pour marier des pouvres filles
de l'aulmosne.

(En marge : Pour le mariage receu par G. Nyvellet secré-
taire de la dite aulmosne comme appert de la remise
ainsi faicte dsd. XX L. par quittance cy reçue.)

Payé à claude de Baronnie pour le mariage de claude
fille de feu bertrand gay fille adoptifve de l'aulmosne par
quittance du XX° de juing l'an mil cinq cens quarante deux
la somme de vingt livres tournoys (voir E. 5, F° 54) XX L.

(En marge : Comme dessus et par quittance.)

A guillaume digoyng courdonyer pour le mariage de
michellette roverant (?) fille adoptive de l'aulmosne par
quittance du 11° Juillet l'an mil cinq cens quarante deux,
la somme de trente livres tournois XXX L.

(En marge : Idem.)

A Anthoine Buisson teinturier... id...

Jane blanche id...

... id.... par mandement et quittance du 1^{er} Octobre l'an
mil cinq cens quarante deux....

...id.... quarante deux livres XLII L.

(En marge : Idem.)

A pierre gentil jayetier id....

Anthoinette (un blanc) pouvre fille adoptifve de l'aulmosne
..... id.... du xii Novembre l'an mil cinq cens quarante deux
..... id.... trente livres tournois XXX L.

(En marge : par quittance rendue.)

A pierre durand savetier pour le mariage de Catherine Proust fille de feu maistre jehan de l'espée tisserant en bourgneuf fille adoptive de l'aulmosne la somme de cent livres tournois et ce tant en cinquante livres tournois pour la 12^e partie d'une maison à elle appartenant scize en ceste ville de Lyon qui fust de sondict feu père laquelle douziesme partie lesdicts mariez ont vendu et remys à ladicte aulmosne pour ladicte somme de cinquante livres tournois que aultres cinquante livres à elle bailées par les messieurs les recteurs de ladicte aulmosne par mandement et quittance du xxix^e Avril l'an mil cinq cens quarante troys (voir E. 5, F^o 370) C. L.

A martin Bouault pescheur pour le mariage de claudine charon fille adoptive de l'aulmosne par mandement et quittance du III^e juing l'an mil cinq cens quarante troys la somme de vingt livres tournois XX L.

*
**

N^o 3.

E. 156 (1543-44)

Deux cas : 10 livres tournois à philibert bertrand pour le mariage de « malle Viard » « fille adoptée en ladicte aulmosne » (F^o 107).

20 livres à une autre qui a la même qualité.

*
**

N^o 4.

E. 157 (1544-1545).

F^o 75. (Même titre que dans les reg. préc.)

(En marge : La quittance et contract de mariage receu par M^e Estienne Quantin, depuis ledict Quantin a remys au bureau ledict contract de mariage signé par ledict Quantin, le XX^e Janvier mil V C XLIIII lequel porte quittance et ledict sieur Quantin en ce présent article. ? ?.... et lequel a esté mis aux archives de ladite aulmosne avec les autres tiltres.)

Payé à Magdaleine, fille de feu jehan prost pour son doct de mariage que Messieurs les Recteurs luy ont constitué moyennant laquelle somme elle a vendu, cédé, et remis à ladicte aulmosne le droict qu'elle avoit sur une maison assise en bourgneuf qui fut de feu sondict père comme appert par ladicte.?. receue par Maïstre Quantin le XX^e de Janvier l'an mil cinq cens quarante quatre par mandement du 25 dudict de la somme de soixante cinq livres tournois LXV L.

(A la suite, seconde constitution de dot, en date du 8 Février 1544 : 35 Livres.)

*
* *

N^o 5.

E. 158 (1545-1546.)

Autre despence pour marier les pouvres filles de l'aulmosne.

F^o 81.

(En marge : Appert par le contract de mariage .?.?. il avoit prins ladicte ...?.... de X L par Mess. de l'aulmosne.)

Payé à Jacques bernard tissotier de lion pour le mariage de claudine de cuyre fille adoptive de ladite aulmosne par quictance du vingt-neuf de Novembre mil cinq cens quarante cinq la somme de dix livres X L.

(En marge : appert par promesse faicte par les dits sieurs de l'aumosne mariant ladite Yzabeau.)

A george Genon, mari de ysabel bonnechière, fille adoptive de ladicte aulmosne pour les robes et cottes nuptiaux que messieurs les gouverneurs de ladicte aulmosne ont donné et constitué (sic) en dotte de mariage de ladite Yzabel par quictance du septiesme de Febvrier mil cinq cens quarante cinq la somme de vingt cinq livres XXV L.

*
* *

N^o 6.

E. 159 (1546-47.)

F^o 111.

Autre despence pour marier les pouvres filles de ladite Aulmosne.

(En marge, on lit pour la plupart de ces cas : « mariage receu par Nyvollet »).

Jehan Chappan-Marguerite, « adoptive de ladite Aulmosne », 27 Juin 1546 (V. E. 6) XXX L. ts.

Catherin Delavigne-Pernette Galloys « pouvre fille adoptive à l'aulmosne », 15 Août 1546 VI L. 18 S.

Jacques Ruymault-Claude ... idem (sans date) .. X L. ts.

Jehan bachier-Guigonne clemensin-idem-1^{er} Mars 1546, (dus à un « légat » fait en sa faveur par son oncle) XXX L. ts.

Philiber (sic) de la goangeot-gillette mortier-idem-25 Juillet 1547 XX L. ts.

Barthélemy chevalier-Guigonne, idem, 3 août 1547, XXX L. ts.

Mauldet sanyon-anthoinette dieu, idem, 25 septembre 1547, XXV L. ts.

Léonard cousort-andrée idem, 26 Novembre 1547, XX L. ts.

*
* *

N° 7.

E. 160 (1548-49.)

F° 56 (Même titre).

Et premièrement payé à pierre bau et benoiste nagon fille adoptive de ladite aulmosne pour une aulmosne à elle faite pour l'ayder à marier, appert par mandement et quittance du xviii^e Janvier 1547, la somme de cinq livres

(V. E. 7) V. L.

(Les huit autres cas qui suivent ont la mention « pour l'aider à marier » mais non celle « pour une aulmosne à elle faite » (les sommes données sont : huit livres, cinq livres, huit livres, vingt livres, quarante livres, vingt-cinq livres, six livres, trente livres, la dernière, en date du 10 Novembre 1549).

*
* *

N° 8.

E. 161 (1549.)

Un seul cas.

N° 9.

E. 162 (1550-1551.)

F° 66.

Quatre cas.

(20, 40, 30, 30 livres.)

*
* *

N° 10.

E. 163 (1551-1554.)

F° 149 *bis*.

Autre despençe pour marier les pouvres filles de ladicte Aulmosne.

(En marge : par mandement et quittance reçue).

Les Seigneurs philibert Vibel et claude lunet ont payé à Anthoine rolin et Jaquième fille de feu Anthoine Cholet, fille adoptifve à l'aulmosne Trente-cinq livres tournois constitution de dot et mariage à ladite Jaquieme par messieurs les recteurs par mandement et quittance du VIII^e novembre 1551 (V. E. 7)..... XXX L.

(Plus un cas, 25 L., 16 novembre 1551).

(En marge : par mandement et quittance reçue).

Jehan frellon...? commis à ladicte recepte a payé à pierre pathins et pernette Gondeboully fille adoptifve de ladicte aulmosne dix livres tournois, donné par messieurs pour l'ayder à la marier le XIII febvrier 1551 par mandement et quittance dudict jour (V. E. 7). X L.

(En marge : par mandement et quittance reçue).

A anthoine Soulet veloutier et pernette Gurbure pouvre fille adoptifve Vingt livres pour le dot et mariage faict par messieurs les recteurs à ladicte gurbure par mandement et quittance du XIII^e fébvrier 1551 (V. E. 7)..... XX L.

(En marge : par mandement et quittance reçue).

A Claude Cublyes mireur et benoiste darras fille adoptifve de l'aulmosne cent livres dix-huit sols et Six deniers preuvenu (sic) de la vente des biens meubles délaissiez par le trespas de Jehan darras père de ladicte laquelle somme fut mise au coffre de l'aulmosne laquelle somme luy a esté consti-

tuée en dot de mariage et payée par mandement et quittance du XVIII^e Janvier 1552 : (V. E. 8).... Cⁱ XVIII^e Vid.

Suivent Six cas (10, 30, 30, 10, 10, 40 L.) : pour le 1^{er} cas, est précisé en marge « pour la 1^{re} fille mariée des deniers de feu Jehan garbot ». Idem pour les 3^e et 4^e cas (le 2^e bénéficiant d'un autre don). 6^e Cas, on lit :

(En marge : par quittance de 30 L. des deniers de l'aulmosne & pour les autres X Livres la quittance est es mains de la vefve feu Jehan Garbot qui les a fournies du légat fait par son dit feu mary).

« A Anthoine Gigo et Jane teracine (?) *tous deux enfans adoptifz* de l'aulmosne Quarante Livres tournois que messieurs les recteurs ont donné et constitué en dot de mariage à ladicte Teracine (?) par quittance du XII^e Novembre 1553 XL L.

(En marge : par la quittance cy-rendue où il y a dix L.... du légat de feu Jehan Garbot).

Ensuite :

« A Olivier cerforges et marguerite garnure (?) (1) vingt-cinq livres tournois que messieurs les recteurs de l'aulmosne ont donné en dot et constitution de mariage de ladicte garnure (?) fille adoptive de l'aulmosne par quittance du III décembre 1553. (Voir E. 8)..... XXV L.

(Plus un cas, trente livres, 9 Décembre 1553).

*
**

B. — REGISTRE DES ACTES.

N^o 11.

E. 6 (1540-46.)

F^o 568 (*Dimanche, Penultième de May 1546*, couvent St-Bonaventure).

(En marge : Mandement pour la fille de Jehan Dauvignon).

« Ouye la Requeste faicte par Marguerite fille de feu Jehain (sic) Dauvignon pouvre fille adoptive à l'Aulmosne

(1) Probablement : Marguerite Guenyer, de E 8 (*F. 115, 26 Nov. 1553*) reçue en 1535, E 4, (*F. 154 r.*)

remonstrant qu'elle a trouvé son party pour se maryé (sic) et qu'il pleust ausdits sieurs luy constitué (sic) quelque somme de vingt troys livres et dix neufs solz tournois qu'elle somme de deniers tant pour la somme de vingt troys livres et dix neufs solz tournois qu'elle a en la quaysse (sic) que pour pitié et charité. A esté ordonné luy bailler tant pour ladicte somme qu'elle a en ladicte quaysse que pour pitié et charité la somme de trente livres tournois, commandé au secrétaire luy en faire mandement...?...? »

Deux mentions récentes ont été ajoutées, en marge, et, en haut de l'acte ; la 2^e, seule, est intéressante : « 1^{re} mention de constitution dotale aux adoptives par l'Aumône Générale ».

*
* *

E. 7 (1546-1552.)

N^o 12.

F^o 138 (*Dimanche, 1^{er} Janvier 1548*). (V. E. 160).

(En marge : En mandement).

« A esté ordonné bailler à Benoiste fille de Pierre Nangon adoptifve à l'aulmosne pour luy aider à payer sa somme dotalle la somme de cinq livres tournois pour une foys par mandement et quittance commandé aux commis de la recepte des deniers de l'aulmosne. »

F^o 202 (*Dimanche 9 Septembre 1548*).

(En marge : En mandement).

« A esté ordonné bailler a Anthoinette fille de Jehan du boys pouvre fille adoptifve à l'aulmosne pour l'ayder à maryer et pour aulmosne touteffois et quantes qu'elle aura treuvé son bon party la somme de cinq livres tournois par mandement et quittance outre ce qui se treuvera avoir esté receu tant de ses gaiges que aultrement. »

F^o 484 (*Dimanche 8 Novembre 1551*) (V. E. 163).

(En marge : En mandement).

« A esté ordonné payer à Anthoine Rolin et Jacqueme fille de feu Anthoine Cholier sa femme et fille adoptifve à l'aulmosne la somme de trente-cinq livres en acquitement de l'argent qu'elle avoit au fond de ladicte Aulmosne prouffit d'icelluy, et le surplus pour aulmosne qui luy a esté faicte

pour l'aider à maryé (sic) avec ledict Rollin commandé au trésorier leur délivrer ladite somme par mandement et quittance de laquelle somme luy sera allouée à la reddition de ses comptes. »

*
* *

F° 494 (*Dimanche 31 Janvier 1551*). (Voir E. 163).

« Après ce que Benoiste gurbure [fille adoptive à l'aulmos] (le passage croché barré dans le texte) a remontré qu'elle est fille adoptive à l'aulmosne que icelle aulmosne a receu quelques deniers de ses gaiges et qu'elle est sur le point de se marier qu'il pleust ausdicts sieurs luy ayder et luy impartir de leur aulmosne lesdicts sieurs par meure délibération après avoir veu par les comptes de ladicte aulmosne précédens que ladicte aulmosne avoyt receu pour les gaiges de ladicte Benoiste sept livres à deux foyes ont ordonné estre bailler à ladicte Benoiste gurbure pour l'aider à marier la somme de vingt livres tournois en ce compris les sept livres que icelle aulmosne avoit receu pour ses gaiges commander au thresorier les luy bailler et livrer par mandement et quittance, laquelle somme sera allouée audict thresorier à la reddition de ses comptes. »

*
* *

F° 496 (*Dimanche 7 Fevrier 1551*). (Voir E 163).

« Sur la Requeste faicte par Pernette fille de Gonde bouilly (?) tendant aux fins qu'ils pleust ausdicts sieurs luy bailler et donner quelques sommes de deniers pour l'ayder à marier ...?... ordonné luy bailler la somme de dix livres tournois pour une foyes pour l'ayder à marier commandé au thresorier, (etc..., presque comme au F° 494). »

*
* *

E. 8 (1552-1557.)

N° 13.

F° 40 (*Dimanche 4 Décembre 1552*). (Voir E 163).

(En marge : En mandement).

« A esté ordonné bailler à Benoiste Darras fille adoptive de l'aulmosne outre la somme que l'aulmosne luy doit a elle constituer en doct de mariage par Messieurs en contract

de mariage une robbe et une cotte nuptialles aux despens de ladicte aulmosne. »

*
* *

N° 14.

F° 115 (*Dimanche 26 Novembre 1553*). (Voir E. 163) (et son admission à Sainte Catherine, E 4, f. 154 r.).

(En marge : doct de mariage pour marguerite guenyer).

« Après que Marguerite fille de Michault guenyer pouvre fille adoptifve à l'aulmosne a remonstré qu'elle avoit trouvé son party honneste selon son estat mais qu'elle n'avoit aucuns deniers pour faire et constituer somme dotale à son mary qu'il pleust à messieurs luy donné (sic) et contituer pour charité et pour l'amour de Dieu quelque somme de deniers moyennant laquelle elle puisse faire et constitué (sic) somme dotalle à son dict mary et elle sera tenue prier Dieu pour leur bonne prospérité et sancté, A esté ordonné bailler et délivrer à ladicte marguerite Guenyer la somme de vingt cinq livres tournois laquelle luy sera payée le jour de [son enterrement] (sic) (le passage crocheté barré dans le texte) la solemnisation de ce présent mariage par mandement et quictance. »

*
* *

N° 15.

F° 274 (*Dimanche 29 Juin 1555*).

« A esté ordonné payer à Jehan martin taincturier de soye et Regine fille de feu Jehan le Roverant fille adoptifve à l'aulmosne sa femme la somme de vingt cinq livres tournois pour le doct de mariage de ladicte Regnie par mandement et quictance. »

*
* *

E. 9 (1557-1559).

N° 16.

F°s 86-87 (*Dimanche 27 Février 1557*).

(En marge : En mandement).

« A esté ordonné paier à Nicolas Choller masson et Jehanne Rocquette la somme de vingt livres tournois qui ...? a esté constituée à ladicte Rocquette ...? son doct de mariage par mandement et quictance. »

N° 17.

F° 132 (*Dimanche 12 Juin 1558*).

(En marge : En mandement).

« A esté ordonné payer à Ambroise Challan et claudine Guillaume fille adoptive à l'aulmosne, sa femme, la somme de trente cinq livres tournois pour le doct et constitution de mariage de ladicte Guillaume que lesdicts sieurs luy ont donnée et constituée en leur contract de mariage receu par cy-devant par le secrétaire par mandement et quittance. »

*
* *

N° 18.

F°s 322-323 (*18 Juin 1559*).

(En marge : En mandement).

« A esté ordonné paier à Adam gaillard et Pernette Taveau la somme de cinquante deux livres tournois assavoir cinquante livres pour la constitution du dot de mariage de la dicte Pernette, xxv Lts de deniers de ladicte aulmosne et aultres (?) vingt cinq livres de messieurs les florentins comme l'une des esleuz par eulx pour l'aulmosne qu'ilz ont ordonné estre faicte à dix puvres filles adoptives de l'aulmosne pour les ayder à marier, à la publication de la paix par mandement et quittance. »

*
* *

E. 10 (1559-1563.)

N° 19.

F° 518 (*13 Septembre 1562*).

« A esté ordonné payer à Bastien ...?... Gauthier et Odecte (?) Couchier fille adoptive de l'aulmosne sa femme la somme de trente livres tournois pour le dot de mariage de ladicte Odecte (?) que messieurs les recteurs luy ont donné et constitué en leur contract de mariage receu par nymet (?) les an et jour contenuz en icelluy par mandement et quittance. »

*
* *

N° 20.

F° 539 (*15 Novembre 1562*).

(En marge : Dot de mariage de Jane Lagner chambrière de Mon^{sr} de Champignieu).

« Après que ledict sieur Anthoine Regnaud, S^r de Champignieu, et, l'ung des recteurs de ladicte aulmosne, a remonstré au bureau qu'il a prins de l'aulmosne Jane Lagner fille adoptifve a icelle aulmosne pour sa chambrière aux gaiges contenus en son bail...?... faict et passé ...?..., est d'aage d'estre marié a esté ledict Regnault sur le point de la marié et luy a trouvé party honneste et souffisant, et pour ce a requis lesdicts sieurs recteurs faveur pour recommander de luy donner et constituer somme dotale et souffisante pour l'aider à louer comme à l'une des filles de ladite aulmosne laquelle requeste ouye lesdicts sieurs recteurs ont remonstré audict S^r de Champignieu que l'aulmosne est povere et est sur le point d'estre discontinuée, que Dieu ne veuille, parce qu'il n'y a ny bled, ny argent, et que le temps est pas commode à présent pour marier les filles de l'aulmosne, néanmoins en faveur dudict Sieur de Champignieu ont promist... ladite Jane et luy donner et constituer en dot de mariage toutes les foys...?... qu'elle aura trouver (sic) son bon party la somme de quarante cinq livres tournois pour l'aider à marier et pour toutes choses. »

(V. E 7, f. 312, P. J., n° 1).

F° 571 (*Dimanche, ...?... Janvier 1562*).

« Jane Lagner povere fille adoptifve à l'aulmosne estant à maistre avec le S^r Anthoine Regnaud a esté ce jour d'huy au bureau fiancée avec philibert Bret benier de Lyon à laquelle l'aulmosne a donné et constitué la somme de quarante cinq livres tournois comme appert par le contract de mariage...?... par Maistre Jourdain duquel a esté commandé au secrétaire en recouvré copie (?) pour icelle mettre aux archives pour la vérification des comptes de ladicte aulmosne. »

Au F° 583, on ordonne le paiement de la somme de quarante cinq livres tournois » pour la constitution de dot de mariage de ladite Jane ».

*
* *

N° 21.

F° 587. (*Février 1562*).

« A esté ordonné payer à Jehan Coneton et à Claudine fille de feu Jehan Herbolet (?) fille adoptifve de l'aulmosne sa

femme la somme de quinze livres tournois sur et tant moins de la somme de trente-cinq livres que messieurs leur ont donné et constitué au contract de leur mariage reçu par le secrétaire pour le doct de mariage de la dicte claudine Herbolet (?) par mandement et quittance. »

*
* *

E. 11 (1569-71.)

N° 22.

F° 38 (le Jour de feste de la Conversation (sic) Saint Pol vingt quatriesme jour du moys de janvier l'an mil cinq cens septante au bureau tenu extraordinairement par (tels & tels.)

« Auquel lieu est comparu Nicolas Charles, frère de Marie Charles fille adoptive de ladite haulmosne, avec luy honneste filz Sébastien Daveys avec lequel il a dict avoir fiancer ladite Marie, sa sœur, le contract de mariage reçu par M^e Charles Le Riche, notaire royal au dit Lyon, le dimanche vingt deuxiesme jour du présent moys de Janvier, et après estre par lesdits sieurs informés de la bonne vye et meurs dudit Daveys ont confirmé en tant que leur touche le susdit mariage. Et ont ordonné estre baillé à ladite Charles et pour elle au dit Daveys après la consommation dudit mariage la somme de quarante livres tournois. »

Ledit jour lesdits sieurs ont contracté mariage entre Jehan Vassilieu filz de Denis Vassilieu Jardinier et Pernette Chermitte fille adoptive de ladite haulmosne, laquelle demouroict au ? de françois Alouze garde des clefs de la porte du Rosne, ledit Mariage reçu par le phrete (sic pour prêtre) de ladite haulmosne.

*
* *

N° 23.

F° 158 (*Dimanche 28 Janvier 1571*).

« A esté ordonné payer à Jehan Rouget tapissier dorpeau (sic) habitant à Lyon mary de Marguerite Guydo fille de feu Blaise Guido, adoptive de ladite Aulmosne, la somme de quarante huit livres tournois constituée à ladite Guydo pour sa dot et mariage tant en trante livres tournois en argent que dix livres pour une robbe.

Ledit Rouget et de (son) autorité congé et licence ladicte Marguerite Guydo sa femme ont congnu et confessé congnoissent et confessent avoir eu et reçu dudit Sr Simon Court trésorier de ladicte haulmosne ladite somme de quarente (sic) livres tournois pour les causes contenues au mariage sus écrit s'en contentent en quictent ledit Sr court et aultres, avec pact, laquelle somme de quarente livres tournois ledit Rouget a imposée située et assize sur tous et chacuns ses biens à la forme du contract de mariage reçu Benoist secrétaire (?), avec les obligations, submissions, et renonciations et clauses ad ce nécessaires, faict à Lyon, le lundy vint neufiesme de Fébvrier (probablement Janvier) ».

*
* *

E. 12 (1572-1574.)

N° 24.

F° 278 (Début 1572) (texte d'après l'inventaire Rolle).

Requête présentée au bureau par Jeanne Michel, et dans laquelle elle remontre aux recteurs qu'elle est adoptive de l'Aumône et que, ayant trouvé un parti honnête, il leur plaise lui accorder la permission et lui faciliter en même temps, les moyens de se marier. « Et ayant faict chercher sur les livres de ladicte Aulmosne, a esté trouvé que ladicte Michel estoit receue adoptifve ; néantmoing, que, depuis la contagion de peste dernière, elle n'auroit esté en l'obeyssance de ladicte Aulmosne et se seroit mise à servir les maistres jusques à présent, sans se faire affermer par les sieurs recteurs de ladicte aulmosne, suyvant la coustume et statut deladicte aulmosne, qui seroit la cause que les dictz sieurs ont conclu et délibéré que, premier (?) que de la frustrer du droict qu'elle demande, pour la faulte de ne s'estre présentée depuis ledict temps de peste jusques à présent, de s'informer de sa vie, mœurs et conversation après laquelle information luy user selon le rapport qui en sera faict. »

*
* *

N° 25.

F° 356 (6 Juillet 1572).

« Après que Catherine brumer fille adoptive de l'aulmosne s'est présentée au bureau de ladicte aulmosne et remonstré

qu'elle a trouvé son party, qu'il pleust à messieurs les Recteurs luy vouloir bailler doct et consentement comme aux aultres adoptifves et qu'il est apparu que ladicte brumer encoures qu'elle ayt esté retirée adoptive..?...environ dix sept ans sont passées elle ne s'est retirée au bureau pour reconnoistre sa qualité pour ceste considération elle ne debvoit recepvoir ce que recoipvent les aultres filles qui font leur devoir, néantmoins en faveur de Monsieur Boctier et de Madame sa mère (?) qui en parlent et asseuré qu'elle s'est tousiours comporté modestement et en fille de bien lesdicts sieurs sans le tirer en conséquant luy ont promis bailler la somme de vingt cinq livres tournois pour les droicts qu'elle pourroit demander en ladite aulmosne. »

*
* *

N° 26.

F° 497 (26 Juillet 1573).

Lesdicts sieurs ont fyancé (peut-être est-ce marié) Margueryte de la Salle adoptive avec Christophe Henry patissier natif de Langre, le maryage receu par le secrétaire.

F° 502 (Dimanche 9 Août 1573).

A esté ordonné payer à Christophe henri patissier demeurant à Lyon mary de Margueryte Vindry ditte de la Salle adoptive de ladicte haulmosne la somme de quarante livres tournois et dix livres pour une robbe et cotte pour cause de semblable somme à luy promise pour la dot et maryage de ladicte Vindry sa femme.

Ledict Henry sachant pour luy et les siens confesse avoir eu et receu de messieurs les recteurs de l'aulmosne générale de Lyon par les mains de honneste homme Sr Barmond Savyon l'ung desdictz recteurs et trésorier de ladicte haulmosne la somme de cinquante livres tournois pour les causes contenues au mandement susécript, laquelle somme il a receu ainsi qu'il a dict et confesse tellement que de ladicte somme il ...?... tenu et tient pour comptant en quicte lesdictz sieurs recteurs Savyon et aultres et icelle somme de cinquante livres tournois ledict christophe comme principal et à sa pryere et requete Aymé Matherot son beau frère sa caution, l'ung pour ...?... et ung ...?... pour le tout sans divisyon ne discu-

tion de partie ont imposé, scitué, et assicze sur toutz et ung chacuns leurs bien meubles et immeubles présens et advenir quelconques l'ung d'eulx...?... et pour le tout comme dessus pour cause de ladicte restitution et icelle promectent par leurs serment et soubz obligation et ypothecque de tous et ung chacun leurs biens et l'ung d'eulx...?... et pour le tout comme dessus rendre et payer cas de restitution advenant suyvant la forme de leur contract de maryage et sans desroger aux ypothecques portées par icelle avec les submissions à toutes cours royaulx baillage de mascon sén^e siège présidial de Lyon et aultres renonciations de tous droictz et clauses ad ce nécessaires faict au (blanc) les ans et jours que dessus présents Mess^e Mathieu Feuilloux, prebre (sic pour prêtre) et Estienne poinct, despensier de ladicte haulmosne, tesmoingt. »

*
* *

N° 27.

E. 12 (D'après Inventaire Rolle, II, E. p. 49) (1573).

Payé à Pierre Pignier, mari de Claude Guichard, adoptive de l'Aumône, la somme de quarante livres tournois, qui lui avait été constituée en dot par les recteurs de l'Etablissement, savoir : trente livres tournois en argent, et dix livres tournois pour une robe et une cotte. « qui est semblable somme accoutumée constituer par ladicte Aulmosne aux filles adoptives d'icelle. »

PROMESSES ET CONTRATS DE MARIAGES

N° 28.

E. 14 (1574-56.)

F^{es} 76-77 (*le Dimenche premier d'Aoùst mil cinq cent septante quatre, etc...*).

Mariage a esté traicté par parolles d'advenir entre pierre Janugue filz de feu Humbert Janugue espinglier du lieu de Nantua en Savoye d'une part, et Thoiny Jacquemet fille adoptive de ladicte haulmosne, lesquelles parties saichans de leur bon grè ladicte Jacquemet du consentement de messieurs les Recteurs de ladicte Haulmosne présents et à ce faire la con-

seillant ont faict et font les paches et promesses de mariage, donation et accroist obligations et choses qui s'en suyvent, Premièrement qu'ilz se prendront et espouseront l'ung l'autre pour loyaux maris et espouse et pour ce faire eulx représentés disant et affirmant n'avoir faict et en faveur et contemplation duquel mariage lesdictz sieurs ont constitué à ladicte Jacquemet et pour elle audict Janugue la somme de quarante livres d'une part et dix livres tournoyz d'autre part, pour une robbe et une cotte payable au jour de la sollemnisation du présent mariage Item et pour semblable faveur que dessus, personnellement constitué Jacques Jaquet espinglier audict Lyon (un blanc) futurs époux, lequel en considération des bons et agréables services qu'il a receu desdicts futurs espoux a promis leur bailler une petite chambre garnie d'un lict, et coultre (sic) avec quelques autres meubles pour leur servir durant ung an, sans qu'ilz luy en paient aucung louage ; et pour la (un blanc) semblablement que dessus ledict Janugue espoux advenir a donné à ladicte Jacquemet sadicte future espouse pour augment et accroist du présent mariage, la somme de vingt cinq tournois en outre la promet enjoyaller de bons et souffisants joyaulx selon l'état et qualité des parties, (personnes, dans E 13, F° 87), lesquelles sommes de cinquante livres tournois du dot et vingt cinq livres tournois d'augment le dict Janugue a imposez et icelles promectent rendre et restituer cas (?) restitution advenant, six mois après la dissolution du présent mariage, faisant et constituant lesdictes parties leurs (une ligne en blanc) requérir et consentir à l'insinuation des présentes avec les promesses, sermens, obligations, submissions, renonciations, et clauses nécessaires, faict et passé au lieu de ladicte haulmosne, les an et jour que dessus, présents M. Mathieu Fuilloux, Guillaume Dichan, marchand, Anthoine Morin, espinglier, Estienne Pojnet, despensier, et (un blanc) audit Lyon, tesmoins, lesdictz Janugue, Jaquet, Dichan ny Morin n'ont signé pour ne scavoir escrire, requis suyvant l'ordonnance. »

*
* * *

E. 22 (1582-1584.)

N° 29.

F° 7 (*Dimanche, 20 Mai 1582*).

« Mariage a esté traicté entre George p?eur, affaneur, natif

de Choisy près Croiselle en Savoye, habitant à Lyon, d'une part, et Marguerite Monferra, fille de feu Anthoine Monferra, vivant, masson, habitant audict Lyon, adoptifve de ladicte aulmosne, lesquelles parties de l'advis de leurs amys mesmes ladicte monferra, de l'auctorité de nobles et saiges hommes messieurs les recteurs de ladicte haulmosne présens, ont fait les promesses de mariage en faveur duquel lesdicts sieurs audict nom ont donné et constitué à ladicte Monferra pour son doct et mariage la somme de seize escuz deux tiers d'or sol qui est semblable somme accoustumée constituer aux filles de ladicte Aulmosne, laquelle somme lesdicts sieurs promectent payer à ladicte Monferra et pour elle audict p^{neur} dans le jour de l'anneau et solemnisation de cedict mariage, pour augment et accroist de laquelle constitution ledict p^{neur} a donné et donne à ladicte Monferra espouse la somme de dix escuz sol en oultre qu'il a promis et promet enjoyaller de bons et souffisans joyaulx selon l'estat et qualité des parties, lesquelles ...?... promettant, ...?... fait et passé à Lyon les an et jour que dessus, présens M^e Anthoine Astier pbrestre de Saint Nizier et M^e Martin Moreau, clerc, et Estienne Point, marchant audict Lyon, tesmoingtz. »

*
* *

N° 30.

F° 10 (*Dimanche, 27 Mai 1582*).

« Mariage a esté traicté par parolles d'advenir lequel Dieu aydant sera célébré et solemnisé en face de nostre mère Sainte Eglise entre Calude M..., compaignon regrolleur, natif de ceste ville de Lyon, filz de feu Claude M..., vivant messagier ordinaire audict Lyon, d'une part, et Jane Verdier, fille de feu Claude Verdier, vivant tailleur de Saint félix près Chambéry en Savoye adoptifve de ladicte Aulmosne d'autre part, pour ce est-il que par devant (Abréviation) personnellement constituez les dits M.. et Verdier futurs espoux lesquels saichant et de leur grè ledit M.. de Loyse Dieustache (?) sa mère et ladicte Verdier de l'auctorité de messieurs icy présentz ont fait et font les promesses de mariage, constitutions, donations, et choses qui s'ensuyvent, premièrement qu'ils se prendront et espouseront l'ung l'autre pour vray mary et

femme et que pour ce faire ilz représenteront l'ung l'autre en face de notre Sainte mère église et illec recevoir la bénédiction nuptialle dans le temps deub et introduict du droict et que l'une desdictes parties en requerra l'autre, disant et affirmant n'avoir faict par le passé ny ne feront pour l'advenir chose qui empesche que ce présent mariage ne sorte son plain et entier effect, en faveur et contemplation duquel mariage lesdicts sieurs recteurs ont donné et constitué, donnent et constituent à ladicte Verdier la somme de seize escuz deux tiers d'or sol qui est semblable somme que lesdicts sieurs ont accoustumé de constituer aux filles adoptives de ladicte Aulmosne, laquelle somme lesdicts sieurs promettent paier à ladicte Verdier et pour elle audict M... dans le jour de la solemnisation de ce présent mariage. et pour la mesme faveur que dessus, ledict M... a donné et donne à ladicte Verdier pour l'accroist et augment de ladicte somme du dot la somme de huict escuz sol et vingt solz laquelle somme de dot et augment ledict M... et à sa prière et requeste Claude Verdier, cordonnier audict Lyon, oncle de ladicte Jehanne, ont imposé, situé et assigné sur tous et chacuns leurs biens et et ung chacun d'eulx seul et pour le tout pour cause de la restitution et icelle promect rendre et restituer cas de restitution advenant, assavoir ladicte somme de dot incontinent après la dissolution dudict mariage, et, ladicte somme d'accroist, le cas y eschéant, six mois après suivant, et, pour requerir l'insinuation des présentes, (blanc) promectent en obligeant, en soubzmectant, en renonçant, faict audict Lyon, les an et jour susdits, présences Estienne Point, marchand, et, Simon Baghelliez, clerc, tesmoingtz, lesdites parties n'ont signé pour ne scavoir ...?..., requis. »

(Le contrat du F° 26, en date du 14 Juin 1582, se termine ainsi : « Faict au lieu, les an et jour que dessus ».

*
**

N° 31.

F° 177 (3 Juillet 1583).

Début pareil à l'acte du F° 10, sauf les noms des parties, bien entendu ; après : « ladicte Jacqueline (1), adoptive

(1) Son nom complet est Jacqueline de la Salle.

de ladict aulmosne, d'aulture part », le texte continue : « pour ce est-il que par devant le notaire royal à Lyon et secrétaire de ladict Aulmosne Générale soubzsigné et présens les tesmoingtz après nommez, personnellement constituez, le dict françois furet, proceddant de l'advis et conseil de Sr Jehan Vuille M^e faiseur d'instrumentz (lui-même est de ce métier) audict Lyon, son M^e, lequel avec ledict Furet ont promis faire ...?..., ce présent contract de mariage audict Anthoine Furet, son père, dans quinze jours prochains, et ladict Jacqueline, de l'auctorité, congé, et license de messieurs les recteurs de ladict Aulmosne, et, Sr Benoist Saint Rambert, cappitaine, demeurant à la citadelle dudict Lyon, son oncle, à ce présent et à ce faire la conseillant, ont faict et font les promesses de mariage, etc. »

La dot donnée par les recteurs est, également, de seize écus deux tiers d'or sol. Cet acte ne comporte pas de blanc remplaçant les clauses d'usage, aussi, lisons-nous : « Restitution de ladict somme de doct et augment incontinent après la dissolution dudict present mariage, et, pour requérir et consentir l'insinuation des présentes lesdicts futurs espoux ont fait et constitué leur procureur ceux qui seront nommés au blanc des présentes, promesses, et obligations de tous les biens quelzconques, submizsions de toutes cours royales, renonciations et clauses ad ce necessaires, faict au lieu, les an et jour que dessus, (noms des témoins). »

*
* *

FORMES SUCCESSIVES D'EMANCIPATION

N° 32.

E. 4 (1534-1536.)

F° 148 (r) (*Dimanche 25 Avril 1535*).

« À esté faite requeste par pouvre enfant Anthoine Charvet du lieu du Vergier pres Mascon demandant luy estre faite quelque aulmosne pour s'en retourner à son dit lieu en remerciant Messieurs de leurs biens qu'il leur a plu faire de l'avoir nourri et tenu à la Chanal ; ouye sa Requeste, luy a esté baillé (somme illisible) par les sieurs assistans pour

passer son chemin avec inhibition. » (L' « inhibition » n'est pas développée, mais se devine aisément, voir les actes antérieurs de E. 4.)

*
* *

N° 33.

E. 7 (1546-1552).

F° 239 (*Dmanche 27 Janvier 1549*).

(En marge : Quittance du tiltre d'Estiennette Roger.)

« Après que Estiennette fille de Anthoine Roger pouvre fille adoptifve à l'Aulmosne a remonstré à l'aulmosne qu'elle se peut bien passer de l'aulmosne par ce qu'elle a espérance de bien et deuement gagner sa vie remerciant Messieurs des biens que ladite aulmosne luy a faictz par cy-devant requérant lesdits sieurs luy vouloir bailler et délivrer une lettre de pension de vingt deux solz six deniers qui luy est due par ung Estienne Sichard laboureur d'irigny, pour icelle somme recouvrer pour luy aider à vivre, A esté ordonné luy estre rendue ladite lettre par le secrétaire en en passant quittance suyvant laquelle ordonnance ladite lectre luy a esté rendue, laquelle ladite Estiennette confesse avoir heu et receu de ladite Aulmosne et d'icelle en a quite et quité ladite aulmosne avec clauses ad ce nécessaires, donné à lyon, en la chambre du bureau, les an et jour que dessus, es présences d'Estienne Poculot et Benoist Gomat, tesmoingtz. »

*
* *

E. 10. (1559-1562.)

N° 34.

F° 51 (*Dimanche 4 Février 1560*.)

(En marge : Remise et désistement de l'adoption des enfans majeurs.)

« Barthélemy et Jean Moyraud, qu'ilz (=qui) estoient adoptifz à l'Aulmosne, par ce qu'ilz ont remonstré à Messieurs les recteurs qu'ilz sont majeurs de quatorze ans, se sont départis de leur adoption, et, pour ce, ont requis lesdits sieurs les vouloir recevoir au dit désistement et leur rendre et remettre leurs titres et biens, les dits sieurs ont receu les dits enfans au dit désistement et leur ont rendu

leurs biens et titres, dont ils se sont contentés et en ont quitte les dits sieurs recteurs, avec clauses à ce nécessaire donné à lyon les an et jour susdits, en présence de M^r Claude Doyrieu et Clément Robert, clerc de ladite Aulmosne, tesmoins. »

*
* *

N^o 35.

F^o 396 (25 janvier 1562).

Déclaration de Baptiste Bonjean, adoptif de l'Aumône, contenant qu'il « a faict son apprentissage et qu'il sçait fort bien son mestier ; en sorte que, à présent, il gaignera très bien sa vie ; et pour ce a remercié lesdicts sieurs du bien qu'ils luy ont faict de luy apprendre son dict mestier, et qu'il pleust ausdictz sieurs luy vouloir donner congé, canceller et annuller sa dicte adoption ; a esté donné congé audict Bonjean, pour faire son prouffit, et ordonné que ladite adoption est nulle et de nul effect et valloir. »

*
* *

N^o 36.

E. 17 (1576-1578.)

F^{os} 275 76 (18 Mai 1578.)

Comparution de Pierre Pasquet, adoptif de l'Aumône, devant le bureau auquel il remontre que « longtemps a qu'il n'a donné aucune charge ne faict aucune despence à ladite Aulmosne, ayant vescu de son travail et du revenu des fructs des biens qui luy appartiennent, sis en la paroisse de Brignais, lesquels il a prins du consentement desdicts sieurs recteurs, et que, présentement, il désireroit se retirer et de trouver moyen de travailler, et négotier, mesmes se marier, ce qu'il ne peult bonnement faire, ny neouldroit, sans l'auctorité et licence desdictz sieurs, comme estant l'ung de leurs enfants par adoption ; considérant le grand bénéfice qu'il a receu par leur moyen et de leurs prédécesseurs joint aussy quil y a plusieurs personnes qui doubtent de négotier avec luy, soit pour acquérir ses biens ou contracter mariage, craignans contrevenir à l'ordre de ladite Aulmosne, et aussi que ladite Aulmosne ne prétende quelques droits sur sesdictz biens, à ceste cause, a requis lesdictz

sieurs recteurs, luy octroyer deux choses, l'une de luy déclarer s'il prétendent que ladicte Aulmosne ayt quelque droict, de présent ou pour l'advenir, sur sesdicts biens, et les luy relacher purement et simplement, et ordonner que les contractz qui luy appartiennent, estans dans les archives de ladicte aulmosne, luy soient remis ; l'autre, luy permettre de se marier, ayant trouvé party honneste, sur quoy lesdicts sieurs ayant délibéré ont, par la pluralité des voix, conclud, attendu que ledict Pasquet est majeur de vingt-cinq ans, de le licencier et mettre hors de leur puissance. A ceste cause, lesdicts sieurs recteurs ont déclaré, comme ilz déclarent, que ladicte Aulmosne ne prétend aucun droict sur les biens dudict Pasquet, desquelz, par ces présentes, ilz luy font pleinc et entière délivrance, et à ces fins, ont ordonné que le secrétaire de ladite Aulmosne luy délivre tous les tiltres et contractz estans aux archives d'icelle, pour, desdictz biens, faire ledict Pasquet comme bon luy semblera. Et semblablement, l'ont entièrement licencié et licencient de se pouvoir marier, et en tant que besoing faict, l'ont autorisé pour ce faire, par ces présentes, et ont ordonné luy en estre expédié acte par le secrétaire de leur bureau, laquelle luy a esté expédiée en ceste forme pour luy servir et valloir comme de raison. »

*
**

N° 37.

E. 28 (1597-1601.)

F° 283 (*Dimanche 16 Avril 1600.*)

(En marge : Acte d'Emancipation Balmas.)

« Comparution de Benoit Balmas, sergent royal delphinal, devant les recteurs, auxquels il remontre que « après qu'il a obtenu ledict office de sergent, par leur aide, bon conseil et advis, il se seroit résolu se retirer en mesnage, et à ces fins, fiancé Jehanne Durier, fille de feu Pierre Durier et de Yzabeau Légier, du lieu de la Guillotière, suppliant lesdictz seigneurs le vouloir auctoriser et émanciper; sur quoy lesdictz seigneurs recteurs, après qu'ilz ont reconnu ledict Balmas estre des enfans d'icelle Aulmosne, lequel a tousjours esté obéissant au commandement desdictz seigneurs recteurs et de leurs prédécesseurs, et pour luy donner occasion de pou-

voir librement exercer ses actions et poursuivre ses droictz, travailler, acquérir et négocier, l'ont en tout et partout, autorisé et émancipé, et veulent que ainsy soit, comme sy toutes les solempnités accoustumées en cas semblable estoient icy exprimées. »

*
* *

Droit de succession

N° 38.

E 6. (1540-46.)

F° 307 (*Dimanche 16 Décembre 1543.*)

(En marge : Pension de 10 Livres sur la Maison de feu François de Longes deue par Martine Crosière, vefve feu Jehan Joanne.)

Et comme procès se pourroit mouvoir entre les Recteurs et gouverneurs de l'Aulmosne Générale de Lion, d'une part et Martine Crosière, vefve feu Jehan Joanne, en son vivant, cordonnier de Lyon, d'autre part, sur ce que lesdits recteurs disoient que François des Longes, filz adoptif à ladite aulmosne, saisy de plusieurs biens, mesmes d'une maison située en ceste ville en la rue de Bourgneuf, à la part de la rivière de Saonne, jouxte icelle rue de soir, la maison de (un blanc) est allé de vie à trespas, délaissent les dits sieurs qu'ils, partant, estoient habillez à succéder aux biens et hoirie dudict feu François des Longes, adoptif à la dicte Aulmosne, et, partant, leur compétoit et appartenoit la dite maison, au contraire, disoit la dite Martine que ledit François Deslonges n'estoit encoures allé de vie à trespas et, ores qu'il fust mort, il avoit faict donation es dits mariez Joanne de tous et ung chacun ses biens et auroit faict plusieurs réparations en icelle maison et seroit chargée d'une pension anuelle de six livres, et seroit icelle maison de petite valeur, et, par ces moyens, lui compéteroit la dite maison, comme les parties cy après nommées le dient estre vray, or est-il ainsi que par devant le notaire soubsigné et les tesmoingts cy-après nommez establiz en leurs personnes honorables hommes Claude Garon, Leonard Sally, Jehan Le Vin, M^e Pierre de Ruolz, Anthoine Vincent, Guillaume Henry, et, Girardin Poure, recteurs et

gouverneurs de la dicte Aulmosne, saichant, au traicté de Mons^r Mathieu de Vauzelles, advocat pour le roy en la Sénéchaussée de Lyon, cèdent, quictent, transportent et remectent à la dicte Martine Crousière (sic) présente, de tout le droict, nom et action, part et portion et aultre quelconque réclamation, que les dicts sieurs ont et peuvent avoir sur la dicte maison, par les moyens que dessus desquels Ilz se sont desvetuz, et, en ont investis la dicte Martine Crousière, avec constitution de précataire (?), moyennant une pension annuelle de 10 L. Tournois, que la dicte Martine, pour ce establie, saichant de son bon gré pour elle et les siens, leur a fait Et Imposé sur la dicte maison et sur une chacune part, et particule d'icelle, au lieu de juste prix, laquelle pension la dicte Martine confesse debvoir à cause de cette présente transaction, et, icelle promet payer à l'advenir tous les ans ausdicts sieurs recteurs et successeurs en icelle aulmosne, moitié à la St Jehan et l'autre moitié à Noël, le premier payement commençant à la Saint Jehan prochaine et ainsi subsécutivement avec (?) que, au cas que la dicte pension de six Livres ne se trouva deue entièrement ou partie sus la dicte maison, promet Icelle Martine augmenter aux dicts sieurs leur dicte pension de la dicte pension de six Livres ou de ce qu'il défauldra d'icelle pension, et, au cas que la dicte Martine soit refusant et délayant de payer ausdicts sieurs recteurs leur dicte pension de dix livres à deux termes seulement, Iceulx sieurs se pourront saisir de la dicte maison (en renvoi : et au dit cas, icelle maison demeurera en propriété à la dicte Aulmosne, et, dès maintenant, comme dès lhors, confesse ladicte Martine la tenir au nom desdicts sieurs), car ainsi a esté dit et accordé entre les dictes parties d'ung commun voloir et consentement avec clauses ad ce nécessaires, fait et donné à Lyon, en la chambre du bureau de la dicte aulmosne, les an, jour que dessus, es présences de M^e Pierre Buyer, notaire, et Jean Sève, clerc des deniers de la dicte Aulmosne, tesmoingtz.

Ajouté, après coup, en marge : Transaction faite de l'avis de M^e Mathieu de Vauzelles, advocat du Roy, en la sénéchaussée entre les recteurs de l'Aumône Générale, se prétendant héritiers de droit de feu François des Longes, décédé

adoptif de la dite Aumône, d'une part, et Martine Crosière, veuve de feu Jean Johanne, se prétendant donataire dudit françois des Longes, d'autre part ; portant création au profit de l'Aumône Générale d'une pension annuelle foncière de dix livres tournois imposée sur une maison, rue Bourgneuf, étant de la possession du dit François Des Longes, au moyen de laquelle pension et du paiement qui en sera fait Mrs les recteurs cèdent à ladite Martine Crosière tous leurs droits et actions sur ladite succession.

*
* *

Pouvoir des Recteurs envers leurs enfants

N° 39.

1) RECouvreMENT DE CRÉANCES D'ENFANTS ADOPTIFS.

E. 9. (1557-1559).

F°s 232-233 (*Dimanche 4 Décembre 1558*).

« Comme ainsi soit que Benoist Riboller en son vivant...?... de Lyon soit allé de vie a trespas, délaissez à luy survivans certains enfans lesquelz ont esté mis par leurs parens à l'aulmosne et par icelle retenus pour enfans adoptifz et exposez à ladicte aulmosne, saisiz de certains biens meubles lesquelz auroient esté venduz par auctorité de justice à la somme de cens soixante troys livres dix solz tournois laquelle somme auroit esté remise entre les mains de Jehan Rambert pour icelle faire proufficter lequel Rambert avoit faict cession et habandonnement de ses biens tellement que ses créanciers et mesmes le Sr francoys prudhon auroient faict prendre les biens dudict Rambert pour avoir paiement de leurs debtes ainsi que dient (sic) les parties cy-après escriptes, Or, est il ainsi que par devant le notaire et secrétaire de ladicte aulmosne soudzsigné et en présence des tesmoingtz cy après nomez, establiz en leurs personnes, lesdicts sieurs Recteurs pères et légitimes administrateurs desdicts enfans lesquels saichant de leur bon gré (?) ont ceddé, quicté, transporté et remis comme par ces présentes ceddent, quictent, transportent et remectent audict sieur prudhon présent tous les droict, nom et action et ypothèque (sic) que

lesdicts sieurs Recteurs ont et peuvent avoir et prétendre sur les biens dudict Rambert le mectant et subrogant pour ce en leur droict et lieu et en signe de ce lesdits sieurs recteurs ont baillé eé réallement délivré audict Prudhon les obligations et cédulles de ladicte somme par ledict Rambert ausdicts enfans .?. faictes et passez et transport faict moyennant semblable somme de cent soixante troys livres dix solz tournois deue ausdicts enfans par Benoist Riboller en déduction .?. tant moins de laquelle somme ledict prudhon a payé réallement et remis entre les mains du sieur Jehan Morel commis à la recepte des deniers d'icelle aulmosne la somme de huictante une livres quinze solz tournois faisant moictié de la totalité de ladicte somme, laquelle somme lesdicts sieurs recteurs se sont tenuz pour contans (sic) et en ont quicté et quictent le dict sieur prudhon et le reste de laquelle somme montant à la somme de huictante une livres et quinze solz tournois ledict prudhon a faict délivrer à cause de .?. icelle promet payer dans la franchise de la feste (?) de Pasques prochain avec .?. de tous despens,.?., et interestz, promet en obligeant tous ses biens, faict au bureau de ladicte Aulmosne, les an et jour susdicts (en) présences de M^{rs} Clement Robert, et Claude Doyrieu, tesmoingtz. »

2) PROCURATION EN JUSTICE.

E. 19. (1579-81.)

Fs^s 371, 372, 373 (*Dimanche 26 Février 1581.*)

Lesdicts sieurs comme pères adoptifs de Jehan, Jehanne et Anne de la pallu, enfans de feu Jean de la Pallu vivant tissotier habitant audict Lyon lesquels audict nom ayant cy devant passé bail à loage d'une maison appartenant ausdicts enfans La Pallu à Bernard Bouchault bourgeois dudict Lyon, ayant esté advertys du reffus à luy faict de la jouissance de ladicte maison par Jacques de Launey ayant prins la cause en main pour Jehan Combout ont faict, constitué ladicte procuration (?) en bonne forme assavoir (une ligne en blanc où doit prendre place le nom du procureur) auquel ils ont donné puissance et mandat spécial de pour et au nom desdicts constituants comparoir par devant tous juges, conseillers, commissaires qu'il appartiendra tant en

jugement que dehors, Illec plaider en la cause d'entre lesdicts constituants en ladicte qualité de recteurs, pères et légitimes administrateurs desdicts enfans feu Jehan de la Pallu, opposer (E. 20, F° 167, qui reproduit le même acte, dit : appeller), (suivent divers termes de procédure), relever, poursuivre d'habondance (sic)..?., recouvrer et retirer de Launey et tous ceux qu'il appartiendra les fruicts et revenuz de ladicte Maison depuis l'année mil cinq cens septante troyz que lesdicts enfans de la Pallu furent receus adoptez de ladicte Haulmosne (sic) en laquelle ils ont esté norriz, eslevés et entretenus jusques à présent, du receu en passer quictances bonnes et vallables de tel effect et valeur comme sy faictes et passées estoient par lesdicts sieurs constituants et en reffus du payement contraindre ledict de Launay et tous ceux qu'il appartiendra par toutes voyes de justice deues et raisonnables et semblablement requerir que ledict de Launay soit condempné à laisser jouyr ledict Bouchault de ladicte maison suyvant le bail qui luy en a esté passé par lesdicts sieurs constituans en ladicte qualité de pères par adoption desdicts Jean, Jehanne, Anne de la Pallu, etc. (suit une élection de domicile, et les noms des témoins à l'acte « Estienne Poinct », marchand, et « M. Mosnier, clerc. »).

DEUXIÈME PÉRIODE (1601-1672)

Les Règlements

Institution de l'Aumosne Générale de Lyon (1605)

(p. 22 à p. 30)

N° 40.

CHAPITRE : DES ENFANTS QUI SONT ADOPTÉS ET RECEUZ
PAR LES RECTEURS DE LA DICTE AUMOSNE (p. 22).

Aucun enfant, soit filz ou fille, ne peut estre receu ny adopté en ladicte Aumosne, ayant son père, et sa mère vivant, ains faut qu'il soit privé de tous deux.

Nul ne peut estre receu ny adopté en ladicte Aumosne, soit filz ou fille, bien qu'il soit de ladicte qualité, qu'il ne soit aagé de sept ans, à fin qu'il aye la force et industrie se pouvoir vestir, et habiller.

Aucuns bastards et illégitimes ne peuvent estre receuz et adoptés en ladicte Aumosne, en détestation du péché de leurs progénitures et pour l'exemple de ne les mesler avec les légitimes, et nés en loyal mariage.

Avant que les recevoir, et admettre en ladicte Aumosne, on s'informe diligemment de leurs pères et mère (sic) pour sçavoir si avant leur décès, ils avoyent demeuré en la ville sept ans entiers, et continuels. Et faut rapporter leurs baptisaires (sic), et sçavoir les noms de leurs pareins, et marreines, pour les exciter à user de quelque charité à leur endroict.

Estant trouvés de ladicte qualité, on les fait veoir, et visiter, pour sçavoir s'ilz sont netz, et seins, et en cas qu'ils fussent atteints de quelque maladie secrette, pour les faire penser (sic) et médicamenter, avant que les mesler avec les autres, pour n'estre infectés, et estant trouvés netz, ils sont receus, dont acte en est fait par le Secrétaire, et sont escripts au livre.

Ne peuvent estre receus et adoptés qu'au Bureau, les Recteurs assemblés et après leur résolution.

Les masles sont remis après ledict acte au maistre de la Chana, auquel on les recommande, et qu'il soit soigneux de les eslever à la crainte de Dieu, et de leur enseigner à lire, et à escrire, et autre chose honneste ; et les filles à la maistresse de Sainte Catherine avec pareille recommandation.

Estant parvenus en aage compétent, on faict apprendre aux masles un mestier selon leur capacité, et inclination : et pour les filles, on les faict servir aux maisons, où elles peuvent apprendre l'honneur, et la vertu, par les bons exemples qu'elles y voyent.

Et avant que passer ce contract d'apprentissage, on remet lesdicts enfans quinze jours aux maistres, pour recognoistre pendant ledict temps s'ils seront propres au mestier, auquel on les destine, et estant iujés et recogneus capables, on passe le contract au Bureau, pour le temps que les recteurs iujent suffisant, et le Secrétaire tient mémoire des entrées et sorties desdicts enfans.

Et sera chargé le maistre, qui reçoit l'un desdicts enfans, d'avertir lesdicts sieurs Recteurs, incontinant qu'il absentera son service, pour y pourvoir.

Les gaiges des filles qui servent, se reçoivent par le maistre de la garderobe, desquels il tient compte.

Ceux qui se sont une fois chargés desdicts enfans, ne les peuvent mestre au service d'autres maistres, sans le sceu, et advis desdicts sieurs Recteurs, qui ont un soing perpétuel, que lesdicts enfans demeurent avec personnage de bien et d'honneur, Pour en rendre toujours bon compte.

Si lesdicts enfans se retirent du service de leurs maistres, et maistresses sans légitime occasion, ils ne seront receus audicts hospitaux, dont ils sont sortis, sans le sceu et consentement du maistre de la garderobe ; lequel s'informe diligemment de la cause de leur sortie, pour estre punis, si elle ne se trouveroit légitime, selon l'exigence du cas, pour servir d'exemple aux autres.

Après la réception, et adoption desdicts enfans, l'on s'informe exactement de leurs moyens, et les immeubles sont

baillés à ferme au plus offrant, et faisant la condition meilleure et les fruicts et revenus demeurent acquis à la dicte Aumosne, pendant la minorité desdicts enfans : et pour les meubles l'on les fait vendre, et les debtes activz sont retirés, et les deniers remis entre les mains du Thrésorier, et desdictes sommes receues sont lesdicts enfans portés crédateurs sur le grand livre, pour leur estre rendues, lorsque les masles ont atteint l'aage de vingt-cinq ans, et que les filles sont colloquées en mariage.

En venant à décéder, ce qu'ils ont de moyens demeure à l'Aumosne, qui leur succède, à l'exclusion de leurs plus proches parens, pour les avoir délaissé, et abandonné en leur nécessité, et au besoin.

Tombans en quelques maladies, sont menés et conduits en l'Hostel-Dieu du pont du Rosne, pour estre nourris, secourus et médicamentés de toutes choses nécessaires, et en ceste considération, les Médecin, Apoticaire, et Chirurgien, qui servent audict hostel-Dieu, sont salariés de ladicte aumosne, outre leurs gaiges ordinaires, et afin qu'ils en soyent plus curieux et soigneux.

Si quelqu'un désire avoir en mariage l'une desdictes filles adoptives, il se présente au bureau, et fait ouverture de son intention, et après, deux desdicts Recteurs sont commis, pour s'informer de ses qualités et meurs et, s'il est recogneu capable, et avoir moyen en suffisance pour entretenir une femme et eslever des enfans, on luy accorde en mariage la fille qu'il demande.

Aucune fille de ladicte Aumosne ne peut faire promesse de mariage avec qui que ce soit, sans l'autorité, et consentement desdicts sieurs Recteurs, à peine d'estre punie et chastiée.

Et le mariage estant par eux trouvé bon, les fiançailles s'en font au Bureau en présence desdicts Recteurs, et le contract se reçoit par le Secrétaire de ladicte Aumosne, et les promesses entre les mains du prestre de la Chana, et en faveur du mariage est constituée à chacune fille la somme de cinquante livres qui est payée par le Thrésorier, incontinent après la consommation du mariage, outre ce qu'elle peut avoir de son estoc.

Le jour de la célébration du mariage sont commis deux desdicts recteurs pour conduire la fille à l'Eglise, pour y recevoir la bénédiction nuptiale, et Sacrement de mariage; et deslors elle est mise hors de la puissance desdicts sieurs Recteurs pour adhérer et assister à son mary, selon que les loix divines, et humaines le commandent.

Les enfans masles ayant attains l'age de vingt-cinq ans, peuvent requérir au Bureau d'estre émancipés, pour iouyr de leurs biens, et travailler pour eux : après avoir rendu grâces à Dieu, et remercié lesdicts sieurs Recteurs, du bien qu'ils ont receuz, et d'avoir esté eslevés par eux, esmeus de la mesme pitié, et charité les mettent en plaine liberté, et les exhortent de bien vivre le reste de leurs iours, et leurs font rendre tout ce qui a esté receu de leurs biens, pour en iouyr plainement, et en faire à leurs volontés : et de tout acte en est faict, et escrit par le Secrétaire, qui en tient registre.

DU MAISTRE DES ENFANS DE LA CHANA (p. 27)

Pour la conduite desdicts enfans l'on commet un personnage Ecclésiastique qui soit recogneu de bonne vie et meurs, pour célébrer la messe, et faire le service ordonné en l'Eglise de la Chana, et pour eslever lesdicts enfans en la crainte de Dieu, et leur apprendre ce qui est de ces commandemens, et de les exercer en toute sorte de vertus : Et encor pour leurs apprendre à lire, et à escrire, et s'il les recognoist propres pour les lettres, après leurs avoir apprins les prinçipies de grammaire, on les envoie au Collège de la Trintté, pour entendre les leçons publiques qui si (sic) font.

Doit avoir soin particulier de les faire tous assister à la messe, et au divin service, et les faire prier Dieu pour tous les bienfacteurs de ladicte Aumosne, et prendre garde qu'ils ne commettent aucune chose illicite, et vicieuse, et s'il leurs manque quelque chose, on doit advertir les Recteurs de la distribution, pour y pourvoir.

Si quelqu'un s'oublioit tant que de commettre faulte notable, ledit maistre desdicts enfans en advertira les

deux Recteurs de la distribution, pour les faire chastier en présence de tous les autres, selon l'exigence du cas.

Ne pourra conduire les enfans en aucun enterrement, que ce soit par le mandement expres du Recteur, qui en a la charge, et n'en peut conduire que le nombre à luy prescrit, et aux heures ordonnées, et doit prendre garde qu'ils se comportent deuement, et qu'ils prient Dieu pour l'âme du deffunct, et doit retirer les tillets (sic) (fréquent, à cette époque, pour « billets »), qu'il remet au Thrésorier pour sa décharge.

Se doit trouver tous les Dimanches au Bureau, et advertir les Recteurs, du déportement desdicts enfans, et leurs faire sçavoir si quelqu'un est disposé et capable pour apprendre un mestier.

Lors que l'on a résolu de faire la procession générale de ladite Aulmosne, il en est adverty, et tenu d'y conduire tous les enfans de la Chana, en l'ordre qu'il luy est ordonné.

Doit tenir un livre, dans lequel il escrit les noms, et surnoms de tous les enfans, qui sont receuz audict Hospital de la Chana, et qui sont mis sous sa conduite : et note le iour de leur sortie, et à quels maistres ils sont remis, pour sçavoir au vray ce qu'ils deviennent.

On luy assigne gages suffisans pour son entretenement en rémunération de ses peines, outre qu'il est nourry, et sans y comprendre ce qui luy est aumosné lorsqu'il conduit lesdicts enfans, et assiste aux enterremens des defuncts.

Et afin que lesdicts enfans soyent mieux soigné et entretenus, on y commet aussi une vielle (sic) femme, qui a une servante sous soy, qui appreste le manger, et faict tout ce qui leur est nécessaire, pour les reblanchir, racoustrer leurs habits et faire les lits, à laquelle l'on donne pareillement gaige suffisant.

De tous les meuble, et linges, l'on faict inventaire par chacun an, de quoy elle est chargée et en doit rendre compte.

DE LA MAISTRESSE DES FILLES QUI SONT A SAINCTE-CATHERINE

Pour la conduite des filles rangées à sainte Catherine, est choisie une femme d'eage compétant, de bonne vie, et

meurs, et bien famée, pour les instruire et eslever à toute sorte de vertus, et leurs apprendre ce qui est propre à ce sexe : afin que par leur labeur se puisse retirer quelque chose, qui serve à les nourrir et entretenir.

Sur tout luy est enjoint de leur apprendre la craincte de Dieu, et de les faire mettre en prières et oraisons le matin, et le soir.

Doit estre curieuse qu'elles ayent de besoigne pour s'occuper, qu'elle ne peut prendre toutesfois sans la permission du Recteur, qui en a la charge, et les soyes, ou autres choses estant manufacturées, elle les doit remettre audict Recteur, pour en tenir compte et en retirer l'argent.

Les doit contenir et maintenir en paix, et veiller qu'elles soyent nourries, reblanchies, et entretenues suffisamment, et où quelqu'une s'oublieroit de son devoir, en doit advertir les Recteurs qui distribuent audict lieu, pour y pourvoir, et en faire la correction nécessaire.

Ne doit conduire lesdictes filles ou partie, à aucun enterrement de son autorité, sans mandement expres du Recteur, qui en a la charge, lequel mandement elle remet au Trésorier pour sa décharge.

Se doit trouver tous les dimanches au Bureau, pour advertir les Recteurs des déportemens des filles, qui sont soubz sa charge, et de tout ce qui sera de besoin, pour y estre pourveu.

Et doit mestre à service celles qui sont grandes, après en avoir communiqué ausdicts Recteurs, et qu'ils l'aurent trouvé bon.

Outre sa nourriture, et ce qui luy est eslargy aux enterremens, où elle assiste conduisant lesdictes filles, on luy accorde par chacun an gaiges compétans.

Par chacun an aussi on fait inventaire des meubles et linges, qu'elle a en sa charge, afin qu'ils ne s'escarent, et qu'elle en puisse rendre compte.

Est chargée de faire tenir un livre, ou de iour en iour l'on escrit les noms et surnoms des filles qui entrent et sortent, et des maistres, et maistresses où elles sont mises, et le iour de leur départ, pour sçavoir au vray ce qu'elles deviennent.

**Institution de l'Aumosne Générale
de Lyon (M. DC. XXXIX)**

(p. 25 à p. 32)

N° 40 bis.

Chap. XVII. — *Des enfans Adoptifs de l'Aumosne générale, appelez de la Chanal, et des Recteurs qui en ont la charge.*

Aucuns enfans ne peuvent estre receus ny adoptez en l'Aumosne ayans père ou mère vivans, ains faut qu'ils soient privez de tous deux, et soient orphelins.

Nul ne peut estre receu ny adopté, bien qu'il soit de ceste qualité, qu'il n'aye atteint l'aage de sept ans complets, afin qu'il aye la force de se pouvoir vestir : et ne peut estre receu ayant passé l'aage de quatorze ans, pour estre en aage de puberté.

Aucuns bastards et illégitimes ne peuvent encores y estre receus pour adoptifs, en detestation du péché et du vice de leur naissance, et pour ne les mesler avec les légitimes nais de loyal mariage.

Et quand lesdits enfans veulent estre adoptez, il faut qu'ils se présentent au Bureau de l'Aumosne, et qu'ils rapportent le contract de mariage de leur père et mère, avec l'attestation de leurs enterremens des Curés ou Vicaires des Paroisses ou ils ont esté enterrez, et leurs baptistaires, pour scavoir s'ils sont de la qualité ; et néanmoins avant que de les y recevoir on s'informe diligemment si leur père et mère sont de la ville de Lyon, et non des fauxbourgs ou hors des murailles ; ou si leursdits père et mère, y ont avant leur décès demeuré sept ans entiers et continuels ; et scavoir quels sont les parrains et marraines, pour les exciter à user de quelque charité en leur endroit. Et à ses fins sont commis les deux sieurs Recteurs qui ont la distribution du quartier ou ses enfans font leur résidence et demeure. Et parce que quelquefois les père et mère ont été si pauvres ou négligens qu'ils n'ont retiré expédition de leurs contracts de mariage, et que les enfans sont délaissés en si bas aage, qu'ils ne peuvent

sçavoir les noms des Notaires qui les ont receus, ny les lieux ou lesdits enfans ont esté baptisez Ce qu'on a veu estre arrivé, principalement és années 1628 et 1629 que la maladie contagieuse a grandement affligé les habitans de la Ville, et causé une perte ou divertissement des papiers et titres, desquels on pouvoit tirer quelque instruction On a procédé par informations et enquestes par tesmoins par devant les Recteurs qui ont la charge desdits enfans, escrivant sous eux le Secrétaire de ladite Aumosne ; ce qu'on a tenu servir de preuve suffisante pour faire leur adoption.

Estant treuvez de la qualité requise, on les fait voir et visiter par des Chirurgiens, pour sçavoir s'ils sont sains et nets, afin que en cas qu'ils fussent atteints de quelques maladies secrètes on les peult faire traiter et médicamenter avant que de les mesler avec les autres ; et estans treuvez nets ils sont receus, dont acte en est fait par le Secrétaire, et sont escrits au livre.

Ne peuvent estre receus et adoptez qu'au Bureau, les Recteurs assemblez, et après leur résolution.

L'acte de leur réception estant fait, ils sont mis avec les autres enfans adoptez, appelez de la Chanal ; sont nourris et entretenus aux despens de l'Aumosne générale, et vestus de robes de couleur bleue, à la réserve de huict, qu'on appelle les atheaus, vestus de couleur de racine ; lesquels, huict, sont choisis par les Recteurs de ceux de meilleur esprit et famille pour estre instruits aux lettres, y ayant une fondation pour cet effect.

L'on s'informe exactement de leurs moyens, et leurs immeubles sont baillez à ferme à ceux qui en font la condition meilleure. Et les fructs et revenus demeurent acquis à l'Aulmosne pendant qu'ils sont sous la charge et pouvoir de l'Aumosne. Et pour les meubles l'on les fait inventorier par le secrétaire, et après vendre en public par un Sergeant, ou bedeau en présence de deux Recteurs, à ce commis assistez du solliciteur. Et des deniers en provenans, les Recteurs en dressent un estat qu'ils remettent avec l'inventaire et le reliquat entre les mains du trésorier comme aussi les deniers que l'on retire des debtes actifs. Et lesdits enfans sont portez chacun en particulier, créditeurs,

sur le grand livre, pour leur estre rendu ce qui leur appartient en principal seulement, lors et quand ils se peuvent gouverner ou quand les filles sont colloquées en mariage.

Que s'ils viennent à décéder leurs moyens demeurent à l'Aumôsné qui leur succède, à l'exclusion de leur plus proches parens, pour les avoir délaissé ou abandonné en leur nécessité et au besoin... Et quand ils sont en aage compétent, et capables d'apprendre quelque mestier, ou profession, le Recteur qui en a la charge, après en avoir communiqué au Bureau, les met en service ou apprentissage avec personnes de bonne vie et que l'on croit les bien apprendre, traiter et nourrir en la crainte de Dieu : et tient ledit Recteur un livre, des noms et surnoms des dits enfans qui entrent et sortent, et des Maistres auxquels ils sont remis, et des iours de leur entrée et sortie, afin de sçavoir au vray ce qu'ils deviennent. Et sont obligés les Maistres qui reçoivent ces enfans en leur service d'avertir le recteur qui en a la charge, incontinent qu'ils ne feront leur devoir, ou qu'ils absenteront leur service ; afin d'y pourvoir et de les chastier s'il est nécessaire.

Et ceux qui s'en sont une fois chargez ne les peuvent remettre au service d'autres Maistres, sans le sceu, vouloir et consentement dudict recteur, pour le soin personnel qu'on a que ces enfans demeurent avec personnes de bien et d'honneur, pour en rendre tousiours bon compte.

Finalement les Recteurs qui ont charge desdits enfans seront tenus de visiter au moins six fois l'année, tous ceux qui sont en service et apprentissage aux maisons de leurs Maistres, afin de voir s'ils se comportent bien, s'ils sont bien traictez, s'ils aprennent bien et ne perdent leur temps.

Que s'ils tombent en quelque maladie, ils sont menés et conduits en l'Hostel-Dieu du Pont du Rosne, pour estre nourris secourus et médicamentez de toutes choses nécessaires. Et à cette considération, les médecin, Apoticaire, et Chirurgien qui servent à l'Hotel Dieu sont salariez par l'Aumosne générale, outre leurs gages ordinaires, afin qu'ils en soient plus curieux et soigneux : lesquels enfans adoptifs, et les filles de mesmes au dit Hostel Dieu sont

si bien receux qu'ils sont dispensés de la visite et ont des lits de réserve.

Est à noter que lors de l'institution de ladite Aumosne générale, voire auparavant, on avait eu le soin de recueillir les pauvres enfans orphelins et filles orphelines de la Ville, dont les premiers estoient renfermez en l'Hopital Saint Martin de la Chanal et les filles dans celuy de Sainte Catherine. Et comme ce grand bastiment de la Charité en Bellecour a esté parachevé par le zèle et libéralitez, de ceux dont les marques sont sur les frontispices de chaque logement, on a transféré les uns et les autres dans ledit batiment ; sçavoir les filles le vingt et un mars mil six cens vingt neuf, et les enfans le quatorzième Aout mil six cens trente six, et les noms leur en sont demeurez pour servir de distinction dans l'ordre de tant de corps différens, et qualitez de personnes. Et lesdites deux Maisons, la Chanal et Sainte Catherine, servent toujours pour faire les distributions de ladite Aumosne et s'y célèbre chasque dimanche le service divin avec le Catéchisme.

Chap. XVIII. — *Du Maistre qui a la conduite des enfans adoptifs appelez de la Chanal.*

Pour avoir la direction et conduite des enfans adoptifs on choisit un personnage Ecclésiastique, qui soit reconnu de bonne vie et mœurs, et qui aye de la doctrine ; lequel doit célébrer la sainte Messe, eslever lesdits enfans en la crainte de Dieu leur apprendre ce qui est de ses commandemens et les exercer en toutes sortes de vertus, et encores pour tenir la main à ce qu'ils apprennent la lecture et escriture qui leur est monstre par un maistre Escrivain gagé pour cet effect par ladite Aumosne générale. Que s'ils sont reconnus pour estre propres pour les Lettres, après leur avoir appris les principes de grammaire, ils sont envoyés au collège de la Trinité, pour y entendre les leçons publiques qui s'y font.

Et ce Maistre doit avoir un soin particulier de les faire tous assister à la Messe et au divin service, comme à Vespres qu'ils doivent chanter tous les jours et leur faire prier Dieu pour le Roy, pour leurs bienfacteurs et pour la Ville

de Lyon, à ce qu'il plaise à Dieu la conserver de contagion et autre affliction.

L'on est tellement soigneux de faire apprendre ausdits enfans toute sorte de vertus, que s'estans rencontrés entre eux quelques uns qui avoient de l'inclination pour la musique, on leur a baillé un maistre pour les instruire si bien que depuis quelques années ils chantent à la Messe et disent les Vespres en musique. Ce qu'estant pour la plus grande gloire et service de Dieu, ledit Maistre prendra garde aux heures de loisir et récréation, de leur faire continuer ce loüable exercice.

Il doit prendre garde qu'ils ne commettent aucune chose illicite et vicieuse, et s'il leur manque quelque chose, il en doit advertir les Recteurs qui en ont la direction particulière, sous l'autorité néanmoins de ladite Aumosne générale, afin qu'ils y pourvoient.

Que si quelqu'un d'eux s'oublioit tant que de commettre faute notable, il en advertira les deux recteurs pour les faire chastier en présence de tous les autres, selon l'exigence du cas, et de la résolution qui en sera prise entre tous les Recteurs.

Il ne doit conduire les enfans en aucun enterrement, que ce ne soit par le mandement expres des recteurs qui en ont la charge et n'en peut conduire que le nombre à luy prescrit et aux heures ordonnées, et doit encore prendre garde qu'ils se conduisent docilement, et priant Dieu pour l'ame du défunct ; et retirer les tilets qu'il remet au Trésorier pour sa décharge.

Il faut qu'il vienne tous les Dimanches au Bureau, pour advertir les Recteurs du déportement des enfans qui luy sont commis, et leur faire sçavoir si quelqu'un est capable pour apprendre un mestier.

Lors que l'on a résolu de faire la Procession générale de l'Aumosne, il est tenu d'y conduire tous lesdits enfans en l'ordre qui luy est ordonné, et doit prendre garde qu'ils chantent avec dévotion.

Doit tenir un livre dans lequel il escrive le nom et surnom de tous les enfans qui sont receus comme adoptifs,

et qui sont mis sous sa conduite, et noter le jour de leur sortie, et à quel Maistre ils sont remis, pour sçavoir au vray ce qu'ils deviennent.

On luy assigne gages suffisants pour son entretenement en récompense de ses peines, outre qu'il est nourry et sans y comprendre ce qui luy est donné, lors qu'il conduit les enfans adoptifs et assiste aux enterremens des défunts.

Et afin que l'on aye plus de soin de ces enfans, et qu'ils soyent mieux entretenus, on y commit une vieille femme qui a une servante sous soy qui fait tout ce qui leur est nécessaire pour les reblanchir, rabiller leurs habits, faire les lits, nettoyer leur vaisselle et autres fonctions, à laquelle on donne pareillement gage suffisant.

De tous les meubles et linges l'on fait inventaire par chacun an, de quoy elle est chargée et en doit rendre compte.

Chap. XIX. — *Des filles qui sont receües et Adoptées et des Recteurs qui en ont la charge particulière sous la direction du corps de l'Aumosne.*

Le mesme s'observe à la réception des filles qu'on appelle de Sainte Catherine, touchant leur adoption que nous avons dit se pratiquer pour les enfans de la Chanal, on les reçoit avec les mesmes formalitez, elles sont nourries et élevées avec le même soin. Sont mises en service, visitées chez les Maistres, voire à cause du sexe, les Recteurs commis y apporteront beaucoup plus de circonspection pour les sortir de chez les Maistres ou Maistresses où elles ont été mises si tost qu'ils apprennent le moindre soupçon de quelques actions dangereuses.

Les gages qu'elles méritent par leurs services se reçoivent par le Recteur qui en a la charge, pour les deux tiers, lequel en tient compte à l'Aumosne, et l'autre tiers est délaissé à la Maistresse qu'elles servent pour les petites necessitez desdites filles, que la maison n'a pas coustume de leur fournir comme linge, coiffure et autres menus assortimens ; au surplus des habits l'Aumosne les leur fournira, car il arrive que les laissant disposer entièrement de leurs gages, elles les consomment en bagatelles, et ladite Aumosne est

aucunement déchargée ; ou l'employent en étoffes d'autre couleur que celle de ladite Aumosne, qu'est la cause qu'on ne peut plus les recognoistre.

Que si lesdites filles viennent à sortir de chez leurs Maistres ou Maistresses, sans le sceu et ordre dudit recteur qui en a la charge, pour la première fois seront chastiées, et pour la seconde plus rigoureusement punies, et s'il arrivoit qu'elles abusassent de leur personne, par mauvaise vie, elles seront amenées en la chambre desdites filles, et là chastiées pour servir d'exemple aux autres, après que les deux recteurs, comis pour cet effect par le Bureau, auront fait sçavoir à toutes lesdites filles assemblées le sujet de ladite correction, en les exhortant d'éviter un tel inconvénient, après quoy, elles seront rayées du nombre desdites filles et remises en la chambre des grandes filles ; lesquels Recteurs leur feront lever l'habit et la livrée desdites filles de couleur bleu, et bailler celuy desdites grandes filles de couleur minime.

S'il arrive que quelqu'un désire avoir en mariage l'une de ces filles adoptives, il se présente au Bureau, et fait ouverture de son intention ; et après deux Recteurs sont commis pour s'informer de ses qualitez, mœurs et moyens, et s'il est reconnu capable et avoir biens en suffisance pour entretenir une femme et eslever des enfans on luy accorde en mariage la fille qu'il demande.

Car aucune ne peut faire de promesses de mariage avec qui que ce soit, sans l'autorité et consentement des sieurs Recteurs à peine d'estre punie et chastiée, et privée des droicts de ladicte Aumosne.

Le mariage estant donc par eux treuvé bon, les fiancailles s'en font au Bureau en présence des Recteurs, où le contract se reçoit par le Secrétaire de l'Aumosne, et les promesses entre les mains du prestre de l'Hospital de la Charité. Et en faveur de mariage est constituée à chacune fille la somme de soixante livres, qui est payée par mandat par le Trésorier, incontinent après la consommation du mariage, outre ce qu'elle peut avoir de son estoc, et les estrennes que les Recteurs luy donnent, chacun à sa dévotion, et par le Maistre de la garderobe une robbe et une cote.

Le jour de la célébration du mariage, sont commis deux de tous les recteurs qui sont choisis alternativement et par ordre, pour conduire la fille à l'Eglise, pour y recevoir la bénédiction nuptiale et Sacrement de mariage. Et deslors elle est mise hors la puissance des sieurs Recteurs, pour adhérer et assister à son mary selon que les lois divines et humaines le commandent. La même chose s'observera s'il arrive de marier des enfants adoptifs.

Et pour plus avoir de soin desdites filles, il est nécessaire que le Recteur qui en a la charge tiennne un livre, dans lequel sont escrits les noms et surnoms desdites filles, des Maistres chez lesquels elles auront été mises, à combien de gages, ce qu'a esté receu, les habits qu'on leur a donné, les biens que l'Aumosne a receu d'elles et qui leur doivent estre rendus ; recognoistra sur ledit livre celles qui manqueront à la Procession générale ; lequel livre sera remis au successeur en la mesme charge, et par icy-luy s'apprendra toute la condition desdites filles, afin qu'on puisse mieux veiller à leur conservation.

Chap. XX. — *De la Maistresse qui a la conduite des filles adoptives de l'Aumosne appelées Sainte Catharine.*

Pour la conduite des filles adoptives est choisie une femme d'aage compétent, de bonne vie, mœurs et bien famée, qui les instruisse et élève à toutes sortes de vertus, et leur apprenne ce qui est propre à ce sexe, afin que par leur labeur se puisse retirer quelque chose qui serve à leur entretien et nourriture.

Sur tout luy est enjoinct de leur apprendre la crainte de Dieu et de les faire mettre en oraison le matin et le soir, suivant les statuts à ce ordonnés. Et doit estre curieuse qu'elles ayent des soyes ou autres choses pour s'occuper ; lesquelles néanmoins, elle ne peut prendre sans la permission du recteur qui a la charge des manufactures. Et quand elles sont manufacturées elle les doit remettre audit Recteur pour en tenir compte, et retirer l'argent de la manufacture. Elle doit avoir un soin particulier de leur

faire enseigner la cousture par celles d'entr'elles qui s'en trouveront capables. Que s'il ne s'en trouve aucune propre à cela, les recteurs qui ont la charge desdites filles, doivent moyenner qu'on prenne une femme de la ville, à tels gages qui sera advisé, pour vaquer par elle à donner ceste instruction ausdites filles ; la Maistresse desquelles aura l'œil et le soin à ce que ladite femme s'employe comme il faut à un tel enseignement. Et à cet effect outre le linge qu'on leur pourroit donner de dehors pour coudre, la toille pour leurs chemises et autres lingeries à elles nécessaires, leur doit estre donnée en pièces, afin de la coudre, et par ce moyen se façonner d'autant plus en la cousture.

Elle les doit encore contenir et maintenir en paix, et veiller qu'elles soient nourries, reblanchies et entretenues suffisamment. Et où quelqu'une s'oublieroit de son devoir, on doit advertir les Recteurs qui en ont la charge, pour y pourvoir et en faire la correction nécessaire.

Elle n'en doit point donner pour aucun enterrement de son autorité, sans mandement expres du Recteur, auquel elles sont commises, lequel elle doit remettre au Trésorier pour sa décharge.

Et en suite de ce mandement les conduire et assister. Et pour ce luy est payé par ceux qui les demandent : sçavoir de 13 filles, cinq sols ; de 26 dix et de 36 quinze ; et aux bedeaux qui les assistent à chacun 5 sols.

Et pour l'assistance des filles à chasque enterrement est payé au recteur qui en a la charge pour en rendre compte sçavoir pour 13 filles 6 livres, pour 26, 12 et pour 36, 18 livres.

Par chacun an le même Recteur, qui en a la charge, fait inventaire des meubles et linges que la dite Maistresse a en sa charge, afin qu'ils ne s'égarent et qu'elle en puisse rendre bon compte.

Est nourrie ladite Maistresse en commun avec les filles et pour son tablier et chaussure, le Maistre de la garde-robe luy donne de deux en deux ans dix livres tournois outre ses gages qui luy sont payez compétement pour ses peines et entretenement d'habits.

La Jurisprudence.

AFFAIRE LAGIER

Sentence du 17 septembre 1602

P. J., n° 41

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU RHONE.
REGISTRES DES SENTENCES DE LA SÉNÉCHAUSSEE, ANNÉE 1602.

F° 577 verso Lagier, Chevrot, Simple, les sieurs Recteurs de l'Aulmosne Générale de Lion.

Le seneschal, a tous ceux scavoir faisons, comme procès fust meu et pendant par devant nous entre Michel Lagier, maistre passementier de ceste ville de Lion et Loyse Chevrot, sa femme, demandeurs en pétition d'hoirie de feuz (sic) françois Cathelot d'une part, et les Recteurs et Administrateurs de l'Aulmosne générale de ceste Ville ayant prins en main pour Jean Simple, déffendeurs d'autre, Sur ce que les demandeurs disoient qu'ils estoient plus proches et habilles à succéder à frère françois Cathelot et ayant iceulx demandeurs esté advertis que partie de ses biens estoient détenus par ledit Jean Simple mesmes les trois quartes parties d'une maison haulte, moyenne et basse scituée en ceste ville, rue St-George, jouxte ladicte rue, de matin, la maison dudit Jean Simple, de bize, la maison enfans feu M^e Anthoine Margat, de vent et soir, Ils auroient faict appeller ledit Simple par devant nous, concluoiert lesdits Sieurs à ce que ledit Simple fut condampné à leur relascher et laisser la possession vuyde desdites trois quartes parties de maison, avec restitution de fruiets pour indue détemption et despens de l'instance. DISOIENT, au contraire, lesdits sieurs recteurs ayant prins en main pour ledit Simple, def-fendeurs, que puis l'Institution de ladite Aulmosne générale, Il ne s'estoit veu semblable contestation, et, estoit chose certaine que aux enfans adoptifs d'Icelle Aulmosne lesdits

recteurs succedoit privativement à tous autres parens, que si bien par la costume générale de France les adoptions estoient abolies ceste si estoit socciale (?) et honoreuse (?) pratiquée et observée et n'estoit pas raisonnable que ceulx qui habandonnoient leurs parents fussent dignes de leur succession comme avoient faict les demandeurs à l'endroit dudit Cathelot, qui estoit vray enfant adoptif de ladite Aulmosne et comme tel avoit esté norri, eslevé et poussé aux estudes, aux despens de ladite Aulmosne. Ce attendu et que vingt ans estoient passez qu'ils avoient jouy de l'hoirie dudit Cathelot de laquelle, par commune année, ils ne recevoient que deux escuz de proffict jaçoit que la despense montast beaucoup davantage, et, iceulx demandeurs devoient estre debouttez de leur demande avec despens et eussent les parties d'une part et d'autre desduict et proposé plusieurs autres faits et moyens...?..., appointment en droict, et, VEU par nous la demande desdits demandeurs avec l'exploit d'assignation sur icelle baillée audit Jean Simple par devant nous pour y venir deffendre du xxvi^e Janvier mil six cens ung, procuration passée par le frère François Cathelot audit Michel Lagier pour et au nom d'Icelluy Cathelot demander, recevoir et recouvrer de toutes et chacune les personnes qu'il appartiendrait tous et ung chacun les biens meubles, immeubles, droictz, noms et actions, parts, portions et autres quelzconques réclamations qui pourroient competere et appartenir à Icelluy Cathelot que furent et avoient esté de feuz François Cathelot et Catherine Rappillon ses père et mère, en datte du iv^e Décembre mil six cens, receu et signé Subier notaire royal, extrait du contract d'apensionnement desdicts trois quarts de maison passé par lesdicts sieurs recteurs au profit dudit Jean Simple du xii^e Juillet mil cinq cens soixante dix neuf receu par feu M^e Benoist Vivant notaire royal et secrétaire de ladite Aulmosne, defenses de bailler par ledit Jean Simple, addition des demandeurs et autres additions desdits recteurs prenant en mains pour ledit Simple, extrait des lettres patentes données à Orléans au mois de décembre MDLX par lesquelles la charge totale et administration de la grande Aulmosne de cette ville estoit donnée et délaissée aux bourgeois et Citoyens de cette ville qui estoient et seroient par après esleus rec-

teurs et administrateurs d'icelle Aulmosne et ce durant le temps de leur administration, registrées en Cour de Parlement, à Paris, le XXV^e febvrier audit an et registrées en la Sénée le XVII^e Octobre MDLXI, acte de réception et adoption dudit Cathellot à l'hospital de la Chanal de ceste ville du XVIII^e Juillet MDLXXIV, acte de dénonciation faicte ausdits recteurs par Antoine Royer que les trois quarts de ladite maison appartenoint audit Cathellot du XVI^e Juing MDLXXV, louage passé par lesdits Recteurs desdits trois quarts de maison à Jacques Respon au prix et somme de V livres tournois pour chacun an du XVI^e Septembre MDLXXVI, acte de desdicte faicte par ledit Repon de ladite maison ausdits recteurs à cause de la ruïne et incommodité d'icelle maison du XXI^e Apvril MDLXXVII, autre acte de la remise faicte par lesdits recteurs dudit Cathelot au couvent de l'ordre St-françois de Villefranche contenant promesses faictes par iceulx recteurs d'entretenir icelluy Cathelot d'habiz durant le temps qu'il demeureroit novice et advenant qu'il fist profession luy ayder à poursuivre ses estudes, autre acte contenant paiement faict à frère Regne (sic) Thibaud, relligieux dudit ordre, de la somme d'ung escu quarente (sic) six solz qu'il avoit despensée pour la conduite dudit Cathellot et autres deux enfants adoptifs de ladite Aulmosne audit lieu de Villefranche. Quatre actes contenant mandement pour payer audit Cathelot les sommes y contenues pour son entretenement. Appoinctement à venir plaider du X^e May Mil six cens et ung, appoinctement en droict et saisir par advertisement, induyre, contredire et saulver, donnés judiciairement le V^e Juing audit an. Advertisement des demandeurs. Contredits fournis par les parties. Inventaire de leurs productions, et, tout ce que par eulx a esté mis et produit par devers nous considéré, IL EST DICT que les parties sont mises hors de cour et de procès, sans despens, dommages et interests.

Signé ; de Villant, Pinet, etc...

Prononcé (aux procureurs des parties dont les noms sont donnés) le dix septiesme jour de septembre mil six cens deux.

Arrêt du 17 avril 1603

P. J., n° 42

G. 340-1. (*Copie sur parchemin des Archives Hospitalières*).

Extrait des registres du Parlement.

Entre Michel LAGIER, velotier à Lion et Louise Chevrot, sa femme, appelant d'une sentence donnée par le seneschal et gens tenant le siège présidial à Lion, le 17 Décembre 1602, d'une part, et, les recteurs et administrateurs de l'Aulmosne générale de la ville de Lion ayant pris en main pour Jehan Simple, intimés d'autre, appointé et ouï sur ce le procureur général du roi, que..... a mis et met l'appellation à néant, sans amande (sic) et despens de la cause d'appel. Ordonne que la sentence delaquelle a esté apelée (sic) sortera (sic) son plein et entier effet, nonobstant oppositions et appellations quelzconques. Fait en Parlement le 17 Avril 1603.

(Collationné).

AFFAIRE MILLERON

Sentence du 26 novembre 1611

F.J., n° 43

G. 340-2.

(En tête : Extraict de Sen^{ee} servant de préjugé pour la confirmation de l'adoption).

Le Seneschal a gens tenans Le siège présidial estably pour le Roy à Lyon a tous ceulx qui ces présentes verront scavoir faisons que au procès meu et pendant par devant nous entre Jehan Milleron maistre passementier de Lyon demandeur en lettres de garde, d'une part, et les sieurs recteurs de l'aulmosne générale dudit Lyon, déffendeurs, d'autre, veu le testament de feu Cosme Milleron, enfant adoptif de ladicte aulmosne du 19^e aoust mil VI neuf (sic), receu et signé dumas not^{re} royal par lequel Il auroit légué audict Jehan Milleron demandeur, tous ses biens immeubles sciz à fontaine au franc Lyonnois et Les Lettres de garde obtenues par ledict demandeur aux fins d'estre maintenu et gardé en la possession, saysine et jouissance desdicts biens scituéz audict fontaines

à luy leguez par ledict Cosme Milleron, amplement confinez et désignez par icelles lettres dattées du XXV^e d'aoust audict an, signées vaude (?), exploict d'exécution d'icelles par duverney, sergent royal, du XXIX^e d'aoust audict an, requête présentée par lesdicts recteurs le premier de Septembre six cens neuf (sic) par laquelle ils remonstrent comme puis l'Institution de ladicte Aulmosne Ils ayent esté dictz et en effect ilz se soient monstrés vrayz pères adoptifs des enfans orphelins qui sont eslevés et nourris en hospitalux de St M. de la Chanal et de Ste Catherine et ayant jouy jusques à présent de tous les droicts d'adoption en leur endroit, qui est du droict ancien romain, lesdicts usaiges, autorité et pouvoir aspreuvé par lettres patentes de S.M. vérifiées en la Cour et addugé raisonnable par son arrest que les successions des enfans adoptifs demeurassent acquis (sic) aux autres enfans orphelins deladite Aumosne lesquels par ladite adoption ilz sont faicts frères touttefois bien qu'ils soient en ladicte possession et usance de ces droicts et par conséquent en possession, saysine et jouissance des biens et héritages scis au dict fontaine dellaisez par le décès dudit feu Cosme Milleron l'ung desdits enfans adoptifz, ung nommé Duverney sergent royal de son auctorité sans faire aulcunes mentions d'aulcunes lettres, ny aucung exploict ny donner aulcune assignation ny laisser aulcune coppie seroit entré dans lesdicts biens et s'en faire donner les clefz par force à Jehan Rougier pay-san fermier desdicts recteurs et à luy faict deffences de continuer la culture desdicts biens et d'autant que c'estoit voye de faict, requéroient que ledict Duverney fust appelé pour apporter toutes lettres et commissions en vertu de quoy il prétendoit avoir mandement et auctorité d'ainsi exploicter lesdicts biens, nommer la requête de qui a ce faire advoir, au pied delaquelle est l'exploict de signification d'Icelle, signé Beaufort, sergent royal, requête du 2^e Septembre 1609, par laquelle ledict demandeur auroit déclaré avoir baillé audict Duverney lesdictes lettres de garde pour les exécuter ...?... l'exploict dudit Duverney, causes et moyens d'opposition fournies par lesdicts S^{rs} Recteurs contre lesdites lettres de garde, par lesquelles ils soubstiennent que les fonds confinés et désignés par lesdictes lettres de garde sont escheus et adviennent à ladicte Aumosne par le trespas dudit

Cosme Milleron, leur enfant adoptifz (sic), que de tous temps, depuis l'Institution de ladicte Aumosne, advenant le décès de l'ung desdits enfans, qui eust quelques biens, la dicte Aumosne luy auroit succédé privativement à tous autres, que ausdicts enfans adoptifz de ladite Aumosne, il n'est pas permis ny loysible de tester ny disposer, non plus que anciennement aux enfans adoptifz, ayant esté ladicte adoption pratiquée, observée et permise mesme par la Cour en faict des successions et, par conséquent, Ledict testament dudict feu Cosme Milleron nul et n'a peu transférer aulcung droit de propriété et possession au demandeur desdits biens de fontaine, notre sentence prononcée le 17^e Septembre 1605 (*ici, une note marginale dit qu'il faut lire 1602*), d'entre Michel Lagier et Louyse Chevrot, sa femme, demandeurs en pétition d'hoyrie de frère François Catellot, d'une part, lesdicts recteurs aiant prins en main pour Jean Simple, deffendeurs par laquelle les parties sont mises hors de cour et de procès, arrest de ladicte Cour d'entre lesdicts mariés Lagier appelans de notre dicte sentence dudict jour 17^e Septembre 1602, ledit arrest signé Dutillet, et daté du 17^e Apvril 1603, par lequel a esté dict que ce dont estoit appelé sortiroit son plain et entier effect, lesdits sentence et arrest produits par lesdicts recteurs, additions 1^{res} et 2^{es} dudict demandeur, celles desdits deffendeurs, appointement à venir plaider, notre sentence judicialement donnée le 3^e Juing 1610 entre lesdictes parties par laquelle les parties sont réglées au principal à articuler plus amplement leurs faictz, escrire de huictaine en huictaine, appointer contraires, et, en enqueste contredire...?... et, ce pendant, adjuge ausdictz recteurs la récréance desdits biens en baillant par eulx caution, de laquelle sentence ledict Milleron auroit appelé, arrest donné (?) ladicte Cour le vingt septiesme d'aoust audict an confirmatif de ladicte sentence, requête présentée par lesdicts Recteurs en exécution dudict arrest du treiziesme janvier dernier pour procedder à la forme de notre sentence, signifié ledict jour audict Milleron par Beaufort, sergent royal, notre ordonnance judicialement donnée entre les parties contenant leurs plaids du douziesme d'apvril dernier par laquelle est dict que ledict demandeur est (?) tenu (?) a vériffier L'émancipation ou permission baillé audict

feu Cosme Milleron par lesdicts recteurs de faire ses affaires, dans la quinzaine (1), autrement forcloz purement et simplement, les Parties appointées en droict et à produire appointement en droict prins entre Le procureur des parties, le quinziesme de juing dernier, et, tout (?) ce que par ailleurs (?) a esté produit à la forme de leurs Inventaires, Le tout considéré, Il est dict sans avoir esgard à chose dicte ou alléguée par ledict demandeur qu'il est déboutté de ses prétendues lettres de garde, Lesdicts deffendeurs Maintenus et gardés en la possession et jouissance de la tottalité des biens dudict feu Cosme Milleron avec despens, dommages et intérestz et despans de l'instance, les cautionns prestées par lesdicts deffendeurs deschargées, La liquidation des dommages et Intérestz et taxe desdicts despens à nous réservés. Signé : Seve, Demornieu, Bernard, de (?) Chaverie, Chollier, Landry, Brocquin, Guillon, prononcé à M^r deschassoux procureur dudict demandeur et à M^r de la Sablière, leur (sic) procureur desdicts deffendeurs, Lequel de Chassoux a protesté d'appeler, le vingt sixiesme Jour de novembre mil six cens unze. Signé : Duchier.

(Cette pièce, G 340-2, est un extrait collationné à l'original dans les mêmes conditions que G 340-3, fait, comme lui, aussi, le 25 Mai 1647, à l'occasion du procès Coste ; Cf. G 340- 3 et 4).

■
* *

AFFAIRE MILLERON (Suite)

Au dos des trois pièces, G. 340 — 2, 3, 4.

Sentence du Présidial qui déclare nul le legs de 60 L. fait aux sieurs Recteurs de l'hôtel-Dieu par ledit Cosme Milleron attendu qu'étant adoptif de la Charité il ne pouvait pas disposer sans la permission desdits sieurs recteurs auxquelles pièces (celle-ci, plus la co-

(1) (En marge : *Nota. — qu'il est...?... pour l'adoption purement et simplement mais soustenoit que pour faire testament il avoit été émancipé et demandoit estre*...?... à en faire preuve par tesmoings.*)

pie collationnée de la sentence du 26 novembre 1611) est jointe une copie collationnée de cette dernière sentence en date du 22 (sic) novembre 1616.

Sentence du 29 novembre 1616

P. J., n° 44

G. 340 - 3 et 4.

En première page :

29 Nov. 1616, Sentence du Présidial de Lyon passée par expédient par laquelle le legs faict par le testament d'un adoptif à la S. de LX Livres à l'hostel-dieu de Lyon a esté déclaré nul.

G 340-4. Extraict des registres de la Sénéchaussée de Lyon.

ENTRE LES SIEURS RECTEURS *de l'hostel-dieu du pont du Rosne, demandeurs par Terrasson Leur procureur d'une part, et Les Sieurs Recteurs de L'aulmosne générale deffendeurs par de La sablière L'aisné Leur procureur d'autre,* durand, advocat pour lesdicts sieurs demandeurs assisté dudict Terrasson, dict que feu cosme Milleron vellottier de Ceste ville de Lyon par son testament du quatorziesme Aoust mil six cens neuf Léga audict hostel-dieu La somme de soixante livres payable Incontinent après son décedz Instituant ses hérittiers universelz Les pauvres de l'aulmosne générale dudict Lyon à la Charge de payer ses légats et debtes et néantmoingts Ilz n'ont peu estre payés dudict légat de soixante Livres quelque réquisition qu'ilz en ayent sceu faire C'est pourquoy Ilz ont actionné lesdicts sieurs deffendeurs comme recteurs desdictz hérittiers Contre lesquelz veu ledict testament a eulx Communicqué Ilz concluent à ce qu'ilz soient condamnez à leur payer Ladictte somme de soixante Livres pour ledict légat avecq despens de L'Instance, Mérin advocat pour lesdicts sieurs deffendeurs assisté de M^e Gratta substitud dudict de la Sablière L'aisné leur procureur dict qu'encores que Ladictte Aulmosne Générale possède Les biens dudict feu Cosme Milleron ce n'est pas en vertu du dict Testament ains Comme Luy ayant succedé ab Intestat par ce que Le dict feu Milleron estant enfant adoptif de ladicte Aulmosne Générale et Comme tel ayant tousiours esté nourry et eslevé avecq Les aultres adoptifz de Sct Martin de la Chanal

soict La dedans où estant apprentif chez Les M^{rs} Il n'a peu tester ou disposer de ses biens ny contracter en facon que ce soit sans Le sceu et aucthorité desdicts sieurs rec-teurs de L'aulmosne générale en la puissance desquelz Il est censé estre, n'apparoissant qu'il ait esté par eulx émancippé suivant Les formes prescrites par Leurs règlementz d'où s'ensuict que ledict Testament estant nul de droict Lesdictz demandeurs sont mal fondez A prétendre Ledict Légat Leur estre deub ainsy qu'il a esté souvent Jugé séans et partant sans avoir esgard au dict Testament Comme nul et de nul effect Lesdicts demandeurs doibvent estre debouttez de leurs demandes, fins et Conclusions avecq despens A quoy lesdictz *deffendeurs Concluent Ledict Durant en réplique dict que bien que les adoptifz de ladicte Aulmosne générale ne soient pas cappable pour tester, Néantmoings Ledict Milleron ne pouvoit estre tenu en ce rang par ce qu'il avoit esté émancippé* en ce qu'il avoit heu (sic) du M^{re} de la garderobbe quelques habitz pour sa dernière main (sic), ainsy qu'il se trouve couché au compte de Ladicte garderobbe peu avant son decedz Jointct que Ledict Milleron estant Mallade au dict hostel-dieu Il ne pouvoit faire que dy donner Ladicte somme en considération des bienfaictz qu'il avoit receuz et Partant Il perciste (sic) à ce que dessus, Ledict Mérim pour toute repartie dict qu'il ne se trouvera point d'acte d'émancipation faicte en plain (sic) bureau pour ledict Milleron suivant lesdicts règlementz estant Impertinent d'alléguer certain article du compte de ladicte Garderobbe pour tirer argument dela que ce soit une espèce d'esmancipation Car on n'en use point ainsy envers Les aultres adoptifz Jointct qu'un seul recteur ne peult pas faire un acte d'émancipation au pré-Judice desdictz règlementz par Lesquelz est porté qu'ilz seront faictz en plain bureau Que sy ledict Milleron est decedde dans l'hostel dieu pour cella Il ne Laissoit pas d'estre adoptifz lors de sondict decedz et partant Il ne pouvoit grattifier Lesdictz demandeurs d'aucung don Nottamment qu'en doibvent le soulagement aux pauvres gratuytement et par ainsy Lesdicts deffendeurs persistent aux fins cy-dessus par eulx prinses, appointé est Que sans s'arrestter au testament comme nul par deffault du pouvoir dudict

Testateur Lesdictz deffendeurs sont renvoyez absoubz des fins et Conclusions Contre eulx prises par Lesdictz demandeurs sans despens attendu La qualitté des parties, Sur La requeste de Gratta Substitut de la Sablière L'aisné procureur desdictz Sieurs recteurs de l'aumosne générale et Lecture faicte dudict expédient *Il est dict qu'il sera enregistré fait en Jugement Nous Pierre Seve Lieutenant général, Claude Bernard, Lieutenant particullier, assesseur Criminel, Laurens de Bourg, Loys de Rochefort, George Langlois, Loys Landry, Nicollas de Massot, Pierre Benoist, Maurice de Guillon, Jean de Silvenun (?), Charle Strossy, Alexandre de Sarrassin, et (peut-être barré) François Vincent et pierre Mellier, conseillers et Magistractz en La sénéchaussée et siège présidial dudict Lyon séandz Le mardy VINGT neufviesme Novembre mil six cens seize.*

Signé : Perret.

(Gratis).

Au dos de la pièce 4. — Sentence donnée par Messieurs les Sénéchal et Agents tenant le siège présidial à Lyon sur un différend entre eux Meu, où les sieurs recteurs de l'hospital du Pont du Rosne demandoient un légat de LX livres à eux faict par Cosme Milleron enfant adoptif de Messieurs les Recteurs de la Charité de l'Aulmosne Générale, pour laquelle sentence il est dict que sans s'arrester au testament faict, sans permission desdictz sieurs Recteurs, de conséquent nul, les sieurs Recteurs de la Charité sont renvoyez absous de la Requeste des demandeurs.

Du XXIX^e Novembre 1616. — PERRET.

(La pièce G. 340 N^o 3 est un « extrait collationné à son propre original » pour servir aux recteurs de l'Aumône-Généralle contre « dame Michelette Coste », et fait le 25 mai 1647.)

AFFAIRE SERVANTIER

Au dos : Sentence (13 mars 1631 et 12 juillet 1633)

pour les sieurs recteurs de l'aumosne générale de Lyon contre Claude Clair créancier de feu Pierre Servantier et Françoise Crespu, par laquelle la qualité de pères adoptifz a esté contestée ausdicts sieurs recteurs et par la sentence celle de tuteur et administrateurs des enfants dudict Servantier donnée ausdites Recteurs laquelle qualité de pères adoptifz a esté conservée ausdits Sieurs recteurs par arrest du 10^e Juillet 1633 intervenu sur appel de ladite sentence.

Sentence du 13 mars 1631

P. J., n° 45

A. 3. — 2

Extrait des registres de la Sénéchaucée et siège présidial de Lyon.

Entre Claude Clair demandeur en exécution d'obligation comparant par Vincent son procureur d'une part, et les sieurs recteurs et administrateurs de l'Aulmosne générale de Lyon deffendeurs par de la sablière l'aisné leur procureur d'autre, BERNICO advocat dudict Claude Clair a dict qu'il est créancier de feu Pierre Servantier et Françoise Crespu, sa femme, de la somme de cent soixante Livres par obligation du sixième May mil six cens vingt après le deceds de son débiteur ayant esté adverty que leurs deux filles et héritières avoient esté retirées par les sieurs recteurs de l'Aulmosne Générale de ceste ville, qu'elles n'avoient aucun tuteur ny curateur, auroit faict apelles (sic) lesdits sieurs Recteurs pour veoir déclarer ladicte obligation exécutoire mais an lieu de discuter (?) ou consentir ils auroient dict...?...?..., après laquelle déclaration ladicte obligation auroit esté déclarée exécutoire et, despuys, ledict Clair désirant de poursuivre un décret pour estre payé, nous auroit présenté requeste à ce que pour la validité d'iceluy il luy fust permis de faire decerné (sic) curateur audictes filles et pour cet effet faire assembler les parens sous le nom de monsieur le procureur du Roy, ce que luy

ayant esté accordé, les parens assemblés par devant Monsieur le lieutenant général, M^e Messier, advocat ...?... et l'un des dicts Recteurs auroit comparu et empesché ladicte dation de curatelle soubstenant qu'ilz estoient partyes capables pour intenter et soubstenir toutes actions pour lesdictes héritières Servantier et Crespu comme leurs filles adoptives et par conséquent que le décret pouvoit estre poursuivy contre eux, sur quoi les parties auroient esté renvoyées en audience, c'est pourquoy il soubstient que de droict nul mineur ne peult agir ny estre convenu (?) sans curateur et pour empescher il faudroit que lesdicts sieurs recteurs justiffiassent de quelques privileges, ce qu'ils n'ont pas faict, néantmoing ce n'est pas son interest, il n'a autre desseing que d'estre payé et que son decret soyt valablement faict de manière que contre qui il le poursuive soit contre les sieurs Recteurs ou contre un curateur, pourveu qu'il soit payé, que vous jugeriez (?) le decret valable, il ne s'en soucy, pour ce s'en raporte à messieurs les Gens du Roy, ausquelz l'affaire touche principalement, et à ce que nous ordonnerons et (?) néanmoins pour l'assurance dudict decret conclud à ce que sans avoir esgard à ladicte Réquisition, il soit procédé à ladicte dation de curatelle, Messier advocat pour lesdicts sieurs recteurs de ladicte Aulmosne générale pères adoptifs desdictes filles dudict deffunct Serventier à dict que par l'adoption des dictes filles en ladicte Aulmosne Générale, elles sont passées en la puissance paternelle desdicts sieurs Recteurs et que de droict Patrem habenti in cujus potestate sit non datur tutor, Que ce qu'on dict les adoption n'estre pas usitées en France ce doit entendre de celles qui se font en faveur des adoptans lesquelles on peut avoir prinz occasion de restreindre ou pour considération d'estat ou pour la conservation des familles pour empescher que un adoptif n'emporte les Biens de l'adoptant au préjudice de ses successeurs légitimes ce qui n'a rien de commun avecq l'adoption dont est question, laquelle ne se faict que par pure charité et en faveur des personnes adoptées qui ne sont autres que pauvres orfelins de quoy leur procedde le plus grand bien et avantage qu'ils puissent désirer d'autant que par leur adoption leur est réparée la perte qu'ils avoient faicte de

leurs père et mère et qui plus est en résulte sur les sieurs Recteurs une obligation d'en avoyr un soin purement paternel (peut-être, peut-on lire : personnel) à quoy ilz ne manquent jamais voire leur est comme impossible d'y manquer le tiltre de père qui leur est donné par ceste loy de charité produisant nécessairement en eux tous les effectz de l'affection paternelle, aussy est-il nottoire comme les dictz recteurs les instruisent au service de Dieu, leur font enseigner des mestiers pour gagner leur vie, les eslèvent aux lettres s'ils y ont inclination, et en marient les filles de toutes lesquelles choses procedde beaucoup de bien au public et sans que l'on puisse dire que de ladicte adoption ny le public ny le particulier souffrent aucun préjudiec attendu qu'en icelle ne sont receuz les enfans qui ont père ou mère de crainte que celuy qui a sa mère se voyant adopté ne luy rendist moins d'honneur Et si bien leur ditte adoption acquiert et assure leurs successions à la ditte Aulmosne générale à la forme du droict Romain à cause que par le moyen d'icelle les autres orphelins leurs sont faicts frères adoptifs et conséquemment plus proches à leur succéder Ce n'en est toutefois qu'un tiltre surabondant car ores qu'ilz ne fussent adoptifz leur succession néantmoins apartiendrait à la dicte Aulmosne générale eux decedans en hospitalz d'Icelle tout de mesme que sy ilz decedent avant l'aage de sept ans en l'hospital du Pont du Rosne où ilz sont eslevez jusques au dict aage et non adoptés, leurs biens demeurent acquiz audict hospital du Pont du Rosne par les Réglemens faictz entre lesdictes deux maisons aux assemblées publiques tenues pour cet effect et ce, à l'exclusion de leurs autres parens comme indignes de leurs successions pour les avoir dellaissez et abandonnez et ont les dicts sieurs Recteurs suffizant pouvoir pour les adopter puisque par les lettres patentes du Roy Charles neufviesme de l'an 1560 insérées en la conférence des ordonnances soubz le tiltre des Maladreries et Hospitalz, § 8, leur est conceddé (sic) la charge totale et administration des pauvres de la dicte aulmosne avecq pouvoyr de faire tous actes concernant la subvention, estat et réglement d'Iceux, après quoy suffit qu'ilz aient trouvé bon et jugé nécessaire pour le bien desdictz orphelins qu'ilz fussent ainsy adoptés, Ce

que non plus ne leur a oncques esté mis en difficulté se treuvant au contraire divers préjugez du siège pour ladicte adoption et confirmez par plusieurs arrests du Parlement et entre aultre, une Sentence du 26 novembre 1621 (sic pour 1611) par laquelle le testament d'un nommé Cosme Milleron, adoptif de ladicte Aulmosne, fut déclaré nul par ceste considération qu'au moyen de ladicte adoption il estoit fait filz de famille et sub patria potestate et que de droict le filz de famille ne peult tester ce qui fust confirmé par arrest et est encore fait mention en ladicte sentence d'un autre arrest rendu en pareil fait qu'à la vérité l'on n'est point mémoratif d'aucun autre décret fait contre lesdictz Recteurs en ladicte qualité de pères adoptifs mais aussy que pour l'ordinaire leurs dictz orphelins n'ont aucuns immeubles ou, s'ilz en ont, ilz sont de sy peu qu'ilz ne valent les frais d'un procès et au cas que leur père ou mère se trouvent en avoir laissés de valeur considérable, ilz ne suffisent pour leurs créanciers qui est la cause qu'on répudie leurs hoiries ausquelles en après est décrété (?) un curateur contre lequel ilz font les decretz des Immeubles par eulx délaissez sinon que les créanciers se treuvent plus charitables et se veullent payer sur les fruitz quy en prouviennent et qu'au particulier en ceste cause l'hoirie du deffunct Serventier n'a esté répudiée que (?) pour sesdictes filles lesquelles pourtant demeurent quant à présent ses héritières par bénéfice toutesfois d'inventaire après la déclaration que font lesdicts sieurs recteurs qu'elles n'ont aucuns meubles et n'en furent treuvez aucuns en la maison de leur deffunct père pour avoir esté tous emportés par les hospitaliers et mis au feu ainsy qu'on leur a fait entendre à cause de leur peu de valeur et qu'ilz estoient infectz, ledict deffunct père desdictes filles estant décedé de la maladie contagieuse laquelle déclaration ilz employent pour tous inventaires sauf néantmoins de répudier par cy après ladicte hoirie sy besoin fait qu'ilz ont subiect de ne la répudier sy tost affin de sauver à leurs dictes adoptives sy faire se peut les frais qu'un curateur lèveroit sur leurs biens, et qu'il doit demeurer indifférent audict demandeur de poursuivre son décret contre eux ou contre un tuteur joint qu'après leur déclaration susdicte il ne luy

reste aucune discussion à faire d'aucun effectz mobiliaries, C'est pourquoy sera ledict demandeur desbottté de la réquisition par luy faicte qu'un tuteur soit donné ausdites filles saufs à luy de pousser ledict decret sy bon luy semble à l'encontre desdicts Sieurs Recteurs en ladicte qualité de pères adoptifs desdictes filles et condempné aux despens à quoy il conclud. M^e Jacques PROST, advocat pour le procureur du Roy dict que ceste cause est importante. Est vray qu'en France l'on ne veut approuver les adoptions, mesmes un nommé Salmatori de ceste ville en a esté desbottté par arrest de la Cour suivant une coustume invétérée. Les defendeurs ne se peuvent donc dire pères adoptifs mais les poursuites se peuvent faire contre eux comme administrateurs suivant les lettres de déclaration du Roy qui veulent que la totale charge et administration des Pauvres leur appartiennent. IL EST DICT que toutes les proceddures judiciaires seront faictes contre les recteurs et administrateurs de l'Aulmosne Générale comme tuteurs et administrateurs des pauvres estans dans leurs maisons, fait à Lyon, en Jugement, Nous Denys Amelot, Seigneur de Chaillou, etc... (suivent douze noms), conseillers du Roy, Magistrats de la seneschaussée et siège presidial de Lyon, séands le Jendy treiziesme jour du mois de mars l'an mil six cens trente ung.

Signé : Valerne (?).

(Le texte de la sentence peut se voir également aux Archives Départementales du Rhône, fonds de la Sénéchaussée, Registres des Audiences, « Reg. de l'audiance de la « sénéschaussée et siège présidial de Lion », pour l'année 1631, [reg. 25], à la date du 13 mars 1631.)

Arrêt du 12 juillet 1633

P. J., n° 46

A. 3. — 3.

En tête : Arrest du XII^e Juillet 1633 par lequel la qualité de pères adoptifs a esté confirmée aux Recteurs de l'Aumosne générale de Lyon.

Extrait des registres du Parlement.

Entre les Recteurs et Administrateurs de l'Aumosne Générale de Lion Pères adoptifs de deux filles de feu Pierre Servantier et Françoise Crepu, sa femme, appellans d'une sentence donnée par le sénéchal de Lion ou son lieutenant le 13^e Mars 1633 (sic pour 1631), d'une part, et Claude Clair teinturier de soye à Lion intimé d'autre part, sans que les qualités puissent nuire ny préjudicier aux partyes, Bourneau advocat pour les administrateurs de l'aulmosne de Lion dict qu'ilz ont receuz en leur hospital des enfans orphelins de defunct Pierre Servantier pour ce qu'ilz n'avoient moien de vivre par le moien de la multiplicité des debtes deues par feu leur père ; les créanciers duquel ont demandé à l'encontre desdicts administrateurs, qu'ils fussent crééz tuteurs ausdits enfans, pour sur eux faire poursuite de la vente des biens de leur père ce qu'ilz ont empesché en ladicte qualité, pour ce que par les statuts et privilèges qu'ilz ont lorsqu'ilz reçoivent en leur hospital des enfans orphelins pauvres ilz se peuvent dire et nommer pères adoptifs auxdits enfans, laquelle qualité et condition le seneschal n'a voulu recevoir avis, leur baille la qualité de tuteurs de laquelle ordonnance est leur appel, auquel a conclud pour telle quelle conséquence pour la considération de leurs statuts seront nommés pères adoptifs à ces Enfans estant à ladite Aumosne, BRIZEJON advocat pour les créanciers dict qu'ilz n'a interest au privilège prétendu par les appellans ains seulement à la validité des poursuites de criées pour la validité des héritages saisis, OUY Bignon pour le procureur général du Roy qui a dict que par la sentence on a ordonné qu'il seroit procédé à la vente des biens des mineurs pour les debtes de leur père Sur les Administrateurs en qualité de leur tuteur et curateur et, non

pas qu'ilz veulent empescher la vente, mais seulement pour asseurer leurs privilèges et statuts qui leur ont esté octroïés par les Roys qui se peuvent dire, nommer pères adoptifz desdicts mineurs combien que ce mot ayt esté aboly et n'est en usage par le moien du cristianisme (sic) qui oblige à tous les père (sic) de nourrir leurs enfans, mais pour ce que tous les enfans pauvres qui sont receus en ladicte Aumosne sont nourris au despens d'Icelle sy aucun d'eux vient à succéder ou acquérir des biens sans hoirs le bien revient à l'aumosne sans qu'ils puissent tester ainsy qu'il a esté jugé de sorte que les administrateurs voiant cette qualité de tuteur ils ont estimé qu'elle leur pourroit à l'advenir faire préjudice, l'appel n'est interieté que pour les conserver en leurs droicts de pères adoptifs. LA COUR, sur l'appel, a mis et met les partyes hors de cour et de procès et sans préjudice aux appellans de la qualité de pères adoptifz en autres causes. Faict en Parlement le douziesme Juillet mil six cens trente trois.

Signé : Radigue (Autre signature illisible).

Au dos : Arrest donné par Nosseigneurs du Parlement de Paris au proffict de Messieurs les Recteurs de l'Aumosne Générale de Lyon, par lequel il a esté prononcé que la qualité qu'on avoit donnée aux dictz Sieurs Recteurs de tuteurs des enfans de Pierre Servantier et François Crespu a esté abolie et rayée et celle de Pères adoptifz confirmée et conservée.

(Du 12 Juillet 1633. Signé : Radigue.)

DONATION CHAZETTE

Transaction du 11 septembre 1639

P. J., n° 47

G. 340-9.

En tête : Transaction par laquelle *Marie Craponne* et *Barthélemy Dumas* se désistent du bénéfice de la (dite) donation (que leur avait faite *Elisabeth Chazette*, le 5 novembre 1638, G 340-8), en faveur des Sieurs Recteurs de la Charité, quoique la dite *Chazette* eut atteint l'âge de 25 ans, attendu qu'elle était encore nourrie et entretenue dans le dit hôpital et que, étant sous la puissance des Sieurs Recteurs elle n'avait pu disposer de ses biens sans qu'ils l'eussent émancipée.

Comme ainsy soit que *Ysabeau Chazette*, fille adoptive de l'Aumosne, eust, par contract du cinquiesme Novembre mil six cens trente huit, faict donation au proffict de *Marie Craponne*, sa sœur, femme de *M. Pierre Dumas*, tireur en or en ceste ville, et, à *Barthélemy Dumas*, leur enfant, de tous et ung chacung ses biens, meubles, immeubles, droictz, noms (?), raisons et actions qu'elle a, avoir et espère (?) sur les biens et hoirie de deffunct *M. Claude Craponne* contre laquelle donation Messieurs les Recteurs et Administrateurs de la dite Aumosne se seroient pourvez, soubstenant qu'elle estoit nulle pour n'avoir peu la dite *Chazette* faire aucun acte et, moingz faire donation d'aucuns biens, heu esgard qu'en la dite quallité d'adoptifve elle estoit soubz la puissance et auctorité des dits sieurs recteurs, d'autant plus qu'elle estoit encore agrégée dans la Maison de la Charité, nourrie et entretenue aux fraiz et despens d'Icelle Maison, d'autant (?) soubstenoient ladite donation devoir estre cassée et annullée ? dommages interestz et despens et, par ladite *Marie Craponne* estoit dit que la dite *Chazette*, ayant atteinct l'aage de 25 ans, estoit ? mize hors de ladite auctorité et administration desdits sieurs recteurs et, par conséquent, avoit heu pouvoir de disposer de ses biens, ainsy qu'elle avoit fait par ladite donation, à quoy estoit répliqué de la part desdicts sieurs recteurs, qu'estoit la dite *Chazette* demeurée en la dite Maison de la Charité nonobstant sa majorité de vingt-cinq ans,

elle n'avoit laissée d'estre soubz la puissance et auctorité et administration desdicts sieurs recteurs, d'autant plus qu'elle avoit continué d'estre nourrie et entretenue à leurs fraiz et despens, au moyen de quoy estoient les dites partyes sur le point d'entrer en plus grandz procces (sic), pour (?) à quoy obvier il est ainsy que par devant Anthoine Favart, notaire tabellion royal et, secrétaire de la dite Aumosne, soubsigné et présent, les ? soubnommés personnellement constitués (?) Nobles ? Illustre Messire François de Saconnay, etc. (suivent douze noms), recteurs et administrateurs de la dite Aumosne, d'une part, et le dict Pierre Dumas, et, de son auctorité, congé et licence, la dite Marie Craponne sa femme, tant ez leurs noms que se faisant fortz de Barthélemy Dumas leur filz auquel les dicts Mariées Dumas et Craponne solidairement ? seul et pour le tout renonçant au bénéfice de division et ordre de discussion... ont promiez et promectent faire agréer et ratiffier... lors que leur dict filz aura atteinct l'aage de vingt-cinq ans et.... apporter l'acte de ratification en forme et.... de tous despens dont ? en leurs noms ? lesquelles partyes ont desditz différentz, circonstances et despendances ? transsigé et composé comme s'ensuit, sçavoir que lesdits Mariés Dumas et Craponne recognoissent que ladite donation est nulle pour avoir esté faite par ladite Chazette estant soubz la puissance, auctorité et administration desdicts sieurs recteurs nonobstant qu'elle eust atteinct l'aage de vingt-cinq ans, et, en conséquence de ce, consentent que lesdits sieurs recteurs, ensemble la dite Chazette, demeurent en leurz droictz, actions et prétentions, telz qu'ilz estoient avant ladite donation pour ez ? tout ainsy qu'ilz eussent fait ou peu faire si ladite donation ne fust oncques intervenue sans que iceux Dumas ny leur filz s'en puissent prévalloir pour quelque cause et occasion que ce soit, Et moyennant ce, se sont lesdites partyes desparties dudit proccès, tous dommages interestz et despens respectivement prétendus compensés, *AINSY CONVENU* et accordé entre lesdites partiesfaict et passé à Lyon au bureau desdits Sieurs Recteurs le dimanche onziesme jour de septembre mil six cent trente-neuf.....

Pour lesdits sieurs recteurs : Favard, notaire royal.

P. J., n° 48.

EXTRAIT D'HENRYS, ŒUVRES 1772, p. 819.

(Le texte de l'arrêt se trouve aux Arch. Hospit., entre autres, dans H.-D., Boîte 283, exemplaire imprimé).

SENTENCE DU SENECHAL DE LYON, du 3 AVRIL 1647
ET ARRET DU PARLEMENT DE PARIS, du 23 JUILLET 1647, qui maintiennent les administrateurs de l'Aumône Générale de Lyon dans le droit de succéder aux enfants par eux adoptés, à l'exclusion des collatéraux (Je ne transcris que le texte de l'arrêt.)

EXTRAITS DES REGISTRES DE PARLEMENT. — Entr' Michelle Coste ci-devant veuve d'Antoine Troncy, et à présent femme de Maître Charles Glathoud, autorisé par justice à son refus, se prétendant héritière bénéficiaire de défunt Mathieu Coste son neveu, appelante des sentences rendues par le sénéchal de Lyon ou son lieutenant, les 7 janvier et 3 avril 1647, et demanderesse en tant que besoin était ou serait, afin d'évocation du principal, suivant la clause apposée aux lettres de relief par elle obtenues en Chancellerie le 6 janvier 1647, d'une part, et les recteurs ou administrateurs de l'Aumône Générale de Lyon, intimés et défendeurs d'autre part ; sans que les qualités puissent nuire ou préjudicier aux parties : Après qu'Issaly pour l'appelante, a dit qu'il parle pour une tante, qui demande la succession de son neveu, que les administrateurs de l'Aumône de Lyon ont adopté sans aucune connaissance de cause, et contre les termes de la déclaration du roi, vérifiée en la cour le 23 janvier 1644, qui leur donne la puissance d'adopter les enfants orphelins suivant l'usage de l'ancien Droit romain, Car outre que nous apprenons de la tradition, que ceux-mêmes qui ont été les premiers auteurs de tous hôpitaux charitables, ne se sont jamais attribués la qualité de pères adoptifs, que les Empereurs romains ne leur ont point donné d'autre avantage, que d'être comme les tuteurs et curateurs des enfans orphelins, dont ils avaient pris charitablement l'éducation : outre qu'il y a même un arrêt de la cour (un blanc) juillet 1633, qui fait défenses aux intimés de prendre le nom de pères adoptifs. On sçait d'ailleurs que l'usage des adoptions est il y a longtemps

aboli, non seulement par nos mœurs et par nos coutumes : mais par la loi générale du Christianisme, comme ont fort bien remarqué St-Justin martyr, et Tertullien dans leurs apologies : parce que les adoptions sont non seulement contre le devoir de la nature, mais encore contre le précepte de l'Evangile, qui oblige les pères et les mères de veiller à l'éducation de leurs enfants, et qui attache l'ouvrage de leur salut à cette obligation, selon les paroles de l'apôtre : de sorte que puisque les adoptions sont abolies, et que cependant les intimés prétendent jouir de ce privilège du droit romain, ils sont sans doute obligés de garder les formes que le Droit romain prescrit en cette rencontre. On sçait qu'il y avait deux sortes d'adoptions, l'une qu'on appelait adoption, et l'autre adrogation, quand un homme libre de la puissance paternelle, ou par la mort de son père, ou par l'émancipation, passait volontairement avec tous ses biens en la puissance d'un étranger, et cette sorte d'adoption pour être valable se devait faire avec très grande connaissance de cause, dans l'assemblée des Comices. C'est pourquoi les femmes et les pupilles ne pouvaient pas être adoptés par l'ancien droit, qui n'a été changé que par l'Empereur Antonin, qui a permis l'adoption des pupilles : mais avec les conditions expliquées en la loi 17^e au ff. de adopt. et en la loi 2 au Code, au même titre..... (citation). L'avis des parents y était absolument nécessaire, et l'obmission de cette solennité rendait l'adoption nulle, comme dit ailleurs un jurisconsulte. Or il est bien certain qu'en cette adoption ces solennités n'ont point été gardées ; car il est constant que Jacques Cellier, oncle maternel, qu'on avait forcé d'accepter la tutelle, comme il paraît par la sentence du sénéchal de Lyon, du 19 avril 1629, bailla sa requête deux mois après aux intimés, sans le conseil d'aucun des parents, pour recevoir en adoption les pupilles dont il était chargé, c'est-à-dire pour se délivrer du faix de la tutelle, et, retenir une partie des biens de ces orphelins ; aussi n'a-t-il point rendu aucun compte aux intimés, et, ils ont partagé entre eux la dépouille de ces pupilles, et, partant il n'y a point eu d'adoption, puisque les solennités requises par le droit romain, comme essentielles, n'ont point été gardées. Les intimés disent que ces solen-

nités sont inutiles, et que les adoptions qu'ils pratiquent dans l'Aumône de Lyon tirent leur source d'une cause plus noble et plus illustre, c'est-à-dire de la charité dont les mouvements pieux ne sont point réglés par des solennités superflues ; mais puisque les intimés reconnaissent qu'ils n'ont point d'autre titre du privilège qu'ils disent avoir d'adopter, que le privilège du droit romain, de quelle sorte se peuvent-ils dispenser d'accomplir les formes qu'il prescrit en cette rencontre ? Comment peuvent-ils réclamer l'autorité d'une loi qu'ils ont méprisée ? Et sur quel fondement appuyent-ils la puissance qu'ils ont d'adopter ? selon le droit romain (ce sont leurs termes) si le droit romain déclare qu'il n'y a point d'adoption sans ces solennités ? Tous les Docteurs sont encore de ce sentiment, que l'usage des adoptions peut bien être rétabli parmi nous, pourvu qu'on garde les solennités du Droit Romain. Et bien que les intimés ajoutent qu'ils sont en possession d'adopter, sans aucune connaissance de cause : outre que c'est un fait qu'ils ne sauraient justifier, que d'ailleurs *l'appelante justifie une possession et un usage tout contraire, que les parents du pupille qu'on veut bailler en adoption ont de coutume de s'assembler pour délibérer si cela est utile à l'enfant.* Cette prétendue possession enfin d'adopter sans connaissance de cause, est impossible parce qu'elle résiste à la nature de l'adoption, qui, étant un acte légitime, ne se peut faire sans solennité, selon les principes du Droit Civil. Mais quand même les intimés auraient la puissance d'adopter sans connaissance de cause, ils ne peuvent enfin adopter que selon les termes de la Déclaration du Roy, qui ne leur permet d'adopter que les orphelins, qui sont destitués de toute sorte de biens, abandonnés de leurs proches et dépourvus de toute assistance humaine, comme parle une loi excellente en ces mêmes termes. Et sur le même sujet, nous pouvons appliquer fort à propos le mot d'un ancien : que l'adoption est le remède de la fortune. Ici le défunt de la succession duquel il s'agit, n'était point abandonné de ses proches, puisqu'il avait un tuteur créé. Il n'était point dépourvu de biens, puisqu'ayant recueilli lui seul tous les biens de sa maison, il avait pour 6.000 l. de biens, deux maisons dans la ville de Lyon, outre ses meubles que son

tuteur a retenu, un jardin et des vignes qui lui appartenaient : de sorte qu'il n'est que trop visible, qu'il n'était point de la qualité de ceux qu'on adopte ; et partant qu'il n'a pu être valablement adopté.

Pucelle pour les intimes a dit, que le dessein de ses parties n'est pas de commettre une injustice sous prétexte de piété, de présenter sur les Autels des sacrifices de rapine, de dépouiller des parents pour assister des étrangers, ni d'arracher à des pauvres des biens qui leur sont légitimement acquis par la loy du sang, et les suffrages de la nature, pour en soulager l'indigence et la nécessité d'autres personnes dont la condition est sans difficulté moins favorable. C'était le conseil de St-Ambroise « non auferas uni quod tribuas alteri : condemnat miseratio ista non proficit ». Comme aussi celui de Saint Chrysostome, rapporté par Nicéphore au livre troisième de son histoire, lorsqu'écrivant à Olympias, il lui mande que dans la distribution de ses grâces et de ses bienfaits, elle ne procédât pas inconsidérément, qu'elle ne mesurât pas seulement ses libéralités et ses faveurs à l'indigence des plus misérables : mais qu'elle suivit la loi du Deutéronome au chapitre 15° : « Non duerunt pauperes in terra habitationis tuae, ego autem praecipio tibi ut aperias manum fratri tuo egeno et pauperi qui tecum versatur in terra ». Pour apprendre aux hommes les différents degrés de la charité par ces paroles, fratri tuo, pauperi tuo, in terra tua. Mais ce qu'ils prétendent, est de vous faire voir l'avarice d'un collatéral, qui n'ayant point ignoré pendant quinze ans, la condition de celui dont il demande la succession, n'a point été touché de sa misère, qui l'ayant vu accablé de toutes sortes de disgraces, dès l'âge de deux ans, sans biens, sans assistance et sans appui, a méprisé les larmes et les cris de son enfance, et fermant l'oreille à la voix du sang qui l'appelait à son secours, ne l'a reconnu pour parent que quand il a été question de partager ses dépouilles. Et d'autre part, de vous établir le droit des pauvres de l'Aumône Générale de Lyon, fondé sur une adoption légitime, confirmée par Lettres-Patentes du Roy, vérifiées en la Cour, et par une possession immémoriale, *et qui dure depuis deux cens ans*. On vous a parlé de l'adoption pratiquée parmi les Romains, et des solennités

nécessaires à y observer pour la rendre valable, comme si celle dont il s'agit en avait pris sa naissance et son origine : mais mal à propos ; sauf la révérence de la Cour, pour ce que celle-ci est si différente de l'autre, et si relevée par-dessus elle dans son principe et dans ses effets, qu'il n'y a pas moins de différences entr'elles, qu'entr' l'esprit et le corps, entre une loy pesante et matérielle, et une loy toute spirituelle et toute pure, entre les mouvements d'une charité parfaite et désintéressée, et les sentiments de la chair et du sang. Car, en effet, quel était le but et la fin de la première, qu'une passion ardente et un désir violent : mais aveugle et inutile, de faire passer contre l'ordre de la nature une réputation imaginaire, et une fausse image d'une vie, que ceux-là ne pouvaient perdre qu'à regret, qui n'en avaient point de meilleure à espérer ? « *Puerorum deliramenta ista, et avidæ nunquam desinere commenta* » : où celle-ci a pour objet la pensée d'une véritable éternité : celle-là tenait d'une ambition secrète et masquée, et celle-ci d'une piété sincère et véritable. L'une n'était fondée que sur un phantôme (sic) de mensonge et de vanité « *et par sollicito fabula somnio* », disait Senèque, où celle-ci a pour fondement des vérités éternelles et solides. Bref, la première n'était qu'une libéralité prophane. Et la seconde est toute chrétienne d'autant plus favorable qu'elle n'envisage jamais que l'assistance des pauvres, où l'autre ne se proposait que la fortune des étrangers : ce qui sert d'une première considération importante, pour montrer que l'adoption dont il s'agit, ne doit pas être réglée sur celle qui était en usage parmi les Romains, puisqu'elles sont aussi différentes dans leur principe, que dans leurs effets. La seconde raison pour laquelle les solennités introduites par la disposition du Droit, ne sont pas encore requises et nécessaires, résulte de la loy même qui a été alléguée : car quand elle a désiré le consentement des parens, c'est un sentiment de charité pour le mineur, « *ne sub copulandæ adoptionis* » obtenu *in facultates ejus quæ diligenti provisione servandæ sunt irruas* », afin d'examiner si l'adoption serait avantageuse à l'enfant ou non ; et si elle n'était point proposée comme un prétexte, pour s'emparer et dépouiller de son bien. Mais il n'y a rien à craindre de semblable en ce qui

se passe dans l'Aumône Générale de la ville de Lyon, n'y ayant point de charité au monde plus ardente, ni plus pure, que celle des Directeurs qui en ont l'administration, et dont la probité reconnue de temps en temps, a rendu cette maison la plus célèbre de toute l'Europe. Il est donc inutile pour la décision de la cause, de s'arrêter davantage à la jurisprudence romaine et ce qu'il faut particulièrement examiner *est la forme qui a accoutumée d'être observée dans les occasions de cette qualité*, qui n'est autre sinon que les enfants orphelins, se présentant d'eux-mêmes pour être reçus, ou étant amenés au bureau par quelqu'un de leurs parents ou amis, ont fait une perquisition de leur naissance, de leurs moïens et de leur religion, par un des Directeurs, qui se donne la peine de s'en informer, sur le rapport duquel lesdits enfants sont reçus ; et s'il arrive qu'ils viennent à décéder auparavant l'âge de 25 ans, sans laisser aucun frères ni sœurs, comme l'Aumône Générale est chargée pendant ledit temps de leur éducation, soit qu'ils ayent des biens ou non : de même elle est héritière universelle de tout ce qui leur appartient au jour de leur décès. En telle sorte qu'il ne leur est pas même permis d'en disposer à son préjudice ; cela paraît par *les extraits des anciennes adoptions, qui ont été communiquées et par l'autorité d'un arrêt rendu* dans l'espèce d'un testament fait par un nommé Côme-Milleroy, qui fut déclaré nul : *ainsi qu'il se pratique même à Paris dans les Hôpitaux du St-Esprit et des Petites Maisons* : que s'il était possible d'en rendre les raisons, il serait facile d'en persuader la justice, pour la qualité des collatéraux, auxquels il n'est dû aucune légitime, et pour la considération du peu de soin et d'affection qu'ils témoignent à un enfant le laissant à un hôpital, qui par la charité lui tenant lieu de père, mérite de recueillir sa succession, pour la partager entre ses frères par adoption : tout ainsi qu'il a vécu des biens qui leur étaient particulièrement destinés. Mais ces raisons sont inutiles après les Lettres Patentes du Roy de l'année 1644, vérifiées en la Cour purement et simplement, par lesquelles ledit droit de succéder ayant été confirmé au profit de la dite Aumône Générale, il est important d'observer que le Roi ni le Parlement n'ont exigé des Directeurs aucune so-

lennité pour la validité desdites adoptions, ayant laissé à leur prudence et à leur conduite, d'en user en leur conscience comme ils avaient fait par le passé. Tellement que d'en exiger qui soient conformément à la disposition du Droit romain, c'est une prétention destituée de toute apparence. Or, au fait particulier, s'il y eut jamais d'adoptions légitimes, les intimés peuvent dire que celle dont il s'agit, est des plus favorables ; vu que le défunt de la succession duquel est question, étant demeuré orphelin avec deux sœurs qu'il avait, et fort peu de biens, tous 3 ont été mis à l'Hôpital dès leur tendre jeunesse, où les deux filles étant décédées, il y est demeuré seul jusques au jour de sa mort, pendant l'espace de quinze ans, sans que pendant ledit temps, l'appellante ait pensé à se plaindre de ladite adoption, de peur d'être chargée desdits trois enfants ses neveux, qui à cause de leur pauvreté y avaient été amenés par leur tuteur. Partant soutient que l'appelante doit être déclarée sans grief.

Talon, pour le Procureur général du Roy, a dit qu'il ne fallait point considérer cette adoption, comme celle du Droit Romain, laquelle ayant un objet beaucoup plus noble, n'est pas aussi sujette à ses formalités ; que les Administrateurs de l'Aumône de Lyon, étant fondés dans la possession immémoriale d'adopter les pauvres enfans sans autres formalités, que celles qu'il y rapportent de leur chef, par la recherche curieuse qu'ils font de la naissance, des parents, et de la disposition de ceux qu'ils adoptent, il n'y aurait pas apparence d'y rien innover, après les Déclarations du Roy, vérifiées en cette Cour, et les Arrêts rendus en pareil cas : c'est pourquoi ils estiment qu'il y a lieu de mettre sur l'appel les parties hors de Cour. La Cour sur l'appel a mis et met les parties hors de Cour et de procès, sans dépens : condamne néanmoins l'appelante en l'amende de douze livres tournois.

Fait en Parlement le 23^e Jour Juillet 1647.

AFFAIRE DRAILLAT.

I. — PROMESSE DE MARIAGE DRAILLAT

P. J., n° 49.

G. 340-33.

Sentence de l'Officialité du 15 juillet 1665

Extrait des Registres de l'officialité ordinaire de Lyon.

Entre Les sieurs Recteurs et administrateurs de L'aumosne générale de Lyon, Pères Adoptifs de Louis Draillat, demandeurs en résolution de Promesses de Mariage, d'une part, et Jacques Verne, Maistre Passementier de Ceste Ville et Jeane Verne sa fille, deffendeurs d'autre, Veu par nous Louis Deville, Docteur ez droictz, et ez-Théologie, protonotaire apostolique, Chanoyne et Prévost en Eglise Collégiale de Saint Just de Lyon, official ordinaire et Métropolitain en L'archevêché de Lyon, La Requête à nous présentée par lesdictz sieurs demandeurs contenant qu'ayant appris que ledict Draillat quoyque Aage seulement de Seize à Dix sept ans avoit fait des prétendues promesses de mariage, rédigé mesmes le contrat avec Ladict Jeane Verne, Et ce à leur Inceu, Et par Les praticques, artifices et subornations dudict Verne Père, Ils s'y seroient opposés et fait signifier Leur opposition aux sieurs Vicaires de Saint Nizier ou l'on prétendoit de célébrer le Mariage, Mais bien que Lesdicts sieurs Vicaires ayent defféré avec raison, en ceste opposition, Les demandeurs n'en ont pas voulu demeurer La, Et, par un pur zelle de leur qualité, Et pour le bien de leur dict Enfant adoptif Ils sont fondés de poursuivre La résolution et cassation desdictes prétendues promesses du contract de Mariage, concluient à ce qu'il nous pleu ordonner Le dict Verne et sa fille fussent assignés pardevant Nous à heure précize, pour voir déclarer Nulles Lesdictes prétendues Promesses de Mariage Et autrement proceder ainsy que de raison, Sauf ausdictz demandeurs de se pourvoir mesmes ez crime de Rapt, contre ledict Verne, Et aultre voyies de droict, Ladite Requête, signée Rougnard, Clerc à M^e Rougnard Paisné, nostre ordonnance sur icelle portant qu'elle seroit signifiée pour ez venir à heure précize du neuf Juin mil six cent soixante cinq, de Nous signée, Exploict d'assignation

donné Ensuite ausdictz Père et fille Verné du vingtiesme desdictz moys et an, signé Tallemand, Commission sur deffault du vingt deuxiesme dudict mois, signée Gros, L'un de nos greffiers, Exploict d'assignation au bas, du vingttroisiesme dudict Moys, signé dudict Tallemand, Nostre ordonnance portant que lesdictz deffendeurs diroient ou deffendroient, aultrement deffault ...?... les despens (?) du deffault et réadjournement renvoyées au ...?... du 1^{er} Juillet présent moys, receue et signé Bouvier nostre greffier, Les deffenses fournies par lesdicts deffendeurs portant que Les dicts deffendeurs devoient justifier et establir Comme Ilz ont adopté Ledict Draillat, Puisque c'est la chose seule qui Leur donne Droict D'agir, ainsy qu'ilz prétendent, sans voulloir contester qu'ilz ayent Le pouvoir d'adopter, que la defférance qu'ilz ont pour lesdictz demandeurs que, dès lors qu'ilz auroient faict voir L'acte d'adoption dudict Draillat, Ilz n'empescheroient pas que lesdictes promesses faictes ez leur absence soient déclarées nulles, Mais Ilz les supplient de consentir audict Mariage puisqu'il est l'avantage des parties et d'autoriser Ledict Draillat, que sy on n'avoit sceu qu'il eut esté adopté, on n'auroit jamais pensé à faire lesdictes promesses sans leur auctorité, et par leur particippation, Mais Les deffendeurs n'avoient aulcune cognoissance de ladicte adoption, Et Estant gens illittérés, Ilz ne scavoient pas l'effect d'Icelles, Et pour faire voir qu'ilz ont procédé avec franchise, qu'ilz ne considéroient que le bien dudict Draillat C'est qu'ilz ne firent lesdictes promesses que du consentement de ses parens, plus proches, qu'on croyoit avoir pouvoir de l'autoriser, puis que L'un est son oncle maternel, et aultres Il y avoit le frère dudict Draillat, ses cousins, Et plusieurs aultres parens proches, Et sy lesdictz deffendeurs avoient usé de surprise, Ilz n'auroient pas usé de la manière qu'Ilz ont faict, de faire publier les trois Bancs, Ilz en auroient achepté deux, Et ilz seroient bien fashés, à présent, d'avoir faict ledit Mariage, sy tant estoit qu'il fust adopté desdictz sieurs demandeurs et concluient après leurs offres et déclarations qu'ilz doivent estre renvoyés d'instance, L'acte d'adoption dudict Louys Draillat et de Jean Baptiste Draillat, son frère, par les sieurs demandeurs du vingt septiesme juin Mil Six cent soixante, receu par M^e Favard notaire royal

communicué Le septième Juillet présent moys, comme appert du receu au bas signé Millan clerk audict M^e Bissuel, La sentence rendue ez la Sénéchaussée Et siège présidial de Lyon, Entre lesdictz Sieurs Demandeurs et Dame Michelette Coste femme de M^e Charles Glathoud, greffier ez la dicte Seneschaussée, par laquelle Les dictz demandeurs comme Père adoptifs des Enfans de feu Archange Coste, ont esté maintenus ez la succession des Enfans dudict feu Archange Coste, laquelle est ez datte du troisiemesme Apvril Mil Six Cent cinquante (pour quarante) sept, Et L'arrest confirmatif d'icelle du vingtroisiesme Juillet de la dicte Année Mil six cent quarante sept, nostre ordonnance portant Les plaidées des Procureurs des Partyes, par laquelle il est dict qu'ilz en seroit communiqué au promoteur général de l'archeveché du septiesme dudict présent moys de Juillet, signée par ledict Bouvier nostre greffier Les conclusions deffinitives dudict Promoteur, Et tout ce qui a esté produit de la part desdictz sieurs demandeurs exactement veu et considéré, IL EST DICT que les Prétendues Promesses de Mariage sont résollues et Déclarées nulles, Deffences faictes ausdictz Draillat et Verne, Et à tous Curés et Vicaires, de passer oultre audict Mariage, soubz peynes du droict, et sans despens, sauf à la levée de la sentence à laquelle lesdictz Verne sont condamné. Signé DEVILLE.

PRONONCÉ la susdicte sentence à M^e Rougnard l'ainné Procureur desdictz sieurs demandeurs parlant à sa personne treuvé au Palais et à M^e Bissuel procureur desdictz deffendeurs aussy à sa personne treuvé au greffe de la dicte officialité, qui n'ont dien dict, acte à Lyon, Le quinziemesme Juillet Mil six cent soixante cinq. Collationnée : BOUVIER, greffier.

(Suivent quelques lignes mentionnant la signification faite au clergé de Saint-Nizier).

II. — TESTAMENT DRAILLAT

P. J., n° 50.

Sentence de la Sénéchaussée du 21 février 1671

G. 340-34.

Extraict des registres de la Sénéchaussée et Siège Présidial de Lyon.

Entre Louis Soger, Claude Morant, Estienne Petit, Jean, Jeanne et Péronne Balat, demandeurs comparant par Ozanam et Berlaud leurs Procureurs d'une part, et Jean Baptiste Draillat deffendeur et demandeur en révocation de saisie, Et les sieurs recteurs et Administrateurs de l'Aumosne Générale de ceste Ville intervenans, Comparant ledit Draillat par Bisuel, et lesdicts sieurs recteurs de l'Aumosne Générale par Rognard l'ainé leur Procureur d'autre, la cause appelée par l'huissier de service, AUBERT, advocat desdicts Estienne Petit Jean Jeanne Ballat sa femme, et Péronne Ballat, assistés de Berlaud leur procureur A dict qu'en Mil six cent soixante neuf Louys Draillat faisant son testament légua à ladite Jeanne Ballat la somme de deux cents livres et à ladite Péronne celle de cent Livres et institua son héritier Pierre Draillat pour avoir paiement de ces légats, il nous présenta sa requeste au mois de Juillet dernier et fit assigner Jean Baptiste Draillat Comme père et légitime administrateur du dit Pierre son fils lequel, par ses deffenses, dict que ledict deffunct Draillat n'avoit point pu tester, par deux raisons, l'Une, qu'Il estoit enfant Adoptif de l'Aumosne générale de ceste ville, et Comme tel, soumis aux mesmes loix que les filz de famille à qui il n'est pas permis de faire un testament, et, l'autre, que par la dernière disposition de leur père il y avoit une substitution réciproque laquelle estant ouverte à son proffict comme luy ayant survécu, Il ne pouvoit disposer de rien, sur quoy ayant faict assigner en assistance de cause les sieurs recteurs de la dite Aumosne Générale qui ont communiqué l'acte d'adoption, il s'agit d'examiner les deux raisons dont la première est commune avec lesdicts Sieurs Recteurs et en sera aussy par celle là qu'Il commencera, parce que, sy effectivement la qualité

d'Enfant Adoptif luy oste la liberté de disposer de ses biens inutilement examinerait on la Seconde qui regarde la substitution ; Il y a grande différence entre l'adoption que lesdicts Recteurs pratique et celle des Romains, cellecy estant plutost une simple protection de Charité et d'Amour, qu'une Autorité d'adoption ainsy qu'on la pratiquoit autrefois et, en effect, l'adoption des Romains, selon la remarque de tous ceux qui en parlent, est entièrement abrogée parmy nous dont les Mœurs douces et Chrestiennes ne peuvent approuver le principe sur lequel elle estoit fondée car Il est certain que les Romains qui vouloient régner souverainement sur leurs enfans comme sur leurs esclaves et sur les peuples estrangers, et passèrent (mis évidemment pour « poussèrent ») la puissance paternelle jusqu'à la tyrannie Et devenant dans la suite comme jaloux contre la Nature de qui Ils empruntoient ceste autorité et ceste puissance ilz en voulurent Inventer une pour Régner dans leur famille dont ils fussent les auteurs et qu'ils n'empruntassent que d'eux mesmes. C'est pourquoy Ils inventèrent l'adoption qu'ils firent aller d'un pas égal à la puissance paternelle, mais ce principe rempli d'orgueil a esté condamné par le christianisme, il ne reste plus aucun vestige de ceste puissance ny de ceste adoption, il est vray que par les Lettres Patentes de Sa Majesté accordées auxdits sieurs Recteurs, Il leur est permis d'adopter, Mais c'est un terme de douceur et de protection comme il a dict et se tire mesme de ses Lettres une conséquence favorable à son intention puisque estant maintenus dans la succession des Enfans adoptifz lorsqu'ils n'ont point de frères, ceste condition les met en droict de disposer de leurs biens lorsqu'ils en ont, comme en ceste rencontre, les arrests produicts par les deffendeurs rendus contre des particulliers qui demandoient la Succession d'un Enfant qui n'avoit point de frère et, par ces raisons, Il est certain que le defunct Draillat a pu tester quoyque Enfant Adoptif, Après quoy, il ne reste plus qu'à montrer que nonobstant la substitution portée dans le testament du père du deffunct et du deffendeur, Il a Eu toujours sa carte (sic pour quart) et légitime à distraire,.....
..... (une page et demie sautée)
— DUFASANT, advocat pour ledict Draillat, deffendeur,

de luy assisté et de Bissuel son procureur, a dict que les deffuncts père et mère de sa partie estant déceddées, Il fut mené en mil six cent soixante au bureau de l'Aumosne Généralle avec feu Louys Draillat son frère par leurs proches parens qui les abandonnoient, ledict Louis qui estoit au-dessous de l'aage de puberté fut Adopté par les sieurs recteurs, qui receurent aussy le deffendeur lors aagé de plus de quatorze ans et ont du depuis pris le soin de la personne de l'un et de l'autre et de la conservation de leurs biens, qui consistoient en deux maisons jointes ensemble, sizes en Rue Noire, à la part dudit deffendeur, Et une autre maison size en la Rue du Plat d'Argent, à la part dudit Louis, les effects mobiliars estant si peu considérable que après les frais et debtes payées, Il n'est pas resté cinquante Livres à chacun d'eux, le deffendeur a esté marié de l'advis des sieurs recteurs et ledit Louys ayant faict son apprentissage du mestier de passementier auroit demeuré pendant quelque temps chez le nommé Morant l'un des demandeurs où, estant tombé malade, on luy auroit suggéré le testament et codicille dont est question, par lequel on luy a faict faire des legs au delà de ce qu'il pouvoit avoir de biens et bailler le nom tant et inutile d'héritier aux Enfans dudict deffendeur, c'est en vertu de ce testament et de ce codicille que lesdicts demandeurs se sont pourvus pour estre payés de ces legs à eux faicts, sur quoy ledict deffendeur a sousvenu en premier lieu que, par le moyen de la substitution contenue au testament (quelques lignes sautées), et, en second lieu, que le testament par luy faict estoit nul attendu sa qualité d'adoptif, qui suivant l'usage observé dans la maison de l'Aumosne Généralle, confirmé par les arrests de la Cour et par les Patentes de Sa Majesté, le Rendoit incapable de tester, une page sautée sur la substitution) Quant à l'autre point, il n'y a qu'à faire lecture des Lettres Patentes communiquées de la part des Sieurs recteurs qui ont esté mis en cause pour connoistre la nature du privilège d'adoption qui leur est accordé et Conforme aux règles du droit Romain suivant lesquelles les Enfans Adoptifs estoient an rang des enfans de famille, C'est à dire que les uns et

les autres ne pouvoient faire aucun testament ^{valable}, Ces Lettres font mention de l'arrest de la Cour qui consent avant qu'icelles avoient déclaré les testaments des enfans adoptifs de la dite Aumosne générale nuls et de nul effect, et Sa Majesté ayant approuvé et confirmé l'usage d'adoption pratiqué par lesdits Sieurs Recteurs à son entier, il n'y a pas apparence de le retrancher sous prétexte de ce qu'on allègue qu'il ne s'agit pas en ce rencontre des interets des pauvres de l'Aumosne Générale, mais de conserver la succession à un frère, car, outre que lesdits Sieurs Recteurs se trouvent intéressez soit pour l'affection ..?.. pour une personne qu'Ilz ont élevé dans leur maison soit aussy pour ne pas souffrir aucune atteinte a un de leur plus beaux privilèges, la cause d'un frère n'est pas d'ailleurs moins favorable que celle des pauvres, et s'il est vray qu'on est demeuré d'Accord qu'en faveur de ceux cy, la succession seroit adjugée s'Il n'avoit point de frère, puisque les frères sont préférés aux pauvres, à plus forte raison se doivent plus estre aux estrangers ou à des aultres, qui, par l'abandonnement qu'elles en ont fait, se sont elles mesmes exclues de toutes espérances qu'elles avoient en la succession dudict deffunct, et en un mot, c'est le cas de la règle « Si vincentem te vinco, ergo magis vincete », Partant soustient ledict Dufaisant que sans avoir esgard audict prétendu testament et codicille dudict Draillat, sa partie doit estre maintenue en sa succession ab intestat et les demandeurs déboutés de leurs demandes et les saisies qui ont esté faictes révoquées avec despens, à quoy Il conclut. DELAROUË, advocat desdicts sieurs et administrateurs de l'Aumosne Générale de ceste ville, assisté de Duport au lieu de Rougnard l'aisné, leur procureur, a dict que, quoyque l'adoption ne soit pas en usage parmy nous à cause du CHRISTIANISME dont nous faisons profession, qui ne permet pas d'avoir d'autres Enfans que Ceux qui sont nez d'un légitime mariage, néanmoins ses partyes et leur devanciers par l'exercice d'une Charité qui n'est pas Commune ont trouvé moyen de faire l'action la plus chrestienne qui se pratique car oultre le soin qu'ils prennent des pauvres habitants de ceste ville en leur faisant toutes les semaines des distributions d'aumosnes très considérables, quand ils ne peuvent tirer de leur travail la

subsistance de leur famille, ou, les recevant dans l'hospital de ladite Aumosne pour le reste de leurs jours, quand ils ont atteint l'aage de soixante années, Ce qui est tout à fait recommandable et singulier, c'est qu'ils estendent leur zèle jusques sur les enfans desdicts habitants et lesquels se trouvent privéz de père et de mère et abandonnez de leurs parens, ils les recoivent non seulement dans ledit Hospital où Ils sont nourris et entretenus avec grand soin, mais les font encore instruire à la piété et aux bonnes moeurs, poussent aux lettres ceux qui s'en treuvent capables, font apprendre aux aultres les Mestiers auxquels ils sont jugés les plus propres, eslèvent les filles avec pareille affection et Enfin les marient et les dottent, y ayant des constitutions de dot réglées pour cet effect, auxquelles ils ajoutent toujours de leur chef des libéralités particulières, et, si ces Enfans ont du bien, lesdicts sieurs Recteurs en prennent libéralement l'administration, font procedder par les officiers dudict hospital qui sont gagés à cet effect aux inventaires et ventes des biens desdicts orphelins, suivant la faculté qui leur en a esté accordée par Nos Roys, poursuivant aussy gratuitement le recouvrement de leurs droicts, lesdits Sieurs Recteurs renonçant à leurs propres intérêts et abandonnant leurs propres affaires pour veiller à la conservation des biens desdits enfans, chacun sçait qu'ilz avancent mesme charitablement des grandes sommes pendant le temps de leur service au dit hospital pour parfournir à la despense qui s'y faict principalement pour lesdicts enfans, ce qui ne pouvoit procedder que d'une affection purement paternelle et qui leur est beaucoup plus avantageuse que n'auroit esté celle de leur père et mère, s'ils avoient vescu ; c'est à très juste titre que lesdicts Sieurs Recteurs ont pris non seulement la qualité de pères adoptifs desdits enfans, mais qu'ils ont Encore, tousjours pris sur Eux les mesmes pouvoirs et autorité que les pères naturels et légitimes ont sur les leurs, soit Encore des Mariage, testament, ou autres rencontres, mesme au droict d'usufruit de leurs biens et en celuy de leur succedder à deffault de frères et sœurs en faveur dudict hospital, et comme suivant le droict Romain suivy en ce pays, les fils de famille ne peuvent pas tester, que l'adoption imite la Nature, Il est sans difficulté que les

enfants adoptifs de ladite Aumosne ne le peuvent point non plus, et, s'ils le font, leurs testaments sont nuls et ne peuvent produire aucun effect, ce qui a esté ainsy observé d'ancienneté dans ledit hospital et trouvé si raisonnable que le roy Louis XIII (sic pour Louis XIV), de très haute mémoire, auroit par ses Lettres Patentes du mois de décembre 1643, vérifiées en Parlement, confirmé ledit usage d'adoption pratiquée par lesdits Sieurs Recteurs et les auroit expressement maintenus audict droict de succession à deffaut de frères et sœurs desdits enfans, ayant déclaré nuls et de nul effect tous les testaments qui se trouvoient avoir été faicts, Et, les choses estant en ces termes, lesdits sieurs Recteurs ont eu, pour Adoptif, feu Louis Draillat qui fut admis dans ledit hospital le vingt septième Juin mil six cent soixante, et, parce que le deffendeur, son frère, avoit, lors, passé l'age d'adoption, Il fut receu au nombre des autres pauvres, dits des petits garçons (sic) de la Charité, en suite de quoy les dits sieurs Recteurs ont pris soin de l'un et de l'autre et de leurs biens de la manière cy dessus représentée, Louis, Adoptif, fut mis en apprentissage chez un maistre passementier, et, l'ayant achevé, il seroit allé demeuré chez le nommé Morand, l'un des demandeurs, où on luy a faict faire par suggestion le testament dont s'agit, par lequel, sous couleur de l'institution par luy faite au profit de son nepveu, filz de Jean-Baptiste Draillat, son frère, on luy a faict faire quantité de légats, du paiement desquels il s'agit, et lesquels les dits sieurs recteurs soustiennent estre nuls, comme faisant partie d'un testament nul par ceste seule raison que ledit Louis Draillat estoit leur adoptif et qu'il n'a pu tester. On dira peut-être qu'ils plaident contre leur propre interest, veu qu'il y a un légat dans ledit testament à leur profit, mais ilz considèrent peu ce petit avantage en comparaison de l'interest public qui les faict principalement agir, et qui se rencontre tout entier à faire déclarer nul ledit testament pour conserver audit Jean-Baptiste, qui a esté enfant de ladite Aumosne, le bien de son frère et les fruicts de leur administration et ne pas autoriser les surprises et séductions que l'on feroit tous les jours ausdits enfans pendant que les dicts sieurs recteurs sont obligés de les mettre en apprentissage ou en service hors ledict hos-

pital s'ilz pouvoient vallablement disposer de leurs biens, bref, leur droict d'adoption ne peut point être trompé ny divisé, lesdicts Sieurs Recteurs en ont toujours Jouy dans son entier, jusque là qu'ayant succédé à un adoptif, en l'année 1650, Ilz furent renvoyés absous comme père adoptifs de la demande qui leur fut faite du milaods à cause de la dicte succession par les sieurs religieux et Chapitre d'Esnay, depuis ledict Louis Draillat mesme s'étant marié à l'inscu desdits Sieurs Recteurs, ils se seroient pourvus par devant Monsieur l'Official qui par sa sentence du 15 Juillet 1665 auroit déclaré lesdites promesses de mariage nulles, par ces raisons ledit sieur de la Roüe, pour lesdits sieurs Recteurs, conclud à ce que le testament dudit Louis Draillat soit déclaré nul et de nul effect et qu'en conséquence ledit Jean-Baptiste Draillat son frère soit maintenu dans sa succession, les demandeurs déboutés de leur demande avec despens et qu'il soit passé outre, comme pour exécution des Lettres Patentes de Sa Majesté. M^e MATHIEU GALLIAT advocat du Roy pour le procureur du Roy a dict

.....(Quelques lignes sautées).....
Aussy toute la question roule sur ce point de sçavoir si l'adoption a lieu au proffict des deux hospitaux de ceste ville et si les testaments faicts par les enfans adoptifz peuvent subsister, On advoüe que l'adoption des Romains est abrogée parce qu'elle est contre les Loix du Christianisme et qu'elle anéantiroit le mariage par la facilité qu'on auroit de choisir des adoptifs, sans supporter les peines et travaux que supportent ordinairement les mariés, mais on a converty l'abus en un très saint usage quand on a permis l'adoption aux deux hospitaux à condition de ne point succéder aux Enfans quand ilz ont des frères et sœurs, n'estant pas juste que des parens qui ont faict l'abandonnement des orphelins profitent de leur succession, le cas arrivant au préjudice des hospitaux qui ont eu toute la charge et toute la peine, soit pour l'éducation, instruction et placement des Enfants, soit encore pour l'administration de leurs biens, mais sans s'arrester à des raisonnemens, Il suffit de dire que la volonté de nos Roys y est formelle et que par leurs déclarations ils ont autorisé l'adoption dont il s'agit ensuite desquelles déclarations Il y a eu divers Jugemens

qui ont cassé et des contracts de mariage et des testaments faits sans l'autorité des recteurs, en effect, suivant le droict, et, mesme par les Institutes, l'Adoption suit la mesme règle de la nature, et, comme le Testament du fils de famille ne vaut rien, aussy celuy de l'Adopté a tousjours esté déclaré nul parce qu'il est sous la puissance des pères adoptifz, ainsy il n'y a difficulté quelconque à déclarer le testament en question nul et de nulle valeur, ayant esgard à l'intervention des sieurs recteurs, et renvoyer en conséquence les deffendeurs des conclusions contre eux prises, c'est à quoy Il conclud, IL EST DICT, sans avoir esgard aux demandes faittes par les parties d'Aubert et d'Ozanam desquelles Ils sont débouttés avec despens, et, les saisies révoquées, QUE la partie de Dufaisant est maintenue en la succession de deffunct Louis Draillat, et, CELLE DE LA ROÛE EN LEUR DROICT D'ADOPTION à la forme de leurs patentes et passé cutre comme pour exécution des lettres patentes et d'arrests, nonobstant oppositions ou appellations quelconques sans préjudice d'icelles, FAICT à Lyon, en jugement, nous Gaspard Charrier, escuyer, conseiller du Roy en ses conseils, lieutenant particulier, assesseur criminel et premier conseiller (suivent 16 noms), CONSEILLERS du Roy, magistrats en la seneschaussée et siège présidial de Lyon, séant le samedy vingt-unième jour de février mil six cent soixante et unze.

Collationné : Béraud, greffier.

Les Lettres-Patentes.

Lettres-Patentes de Décembre 1560

P. J., n° 51.

A 1-12.

CHARLES par la grâce de Dieu, ROY DE FRANCE SALUT SAVOIR FAISONS A tous présents et advenir que nous Etant due-ment avertis du bon ordre Règlement et administration et Conduite que les Recteurs de l'Aumone générale de notre ville de Lyon éslus annuellement par les bourgeois et notables habitants d'icelle Ville ont depuis trente ans en ça tenu et observé pour la subvention et aliment des pauvres de la dite ville de Lyon et autres pauvres passants, ce qui avec la miséricorde et grâce de Dieu a exempté notre dite ville de plusieurs maladies contagieuses, Lesquelles auparavant y avoient cours, Le fondement de laquelle aumone dépend principalement de la Charité des bons et notables Bourgeois Et autres gens de bien, Manans et habitants de notre dite ville, lesquels non seulement désirent aider et subvenir de leurs biens et facultés aux pauvres indigents, mais s'employent libéralement à l'administration et conduite de la dite aumone durant le temps qu'ils sont Elus pour Recteurs d'icelle, pourvoyans à toutes choses nécessaires, pour la nourriture et secours des dits pauvres, du fait de laquelle administration iceux recteurs rendent compte par chacun an en Présence de nos officiers, des gens d'Eglise, des Conseillers Echevins Et autres plus aparens de la dite ville qu'on a de coutume pour cet effet appeller, Et pour ce que pour le Règlement des pauvres, même pour discerner les mandians valides d'avec les pauvres invalides et mandians qui ont besoin de l'aumone, est nécessaire user le plus souvent de comminations, emprisonnements, indictions de peines et autres corrections afin d'obvier que les oisifs et vagabons ensemble les sains et non Valétudinaires ne mangent le pain des Pauvres et malades et ne les frustrent des aumones et Charités qu'on leur impartit journellement ONT toujours eu lesdits Recteurs et administrateurs de la dite

aumone générale Bureau, Receveur, Greffier, Procureur, Solliciteur, Bedeaux, Meunier, Boulanger, Maistres et Maistresses d'Ecole et autres officiers Lesquels exécutent les ordonnances desdicts Recteurs, en tout ce qui est besoin pour l'Etat et Règlement de Ladite Aumone, Même d'Emprisonner, chastier les Caymans Et Autres qui contreviennent ausdites ordonnances *Aussi pour faire les inventaires et ventes des biens demeurés après les décès d'aucuns pauvre habitans auxquels Etoit faite distribution de ladite Aumone pour chacune semaine Et le semblable des biens de ceux qui laissent plusieurs enfans mineurs, Lesquels, après le décès de leurs père et mère sont mis à ladite Aumone, de quoy en est tenu bon compte au profit desdits mineurs, de la nourriture et entretenement desquels est chargée ladite Aumone.* POUR CE EST-IL que nous ayant en singulière recommandation qu'il soit subvenu aux pauvres qui nous sont délaissés de Dieu pour leur aider, ET POUR donner occasion ausdits Recteurs de continuer avec plus grand zèle et faveur audit gouvernement et police S'en sentant du tout chargés, NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS par ces présentes *QUE La charge totale et administration de Ladite Grande Aumone demeurera à jamais auxdits Bourgeois et Citoyens qui sont et par cy après seront Elus Recteurs et Administrateurs d'icelle Et, ce durant le temps de leur administration Sans que nos officiers et ceux de la justice ordinaire de notre ditte ville de Lyon ni autres S'en puissent aucunement entremettre* MAIS voulons et entendons que Lesdits Recteurs puissent commettre ou démettre leurs officiers dessus mentionnés Et par iceux faire faire tous inventaires, ventes, Exploits, comminations, emprisonnemens, Contraintes, Indications de peines Et autres corrections Et généralement exploiter et exécuter tous actes concernant la subvention, Etat et Règlement des pauvres de ladite aumone générale et dépendances d'icelle, Et avons prohibé et défendu, prohibons et défendons à tous nosdits officiers, à Ceux de la Justice ordinaire de notre ditte Ville de Lyon, et à tous autres, de ne troubler ne empêcher les dits Recteurs En leur dite administration Et Règlement en quelque manière que ce soit. SI DONNONS EN MANDEMENT par ces présentes à nos amés et féaux conseillers les gens de notre Cour de Parlement à

Paris, Séneschal de Lyon ou son Lieutenant ET a tous nos autres officiers et justiciers qu'il apartiendra, que notre présente ordonnance, vouloir et intention ils fassent lire, publier et Enregistrer, Entretenir, garder et ordonner inviolablement Et à ce faire Et Souffrir contraignent Et fassent contraindre tous ceux qu'il apartiendra et qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes et manières dues, Et accoutumés Et ainsi que dessus est dit, nonobstant quelconques ordonnances, restrinctions Mandement et Lettres a ce contraires Et nonobstant aussi opositions ou appellations quelconques pour lesquelles ne voulons être defféré, CAR tel est notre plaisir, Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes sauf en autres choses notre droit, Et l'autrui en toutes. Donné à Orléans au mois de décembre l'an de grâce mil cinq cent soixante et de notre règne Le premier. Signé Sur le reply : PAR le ROY en son conseil, Deloménie. Et à côté est Ecrit : Lecta publicata et registrata audito Et requirente procuratore generali Regis... Parisiis, in Parl^o, vigesima quinta die februarii anno domini M^o 5^o Sexagesimo. Signé : Camus, Et Scellé.

(En autre encre) Collationné à L'original par nous Escuyer, Conseiller, secrétaire de Roy, maison couronne de France.

Bernon.

*
* *

Lettres-Patentes de 1643.

(6 Décembre 1643)

P. J., n^o 52.

G 340-10.

LOUIS par la Grâce de Dieu Roy de FRANCE et de Navarre à tous présens et avenir salut. Nos très chers et bien amés les Recteurs et administrateurs de l'aumône générale de notre bonne ville de Lyon Nous ont fait remontré que leurs prédécesseurs étant mûs d'une pure charité envers leurs pauvres concitoyens auroient institué non seulement une aumône générale, mais encore Etabli deux hopitaux pour exercer la même vertu envers les pauvres Enfans orphelins de l'un et l'autre sexe qui n'ayans père ni mère se trouvoient délaissés et entièrement abandonnés de leurs plus proches

parens et alliés et réduits à telle misère que si lesdits Recteurs, vrais père adoptifs desdits orphelins, n'eussent réparé par une affection paternelle, la perte qu'avoient fait ces pauvres innocens, infailliblement ils auroient péri de nécessité, pour laquelle prévenir et même conserver à l'avenir ausdits orphelins le peu de biens qui pouvoit rester après le décès de leurs père et mère, Le feu Roy Charles IX^e par ses Lettres en forme de Chartres données à Orléans au mois de Décembre 1560 auroit accordé le pouvoir et faculté ausdits Recteurs de faire faire par Leurs Officiers, les inventaires, ventes et exploits des biens délaissés après le décès d'aucuns pauvres habitans auxquels étoit distribuée ladite aumone, et, pareillement des biens de ceux qui laissoient plusieurs enfans mineurs lesquels après le décès de leurs père et mère étoient mis en ladite Aumone Laquelle recevant lesdits orphelins a pratiqué de les adopter par tels moyens que passants sous la puissance desdits pères adoptifs Ils en prennent un soin purement paternel en Les faisant Instruire au Service de Dieu, leur font enseigner et apprendre des métiers pour gagner leur vie, les Elèvent aux Lettres S'ils y ont de L'inclination Et marient les filles, de laquelle charité Et affection procède beaucoup de bien au public et Sans que l'on puisse dire que De ladite adoption, ledit public ny le particulier souffrent aucun préjudice, *néanmoins comme les adoptions au moyen du Christianisme ne Sont plus en usage, Si est ce que lesdits Recteurs depuis l'Etablissement de ladite aumone ayant usé envers lesdits Orphelins pauvres et mineurs, de l'adoption d'une pure charité, par le moyen de laquelle ils ont acquis La qualité de pères adoptifs, Et tous lesdits pauvres Orphelins de l'un et l'autre sexe ont été faits adoptifs et conséquamment plus proches de succéder les uns aux autres, Lesdits Recteurs auroient jouï de L'ancien droit Romain qui ne permettoit pas aux enfans adoptifs de donner, tester et disposer, Lorsque L'un desdits adoptifs décède en quelque condition qu'il pût être.* Lesdits Recteurs à défaut de leurs frères et sœurs, auroient privativement à tous autres succédé aux biens par eux délaissés à l'Exclusion de tous les héritiers par eux Institués Et de leurs parens et alliés qui par L'Abandonnement qu'ils avoient fait desdits Orphelins en leur nécessité

S'Etant rendus indignes de leur succession, en auroient toujours Eté exclus par divers jugemens et Sentences rendus par notre sénéchal de Lyon et arrêts confirmatifs d'icelles rendus en notre Parlement de Paris Pour la confirmation et approbation duquel usage d'adoption desdits Orphelins miz en ladite aumône et jouissance des Successions desdits Enfans à défaut de leurs frères et sœurs Et à l'Exclusion de tous les héritiers, donataires et légataires qu'ils pourroient instituer au préjudice de ladite aumône-générale Lesdits Recteurs et administrateurs nous auroient très humblement fait supplier leur vouloir accorder nos Lettres à ce nécessaires. A CES CAUSES après avoir fait voir en notre Conseil La Copie Collationnée des lettres en forme de Chartres (sic) accordées ausdits Exposants par le Roy Charles IX du mois de Décembre 1560, Registrées en notre Cour du Parlement de Paris, de l'arrêt d'iceluy sur icelles, la sentence rendue en faveur desdits Recteurs par notre Sénéchal de Lyon le vingt six Novembre Mil six cent onze, Les Arrêts de Notre Cour de Parlement de Paris confirmatifs d'icelles des vingt sept Août mil six cent dix et dix-sept Avril mil six cent trois. Autre sentence dudit Sénéchal du vingt neuf Novembre mil Six cent seize, autre arrêt de Notre Cour du Parlement de Paris du douze Juillet mil six cent trente trois cy attachés Sous le contrescel de notre Chancellerie, désirant favorablement traiter lesdits Exposants et leurs Successeurs en l'administration de ladite Aumône, leur donner tous les moyens pour soutenir l'institution et bon ordre d'icelle, les maintenir et garder audit usage d'adoption, Possession et jouissance des Successions desdits Enfans adoptifs, DE L'AVIS de notre conseil où Etoit la Reine régente notre très honorée Dame et mère, AVONS de notre certaine science, pleine puissance et autorité Royale, *confirmé et aprouvé, confirmons et aprouvons par ces présentes signées de notre main L'usage de l'Adoption des Enfans orphelins mis en ladite aumone générale pratiqué par lesdits Recteurs leurs pères adoptifs, VOULONS et ordonnons qu'à défaut de frères et sœurs desdits adoptifs Les exposants et leurs successeurs puissent en faveur de ladite aumone recueillir et appréhender les Successions privativement à tous les héritiers par eux institués en quelque part de notre Royaume que les biens*

desdits adoptifs puissent être assiz et situéz, et ce Suivant la possession et jouissance en laquelle ils sont Et les avons en tant que besoin est ou seroit maintenu et gardé, maintenons et gardons, POUR Lesdites Successions Jouir et user à L'avenir ainsi qu'ils ont joüy et usé, Jouissent et usent encore à présent. SI DONNONS en Mandement à nos Amés et léaux Conseillers les gens tenants notre Cour de Parlement à Paris, Sénéchal ou son Lieutenant Et gens tenans le siège présidial de Lyon Et à tous autres nos officiers Justiciers, et chacun d'eux en droit soit si comme à Luy apartiendra que de nos presentes Lettres de confirmation et aprobaton et de notre présente ordonnance Ils fassent enregistrées Et du contenu en icelles joüir et user Lesdits Recteurs, et Leurs Successeurs pleinement et paisiblement sans en ce leur faire mettre ou donner ne souffrir leur être fait mis ou donné ores ne pour l'avenir aucun trouble ou empêchement au contraire et si aucun fait, mis, ou donné leur Etoit ils reparent et remettent et fassent reparer et remettre au premier Etat et deu. CAR tel est notre plaisir Et afin que ce soit chose ferme et stable a toujours nous avons fait mettre notre scel à ces présentes sauf en autre chose nostre droit et l'autrui en toutes. DONNÉ à PARIS Le sixième jour de Décembre L'an de grâce mil Six cent quarente trois et de Notre règne le premier. Signé LOUIS. et sur le Reply, PAR LE ROY la Reyne régente Sa mère présente, *Letellier* ET SCELLÉES. Et à Côté Est Ecrit REGISTRÉES Ouy le Procureur général du Roy Pour Jouir par les impétrans de l'effet et contenu en icelles ainsy qu'ils en ont cy devant bien et duement joüy et usé, jouissent et usent encore à présent, à Paris en Parlement Le quatrième Janvier mil six cent quarente quatre ; Signé : Du Tillet.

(Est ajouté à la copie, ici recopiée des Lettres-Patentes de 1643, que ces « Lettres ont été enregistrées au premier livre d'enregistrement de la Sénéchaussée de Lyon, feuillet cent quarente », le 3 Août 1645, Signé: Terrasson).

LETTRES PATENTES

« DU ROY, PORTANT CONFIRMATION ET AUGMENTATION DES DROITS... ET PRIVILÈGES ACCORDES A L'HOPITAL DE LA CHARITE ET AUMONE GENERALE DE LYON ».

(Septembre 1672)

P. J., n° 53.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous présens et à venir, Salut. Les grands avantages que nostre ville de Lyon a receus depuis l'établissement fait en icelle de l'Hôpital de la Charité, autrement appelé l'Aumône Générale qui a servi de modèle à tous les autres établis dans les Villes de nostre Royaume, même en nostre bonne Ville de Paris et en celle de Tours. Nous ayant excité à chercher les moyens d'en conservé la splendeur,... A CES CAUSES,... Avons par ces présentes signées de notre main, confirmé et confirmons tous les Droits, Privileges, Franchises, Libertez et Immunitéz que Nous et nos prédécesseurs luy avons cy-devant accordéz,... et désirans augmenter lesdits droits et privilèges, Avons statué et ordonné ce qui s'ensuit.

Art. I. — etc... (Je ne transcris que les articles relatifs à l'Adoption).

Art. IX. — Et expliquant et amplifiant en tant que besoin est, nos Lettres acordées aux Recteurs dudit Hôpital en l'année 1643 confirmatives de leur usage, d'adopter des Enfans orphelins des pauvres Habitans de ladite Ville, depuis l'âge de sept ans jusqu'à celui de quatorze, voulons que ledit usage soit suivy et observé, et qu'ils ayent sur lesdits Enfans adoptifs tous les droits et effets de la puissance paternelle, soit au fait de l'Education, cas de Mariage, Testament, Donations et de tous autres Actes qui pourroient être passés par lesdits Adoptifs, à l'insceu et sans le consentement desdits Recteurs, lesquels actes voulons être nuls et de nul effet, les maintenons dans le droit d'usufruit au profit dudit Hôpital, pendant qu'ils sont sous leur charge et administration, comme aussi au droit de succéder par ledit Hôpital ausdits Adoptifs à défaut de frères ou sœurs, et même à l'exclusion des frères

et sœurs, qui en majorité auroient abandonné ou laissé recevoir lesdits Adoptifs par lesdits Administrateurs. VOULONS en outre qu'ayant lesdits Adoptifs des frères et sœurs, Ledit Hôpital leur succède pour la part et portion d'un frère ou sœur seulement, et venant lesdits Adoptifs à décéder après ladite administration finie sans avoir enfans, frères ni sœurs et sans tester, que ladite Aumône générale leur succède pour la part et portion d'un des héretiers (sic) seulement privativement à tous autres parens.

Art. X. — Et où lors des adoptions ceux qui auront présenté lesdits Adoptifs se trouveront avoir celé par intelligence ou autrement qu'ils eussent des parens capables de leur éducation ou administration, VOULONS qu'ils soit pourveu à la décharge dudit Hôpital et desdits Recteurs, ainsi qu'il appartiendra, suivant les circonstances et exigences des cas, par nôtre Sénéchal de Lyon ou son Lieutenant.

Art. XI. — VOULONS aussi que les Recteurs et Administrateurs de l'Hôtel-Dieu du Pont du Rhosne de ladite Ville en usent de même et jouissent de pareils droits et privilèges concernans les adoptions qu'ils font des pauvres enfans qui n'ont atteint l'âge de sept ans, pendant que lesdits Enfans sont sous leur charge et administration seulement, ainsi qu'il a toujours été par eux pratiqué.

Art. XIII. — Confirmons lesdits administrateurs au pouvoir et usage de faire procéder par les Officiers dudit Hôpital aux inventaires et ventes des meubles, mêmes au pouvoir de vendre les immeubles desdits Adoptifs et des autres Pauvres dudit Hôpital pendant qu'ils seront sous leur administration. VOULONS que toutes les ventes par eux cy-devant faites subsistent, et celles qui seront à l'avenir après néanmoins un raport de l'état et estimation desdits biens par deux experts nommez d'Office par notre Sénéchal de Lyon ou son Lieutenant avec le Substitut de nostre Procureur Général, deux publications faites sur les lieux à l'issuë des Messes Paroissiales deux jours de Dimanches consécutifs, et trois publications en l'audience de la Sénéchaussée dudit Lyon, soient bonnes et valables, sans que lesdits Pauvres ny autres personnes puissent venir au contraire, dispensons lesdits recteurs de toutes autres formalitez, même d'obtenir pareatis en quelque lieu que lesdicts biens soyent scituéz dérogeans à tous droits

contraires. Pour le prix desdits meubles et immeubles être conservés ausdits Pauvres, et à eux remis avec les autres biens après ladite administration finie, suivant le compte et état en recepte en depence qui leur en sera baillé et tiré du grand Livre de raison de ladite Aumône Générale, sans qu'ils puissent venir contre lesdits comptes, et ce qui aura été fait, traité et arrêté par lesdits administrateurs, si ce n'est en cas d'erreur de calcul, et laquelle erreur sera sommairement reconnue par deux marchands ou autres personnes notables, qui seront nommez d'Office par nostre Sénéchal de Lyon ou son Lieutenant, en cas de Contestation.

TROISIÈME PÉRIODE (1672-1693).

I

MEMOIRE INSTRUCTIF, de l'Avocat-Recteur Jean Osio (1737)

P. J., n° 54.

(G. 173, n° 155, Préambule).

« Quoique le droit romain serve de règle et de loi dans
« une grande partie du royaume, il n'est point suivi en ce
« qui regarde les adoptions, et ce n'est que dans les deux
« hôpitaux où les adoptions sont connues. C'est l'hôpital
« général connu, dans son commencement, sous le nom d'Au-
« môné-Générale, qui a introduit cet usage d'adopter. Il n'y
« a eu d'abord pour fondement des adoptions qu'une déli-
« bération du Bureau ; mais, par la suite, il y a eu plusieurs
« lettres patentes de nos Rois, homologuées en parlement,
« qui ont autorisé ces adoptions. Cet usage d'adopter est
« soumis à certaines règles : 1° les administrateurs de l'hô-
« pital, appelés communément *recteurs*, à Lyon, n'adoptent
« que des orphelins ; 2° l'on adopte que les orphelins nés
« dans la ville ; 3° l'on n'adopte que les enfans au-dessous
« de quatorze ans et jusques à sept ans : ceux au-dessous de
« sept ans sont adoptés par les recteurs de l'Hôtel-Dieu ; 4° le
« Bureau qui a adopté possède tous les droits de la puis-
« sance paternelle : il jouit du revenu des immeubles des
« adoptifs ; il ne paye aucun intérêt de leurs capitaux en
« argent ; il succède à un orphelin décédé, concurremment
« avec ses frères et sœurs, et il exclut les collatéraux qui ont
« requis l'adoption ; mais, d'un autre côté, les recteurs,
« comme de bons pères, ne tirent point en dépense les frais
« de la nourriture, entretien et éducation de ces orphelins,
« et, à leur majorité et mariage, ils leur remettent leurs im-
« meubles et les capitaux en argent ; 5° l'on fait

« étudier ceux qui se trouvent des dispositions, et s'ils se
« portent à l'état ecclésiastique, le Bureau leur fait un titre
« clérical pour pouvoir parvenir aux ordres, même en faveur
« de ceux qui n'ont aucuns biens ; l'on fait apprendre des
« métiers aux autres ; l'on marie les filles, et les recteurs
« font, à leurs dépens, à chacune de ces filles, lors de son
« mariage, un présent de 75 livres ; 6° ceux de ces orphelins,
« mâles ou femelles, qui se trouvent avoir des défauts cor-
« porels, qui les rendent incapables du mariage et de quel-
« que métier restent dans ledit hôpital jusques à leur décès ;
« 7° la forme des adoptions est solennelle et publique : sur
« la présentation des parens plus habiles à succéder à ceux
« qu'ils veulent faire adopter, le Bureau de l'hôpital députe
« les deux recteurs de la distribution (du pain de l'aumône)
« du quartier où demouroit le dernier décédé du père et de
« la mère de ceux qui sont présentés à l'adoption, pour s'in-
« former : de l'état et des facultés de ces orphelins ; quelles
« sont les mœurs et la fortune de leurs parens, et si, parmi
« ces parens, il y en a qui soient en état de se charger de
« la tutelle. Sur le rapport de ces deux recteurs, et après que
« les parens ont déclaré qu'ils abandonnent ces orphelins et
« qu'ils renoncent à leurs successions, le Bureau fait dresser
« l'acte d'adoption, dans lequel sont insérées les déclarations
« des parens ; cet acte est lu publiquement dans le Bureau,
« iceluy tenant, en présence des enfans que l'on adopte, des
« parens qui les font adopter, des recteurs et de tous ceux
« qui se trouvent dans le Bureau, dont la porte est ouverte
« pendant cette opération ; et est ensuite signé par les parens
« qui le savent faire, et par les recteurs ; 8° après cet acte
« d'adoption, un recteur procède à l'inventaire des effets
« délaissés par le dernier décédé du père ou de la mère des
« adoptés ; l'agent des pauvres fait aussi fonction de gref-
« fier ; l'on vend ensuite, en place publique, les effets, en
« présence d'un recteur, qui reçoit le produit ; l'agent des
« pauvres fait aussi fonction de greffier, et les bedeaux ou
« suisses font fonction d'huissiers ; l'on charge du produit
« le grand livre de l'hôpital ; 9° si l'adoptif ou les adoptifs
« ont des immeubles et qu'ils doivent (on vend leurs im-
« meubles) ainsi qu'on peut le faire suivant plusieurs lettres
« patentes ».

**Abrégé historique des adoptions pratiquées
dans l'Hôpital Général de la Charité
et Aumône Générale de Lyon**

EN FAVEUR DES ORPHELINS, NÉS DANS LA VILLE, DE PÈRE
ET MÈRE QUI Y ONT ÉTÉ OU QUI Y SONT DOMICILIÉS.

P. J., n° 55.

H. D. Boîte 287.

Imprimé à Paris, chez P. G. L. Mercier, 1746.

L'Administration des deux Hôpitaux Généraux de Lyon, embrasse différentes œuvres de charité, la plus importante est le soin qu'on y prend de l'éducation des Enfants orphelins et c'est au zèle ainsi qu'à la piété des premiers Administrateurs qu'on peut rapporter l'origine et le fondement des Adoptions, qui sont en usage dans ces deux Hôpitaux, établies d'après les principes de celles que les Romains avoient introduites, elles en ont les avantages, sans en avoir les inconvénients.

Quelques recherches qu'on ait fait pour retrouver l'origine et l'auteur des Adoptions pratiquées à Lyon, on n'a pu découvrir que des lettres patentes (1) accordées par nos Rois, qui approuvent et confirment l'usage d'adopter les enfans Orphelins ; en sorte que l'origine et la pratique des Adoptions remonte à des temps dont l'ancienneté ne permet pas de fixer l'époque.

(1) (En marge : les plus anciennes de ces lettres patentes s'expriment ainsi : « Confirmons et approuvons l'usage des Adoptions des enfans Orphelins, etc... »).

Avant la réunion de toutes les œuvres de Charité et Aumônes qui se pratiquoient à Lyon, sous la dénomination d'Hôpital-Général ; on voit par un Terrier de 1477, fait au profit de l'Hôpital de Ste-Catherine, que les filles orphelines y étoient reçues et élevées par les soins de MM. les Conseillers de la Ville, aujourd'hui connus sous le nom de Prévôt des Marchands et Echevins, et par les Bourgeois et Citoyens qu'ils nommoient ; que de même les Garçons orphelins étoient élevés dans un autre Hôpital appelé « La Chanal », dont ils conservent encore le nom dans la maison de la Charité, ainsi que les filles adoptives celui de « Catherines ».

Ces deux Maisons destinées seulement aux Enfants orphelins, ayant été réunies à l'institution de l'Aumône générale, il s'en est formé un hôpital qui embrasse toutes les œuvres que la charité peut inspirer par un espèce de miracle en 1531 et à la suite de la plus cruelle famine, qui attira à Lyon, par la rivière de Saone, une flotte infortunée d'une multitude de Pauvres, qui y trouvèrent leur subsistance, par la générosité des Citoyens, et de huit notables Bourgeois, qui s'étoient chargés de distribuer le pain nécessaires (1) dans cinq Quartiers ou Places différentes de cette grande Ville, à tous les Pauvres, ce qui se pratique encore aujourd'hui.

S'arrêter un peu plus sur la naissance de l'Aumône-Générale de Lyon, sur l'étendue de ses libéralités, et sur l'Administration qui s'y pratique, ce seroit s'éloigner de l'objet qu'on s'est proposé, et qui tend seulement à rendre compte de la forme des Adoptions, et de leur utilité.

L'établissement de l'Aumône Générale de Lyon, une fois, stable, il est aisé de concevoir que les premiers Administrateurs voulant continuer de donner tous les secours aux Orphelins, sollicitèrent des Lettres Patentes, confirmatives des Règlements qu'ils avoient faits, et dans lesquels l'Adoption entroit pour une des principales parties ; il les obtinrent du Roy Charles IX au mois de décembre 1560, en

(1) Cette distribution va même jusqu'à 70.000 livres de pain par semaine, et quelquefois plus dans les cessations de fabrique ; elle est pour l'ordinaire de 60.000 livres.

forme de Chartres, elles furent ensuite enregistrées ; elles sont rappelées dans les Lettres Patentes du 6 Décembre 1643, qui sont imprimées à la suite de cet Abrégé, ainsi que l'extrait de celles de 1729, où il est parlé des Adoptions par les articles XIV, XV, XVI, XX, XXI et XXII (2).

Par la lecture de ces Lettres Patentes, toutes enregistrées, on verra d'un côté la bonté des Souverains, et de l'autre l'attention des Administrateurs à conserver aux Enfants Orphelins, ce droit d'être adoptés. Il faut à présent rendre compte de la forme des Adoptions, qui en est aussi solennelle que publique.

FORME DES ADOPTIONS

Les Orphelins sont d'abord présentés non-seulement par leurs parens les plus proches et les plus habiles à leur succéder, mais encore tous ceux, sans exception, qui par leur proximité, quoique plus éloignée, peuvent être intéressés à y consentir ou à s'y opposer ; ainsi l'on voit les simples cousins concourir avec leur ayeul, oncles et frères à l'Adoption, soit par leur présence, soit par un fondé de leur procuration ; et cette Adoption se fait avec d'autant moins d'avantage pour l'Hôpital, que les parens qui y présentent les Orphelins, ne prennent ce parti que sur la connaissance qu'ils ont des forces de la succession, qui ne leur permettroient pas de pourvoir à la subsistance de ces Enfants ; ou qu'ensuite de la disposition des père et mère, qui connoissans les avantages, pour leurs Orphelins, d'entrer dans la Maison de Charité, en qualité d'Adoptifs, prient les Recteurs par leur Testament, ou autre Acte de dernière volonté, de les y recevoir.

Sur la présentation des parens, le Bureau députe deux Administrateurs, ceux à l'ordinaire qui sont dans le voisinage du domicile des Orphelins pour s'informer de l'état et des facultés des père et mère décédés.

(2) Intermédiairement l'Hôpital de la Charité avoit obtenu des secondes Lettres Patentes de Louis XIV en 1672, qui furent aussi enregistrées en la Cour le 1^{er} Septembre 1673 et dans lesquelles depuis l'art. IX, jusques et compris l'art. XIII, les Adoptions et l'usage d'y procéder, et de vendre les biens, meubles et immeubles des Orphelins, y sont confirmés.

Le rapport des deux Administrateurs fait au Bureau, et après la déclaration des parens, qu'ils abandonnent les Orphelins, et qu'ils renoncent à leur succession, on dresse l'Acte d'Adoption, dans lequel on insère leurs déclarations.

Cet Acte se lit publiquement pendant la séance, et à l'ouverture du Bureau, en présence des Enfans qui vont passer à l'Adoption, des parens qui l'ont demandé, et des Administrateurs députés pour l'information ; en un mot, de tous ceux qui se trouvent au Bureau, dont la porte est ouverte pendant qu'on procède aux Adoptions. Cet Acte qui est inséré dans un Registre public, destiné aux Adoptions seulement, reçoit le sceau de la perfection par la signature des parens qui savent signer, et de tous les Recteurs qui tiennent le Bureau.

L'Adoption solennellement faite, on se pourvoit en la Sénéchaussée de Lyon, pour obtenir main-levée du scellé, s'il a été apposé sur les effets et dans le domicile des père et mère des Adoptifs : et s'il ne l'a pas été, l'un des Recteurs qui a le soin de la distribution des pains de l'Aumône dans son Quartier, le fait apposer par le Ministère de l'Agent du Bureau, qui reçoit et inscrit les noms des Créanciers ; après quoi on procède à l'Inventaire des effets mobiliers et à leur vente (1).

Si les père et mère des Adoptifs ont laissé des immeubles et des dettes à acquitter, les Administrateurs examinent scrupuleusement s'il convient pour satisfaire leurs créanciers, par rapport à l'âge des enfans, à leur état, et à la nature des immeubles, enfin à celle des dettes, de vendre les immeubles. S'ils ne le trouvent pas à propos, alors on avance, sans intérêt, l'argent nécessaire pour libérer la succession.

(1) Un des Recteurs procède à l'inventaire et à la vente qui se fait en public ; l'Agent du Bureau fait fonction de greffier, les Bedeaux ou Suisses de l'Hôpital font celle d'Huissiers; on observe d'ailleurs, toutes les formalités prescrites par les Lettres Patentes, lorsqu'on aliène les immeubles; La vente est d'autant plus avantageuse, que, sans l'adoption on ne pourroit y parvenir que par un décret qui en consommeroît la valeur, ou par une adjudication sur simples publications, qui se font toujours à bas prix ; parce que n'y ayant aucune sureté pour les Acquéreurs, la crainte de l'éviction ralentit les enchères.

Toutes ces formalités se font gratuitement pour les Orphelins, ainsi que pour les créanciers, ce qui est un avantage sensible à toutes les parties, mais il en est encore d'autres dont il est nécessaire de faire le détail.

AVANTAGES DES ADOPTIONS

La vente faite du mobilier et des immeubles, s'il y en a, on donne crédit aux Orphelins, du prix qui en est provenu, sur le grand Livre de Raison de l'Hôpital où s'est faite l'Adoption (1) ; l'on employe d'abord les deniers à payer les Créanciers ; le surplus leur est conservé jusqu'à leur majorité, et quoique ce surplus soit souvent très-médiocre, il fournit à ces Enfans des entrées à des Etablissements : on peut même dire qu'il y en a qui par cette ressource ont jetté les fondemens d'une fortune, que leur économie et leurs talens ont dans la suite rendue considérable.

Les Orphelins Adoptifs retirent encore un autre avantage bien sensible de leur adoption ; il consiste à la forme de l'art. XX, des Lettres Patentes, de leur éviter les frais d'un scellé, d'un inventaire en Justice, d'une discussion entre les Créanciers, d'une tutelle, de la reddition de compte, et autres de ce genre, qu'entraîne nécessairement l'administration d'un Tuteur. La dépouille des Livres des deux Hôpitaux, prouve dans la dernière évidence que la plus grande partie de ceux qui y sont adoptés, n'ont eu d'autres biens que ceux qu'on leur a ménagés par cette voie ; de manière que sans le secours de l'Adoption, ils auroient été non-seulement frustrés de toutes espérances sur le patrimoine de leur père ; mais ils auroient manqué de toutes ressources

(1) Les Livres de raison sont tenus par l'un des officiers du Bureau, sous la conduite d'un Recteur, avec tant d'ordre que l'Hôpital de la Charité, qui dépense environ 500.000 livres par année, est en état de rendre compte de la dépense et de la recette qui se sont faites depuis son établissement.

pour leur subsistance pendant leur minorité (1) ou du moins jusqu'à l'âge de se la procurer par leurs travaux, au lieu que dans l'adoption ils trouvent la ressource de la subsistance, et d'une éducation proportionnée à leur état, à leurs dispositions naturelles, et à la force du tempéramment.

L'Age de ces orphelins détermine l'Hôpital où ils doivent être adoptés ; ceux qui sont au-dessous de 7 ans (2) passent à l'Hôtel-Dieu, où ils trouvent tous les secours nécessaires dans cet âge tendre ; puisqu'ils y entrent quelquefois étant encore à la mamelle ; de-là, ils viennent à la Charité leurs 7 années accomplies ou commencées, au temps où cette mutation est fixée, et s'ils ont atteint entièrement 7 ans, et qu'ils n'aient pas 14 ans révolus, la Charité les adopte dans l'instant.

Soit donc que ces enfans aient été adoptés à l'Hôtel-Dieu ou à la Charité, c'est dans ce dernier Hôpital où on les forme aux principes et aux vertus du Christianisme. Les uns y sont destinés aux Etudes, et les autres dans le travail des Arts et Métiers. Si quelques uns se destinent à l'état Ecclésiastique, il est assuré à ceux-mêmes qui n'ont aucun bien ou qui en ont très peu, à chacun d'eux un titre Clérical pour sa promotion aux Ordres Sacrés.

Tous les Enfants Adoptifs sont vêtus en drap bleu, pour les distinguer des autres Enfans délaissés ou bâtards, dont la Charité est également chargée depuis l'âge de 7 ans ; ils sont également séparés de ceux-ci, cette Maison étant distribuée en différens corps de logis, qui sont entière-

(1) L'on peut encore prouver que les fruits des immeubles des Adoptifs, et l'intérêt au denier vingt des capitaux qui leur appartiennent, ne suffisent pas pour la 10^e partie de la dépense qu'on fait pour leur nourriture, entretien et éducation, et surtout pour fournir aux frais immenses des procès que les Administrateurs sont souvent obligés de soutenir pour leur conserver un patrimoine. On en trouve actuellement la preuve dans le procès des enfans Rogipard, contre les Demoiselles Bourdys, au rapport de Mr l'Abbé de Salabéry, où Mr le Procureur général s'est inscrit en faux principal contre une donation, à la faveur de laquelle les Demoiselles Bourdys prétendent enlever deux immeubles spéciaux (le texte dit : spécieux), à ces enfans.

(2) Article 10 des Lettres patentes accordées à l'Hôtel-Dieu, au mois d'Août 1716.

ment détachés les uns des autres, dont les uns sont destinés à la retraite des pauvres, et les autres pour chaque corps d'enfans, où ils apprennent sous des Maîtres et Maîtresses en tout genre, les Arts et Métiers auxquels, par rapport à leur naissance et à leur génie, on les croit propres.

Outre les Maîtres et les Maîtresses qui sont aux gages de la Maison pour ces enfans, ceux qui étudient (1) ont encore des Ecclésiastiques également distingués par leur vertu et par leur doctrine, qui les répètent à la sortie du collège où on les envoie, et qui commencent à leur donner les éléments de la langue latine, ainsi qu'à d'autres enfans, pour lesquels il y a des fondations expresses, pour les élever jusqu'à la prêtrise, dont les uns sont vêtus en brun, les autres en couleur grise.

Ceux des Enfans qui n'ont d'autres talens que d'apprendre une profession, sont engagés après l'âge de 12 ans, et leur première Communion faite chez un Maître de l'Art pour lequel ils ont opté ; leur apprentissage et tous les accessoires sont acquittés avec grand soin par le Recteur, qui en est particulièrement chargé, et qui par ses attentions, les empêche de prendre goût pour une vie molle et licencieuse, qui n'est souvent que trop tolérée et inspirée par la tendresse paternelle.

Les Administrateurs ne bornent point leur devoir à de simples attentions ; ils usent de libéralités, et donnent, sans répétition de leur propre fonds 54 livres à chaque fille adoptive qui se marie (2). Ce présent est joint à d'autres sommes, dont elles profitent par la disposition de deux

(1) Quelques uns d'entre' eux se sont souvent distingués; l'on en trouve un exemple aussi nouveau que frappant :Delor, fils d'un ouvrier, et petit-fils d'un Boulanger, ayant fait ses Etudes à la Charité, en qualité d'Adoptif, et ayant marqué de la vocation pour l'état Religieux, entra chez les Jacobins en 1737. et y fit profession en 1738, quoique dépourvu de biens n'ayant qu'une petite partie de maison, chargée de dettes et de procès. Après avoir payé, les frais de son noviciat, on paya encore 1000 livres pour droits d'entrée ou frais de profession, et on lui a encore payé une pension viagère de 100 livres, pour lui faciliter ses études à Paris, lesquelles finies, la pension a été réduite à 60 livres par année pendant sa vie.

(2) C'est un fait de notoriété publique à Lyon.

Bienfaiteurs (3) qui les leur ont assignés à titre de dot, pour contribuer à leur mariage. Toute autre fille quoique élevée dans la Charité, ne peut participer à cet avantage qu'autant qu'elle a été reçue à l'Adoption.

A tous les avantages dont on vient de rendre compte et qui sont de notoriété publique, il en faut joindre un autre lorsque les enfants adoptifs sont parvenus à leur majorité, ils sont dégagés des liens de ce genre de puissance paternelle, à laquelle l'Adoption les soumet, et rentrent de plein droit dans tous leurs biens et patrimoines, s'ils en ont.

Cependant si par infirmité corporelle, ou par quelque autre cause, ils se trouvent dépourvus d'établissements, et de moyens pour subsister ; si même après avoir été établis, ils sont dans une urgente nécessité, la Maison de la Charité leur est ouverte, pour y finir leurs jours.

POUVOIR DES PERES ADOPTIFS ET EFFETS DE L'ADOPTION

Tous les Auteurs, qui ont parlé des Adoptions, en convenant qu'elles ne sont pas usitées en France, sont d'avis qu'elles peuvent se faire du consentement des parens et des parties intéressées ; c'est aussi, comme on vient de le dire, en la présence des parens des orphelins, que l'Adoption pratiquée dans les Hôpitaux de Lyon se fait, et dès le moment qu'ils y sont admis, ils ne peuvent plus se décider pour entrer en Religion, ni pour contracter de mariage, que du consentement des Administrateurs. Il n'est pas difficile de comprendre le zèle avec lequel on concourt à procurer des établissements à ces Enfants adoptifs.

Si pendant le cours de l'Adoption, ils décèdent, l'Hôpital où ils ont été adoptés leur succède en concurrence avec leurs frères et sœurs pour une portion, et à leur défaut, pour le tout, à l'exclusion de leur Collatéraux, et même des frères et sœurs qui ont consenti à leur adoption en âge de

(3) Ces deux Bienfaiteurs sont les sieurs GERBA et GIRAUD qui ont fait des fondations, de l'exécution desquelles les Recteurs sont chargés.

majorité, sans être dans la nécessité de faire assigner les parens, ni observer avec eux ce qui se pratiquoit chez les Romains en pareil cas.

L'Hôpital jouit des fruits qui se perçoivent des biens des Adoptifs, pendant le cours de l'Adoption ; mais ce bénéfice toujours très médiocre, n'est pas à beaucoup près suffisant pour remplacer à l'Hôpital les dépenses qu'il est tenu de faire pour leur entretien et leur éducation ; d'autant plus que le cas est rare qu'en arrivant à l'Adoption, ils aient, après les dettes acquittées de leur père et mère, un patrimoine qui puisse produire des fruits considérables, quoique les Adoptions ne soient point bornées aux « *Enfans des pauvres Habitans* » seulement, comme l'ont prétendu quelquefois les ennemis du bon ordre et de la Charité que le Christianisme inspire pour des Orphelins, en quelque état qu'ils soient.

Aussi ont-ils échoué dans leur système : on voit par un Arrêt du 23 Juillet 1647 (1) rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général TALON, que l'hôpital de la Charité a été maintenu dans la succession d'un adoptif qui avait laissé des immeubles, et dont la famille vivoit dans l'état de Bourgeoisie ; il est aussi constant que par Arrêt du 30 Juillet

(1) Cet arrêt est rapporté par Henrys, tome II, Qu. 35, Lib. VI, Ch. V, édit. de 1738 de même que celui du 13 Mai 1735 intervenu sur les conclusions de Mr. de Gilbert, par lequel l'Adoption des enfans Fournier, à qui appartenoit la maison du Pilier vert, dans la ville de Lyon, a été confirmée, malgré la contestation suscitée par les Commissaires et Greffier, qui se déclarèrent partie, sous le prétexte de la valeur de la maison et de la succession qui revenoit aux enfans Fournier, et sur le motif qu'ayant quelque bien, ils n'avoient pas dû être adoptés ; à quoi la Cour n'eut aucun égard, sur le fondement que la validité d'une adoption dépendoit uniquement du consentement des parens, et de la naissance des enfans dans la ville de Lyon. Il est vrai que sur les offres qui furent faites à la veille de l'Arrêt, par les parens, de payer net aux enfans 12.000 livres, si on faisoit cesser les effets de l'adoption, et sur le consentement des Administrateurs, il fut prononcé que l'adoption n'auroit lieu, mais la Cour ne laissa pas que de condamner les Parties adverses des Administrateurs, pour avoir contesté la validité des adoptions de ces enfans, en des dommages et aux dépens. L'espèce de cette affaire et l'Arrêt sont rapportés avec tant d'exactitude par M^e Terrasson, dans ses observations sur Mr Henrys, nouvelle édition, que l'on a cru inutile de l'extraire de nouveau.

1650, l'Hôpital Général, appelé Grand Hôtel-Dieu, a été maintenu dans tous les biens de Pierre CAMBRIA, Adoptif de l'Hôtel-Dieu (2).

Depuis ces Arrêts et avant, s'il étoit question de rendre compte de ceux qui ont confirmé les Sentences des premiers Juges où la contestation sur ces matières est d'abord portée ; il seroit facile de démontrer que l'on ne doute pas au Parlement que l'usage d'adopter dans les Hôpitaux de Lyon, ne soit fondé sur une possession immémoriale, et s'étend sur tous les enfans des Habitans de la Ville, en faveur desquels ce privilège est fixé, en se déterminant par un principe incontestable, que tout ce qui est de faveur ne doit jamais être restraints, « favores ampliandi ». En un mot par le sens même des Lettres Patentes, qui fixent l'ordre des successions des Enfans adoptés, qui en excluent les Collatéraux, qui accordent la jouissance des biens meubles et immeubles aux Hôpitaux, enfin qui déterminent la forme de les vendre, le Législateur a supposé, et avec raison, que ces Enfans pouvoient avoir des revenus et des capitaux qu'il faut aliéner ou conserver suivant l'exigence des cas. Ainsi tous les Enfans nés à Lyon de Citoyens, de Bourgeois, Marchands, Pauvres et Artisans, peuvent être adoptés lorsque les parens les présentent à l'Adoption ; présentation qui annonce toujours la médiocrité de la fortune de ces Enfans, et plus ordinairement une indigence notoire, présentation enfin, qui est le fondement invariable des Adoptions, et qui fait la règle et la boussole des Administrateurs ; et ils peuvent avancer hardiment que par l'Adoption des Enfans, qui ne dure que jusqu'au temps qu'ils soient parvenus à un établissement ou à leur majorité ; ils concourent autant au bien des Citoyens qu'à celui de l'Etat, en ce qu'on prévient par des précautions aussi sages que dignes d'admiration, les écueils qui accompagnent presque toujours une jeunesse

(2) La succession de Pierre CAMBRIA consistait dans plusieurs immeubles, et il s'agissoit de savoir « *si jure adoptionis*, » l'Hôtel-Dieu ne devoit pas être maintenu dans la propriété des biens de cet Adoptif, au préjudice d'Antoine Cambria, oncle de Pierre Cambria, décédé avant Antoine, dont les héritiers contestaient aux Administrateurs, le droit de succéder à son neveu.

livrée à elle-même, ou sous la main d'un Tuteur qui ruine souvent ses Mineurs par sa mauvaise gestion.

Les Administrateurs ayant donc démontré dans tous les temps, et dans les évènements les plus critiques où cette grande ville de Lyon s'est trouvée, une affection si singulière pour tous les Pauvres renfermés dans le sein de leur Hôpital, et surtout pour ces Enfants, dont ils deviennent les pères par l'Acte le plus légitime et le moins recherché, ont toujours trouvé une justice égale de la part de l'Auguste Tribunal où sont portées par appel les contestations sur les adoptions (1), à la protection des Souverains qui les ont confirmés et approuvés par Leurs Lettres Patentes. Ils ont donc lieu d'espérer du Public qu'il continuera ses bienfaits pour maintenir dans la Maison de la Charité des droits et des prérogatives dignes des Hôpitaux qui ont toujours fait la splendeur de la ville de Lyon, et excité l'émulation de ses voisins.

(1) Le preuve en est des plus complète, (sic) par un Arrêt tout récent, du 21 juin 1746, rendu sur les conclusions de Mr de Gilbert, Avocat Général, qu'on a cru devoir faire aussi imprimer à la suite des articles des Lettres Patentes.

P. J., n° 56.

**Mémoire concernant les adoptions d'enfans
par les deux Hôpitaux (1)**

HÔTEL-DIEU, BOITE 284 (ANCIENNES ADOPTIONS)

Les adoptions se font en présence des adoptez et de tous leurs parens autant que cela se peut ou du moins les plus près. Comme l'on adopte que les enfans nés dans l'intérieur de la ville, de Mariages Légitimes et qui sont orphelins, deux de Messieurs les Recteurs dans la distribution desquels demuroit le père ou la mère des enfans adoptés, qui est décédé le dernier, font avant l'adoption, une information exacte dont il est fait mention dans l'acte d'adoption, dans le quartier où le dernier du père ou de la mère est décédé, pour sçavoir si les enfans sont orphelins et nez d'un mariage légitime, s'ils ne sont point supposez, de quelles vies et mœurs sont leurs parens, si quelques uns d'eux sont en état de s'en charger, s'ilz n'ont rien soustraits des biens de ses enfans, (sic) et si ces enfans sont nés dans la ville et non dans les faux-bourgs comme quelques uns de ceux qui ont été baptisés à St Just, St Vincent, la Platière, St Pierre St Saturnin et St Paul, paroisses qui s'étendent hors des portes.

L'essence de l'adoption est une déclaration des Parens les plus habiles à succéder qu'ilz abandonnent les enfans qu'ils présentent à l'adoption dont on doit expressément faire mention dans l'acte.

Pour empêcher que les parents ne présentent pas légèrement à l'adoption et ne surchargent pas par là les hôpitaux l'on exige d'eux et l'on incère (sic) aussy dans l'acte d'adoption leur déclaration qu'ils renoncent aux successions de ceux qu'ils font adopter, précaution que l'on ne prend surhabondamment (sic) que pour les fraper (sic) davantage par la force des termes pour les contenir, suffisant (sic) pour qu'ils soient irrévocablement privéz des successions de ces orphelins non pas seulement qu'ilz aient consentis expressément à leur adoption mais même qu'ils l'ayent laissée faire suivant le texte et l'esprit des lettres patentes des hôpitaux ; pour n'estre pas trompé sur la qualité et la quantité des parens, on fait déclarer par l'acte à ceux qui requièrent l'adoption qu'il n'y a pas d'autres parens qu'eux.

(1) Cette pièce paraît dater du XVIII^e S.

P. J., n° 57.

Précis sur les adoptions des deux hôpitaux de Lyon

sur les réglemens entre eux relatifs et sur les droits et privilèges attribués à cet égard aux dits hôpitaux, le dit précis fait à l'occasion d'une instance soutenue en la ville de Castres, relative aux adoptifs Chameron en 1792.

HÔTEL-DIEU, BOITE 287

CHAMERON.

Les réponses aux objections que se propose de faire le sieur Azaïs relativement à *l'adoption des Enfans Chameron* sont : 1°) qu'il y a deux hôpitaux à Lyon, l'un appelé le grand hôtel-dieu du pont du Rhosne, l'autre l'hôpital de la Charité et Aumône Générale de Lyon, ils ont chacun leurs lettres patentes relativement à leur Régime. L'œuvre de l'hôtel Dieu étoit fixée jusqu'au mois de Septembre 1783 à recevoir seul les malades, les enfans exposés, les enfans délaissés et les orphelins de père et de mère et *adoptifs* seulement depuis la naissance jusqu'à sept ans accomplis, tems (sic) auquel finissoit leur administration sur ces enfans qui étoient renvoyés à l'hôpital de la Charité avec leurs papiers où ils passaient et à cette époque l'administration des rec-teurs de la Charité commençoit et duroit à l'égard des orphelins jusqu'à la majorité ou 25 ans accomplis, tems auquel l'hôpital de la Charité leur rendoit compte de ce qui avoit été recouvré des successions de leur père et mère ou de ce que l'hôtel-dieu lui avoit remis provenant des mêmes successions lors du passage de ces enfans à la Charité : mais comme il s'étoit élevé des difficultés entre les administrateurs des deux hôpitaux sur le tems et la réception de ces enfans à l'hôpital de la Charité, le 28 Janvier 1697, par la médiation du gouverneur, il y eut un règlement par lequel il fut convenu que tous les Enfans reçus au grand hôtel Dieu passeroient dans l'hôpital de la charité une fois dans l'année le dimanche après Quasimodo pourvu qu'ils eussent atteint l'âge de six ans sept mois, ce règlement a été suivi et observé exactement entre les deux hôpitaux jusqu'au 9 Septembre 1783 où il intervint arrêt du Conseil portant entr'au-res cho-

ses que tous les Enfans reçus au grand hôtel dieu seroient remis le 10 Octobre suivant à l'hôpital de la Charité et que l'hôtel Dieu ne seroit chargé à l'avenir que de recevoir les malades, il paroît donc visiblement que les enfans Chaméron par la remise qui en a été faite à l'hôpital de la Charité, comme on l'a dit, en sont devenus dès lors les adoptifs et que les administrateurs de la Charité ont acquis sur ces enfans tous les droits expliqués par leurs lettres patentes qui ne leur permettent véritablement d'adopter directement que les enfans orphelins depuis l'âge de 7 jusqu'à celui de 14, ce qui ne veut pas dire ni que leur administration finisse à 14 ans ni qu'ils ne puissent recevoir comme adoptifs lorsque l'adoption a été faite au grand hôtel-Dieu avant 7 ans accomplis et la remise à celui de la Charité à six ans sept mois, car si l'on fait attention à l'art. 14 des Lettres patentes de la Charité il ne fait que confirmer l'usage d'adopter les enfans orphelins des pauvres habitants de la ville de Lyon, or quel a été cet usage jusqu'au 9 Septembre 1783 celui porté par le règlement du 28 Janvier 1697 à l'égard des enfans qui avoient été reçus adoptifs au grand hôtel Dieu et qui passaient ensuite comme adoptifs à la Charité ou avant 7 ans accomplis ou après, parce qu'il arrivoit souvent que les orphelins n'ayant pas exactement six ou sept mois le dimanche après quasimodo, où ils devoient être reçus à la Charité, étoient renvoyés à l'année suivante, tems où à pareil jour ils avoient plus de 7 ans, les recteurs de l'hôtel dieu étoient encore tenus suivant ce règlement et ne pouvoient se dispenser d'adopter tous les orphelins qui pouvoient se présenter dans le courant de l'année jusqu'à 7 ans accomplis ; l'on objectera peut-être que les Lettres Patentes de 1729 n'ont pas permis de faire un pareil règlement ; l'on répond que l'art. 5 desdites Lettres Patentes de 1729 porte expressément « confirmons les règle-
« ments ci-devant faits par les dits recteurs et administra-
« teurs et leur permettons de faire à l'avenir tous réglemens
« et statuts de police et autres non contraire à ces présentes,
« pour le gouvernement et la direction intérieure dudit hôpi-
« tal, soit pour l'établissement et subsistance des pauvres
« soit pour les mettre à leur devoir ; lesquels réglemens et
« statuts nous voulons être gardés, observés et entretenus
« inviolablement par tous ceux qu'il appartiendra. »

2° Quant aux dernières objections du sieur Azaïs, elles paroissent aussi frivoles et mal fondées que les premières et quoique les Lettres patentes de 1729 ne portent pas expressément l'âge où l'administration finit, de l'art. 14 qui donne aux administrateurs tous les droits et effets de la puissance paternelle il s'ensuit nécessairement que leur administration doit durer jusqu'à la majorité quant aux garçons, mariage ou majorité quant aux filles, comme cela s'est toujours pratiqué à Lyon, parce qu'autrement l'adoption serait moins avantageuse, en ce que les enfans mineurs seroient obligés, après l'administration finie, de se faire nommer des tuteurs ou curateurs ; à l'égard de l'usufruit, il n'y a aucun article qui ôte aux administrateurs ce droit, soit que les adoptifs quittent la maison ou s'absentent, ce droit d'usufruit étant absolument le même que celui d'un père sur ses propres enfans ; il ne s'ensuit pas que si les Enfans quittent le domicile du père, il perde son droit d'usufruit sur leurs biens, les enfans Chaméron étoient reçus et entretenus comme les enfans adoptifs le sont à l'hôpital de la Charité : celui qui est vivant fut mis en apprentissage chez un forger, il a quitté le service de son maître et il s'est engagé. L'autre s'absenta quelque tems après sa réception. Ces événemens imprévus et qui arrivent souvent ne sauroient donc ôter aux administrateurs le droit d'usufruit qu'ils ont sur les biens de leurs adoptifs.

(Nota : pour l'intelligence du texte, j'ajouterai que les enfans Chaméron avaient d'abord été adoptés par l'Hôtel-Dieu (31 Août 1774) et que, semble-t-il, si l'acte d'adoption à l'Hôtel-Dieu, et, celui de la remise à la Charité avaient été produits, on n'avait pu se procurer l'acte d'adoption par la Charité.)

ACTES D'ADOPTION

P. J., n° 58.

A. — CHARITÉ.

G. 3.

F° 223.

Audit Bureau tenu extraordinairement le mercredi 19 Septembre après midy 1731.

DORILLÉ.

JEANNE FRANÇOISE DORILLÉ fille unique et légitime de défunts Etienne Dorillé vallet de chambre Tapissier de défunt Monseigneur de Neufville Archevêque de Lyon et françoise Venot, a été adoptée céans par délaissement de parens après l'information qui en a été faite par Mrs Tournachon et Mongirod deux desdits sieurs Recteurs qui l'ont trouvée de la qualité requise conduite céans par Catherine Venot veuve de Noël Besson, marchand demeurant à Neufville bourgeois de Lyon, sa tante maternelle, sieur Camille Gemeau secrétaire de défunt Monseigneur le Maréchal de Villeroy et capitaine de Chasse du Marquisat de Neufville et par sieur Lambert Gemeau bourgeois de Lyon et receveur au grenier à sel de Neufville cousins issus de germain de ladite adoptive lesquels ci-présent ont déclaré qu'ils sont les plus près parents de ladite adoptive et qu'il n'y en a aucun autre paternel ni maternel, déclarant aussi qu'ils abandonnent de leur chef ladite adoptive et ne prétendent rien à sa succession à laquelle ils renoncent et que lesdits défunts ont laissés quelques efets (sic) qui sont sous les scellex aposéz (sic) par les sieurs officiers (sic) de Neufville. Les pièces justificatives de la présente adoption portées aux archives sont expédition, signé Pechoux et son confrère notaire à Lyon du contrat de mariage des dits défunts en date du 12 Octobre 1719. Extrait baptistaire de la dite adoptive en date du 22 Février 1721 délivré et signé par M^{re} Rolichon curé de la paroisse de St Pierre le Vieux, Extraits mortuaires des dits défunts en dates scavoir celui du dit Dorillé du 2 Juillet 1725, délivré et signé par ledit M^{re} Rolichon, et celuy de ladite Venot en date du 1^{er} Janvier de la présente année délivré et signé par M^{re} Brissito archiprêtre et curé de Neuville et ont lesdits sieurs Recteurs signé avec les susdits Parens.

CHARITÉ (Suite)

G. 4.

F° 265.

Audit Bureau tenu le lundy 19 Avril mil sept cent cinquante six Messieurs les Recteurs y estant assemblés à la manière accoutumée.

JALAMION.

BENOIT JALAMION un des enfans de deffuns Claude Jalamion affaneur de cette ville et de benoîte Sorissier a été reçu adoptif en cet hopital par delaissement de Parents après l'information faite par Messieurs Jacot et Dupont deux desdits sieurs Recteurs qui l'ont trouvé de la qualité requise, conduit céant par Jeanne Pluye Fille majeure dévideuse de soye demeurant en cette ville, Grande rue de l'hôpital maison du bas blanc, cousine germaine de la mère dudit adoptif, laquelle a déclaré qu'elle ne connoit aucun parent tant du côté paternel que du côté maternel, qu'elle abandonne derechef ledit adoptif et renonce à sa succession en faveur des pauvres de cet hôpital, les père et mère ont encore délaissé de leur mariage une fille nommée Anne Thérèse Jalamion laquelle a été adoptée dans l'hôpital général de Notre Dame de Pitié du Pont du Rhône et Grand hotel-Dieu de Lyon, Le onzième du courant mois d'Avril, que le père de l'adoptif n'avoit aucun domicile et couchoit avant son arrivée à l'Hôtel-Dieu ou il est décédé, chez un particulier rue du Petit Soulier qui le retiroit par Charité ; les pièces justificatives de la présente adoption ont été mises dans les archives de l'Hôtel-Dieu suivant le certificat délivré par M^e Duhan agent d'affaires dudit Hôtel-Dieu et mis dans les archives dudit hôpital avec l'extrait baptistère dudit adoptif du 19 Novembre 1745 au bas duquel est l'extrait de l'acte d'impartition de bénédiction nuptiale fait au père et mère de l'adoptif le 2 Juin 1737, signé Lamartinière Chanoine de St Nizier, lesdits sieurs Recteurs ont signé, non ladite Pluye pour ne le savoir ainsy qu'elle a dit de ce enquisse et sommée.

P. J., n° 58 bis.

B. — HÔTEL-DIEU.

G. 91, n° 138.— (*Mercredi 18 Mai 1661, au bureau de l'H.D.*).

PIERRE BONNE, aagé de cinq ans et quatre mois, filz de feuz Pierre Bonne, vivant chappellier de ceste ville, et, de Florie Charasson, sa femme, a esté receu adoptif de la maison après que lesdits sieurs ont veu l'acte baptistaire dudit Pierre Bonne du dix-huitiesme Janvier mil six cent cinquante six, signé Dervieu. prestre, chanoine en l'église collégiale St Nizier, le contrat de mariage desdits feus Bonne et Charasson, du vingt-quatriesme janvier mil six cent quarante ung, signé Mayeud, no^{re} royal, et, que ledit Pierre Bonne a esté abandonné et amené céans par Jean Charasson, m^e chappellier, son oncle maternel, Denis Deflacier, aussy m^e chappellier, son oncle maternel par alliance, par François Jambe, aussy son oncle maternel par alliance, par Benoiste Charasson, sa tante maternelle. par sieur Pierre Ravinet, m^e frippier, parrain dudit pierre Bonne, dont a esté fait le présent acte.

(Extrait des registres des actes du bureau dudit Hostel-Dieu).

*
**

G. 91, n° 15.

Au Bureau du Grand Hostel-Dieu de Nostre Dame de pitié du pont du Rhône de la ville de Lyon, tenu par les sieurs Recteurs y estant le mercredy vingt-quatriesme novembre mil six cent quatre vingt quatorze, après midy. Lesdicts Sieurs Recteurs ont reçu pour adoptive Marie Baud aagée de cinq ans sept mois douze jours fille naturelle et légitime de défuncts françois Baud maistre charpentier à Lyon et d'Anthoinette Barin, après qu'il eu apparu par le certificat signé Favard secrétaire de l'Aumosne gen^{lle} de cette ville qu'Henry Baud son frère a esté reçu adoptif de ladite Aumone et que les pièces justificatives de son adoption ont esté mises dans leurs archives le vingt unième du présent mois, ledit certificat mis dans les archives dudit Hotel Dieu, ladite Marie Baud amennée céans et abandonnée par Marie Griffaudon fille de Pierre Griffaudon, sa marraine, demeurant dans l'appartement de la ville (?), qui a déclaré ne sçavoir signer, enquisse et sommée de ce faire, pour a esté fait le présent acte.

Statuts et Réglements de la Charité et Aumône Générale

(1742)

(p. 85 à p. 98)

P. J., n° 59.

Chap. XVIII. -- Observations pour Messieurs les Recteurs, chargés de la Direction des Adoptifs et Adoptives.

Dans le nombre des privilèges accordés par nos rois à cet hospital, celui d'adopter les enfans des Citoyens, semble mériter la préférence, il renouvelle de nos jours, par compassion, un usage que les Romains ne suivirent que par amour propre; chez eux le désir de perpétuer un nom prêt à tomber dans l'oubli, avait inspiré cette Loi, tandis que l'envie de conserver à l'Orphelin les foibles restes d'une fortune mal établie a dicté celle-ci.

Pourroit-on rien trouver de plus avantageux au nombre infini d'Ouvriers différens, qui forment la richesse de cette ville florissante, que d'écarter de leur esprit les idées facheuses qu'une famille inspire, par la crainte de l'instant fatal où elle doit perdre ceux qui lui ont donné le jour.

Quoi de plus consolant pour un Père dans le moment terrible qui va le séparer des Enfans qu'il chérit, que de les voir passer entre les mains d'un nombre choisi d'Administrateurs, dont les soins empressés n'ont d'autre objet que de le remplacer ?

Quoi de plus favorable pour ces mêmes Enfans, après une mort qui sembloit les livrer à tous les malheurs, de retrouver la même tendresse qu'une Mère attentive auroit pu mettre en œuvre pour guider les pas de leur enfance, les principes d'une éducation Chrétienne et laborieuse, des secours plus

certaines pour leur établissement et des défenseurs zélés pour des droits, qui malgré leur modicité, ne sont pas encore à l'abri de l'envie ; tels sont les avantages que présente aux Citoyens l'autorité du Prince Chrétien, qui nous gouverne, mais tandis qu'il assure leur tranquillité, ceux à qui la Maison remet une partie de son Administration, doivent chercher à augmenter leur confiance, en suppléant par le zèle aux sentimens que le sang ne peut inspirer.

On ne peut recevoir ni adopter aucun Enfant, qu'après le décès de ses Père et Mère, et le terme de l'Adoption est fixé, depuis l'âge de sept ans accomplis jusqu'à quatorze achevés, passé lequel tems ils ne peuvent y être admis.

Lorsque lesdits Enfans veulent être adoptés, ils doivent être présentés au Bureau par leurs Parens, tant Paternels que Maternels et pour pièces justificatives de leur état, ils doivent apporter le Contrat ou Acte de célébration de Mariage de leurs Père et Mère, avec l'Extrait Mortuaire de l'un et de l'autre, signé par les Curés ou Vicaires des Paroisses où ils sont inhumés ; ils doivent y joindre leurs Actes Baptistaires, pour qu'on puisse connoître s'ils sont de l'âge requis, faute de rapporter les Titres ci-dessus. on ne pourra procéder à l'information.

Ces pièces doivent être remises au sieur Recteur ayant la direction dudit Corps, afin qu'il examine si les Extraits Mortuaires et Baptistaires ne sont pas falsifiés, et s'ils sont signés par les Curés ou Vicaires qui les ont délivrés, ils s'informeront encore exactement, si les Père et Mère desdits enfans étoient de la Ville, s'ils y logeoient et non hors des murs, ou si étant étrangers, ils ont eu leur domicile au dedans de ladite Ville au moins l'espace de sept ans ; au cas qu'on ne puisse justifier de leur demeure pendant ce tems, par baux à loyer ou quittances, et que l'on découvre qu'ils sont nouvellement arrivés ou qu'ils ont toujours habité dans les Fauxbourgs, l'adoption ne pourra avoir lieu.

On ne peut adopter que des enfans nés dans la Ville de Lyon des pauvres Habitans ; sans que la qualité de Citoyens des Père et Mère desdits Enfans puisse servir pour favoriser leur adoption, lorsque ces Enfans seront nés hors la Ville ou dans les Fauxbourgs excepté néanmoins le seul cas où il

seroit établi que les enfans sont nés accidentellement à la Campagne dans un tems ou leurs Père et Mère avoient un domicile en cette Ville.

Lorsque l'information sera achevée, les sieurs Recteurs en feront leur rapport au Bureau assemblé, qui décidera si lesdits enfans sont dans le cas d'être adoptés, après quoi les papiers ci-dessus expliqués, seront remis à l'Agent, pour dresser suivant la forme ordinaire l'Acte d'Adoption, contenant la demande faite par les Parens, leur consentement et la renonciation à leur succession, et en cas d'absence de leur part, une procuration pour y suppléer ; tous lesdits Parens signeront audit Acte, dont sera fait lecture le Bureau assemblé en leur présence, et des Enfans qu'on adopte, après quoi les sieurs Recteurs y mettront leur signature.

L'Adoption ainsi faite, les Enfans seront introduits dans la maison, et inscrits sur le Régistre de la Soeur, et du sieur Recteur ayant cette direction, qui vendra lui-même à l'enchère avec l'Agent, les meubles et effets délaissés, sans aucun frais de Justice, après en avoir toutefois dressé un Inventaire ; il ramassera aussi les titres et papiers avec attention, pour être remis à Monsieur l'Avocat, et déposés avec les pièces justificatives de l'Adoption, dans les Archives de la Maison ; et quant à l'argent provenant de la vente desdits meubles, ou payés par quelques débiteurs des défunts, ou trouvé chez eux, il sera remis au sieur Trésorier des deniers, qui le fera coucher sur le Grand Livre, pour qu'on puisse leur tenir compte de ce qui restera, les dettes payées, si aucunes sont : soit lors de leur établissement par Mariage ou entrée en Religion, soit à leur majorité. Le même jour de leur entrée dans la Maison, ils seront visités par le Chirurgien Major, pour sçavoir s'ils n'ont aucune maladie qui puisse se communiquer, auquel cas on les fera coucher en particulier, et on leur donnera les remèdes nécessaires pour les guérir.

Si parmi les biens qui doivent leur appartenir, il se trouve quelque Maison à la Ville ou en Campagne, elle sera affermée à ceux qui en donneront le plus, et le produit en demeurera acquis à la Maison de la Charité, sans qu'elle soit tenue d'en rendre compte ausdits Enfans.

Au cas que les immeubles appartenans ausdits Enfans, fussent en mauvais état, et qu'il fut plus convenable de les vendre que de les réparer, ils seront criés à l'enchère, le Bureau assemblé, après avoir été préalablement affichés ; et le prix de l'adjudication délivré au sieur Trésorier et porté dans leur compte.

Comme il arrive souvent qu'après l'apprentissage desdits Enfans ils demandent à la Maison quelque argent pour satisfaire leur vanité ou leurs plaisirs, et que ce qu'on leur accorderoit, se trouve en déduction de leurs capitaux, on ne pourra leur faire aucune avance, que le Bureau n'ait décidé des raisons qu'ils allèguent et qu'ils n'ayent donné caution solvable pour les deniers qu'on pourroit leur compter, si on trouvoit l'emploi qu'ils proposent avantageux pour eux.

Au cas que lesdits Enfans viennent à décéder avant l'âge de majorité, leurs biens restent acquis à la Charité, à l'exclusion de leurs Parens ; et comme elle leur a tenu lieu de père, elle doit jouir du privilège que cette qualité lui donne, conformément à ses Lettres Patentes.

Si aucun desdits Enfans vouloit se marier avant l'âge de majorité, ce ne pourra être que du consentement des sieurs Recteurs ayant la direction desdits Corps, lesquels examineront si le parti qui se propose est recevable, tant par rapport aux mœurs qu'au bien et au métier ; s'ils ne trouvent pas que l'établissement soit convenable, ils en refuseront la permission, iis useront aussi de précautions lorsque lesdits Enfans auront la vocation d'entrer en Religion, afin que leur état soit assuré.

Comme il pourroit arriver que malgré le refus de consentement, lesdits Enfans passeroient outre, en ce cas, leur nom sera biffé du Catalogue, et les Filles seront encore privées du présent de la Maison, des avantages qu'elle leur procure, et de l'honneur des Fiançailles et de la Célébration ; l'on en usera de même pour celles que l'on se verra obligé de marier aux Garçons avec lesquels elles seront tombées en faute.

Si au contraire, le sieur Recteur approuve le mariage proposé, l'on en passera le contrat, dans lequel ladite Fille adoptive se constituera le bien de famille qu'elle peut avoir.

les 60 livres que la Maison leur donne, et ce qu'elle pourroit avoir gagné chez les Maîtres où elle a travaillé, et après en avoir fait lecture Bureau tenant, tous MM. Les Administrateurs y signeront et lui donneront les étrênes ordinaires, on y fera la Cérémonie des promesses entre les mains du sieur Econome, qui s'y rendra en surplis ; et le jour de la célébration, la nouvelle Mariée sera conduite à la Bénédiction Nuptiale par deux de MMrs les Administrateurs en habit Rectoral, qui la ramèneront chez elle ; le sieur Recteur chargé des habillemens, lui fournira un habit évalué vingt-deux livres ou le lui donnera en argent à son choix ; Elle sera en habit bleu le jour des Fiancailles.

Comme parmi les Enfans appelés de la Chanal, il est plusieurs places fondées pour des Etudiants, le sieur Recteur dudit Corps observera de n'en pas augmenter le nombre au-delà de neuf, sçavoir six appelés Athiaud et vêtus d'un drap tanné, sans teinture, qui sont à la nomination du Bureau, et choisis par lui pour faire leurs études ; ils ne peuvent rester dans la Maison que cinq ans.

C'est parmi eux que les RR. PP. Minimes doivent en recevoir un, tous les quatre ans dans leur Ordre.

Deux appelés Arthaud, vêtus de noir, qui doivent être natifs de la Grave en Dauphiné, et rester dans la Maison jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge d'être promus à la Prétrise ; ils sont présentés par MM. Arthaud.

Un appelé de St-Joire, habillé de gris cendré, doublé de noir et un crêpe à son chapeau, qui doit aussi être promu aux Ordres, et que le Bureau choisit.

Tous lesdits Etudiants doivent porter un bonnet carré dans la Maison, étudier comme il faut, montrer l'exemple aux autres enfans avec lesquels ils se trouvent, suivre exactement le Règlement particulier qui les concerne, assister modestement en surplis aux Offices ; et le sieur Recteur doit faire quelquefois des visites à leurs Régens, afin de les recommander, ou sçavoir s'ils sont contents d'eux, et pour veiller avec encore plus d'attention, à ce qu'ils ne se dérangent pas en allant au Collège, il doit toujours les faire sortir, soit pour la classe, soit les jours de congé avec leurs sous-Maitre.

Il faut aussi que le sieur Recteur empêche avec soin, le Maître des Enfans dudit Corps d'enseigner le Latin à d'autres que ces neuf, sous prétexte de les préparer à remplir la place de ceux qui sont sur le point d'avoir fini leurs tems, à moins que le Bureau n'eût décidé autrement par délibération.

La Maison étant encore obligée de recevoir six enfans orphelins que lui présente l'Hopital de Belleville, trois Garçons et trois Filles, qui doivent être vêtus de couleur de feuille-morte, les sieurs Recteurs ne permettront pas que pour ceux-ci ainsi que pour les autres dont on vient de parler, on s'éloigne de la couleur de la Fondation.

Il est d'usage de donner quelque augmentation de vin aux Etudiants le jour des Services ou autres Offices extraordinaires, ainsi le sieur Recteur aura soin d'y pourvoir avec économie, et en laissera la distribution au Maître desdits Enfans.

Enfin lesdits sieurs Recteurs conduiront la Famille qui leur est confiée avec cette bonté, qui ne permet cependant pas de souffrir aucun abus.

Chap. XIX. — *Observations pour MM. Les Recteurs chargés de la Direction des Bâtards et des Bâtardes.*

Rien n'est plus ordinaire que de voir régner le désordre dans les Villes les plus considérables, et quelque attention qu'apportent pour y remédier ceux qui les gouvernent, leur soin deviendrait inutile, si la compassion n'inspiroit les sentimens, que mérite le rebut infortuné du dérèglement et de l'inhumanité.

On se persuade difficilement, qu'une Mère puisse étouffer des principes dictés par la nature, mais l'honneur et le besoin les lui font méconnoître, la rendent sourde à leur voix ; et la plus triste expérience ne nous prouve que trop combien la honte ou le désespoir sont peu sensibles aux cris de l'innocence abandonnée. Il étoit donc essentiel de suppléer par Christianisme, à ce que le sang refuse avec barbarie, et l'on crut en accomplir les préceptes en arrachant à la mort les victimes qu'on lui destinoit.

Pour lors, on vit les Administrateurs des Hôpitaux remédier par leurs soins à de pareils malheurs, les uns s'approprièrent ces infortunés dès le berceau, pour les confier ensuite à ceux qui devoient les mettre en état de gagner leur vie, ceux-là se chargèrent de les faire Chrétiens, et de fournir aux besoins de leur tendre enfance, tandis que ceux-ci les instruiroient dans les pratiques de leur Religion, dans les devoirs d'une vie laborieuse et dans la nécessité d'acquérir des talens, en un mot ils mirent en œuvre tous les moyens de se disputer entr'eux le titre de Père.

Comme il ne s'agit ici que des derniers et que les observations suivantes les regardent uniquement, on ne peut trop leur faire apercevoir combien il est avantageux de mériter cette qualité, en se conformant avec exactitude à la sagesse des Loix et des principes qu'ils doivent suivre, dans la conduite d'une Famille aussi nombreuse que celle qui leur est confiée.

Ces deux corps ne doivent être composés que des Enfants qui sont véritablement Bâtards, ou exposés par leur Père et Mère sans aucune indication pour les découvrir.

L'on ne doit jamais y introduire ceux qu'on présente à la Maison en vertu d'un extrait mortuaire de Père ou Mère, et Procès-verbal d'absence de l'un ou de l'autre, comme il arrivoit autrefois ; et il est nécessaire de se conformer en cela à la différence qu'en font MM. de l'Hôtel-Dieu dans leur Registre lors de la délivrance des Enfants trouvés.

Comme lesdits Enfants sont quelquefois réclamés par gens qui en donnent leur signalement, ou des marques par lesquelles il est aisé de les distinguer, MM. les Recteurs après en avoir informé le Bureau et obtenu son consentement, ne doivent cependant les livrer à ceux qui les demandent, qu'après s'être assurés qu'ils sont en état de leur procurer un établissement, et qu'ils s'y engagent, ils doivent en outre exiger un répondant connu, avec qui on puisse passer un Acte, par lequel en se chargeant de l'Enfant, il s'oblige de le représenter à la première réquisition et outre toutes ces précautions, on exigera une somme de soixante livres par an, pour indemniser la Maison des dépenses qu'elle a faite pour leur éducation ; faute de quoi les Enfants resteront et ne seront pas rendus.

Les sieurs Recteurs doivent avoir une attention particulière d'envoyer à la Campagne tous les enfans que MM. de l'Hôtel-Dieu rendent à la Charité, et d'empêcher qu'on en cache aucun, soit en les amenant soit en les laissant malades à l'Hôtel-Dieu, soit même dans la Maison.

Il convient de ne les livrer aux Paisans qui les demandent que sur des Certificats délivrés par les sieurs Curés, comme ils sont de bonnes mœurs et capables d'en avoir soin ; les lettres des personnes connues, qui rendent de bons témoignages sur le compte de ceux qui se présentent, peuvent suppléer aux certificats.

Il est essentiel lorsqu'on les leur délivre, d'inscrire dans le Registre à ce destiné, leur nom et celui de la Paroisse où ils demeurent, le nombre d'Enfans dont ils se sont chargés, leur nom, le numéro sous lequel ils estoient dans le Livre de l'Hôtel-Dieu et le nouveau numéro du plomb de la Maison qu'on leur aura attaché au col.

Comme il arrive quelquefois malgré les soins qu'on se donne de confier les dits Enfants à des gens qui les négligent, ou les maltraitent, MM. les Recteurs doivent faire chaque année, ou au moins tous les deux ans, la tournée dans les Paroisses où ils sont, afin de voir comment on les nourrit, si on les couche et si on les tient avec propreté, si on les instruit dans la piété et dans la Religion, et si on ne les néglige point dans quelque maladie dont un prompt secours peut arrêter les suites facheuses.

Au cas que lesdits Recteurs ne puissent pas y aller, ils doivent y engager quelqu'un de leurs Confrères, ou envoyer un des Prêtres de la Maison avec un Frère, munis d'un pouvoir du Bureau pour faire les changemens convenables ; ces sortes de voyage se font communément dans la belle saison, et les faux-fraix en sont supportés par la Maison.

Les sieurs Recteurs doivent porter avec eux le Régistre ou sont inscrits lesdits Enfans avec des cordons, des plombs et la presse, pour numéroter de nouveau ceux dont ledit cordon seroit prêt à rompre ou qui auroient perdu leur marque.

Comme il s'en trouve fort souvent dans le nombre qui ont passé l'âge de dix ans et bien au-delà, âge auquel on doit les ramener à la Charité, pour qui les Nourriciers ont

pris quelque attachement, et qui se font une espèce de honte de reporter ladite marque, on pourra se contenter de mettre leur signalement en marge du Registre, mais on ne dispensera point de porter le numéro, ceux ou celles qui sont infirmes ou estropiés, à quelque age qu'ils soient, d'autant mieux qu'ils ont toujours droit d'avoir azile dans la Maison, et qu'il est bon de les reconnoître par là.

Les sieurs Recteurs doivent faire attention lors de leurs visites, à vérifier bien exactement sur le Registre, le nom et le numéro des Enfants délivrés, avec le nom de ceux qui s'en sont chargés, afin de voir si ce sont bien les mêmes qui les représentent, cette précaution est nécessaire pour empêcher l'usage pernicieux ou sont quelques Païsans, d'em-mener de la Maison un certain nombre d'Enfans, qu'ils remettent ensuite à ceux qui leur donnent une somme dont-ils conviennent,, au moyen de cette espèce de commerce, il est impossible de sçavoir la destination des Enfants ce qui n'est pas dans la règle.

L'on priera MM. les Curés des Villages où sont lesdits Enfants de donner leur signature et leurs empreintes de leur cachet sur une feuille, qui sera insérée dans le Registre afin de pouvoir confronter les billets et certificats que les Païsans apportent de leur part, tant pour le paiement des pensions, que pour la remise des hardes desdits Enfants ; cette précaution est nécessaire, pour éviter d'être trompé dans les signatures contrefaites.

On invitera lesdits sieurs Curés et leurs Vicaires à veiller exactement à ce que lesdits Enfants soient élevés dans la crainte de Dieu et à obliger ceux qui s'en sont chargés de les envoyer à leur Catéchisme et Instructions ; on les engagera aussi d'exhorter dans leurs Prones les Paroissiens qui tiennent lieu de Père à ces Enfants de leur donner sur toutes choses une éducation chrétienne.

Les Sieurs Recteurs examineront avec attention si les Enfants qui ont atteint l'age d'être ramenés dans la Maison, sont assez robustes et s'il n'est pas plus à propos de les laisser encore un an ou deux, auquel cas, ils referont de nouveaux marchés avec les Païsans chez qui ils sont, ou avec d'autres.

Si lesdits Enfants sont assez forts pour rendre quelques services à ceux chez qui on les a mis, MM. les Recteurs tâcheront pour l'avenir, de faire une diminution sur le prix dont on étoit convenu avec eux pour s'en charger, si même ils ont atteint douze ou treize ans, et qu'ils commencent à travailler, il sera à propos d'obliger les Païsans à les garder 2 ou 3 ans, aux conditions par eux de les nourrir et habiller sans rien exiger de la Charité.

Quant à ceux qui auroient atteint 16 ou 17 ans, après les avoir averti qu'il est trop tard pour revenir dans la Maison pour apprendre un Métier, il ne seroit pas juste de les laisser chez lesdits Païsans pour l'entretien et la nourriture seulement, on tâchera donc de leur procurer et de convenir d'un gage; tous les Traités ci-dessus se passeront par devant les Curés des Paroisses où on les fera.

Si les Sieurs Recteurs reçoivent des plaintes bien fondées de la part des dits Curés, des Habitants et des Enfans même contre quelqu'un de ceux qui tiennent chez eux lesdits enfans, soit qu'il leur donne une mauvaise éducation, ou qu'il les maltraite injustement, ils les changeront de maison, en préférant toujours les Païsans de meilleure réputation.

Comme il arrive souvent que quelqu'un desdits enfans qui n'ont pas été rendus au tems fixé et qu'on a négligé de faire rentrer dans la Maison, préfèrent le séjour et les travaux de la Campagne aux Métiers qu'on pourroit leur faire apprendre dans la Ville, il est naturel de ne pas combattre leur inclination, et pourvu qu'ils soient en état de gagner leur vie, on doit y donner son consentement, en les avertissant toutefois, de se représenter à chaque visite, pour qu'on puisse inscrire leur changement de domicile, au cas qu'il y en ait ; et que faute par eux de s'y conformer ils sont rayés du Catalogue, privés du dernier habit qu'ils sont en droit de demander lors de leur établissement, ou quand ils ont atteint l'âge de vingt cinq ans, et du présent de la Maison si ce sont des filles.

Il est d'autant plus essentiel de laisser à la Campagne ceux qui en témoignent avoir un peu d'envie, que les Fabriques de la Maison, sont suffisamment remplies par les Incurables qui y travaillent, que le Métier qu'on leur fait apprendre dans la Ville ne leur donne pas souvent de quoi subsister et que loin de soulager la Charité, ils en augmentent les dépenses,

par le pain qu'il faut leur donner, par leurs Enfans qu'ils abandonnent quelquefois, et parce qu'ils viennent eux-mêmes pour l'ordinaire y finir leurs jours.

Si aucun desdits Enfans trouve à se marier dans la Campagne avant l'âge de majorité, il ne pourra le faire sans le consentement des sieurs Recteurs, et il viendra leur en faire part pour avoir le billet de permission, qu'ils ne donneront qu'après s'être informé des vie, mœurs et facultés de la personne qu'ils veulent épouser, pour sçavoir si le parti convient, et ceux ou celles qui passeroient outre, sans faire mention de ce consentement dans le Contrat et sans l'avoir obtenu, seront privés des avantages de la Maison et rayés du Catalogue.

Il en sera de même pour ceux qui s'établissent dans la Ville et les sieurs Recteurs veilleront à ce qu'ils ne contractent Mariage qu'avec des personnes de bonne mœurs, un peu à leur aise ou qui aient un bon Métier ; ils seront aussi attentifs à priver des présents de la Maison les Filles qui seroient tombées publiquement en faute, ou qui auroient vécu d'une façon scandaleuse, soit avant d'avoir atteint l'âge de majorité, soit après ; lesdits avantages consistent en 25 livres payées de la boîte, 18 L. pour l'habit, une paire de souliers neufs et 6 aunes de toile.

Si les Sieurs Recteurs lors de la visite, reçoivent des plaintes tant contre les Garçons que contre les Filles dans les Paroisses, et que ce dont on les accuse soit assez grave pour mériter attention, on le fera venir de gré ou de force pour subir la correction, qui sera proportionnée à la faute ; bien entendu, qu'ils n'auroient pas encore atteint l'âge de 25 ans.

Il arrive quelques fois que lesdits Enfans, après avoir resté un tems considérable chez le même Païsan, ont acquis sa confiance et son amitié, au point d'être regardés par lui comme ses enfans principalement lorsqu'il n'en a point ; ainsi c'est à MM. les Recteurs à ménager ces sortes d'avantages et à faire pour eux ce qu'un Père plein de tendresse doit à sa famille ; les Actes qui se passent dans ces occasions doivent être par devant Notaire.

La dévotion ou d'autres considérations, engagent aussi quelquefois des personnes, fort connües dans la Ville, à se charger de l'éducation de quelqu'un desdits Enfans ; il est de

la prudence des sieurs Recteurs, de voir s'ils y trouvent leur avantage, et si le nombre d'années qu'ils passeront sans être à charge à la Maison, les mettront en état d'acquérir des talens qui puissent leur assurer du pain le reste de leurs jours, si ces mêmes personnes n'y suppléent pas en leur laissant quelque secours.

Comme le Sieur Recteur ayant la direction des petits Garçons, est chargé d'acquitter chaque année les gages dont on convient pour la nourriture des Bâtards et des Bâtardes à la Campagne, et que pour faciliter à leurs Nourriciers ledit payement, il est obligé de s'en raporter à un Frère ou autre personne de la Maison, à qui il remet par mandat sur M^r le Trésorier, les deniers nécessaires ; il aura soin de voir s'il en tient un compte fidèle, qu'il arrêtera tous les trois mois, afin de connaître par lui même quel en est l'emploi.

Lesdits Sieurs Recteurs auront soin lorsqu'on ramenera lesdits Enfans de la Campagne de vérifier chacun dans leur Communauté, si ceux qui sont revenus se trouvent inscrits dans le Registre qu'en fournissent MM. de l'Hopital, et s'ils ne sont point compris dans le Chapitre des Enfans délaissés et abandonnés afin qu'on les place dans le Corps des petits-Passants ou petites-Passantes, où ils doivent être.

II

LES DIFFICULTES SUSCITEES AUX RECTEURS

P. J., n° 60.

A 2-11.

Réponses sur l'avis des Officiers

de la Sénéchaussée de Lyon

(sur les Lettres-Patentes de 1729)

(28 Juin 1731)

LES RECTEURS ET ADMINISTRATEURS de l'hôpital général de la Charité et Aumône-Générale de Lyon, qui ont eu Communication de l'Arrêt de la Cour rendu sur les conclusions de Monsieur le Procureur Général, portant qu'avant procéder à l'homologation et Enregistrement des Lettres-Patentes accordées par Sa Majesté au dit hôpital au mois de Septembre 1729, L'avis du Sieur Lieutenant Général et du Substitut de Monsieur le Procureur Général En la Sénéchaussée de Lyon, leur seroit communiqué, pour y délibérer disent pour leurs réponses au dit avis :

Que les dits Sieurs officiers de la Sénéchaussée proposent sept Observations principales contre l'enregistrement que lesdits Recteurs demandent des dites lettres-patentes (8 pages sautées) (seul est transcrit ici ce qui concerne les adoptions).

La Cinquième Observation est celle dont le succès anime le plus les officiers de la Sénéchaussée, on doit, disent-ils faire deffenses aux recteurs d'adopter d'autres enfants que ceux des pauvres habitants et artisans, et seulement dans le cas où les enfans n'auront aucuns parens capables de leur Education, et de l'Administration de leur Tutelle ; les principaux motifs ou pour mieux dire, les prétextes sur lesquels ils se fondent sont :

1° Que la faculté d'adopter étant bornée par les anciennes lettres-patentes de 1672 de même que par les nouvelles aux enfans des pauvres habitans, on ne doit pas l'étendre à ceux qui ne sont pas pauvres.

2° Que suivant quelques articles des anciennes et nouvelles lettres, il doit estre procédé à la décharge de l'hôpital de la Charité par devant le Sénéchal de lion ou son lieutenant au cas que lors des adoptions, ceux qui y auront présenté les enfans orphelins, ayent celé qu'il y eut des parens capables de leur éducation et de l'Administration de leurs biens.

3° Que la prétention des Recteurs, d'adopter les enfans de tous les bourgeois sans distinction, a déjà fait naître plusieurs procès, sur ce que les plus proches parens soutiennent que les Mineurs qui ont du bien, ne doivent pas estre élevés comme pauvres, et qu'on ne peut par cette voye priver les enfans de se succéder les uns aux autres.

Tels sont les spéciaux motifs sur lesquels on prétend que la Cour doit apporter des restrictions et Modifications à l'Enregistrement des nouvelles lettres-patentes.

On dira d'abord que les art. 14-15-16 des nouvelles lettres n'étant, comm' en conviennent les Officiers de la Sénéchaussée, qu'une répétition des Art. 9 et 10 des lettres-patentes de 1672, ces lettres ayant été homologuées par la Cour et enregistrées purement et simplement en la Sénéchaussée, de proposer des réflexions contre leur exécution, c'est ce qu'on appelle Rem actam Agere.

2° Les termes de pauvres habitans doivent estre expliqués, non pas à la lettre comme le font les officiers de la Sénéchaussée, mais dans le sens des lettres-patentes, et alors il ne restera plus d'Equivoque.

Le Terme d'habitant n'a été Employé que pour Désigner des Pères et Mères qui habitoient et résidoient dans La ville, on n'a pas entendu par cette Signification, Mettre l'habitant au-dessous de l'état du petit Bourgeois ou du petit Marchand, Mais seulement fixer le Privilège qu'ont les enfans d'estre adoptés En faveur de ceux dont les pères et Mères ont résidés à lion, ce qui est si vrai que ceux qui n'y résident pas, ceux Même qui hors de l'enceinte de La ville habitent les faux-bourgs, n'ont aucune espérance que leurs enfans puissent, après leur mort, estre reçus à l'adoption. Par le Terme de pauvres, l'on doit Entendre des citoyens qui en mourans, ne laissent pas assés de biens, pour qu'après avoir payés leurs

dettes et Soufferts En justice les frais d'une aposition de Scellés et d'un inventaire, il en reste encore assés pour que leurs Revenus sufisent à donner à leurs enfans une éducation conforme à leur Etat, Mais il ne faut pas Réserver l'avantage de l'adoption pour les Seuls enfans des pères et Mères qui Sont Morts Si disgraciés de la fortune, qu'ils étoient dans un état absolu de pauvreté.

La preuve de cette proposition est Aisée, les lettres-patentes règlent les Successions des Enfans adoptés, Elles en excluent les collatéraux, à l'exception des frères et Sœurs qui Sont apelées concurremment avec les hôpitaux, Elles accordent aux dits hôpitaux la jouissance des Biens des Enfans adoptés, Elles leur permettent de vendre par le Ministère de leurs officiers, non Seulement les effets mobiliers, Mais encore leurs Immeubles. En observant à l'Egard de ce dernier genre de Biens quelques formalités plus solennelles qu'elles prescrivent, elles suposent donc, que les Enfans adoptés, peuvent avoir, et Même qu'ils ont à l'ordinaire des meubles, des dettes actives et même des immeubles, Elles suposent qu'ils ont des revenus et des capitaux, qu'il faut conserver ou aliéner Suivant l'exigence des cas, d'où on doit tirer cette juste conséquence, que lorsqu'on voudra prendre pour Règle le véritable sens des lettres-patentes, et ne pas s'attacher servilement à la lettre, on sera convaincu que les Enfans de Tous les citoyens, Sans distinction, sont dans le cas de l'adoption, lorsque leurs pères et Mères n'ont pas laissés assés de Biens pour fournir à leurs Enfans la nourriture, l'Entretien et une éducation conforme à leur Etat et à leurs Talens.

3° Il y auroit une injustice criante de Suivre une autre route car qu'un Bourgeois Meure sans Biens, Ses Enfans ne Sont pas, Suivant le Système des officiers de la Sénéchaussée, dans le cas de l'adoption, ou que ce Bourgeois en laisse, Mais, chargés de tant de dettes qu'elles en absorbent la valeur, les enfans de celuy-cy ne seront pas encore dans le cas de l'adoption, car selon Eux la dénomination d'habitant Exclut la qualité de Bourgeois, et des Biens en évidence, quoique chargés de dettes qu'on ne connoît pas, excluënt l'état de pauvreté ; voilà donc les Enfans de ces deux genres de personnes exclus de l'adoption, et la ressource ména-

gée aux orphelins de la Ville, ne leur manque que par ce qu'ils ont Eu le malheur de naître de pères et Mères dont l'état étoit au-dessus de celui de l'artisan, ou qui Sont Morts En possession de quelques Biens , que les Revers de la fortune avoient assignés, avant leur Mort, à leurs créanciers, pour des Enfans de cet Etat il n'y aura dans la ville aucun refuge, pendant qu'il ne manquera n'y nourriture, n'y entretient, n'y Education à ceux des artisans, non plus qu'à ceux des pères et Mères qui n'auront Eu pendant leur vie d'autre Etat que celui de mandier.

4° Ce qui Met encore plus en Evidence l'excès d'aveuglement auquel on se livre contre les adoptions, c'est que les officiers de la Sénéchaussée prétendent que les Enfans Même des pauvres habitans et artisans ne pourront estre reçus à l'adoption que dans le cas où ils n'auront aucuns parents capables d'estre chargés de leur tutelle, Mais quel inconvénient que des Enfans sans Biens et Sans Secours ayent des parens capables d'une tutelle, non seulement il ne sçauroit y avoir des inconvéniens, Mais l'expérience nous prouve qu'il n'est presque point de malheureux Si pauvre qu'il Soit dans la famille de qui on ne pût trouver une personne capable d'une tutelle, et il y en manque d'autant moins qu'il faut Bien peu de capacité, lorsqu'il n'y a aucuns Biens à Régir et à gouverner, Mais à quoy s'étend la fonction d'un tuteur, à la gestion des Biens qu'on luy confie, à En Employer les Revenus à l'entretien de Ses Mineurs, et à Rendre un compte à leur Majorité, Sans qu'il Soit jamais tenu d'avancer un sol de Ses Fonds particuliers Pour leur Nourriture et Education, d'où il Suit qu'un Mineur peut avoir un Tuteur très capable de Son administration et estre Réduit à manquer de tous Secours ; Tel est cependant le principe des officiers de la Sénéchaussée, que les orphelins seront encore privés du Bénéfice de l'adoption, lorsque dépouillés de Tout ils auront le Malheureux avantage d'avoir dans leur famille un parent capable de leur Tutelle.

5° Les articles que les officiers de la Sénéchaussée sçavent si Bien interpréter pour leur cause, n'ont jamais été insérés dans les lettres-patentes qu'En faveur de l'hôpital Général de la Charité, car dès que Sa Majesté déclare que si ceux qui présentent des orphelins à l'adoption, ont celés qu'il y aye

des parens capables de leur Education et Administration, il Soit en ce cas pourvû à la décharge de l'hôpital de la charité, il est évident qu'on a regardé l'adoption comme une charge pour l'hôpital, l'on a reconnu qu'il étoit juste de l'en exempter lorsque l'on pouvoit, par d'autres voyes pourvoir à l'éducation des orphelins, et il est encore plus évident que c'est argumenter à faux sur cet article que de prétendre que ce n'est point Le cas de l'Adoption, lorsqu'il y a des parens capables de l'Administration et de l'Educa-tion des Mineurs, quand même l'hôpital de la Charité vou-droit s'en charger, Et que les Suffrages des parens concour-roient à les leur confier, car encore Un coup, la Restriction Est en Faveur de l'hôpital de la Charité, et ne sçauroit jamais estre interprétée à son préjudice.

6° de penser avec les officiers de la Sénéchaussée que la crainte de la tutelle, est le motif qui détermine les parens de présenter les orfelins à l'adoption, ce Seroit s'abuser, En effet la charge de la Tutelle ne regarde jamais qu'un ou deux parens, l'espérance de succéder les flatte tous sans exception, ce n'est pas sur la présentation d'un ou de deux parens qu'on adopte les orphelins, ils ne Sont reçus que du consentement unanime de tous, Et ce qui prouve que dès que l'expectative de la Succession En peut flatter quel-ques-uns, la crainte de la Tutelle cède toujours à cette espé-rance, c'est que jusques à présent on n'a pas encore Reçu à l'adoption un seul enfant dont le Revenu pût suffire à la moitié des dépenses nécessaires pour Son Education et Pour Son Entretien.

7° Suposons que cette crainte dans certains cas, pusse prévaloir à l'espérance de succéder, Suposons que ce motif aye réuni les suffrages des parens pour le party de l'adoption, Suposons même que la Succession fut considé-rable, quel en sera l'inconvénient, nul autre si ce n'est que les Enfans après avoir Reçu une Education conforme à leur fortune et à leurs dispositions, Trouveront à leur Majorité tous leurs Biens, Meubles et Immeubles conservés et afran-chis de Tous frais d'inventaire, de vente, de Tutelle, et de Reddition de compte ; ce ne sont pas là Les Seuls avantages qu'on leur aura Ménagés, car Si leurs pères et Mères ont laissés des dettes passives Et qu'on n'aye trouvé dans leur

succession n'y deniers n'y dettes actives suffisantes pour les acquitter, Elles se trouveront éteintes des fonds des Administrateurs, Sans qu'ils aient seulement un sol à rembourser des frais de discussion qu'on leur aura évité en Entiers : Allons plus Loin, et Suposons Si l'on veut le décès de ces Mineurs avant leur Majorité, l'hôpital de la Charité, cela supposé, leur aura, il est vrai, succédé au préjudice des parens qui les auront présentés à l'adoption, leur exclusion sera en ce cas la peine de leur indignité pour les avoir abandonnés, ces Inconvénients peuvent-ils entrer En comparaison avec ceux qu'il y auroit de prendre pour règle de l'Enregistrement, L'avis des officiers de la Sénéchaussée, qui ne content pour rien le mal'heureux état d'un orphelin Sans Biens et Sans Secours pourvu qu'il aye un Tuteur, et qui content encore pour moins la Situation de celui dont la petite fortune Sera devenue la proie de l'Avidité des commissaires Enquêteurs et de leurs greffiers.

8° C'est mal à propos qu'on a prétendu faire valoir les contestations qu'on a Suposé avoir été Excitées dans les familles par les adoptions, En Effet, elles ne Sont pas moins Utiles aux familles qu'avantageuses aux orphelins, Elles n'y ont jamais causé de désordre et y ont au contraire Très Souvent Etably la paix ; l'Hôpital de la Charité n'y a été Traversé que par les Entreprises des Commissaires et des greffiers qui n'ont épargnés n'y voyes ouvertes n'y pratiques secrettes pour priver la ville et Ses citoyens d'un bien aussy Essentiel pour les familles, Sans consulter d'autre règle que leur intérêt et Sans se conduire par d'autres routtes que celles que leur fraye cet injuste principe ? Il est surprenant de voir Les officiers de la Sénéchaussée favoriser une Entreprise qu'ils auroient dû Réprimer, Et que les Recteurs de la Charité aient été dans la dure nécessité d'En porter leur plainte à la Cour et d'Instruire une procédure dans laquelle on a Etably :

1° L'irrégularité de celle qui a été faite par les officiers de la Sénéchaussée.

2° Les concussionns et les prévarications de leurs officiers subalternes.

3° Que les uns et les autres ont également attentés à l'autorité de la Cour, les premiers par des ordonnances dont

les Arrêts du Parlement n'ont pu arrêter le progrès ni l'exécution, Et les autres par voyes de fait et par des irrévérences les plus marquées.

Tout cela est établi au procès qui est actuellement indécis à la Cour Entre les Recteurs de l'hôpital de la Charité, les commissaires Enquêteurs Et les sieurs Corroyers et liancour prétendus créanciers des mariés Fournier et Roche dont les enfans ont été adoptés à la Charité, cette procédure a été entre les mains de Monsieur le Procureur Général, il l'a trouvée si Grave qu'il a conclud au décret de prise de corps contre les nommés Gorgeron et Barrou, deux des officiers subalternes, dont l'un a exécuté les ordonnances de la Sénéchaussée et dont l'autre a fait fonctions de greffier. Sur ces conclusions la Cause et les parties ont été Renvoyées à l'audiance que les Recteurs de l'hôpital de la Charité supplient très humblement la Cour de leur accorder, c'est là qu'on reconnoitra l'injustice qu'on a faite aux enfans Fournier et plus particulièrement encore Le principe qui soulève les commissaires et greffiers contre les adoptions et les Motifs pour lesquels les officiers de la Sénéchaussée Se déclarent en Leur Faveur, ajoutans une circonstance Essentielle, c'est que L'avis des officiers de la Sénéchaussée, auquel on répond, a été donné dans le Temps que les Recteurs de l'hôpital de la Charité furent obligés de Se pourvoir contre l'ordonnance qui avait annullé L'adoption des enfans Fournier, ce party ne leur a pas plu, aussy paroît-il que l'avis a été donné dans le Temps le plus critique, c'est-à-dire, lorsque l'arrêt de deffense, qui suivit cette ordonnance, avoit déjà jetté les Esprits dans la partialité.

Finissons la réponse à cet article par une dernière Réflexion, l'hôpital de la Charité Est actuellement chargé de huit cent Enfans au moins de L'un ou de l'autre Sexe qui y ont Eté adoptés, ils y sont Elevés, non pas comme des pauvres, ainsy que le suposent les officiers de la Sénéchaussée, Mais Chacun Suivant son Etat et ses Talens, plusieurs d'Entr' eux sans Biens et sans Espérance d'En avoir, Sont instruits aux humanités et aux autres Etudes qui peuvent convenir à leurs dispositions. Qu'on réunisse tous les Revenus des Enfans adoptés Sans aucune Exception, leur produit annüel n'est pas de la somme de TROIS MILLE LI-

VRES Et ne suffit pas par conséquent, pour l'entretien et l'Education de la Vingtième partie des dits enfans, il ne suffiroit même pas pour l'entretien de la quarantième partie Si les Biens et Effets de leurs pères et Mères avoient essuyés les frais d'un inventaire, d'une vente et d'une tutelle En Justice : Les adoptions Sont donc une charge considérable pour l'hôpital de la Charité, les Recteurs en Demandant à la Cour qu'il luy plaise de le Maintenir dans la faculté que Sa Majesté luy a accordé n'ont donc en vûe que le bien public.

Il est Réservé à la Cour de développer les vuës des officiers de la Sénéchaussée Et de décider Ensuite lequel des deux Motifs doit l'Emporter sur l'autre.

Note de l'auteur : L'orthographe de cette pièce, très fantaisiste, comme on le voit, est exactement celle de l'original.

Arrêt de la Cour du Parlement de Paris

du 13 Mai 1735

P. J., N° 61.

ARCHIVES H. D., Boîte 283.

Contradictoire avec Mr le Duc de Luynes, propriétaire des Greffes de la Sénéchaussée de Lyon, le Greffier en exercice, et les commissaires enquêteurs du même Siège.

Concernant le privilège des Adoptions, et le faculté qu'ont les Recteurs et les Administrateurs de l'Hôpital Général de la Charité de Lyon, de faire procéder par les agents et officiers du dit Hôpital aux scellés, Inventaires et ventes des meubles de leurs adoptifs.

LOUIS, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : Au premier huissier ou Sergent sur ce requis, Sçavoir faisons qu'entre les Recteurs et Administrateurs de l'Hôpital Général de la Charité et Aumône Générale de la Ville de Lyon, Appelans des Ordonnances et sentences rendues par le Lieutenant général et le Lieutenant particulier de Lyon les 18 Juillet, 9 Août, 24 Octobre, 3 et 9 Novembre 1730 (1) et de tout ce qui s'en est ensuivi d'une part, et M^e Antoine Catin, Jean-Baptiste Fleury, Alexandre Tissier et Jacques Féraud, nos conseillers Commissaires enquêteurs à Lyon, et Pierre Corroyer et Louis Liancourt Marchands en société de la Ville de Lyon, intimés d'autres parts, et entre les dits Corroyer et Liancourt demandeurs en requête du 12 juin 1731 tendante à ce qu'il plaise à notre dite Cour déclarer les dits recteurs et administrateurs non recevables en leurs appellations, en tous cas, mettre les appellations en néant ordonner que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, et attendu que les arrêts de défenses qu'ils ont surpris les 18 Août, 13 et 28 Novembre 1730 sur requête non communiquée, sont contraires à l'ordonnance de 1667, tit. 17 des

(1) Il y en avoit une sixième du 7 du même mois qu'on a omise dans les qualités.

matières sommaires, art. 4 concernant les appositions et levées de scellés, confections et clôtures d'inventaires, et qu'ils ont empêché l'exécution des ordonnances provisoires, que les meubles, effets et marchandises du défunt Fournier et sa femme n'ayent été vendus et la maison louée, et que les dits effets et marchandises se trouvent par le fait et faute desdits Administrateurs presque totalement dépéris et perdus, et, la maison en ruine et inhabitable, ne produisant aucun revenu, ce qui cause aux créanciers des pertes et dommages considérables, condamner le sieur Ozio et consorts, Administrateurs en leur nom, aux dommages intérêts soufferts et à souffrir envers les créanciers, dont ils donneront déclaration, sauf à eux à prendre dans la suite telles autres conclusions qu'ils jugeront à propos, sous réserves de leurs droits et actions et condamner les Administrateurs en tous les dépens qu'ils pourront employer, si bon leur semble, en frais privilégiés de vente et de préférence d'une part, et lesdits Recteurs et Administrateurs d'autre part, entre Antoine Roche Bourgeois de Lyon, oncle maternel des enfants Fournier, François Fournier, oncle paternel des dits enfans, Vincent Morin Bourgeois de Lyon et Claude Fournier sa femme, tante paternelle, Jean Perdrigeon, Chrysostôme Roustin, Claude de la Bat Marchands à Lyon, cousins du côté paternel, Philippe Cusset et Jacques-Philippe Tholin, aussi Marchands à Lyon, cousins du côté maternel, M^e Claude André Dumoulin Prêtre bachelier en Sorbonne et Pierre Dumoulin, cousins du côté maternel, Jacques-François Roche aussi marchands cousin germain du côté maternel et Damoiselle Marie Chalmas, veuve de Jean Ballet marchand à Lyon, Demandeurs en requête du 6 août 1731, à ce qu'il plaise à notre dite Cour, les recevoir parties intervenantes à la cause, leur donner acte de ce que pour moyen d'intervention, ils employoient le contenu en leur requête, ensemble ceux qui pourroient être proposés par lesdits Administrateurs, leur donner pareillement acte de ce qu'ils adhéroient aux conclusions prises par les Administrateurs, tant contre les dits commissaires de la ville de Lyon, que contre les dits Corroyers et Liancourt, en conséquence ordonner que les Lettres-Patentes du mois de Novembre 1672, concernant l'adoption des enfans, enregistrées en la Cour, ensemble

l'acte d'adoption des dits enfans Fournier fait en conséquence le 13 Juillet 1730, seront exécutées selon leur forme et teneur, et condamner les dits commissaires Corroyers et Liancourt aux dépens d'une part, et les dits Administrateurs, lesdits commissaires enquêteurs, les dits Corroyers et Liancourt défendeurs d'autre part, et entre Andrée Cusset veuve de Pierre Roche Marchand à Lyon ayeule desdits enfans Fournier Demanderesse en requête des 28 Août 1731 et 9 Novembre 1732 la première à ce qu'elle fut reçue Partie intervenante à la cause, lui donner acte de ce que pour moyens d'intervention, elle employoit le contenu en sa requête avec les art. 9 et 10 desdites Lettres-Patentes enregistrées en notre Cour, par lesquelles Lettres il n'est point permis aux Recteurs de la Charité d'adopter des enfans de famille qui ont du bien, et qui sont dans l'espèce revendiqués par des parens (1) lui donner acte pareillement de la déclaration par elle faite par acte passé devant notaire à Lyon le 13 dudit mois d'Août, qu'elle n'a aucune connaissance d'avoir signé ni consenti à aucun acte d'adoption de ses petits enfans par lesdits Recteurs de la Charité, et de ce qu'elle désavoue la prétendue adoption qu'ils supposent avoir faite, comme contraire aux intérêts des Mineurs, aux siens propres, auxquels elle ne veut ni entendre renoncer, en conséquence déclarer le prétendu acte d'adoption nul, comme extorqué de voisins mal intentionnés ou de parens qui n'ont eu d'autres dessein en recevant quelques rétributions de leur consentement à la dite adoption que de se débarrasser de la tutelle des mineurs, ce faisant qu'il sera nommé un tuteur aux mineurs par devant le Lieutenant Général de Lyon et cependant pour éviter la perte des effets mobiliers des dits mineurs, ordonner que la dite Cusset en qualité d'ayeule des dits enfans demeurera autorisée en vertu de l'arrêt qui interviendra, à faire procéder à la continuation et au parachèvement de l'inventaire et vente desdits meubles, effets et marchandises, titres et papiers desdits mineurs en la présence et du consentement de M^e Blaise Charmeton, Procureur à Lyon, qu'elle a appris avoir été nommé curateur

(1) Le sens de ces deux art. est tout différent de celui qu'on leur a donné dans cette requête.

aux causes desdits mineurs, et encore en la présence des sieurs Corroyers et Liancourt, et autres créanciers, où eux duement appelés le tout à la conservation des droits des mineurs et de leurs créanciers, et pour éviter le dépérissement total des effets et la perte des loyers des lieux où les dites marchandises sont enfermées, pour être les deniers après les frais payés employés à payer les créanciers et éviter les frais qui se font journellement, condamner les dits Recteurs de la Charité personnellement en 10.000 livres de dommages et intérêts envers lesdits mineurs, résultant de la perte des marchandises et des loyers et des frais que le procès a donné lieu aux créanciers de faire contre lesdits mineurs, faire défense aux dits Recteurs de la Charité d'employer lesdits dommages-intérêts dans leur comptes en dépense, les condamner aussi en leur nom ; sans répétition en tous les dépens et la seconde, à ce qu'il plaise à notre dite Cour entheriner les Lettres de Rescision par elle obtenues le 27 oût 1732 contre le prétendu consentement à elle surpris à l'adoption desdits enfants mineurs (1), en conséquence remettre les parties en tel et semblable état qu'elles étoient avant les prétendus consentement et adoption, et tous actes approbatifs, si aucuns y a, sauf à elle prendre les conclusions qu'elle avisera, tant contre lesdits Recteurs le nommé François Fournier qui par intrigue a fait faire l'adoption, dans la crainte de la tutelle desdits mineurs et autres Parties, et sous la réserve de tous ses droits,

(1) (En marge : Il a été prouvé au procès que Guérin et les commissaires avoient donné un billet de garantie et d'indemnité à la dite Cusset ayeulle des mineurs, les commissaires ont été obligés d'en convenir par les réponses qu'ils prêtèrent au mois de Novembre mil sept cent trente et un, par devant le sieur Lieutenant Général de Macon, commis par la Cour à cet effet.

C'est par cette voye qu'on réclama ensuite sous le nom de cette ayeulle agée de quatre vingts ans contre le parti qu'elle avait pris par de justes motifs et en connaissance de cause en présentant elle-même les enfans à l'adoption).

d'une part, et lesdits Recteurs et Administrateurs de la Charité de Lyon, lesdits commissaires enquêteurs et lesdits Corroyers et Liancourt Défendeurs d'autre part, et entre lesdits commissaires et enquêteurs demandeurs en requête du 15 décembre 1731 (1) tendante à ce que sans s'arrêter à l'intervention et demande de François Fournier et autres parens des mineurs au nombre de 12, dont ils seront déboutés il plaise à notre dite Cour, déclarer lesdits Recteurs et Administrateurs non recevables dans leur appel de l'Ordonnance du 18 Juillet 1730 ordonner que la sentence contradictoire du 9 Août suivant, ensemble les Ordonnances des 24 Octobre et 3 Novembre 1730 dont il n'y a point d'appel, seront exécutées selon leur forme et teneur en conséquence faire défense aux administrateurs de la Charité de Lyon de prendre en adoption d'autres orphelins que ceux qui n'ont ni parens ni biens (2) ni de s'immiscer à apposer les scellés sur les effets de ceux qui décèdent en la ville de Lyon, à peine de nullité et de tous dépens, dommages intérêts, condamner les dits administrateurs et François Fournier et consorts parens des mineurs en tous les dépens d'une part et lesdits Recteurs et Administrateurs et ledit François Fournier et consorts parens Défendeurs d'autre part, et entre lesdits recteurs et administrateurs de la Charité de Lyon, demandeurs aux fins des commissions et Exploit des 22 Décembre 1731 et 4 Janvier 1732 tendant à ce que l'arrêt qui interviendra sur leur appel seroit déclaré commun avec le sieur Guérin, ce faisant qu'il sera condamné solidairement avec les commissaires enquêteurs et autres, en tous les dommages intérêts et en tous les dépens d'une part, et M^e Claude GUERIN le jeune, l'un des greffiers manualistes de la Sénéchaussée de Lyon, défendeurs d'autre part, et entre Charles Philippe Dalbert Duc de Luy nes et Chevreuse, Pair de France, en son nom et comme tuteur de Marie-Louis Dalbert son fils mineur de défunte Louise- Jacqueline de Bourbon Duchesse de Luy nes, son

(1) Ils ont pris les mêmes conclusions par une autre requête du 8 janvier 1733.

(2) Si cette prétention avoit suffi, il n'y auroit jamais eu d'entans dans le cas de l'adoption.

épouse, propriétaire des greffes de la Sénéchaussée et siège présidial de Lyon, demandeurs en requête du 18 Décembre 1732, tendante à ce qu'il plaise à notre dite Cour le recevoir partie intervenante en la cause, d'entre les sieurs administrateurs de la charité de Lyon, les commissaires enquêteurs, lesdits Corroyers et Liancourt, la veuve Roche et autres, lui donner acte de ce que pour moyen d'intervention, il employoit le contenu en sa requête et y faisant droit le maintenir et garder, et ses fermiers greffiers et commis, dans le droit et possession de recevoir tous les procès-verbaux d'apposition, levées et reconnoissance de scelles, Inventaires et ventes des meubles et effets qui se font des personnes décédées, et autres, de la ville, Faubourgs, Sénéchaussée et Présidial de la dite ville de Lyon, avec défenses, aux directeurs et administrateurs de la Charité, et tous autres de s'immiscer dans lesdites fonctions (1) et aux directeurs et administrateurs de faire aucune adoption, sinon au cas porté et exprimé dans les art. IX et X des Lettres Patentes du mois de Novembre 1672, enregistrées en la Cour, c'est-à-dire des enfans orphelins des pauvres habitants de la ville de Lyon ; sans parens capables de leur éducation et administration (2) à peine de nullité de 1000 livres d'amende pour chaque contravention et condamner les contestants aux dépens d'une part et lesdits recteurs et administrateurs de la Charité de Lyon, lesdits commissaires enquêteurs, lesdits Corroyers et Liancourt, la veuve Roche et ledit François Fournier, et autres parens, défendeurs d'autre part, et entre les Prévot des Marchands et Echevins de la ville de Lyon, demandeurs en requête du 25 Février 1733 tendante à ce qu'il plaise en notre Cour les recevoir Parties intervenantes en la cause dont il s'agit sur l'appel des Ordonnances des Officiers de la Sénéchaussée de Lyon, leur donner acte de ce que pour moyens d'intervention, ils emploient le contenu de leur requête, et de ce qu'ils adhèrent aux conclusions prises par

(1) Les administrateurs y sont maintenus par l'Arrêt, malgré la contradiction du propriétaire des greffes.

(2) On a déjà observé que ces articles ont un sens tout différent.

lesdits recteurs de la Charité (1) et condamner les contestants aux dépens d'une part, et lesdits recteurs et administrateurs de la charité, lesdits Commissaires enquêteurs, lesdits Corroyer et Liancourt, ledit Guérin, ladite Veuve Roche, M. le duc de Luynes et ledit F. Fournier, et autres parens défendeurs, d'autre part, et entre les dits Corroyers et Liancourt, demandeurs en requête du 13 avril 1733 tendante à ce que notre dite Cour voudroit évoquer le principal, ordonner qu'ils seront payés des sommes à eux dues, et des frais qu'ils ont été obligés de faire, d'une part, et lesdits recteurs et administrateurs et la Vve Roche, ledit François Fournier et autres parens déffendeurs d'autre par, et entre Philippe Cusset marchand à Lyon, cousin des dits Mineurs, demandeur en requête du 13 Avril 1733 à ce qu'il plaise à notre dite Cour, le recevoir partie intervenante en la cause dont il s'agit, lui donner acte de ce que, pour moyens d'intervention, il employe le contenu en sa requête, lui donner pareillement acte de sa déclaration, qu'il adhère aux conclusions prises par André Cusset, ayeule desdits mineurs, et de ce qu'il ne veut ni entend que lesdits mineurs soient adoptés par les dits recteurs, lui donner pareillement acte de la déclaration par lui faite, passée devant notaire à Lyon le 12 Février dernier, et qu'il réitère, qu'il révoque toutes déclarations, si aucunes y a qui soient contraires à celles ci-dessus, même de ce qu'il révoque tous pouvoirs, si aucuns lui ont été surpris ou usurpés, qui soient contraires à ses véritables intentions, qui sont que lesdits mineurs ne soient point adoptés, et qu'il leur soit élu un tuteur, même de ce qu'il désavoue tous Officiers, Procureurs ou autres, qui auroient pu lui faire faire des choses contraires aux biens desdits mineurs, en conséquence ordonner qu'il sera pourvu d'un tuteur auxdits mineurs en la manière accoutumée, au surplus adjuger les conclusions de l'ayeule des dits mineurs, et condamner celles des parties qui succomberont en tous les dépens, d'une part, et lesdits Recteurs et Administrateurs de la Cha-

(1) La considération du bien public si essentiellement opéré par les adoptions déterminal'intervention de Mrs les Prévot des Marchands et Echevins de la Ville de Lyon.

rité de Lyon, lesdits Commissaires enquêteurs, lesdits Corroyer et Liancourt, et lesdits Prévot des Marchands et Echevins de la ville de Lyon, deffendeurs d'autre part, et entre lesdits Recteurs et Administrateurs de l'hôpital général de Notre-Dame de Pitié et Grand Hotel-Dieu du Pont du Rhône de la Ville de Lyon, demandeurs en requête du 13 Avril 1733, à ce qu'il plaise à notre dite Cour les recevoir parties intervenantes à la cause dont il s'agit leur donner acte que pour moyens d'intervention, ils employoit le contenu en leur requête, et de ce qu'ils adhéroient aux conclusions prises par lesdits sieurs Recteurs de la Charité de Lyon, et condamner les contestants aux dépens d'une part (1) et les dits commissaires enquêteurs, lesdits Corroyers et Liancourt, la veuve Roche, ledit Guérin greffier, M. le duc de Luynes, ledit François Fournier et autres parens, les Prévot des marchands et Echevins de la ville de Lyon et lesdits sieurs recteurs et administrateurs de la charité de Lyon déffendeurs d'autre part, et entre Jean Poncy Marchand à Paris demandeur en requête du 17 Avril 1733, tendante à ce qu'il soit reçu partie intervenante en la cause, lui donner acte de ce que pour moyens d'intervention, il employe le contenu en sa requête, et pareillement, de ce qu'il adhère aux conclusions prises par lesdits recteurs et administrateurs de la Charité de Lyon, et condamner les contestants, d'une part, aux dépens ; et les commissaires enquêteurs, lesdits Corroyers et Liancourt, ledit Guérin et la veuve Roche, les Prévot des Marchands et Echevins de la ville de Lyon, et lesdits recteurs de la Charité déffendeurs, d'autre part, et entre lesdits Recteurs et administrateurs de la Charité de Lyon, demandeurs en requête du 23 dudit mois d'Avril 1733, à ce qu'il plaise à notre Cour mettre les appellations et ce dont il a été appel au néant, émençant sans s'arrêter aux lettres de rescision obtenues par la veuve Roche, dont elle sera déboutée, ordonner que l'adoption dont il s'agit sera exécutée, ce faisant que lesdits recteurs seront maintenus dans l'administration des personnes et biens desdits enfans en qualité de leurs pè-

(1) Les recteurs de l'H. D. intervinrent pour la conservation d'un droit qui leur est commun avec les recteurs de la Charité.

res adoptifs, conformément aux Lettres Patentes enregistrées en notre dite Cour, déclarer la vente faite au préjudice de notre dite Cour nulle, condamner Guérin Greffier par corps, comme dépositaire, de remettre auxdits recteurs, sur la quittance du trésorier dudit hôpital, le produit de la dite vente, condamner lesdits commissaires enquêteurs, Corroyer et Liancourt, et ledit Guérin solidairement en 12000 livres de dommages intérêts, résultant de la même vente et dépérissement desdits effets et des loyers de la maison, et autres causes, les maintenir en outre dans la possession d'apposer les scelles sur les effets des pères et mères des enfants qu'ils auront adoptés, lorsqu'ils ne l'auront pas été auparavant par les commissaires enquêteurs même lorsqu'il n'y aura qu'une partie des enfants adoptés les autres ayant passé l'âge de quatorze ans sauf au dit cas aux dits commissaires à croiser le scellé pour l'intérêt des enfans qui n'auront pas été adoptés (1) débouter les dits commissaires enquêteurs, lesdits Corroyer et Liancourt, la Veuve Roche de leur demande, et les condamner, ensemble ledit Guérin en tous les dépens, sauf à notre Procureur Général à prendre telles conclusions qu'il avisera pour la contravention aux Arrêts de notre Cour, d'une part, et lesdits commissaires enquesteurs, lesdits Corroyer et Liancourt, la veuve Roche et ledit Guérin défendeurs, d'autre part, et entre M^e Blaise Charmetton Procureur ès Cour de Lyon, au nom et comme curateur à conseil ad hoc des enfans mineurs du défunt Hugues Fournier, demandeur en 3 requêtes des 30 Avril 1733, 11 et 18 Mai audit an (2) la première aux fins d'intervention entre les parties, et à ce que acte lui fut donné de ce qu'il se joint à la veuve Roche et adhère aux conclusions par elle prises, et y ayant égard, déclarer l'adoption dont il s'agit nulle, comme contraire aux Lettres Patentes, aux règles et aux bonnes mœurs, ordonner que l'assemblée de parens commencée au mois de Juillet et Août 1730 sera continuée devant M. le lieute-

(1) Les administrateurs ont été maintenus par la Cour dans la faculté de faire apposer le scellé dans tous les cas d'adoptions.

(2) Les Plaidoieries sur lesquelles la Cour rendit l'arrêt du 19 mai 1733 étoient déjà commencées lors de l'intervention de ce Procureur.

nant général de Lyon, et qu'il sera créé un tuteur auxdits mineurs, et cependant pour éviter les frais ordonner qu'à sa diligence les 4.800 livres prix des meubles seront délivrés aux créanciers opposants aux scellés à la déduction des frais de justice, que l'inventaire sera parachevé, et que le magasin des laines fines et autres marchandises des mineurs sera vendu, après qu'il aura été dressé Procès-verbal de l'état et dépérissement, et les deniers employés 1° à payer ce qui restera dû aux créanciers des mineurs, 2° à leur éducation ou pour leur produire intérêts, ordonner que lesdits mineurs seront restitués de l'hôpital qu'à les lui délivrer les recteurs seront contraints par corps, condamner François Fournier oncle paternel desdits mineurs indiqué tuteur, et, qui en a fait les fonctions (1) à rendre 420 livres par lui touchés le 10 Juillet 1730, et les meubles dont il s'est chargé avec intérêts, à ce faire contraint par corps, condamner lesdits recteurs de la Charité de Lyon en 20.000 livres de dommages intérêts envers lesdits mineurs et ledit Charmeton leur curateur, les condamner en outre aux dépens, qu'il emploiera tous en frais de curatelle, sauf à notre Procureur général à prendre de sa part, telles conclusions que sa sagesse lui inspirera ; la seconde, à ce que acte lui soit donné des offres qu'il fait personnellement de faire donner comptant jusqu'à la somme de 25.000 livres de la moitié de la maison appartenant aux mineurs dont il s'agit ; même de ce qu'il offre, si notre Cour le juge à propos, de consigner pareille somme de 25.000 livres dans quinzaine pour le prix de la dite moitié de maison, plus donner pareillement acte de ce qu'il offre de payer une somme de 12.000 livres de net et de l'assurer aux mineurs, au cas même que par l'évènement d'une tutelle, inventaire et vente, il n'y eût plus grande somme de reste, toutes dettes légitimes payées et en conséquences des offres qu'il fait pour faciliter aux mineurs qu'il chérit la liberté, et une éducation convenable lui adjuger toutes les conclusions prises par sa requête d'intervention, et la troisième de ce que acte lui soit donné de ce qu'en augmentant aux offres qu'il a ci-devant faite, il offre de déposer en la ville de Lyon

(1) Ce fait étoit absolument contraire à la vérité.

en tel tems et ès-mains de telles personnes qu'il plaira à notre dite Cour, la somme de 14.000 livres de net, au profit desdits mineurs, toutes dettes et charges déduites, ou leur assurer cette somme par la voie d'un cautionnement, ou telles autres suretés qu'il plaira à notre dite Cour d'ordonner, et ce moyennant un abandon qui lui sera fait de tous les meubles et droits des dits mineurs, et en cas que notre dite Cour juge à propos d'agréer les présentes offres ou celles par lui faites de 12.000 livres de net, outre ce qui pourroit revenir aux mineurs après la liquidation de la succession de leur père et mère lui adjuger toutes les conclusions par lui prises pour la restitution des dits mineurs, pour la création d'un tuteur, et les dommages intérêts et dépens desquels les dits Recteurs de la Charité ont une indemnité de François Fournier d'une part (1) et lesdits recteurs et administrateurs de la Charité de la Ville de Lyon, le sieur François Fournier et autres parens, ledit Guérin, lesdits Corroyer et Liancourt, lesdits recteurs de l'Hotel-Dieu de Lyon, les Prévot des Marchands et Echevins de la ville de Lyon, défendeurs d'autre part, et entre les dits Recteurs et administrateurs de la Charité de la ville de Lyon, demandeurs en requête du 16 Mai 1733, à ce qu'il plaise à notre Cour mettre les appellations et ce dont il a été appelé au néant, émandant à leur donner acte de leur déclaration, qu'ils s'en rapportent à notre dite Cour, pour être pourvu à l'avenir, à l'éducation des mineurs par la voie de la tutelle, ou par celle de l'adoption, en consignant néanmoins par ledit Charmeton, suivant ses offres, la somme de 12.000 Livres et en donnant par lui caution reçue en notre dite Cour que lesdits enfans pour raison desdites 12.000 livres ne seront recherchés ni par les créanciers de leur père et mère, ni pour les frais de justice ordonner en outre qu'à défaut par ledit Charmeton, de consigner la dite somme dans le tems qu'il plaira à notre dite Cour et de fournir le cautionnement dans le même tems, les conclu-

(1) Ce fait injurieux aux administrateurs a été supposé dans le dessein de donner de fausses impressions, on parle ici affirmativement de cette indemnité sous le nom de Charmeton, mais par requête du 14 Aout 1734 rappelée à la page 13, on se contente d'insinuer que les Recteurs peuvent avoir cette indemnité.

sions par eux prises, leur seront adjudgées purement et simplement et en l'un et l'autre cas les commissaires Guérin et autres, qui ont contesté l'adoption condamnés en des dommages intérêts et dépens d'une part (1) et ledit Charmeton, ledit Guérin, lesdits Commissaires enquêteurs défendeurs, d'autre part; et encore entre le dit Charmeton audit nom, demandeur en requête du 18 du dit mois de Mai, à ce qu'attendu que François Fournier, oncle paternel des mineurs désigné pour leur tuteur, a provoqué ladite adoption, et que c'est lui qui à l'aide de l'agent de la Charité, a causé les pertes réelles dont les mineurs souffrent, le condamner personnellement en 10.000 livres de dommages intérêts envers les mineurs, outre ce qui leur sera adjudgé envers les Recteurs, d'une part, et le dit François Fournier d'autre part, et entre lesdits Recteurs et administrateurs de la Charité de Lyon, opposants par acte du 24 Octobre 1733, à l'acte de soumission de caution faite au greffe le 13 du dit mois d'Octobre, par Charles Vincent Dulieu et demandeurs en requête du 30 Juin 1734 tendante à ce qu'il plaise à notre dite Cour, en prononçant sur la dite opposition, les recevoir opposans au dit acte de soumission de caution (2) faisant droit sur leur opposition ordonner que dans 3 jours pour tout délai, la dite caution certificateur, seront tenus de faire leurs soumissions pures et simples au greffe de notre Cour, conformément et aux termes de l'arrêt de notre dite Cour du 19 Mai 1733 et conformément à l'ordonnance de Monsieur le commissaire du 19 Août audit an, sinon et ledit tems passé, que lesdits caution et certificateur seront rejetés, et condamner ledit Charmeton aux dépens, déclarer l'arrêt qui interviendra commun avec ledit Fournier et autres, d'une part, et ledit Charmeton audit nom, et ledit Fournier et autres défendeurs,

(1) C'est en conformité de cette déclaration que la Cour donna acte des offres par son arrêt du 19 mai 1733 et qu'ensuite du cautionnement fourni pour sureté de leur exécution, elle a ordonné par celui du 13 Mai 1735 que les mineurs seront pourvu d'un tuteur, attendu que le cautionnement n'a été fourni qu'à cette condition.

(2) Cette opposition avoit pour fondement les protestations faites par l'acte de soumission et les conditions qu'on y avoit attachées.

d'autre part, et entre ledit Charmeton demandeur en 2 requêtes des 14 et 27 Août 1734 la première tendante à ce qu'en lui adjugeant les conclusions qu'il a prises par ses requêtes avant l'arrêt du 19 Mai 1733, il plaise à notre dite Cour, en déclarant l'adoption nulle et sans s'arrêter à l'opposition des Recteurs et Administrateurs à l'acte de soumission de caution ordonner qu'à la première sommation qui sera faite auxdits recteurs, ils seront tenus de remettre es mains dudit Charmeton lesdits mineurs, et de restituer les linges et hardes à leur usage, et ordonner qu'il sera incessamment nommé tuteur auxdits mineurs, et qu'il sera à cet effet convoquée une assemblée de parens et amis desdits mineurs à la requête du Substitut de notre procureur général, et qu'en attendant le dit Charmeton demeurera autorisé, soit pour sûreté de ses offres de 12.000 livres et des droits des mineurs, à faire vendre ce qui se trouvera de marchandises non gâtées dans le magasin desdits mineurs, après avoir néanmoins fait visiter ces marchandises, et pris l'avis d'experts et Marchands, du montant du dépérissement d'icelles, ordonner aussi que ledit Charmeton demeurera autorisé à louer la maison des mineurs, même de prendre le prix des meubles, et les deniers qui proviendront des marchandises, pour payer les dettes dont lesdits mineurs peuvent être tenus, afin de leur éviter de plus grands frais, condamner les dits Recteurs en leurs noms en 40.000 livres de dommages-intérêts envers lesdits mineurs, faire défense aux dits Recteurs d'employer dans leur compte d'administration lesdits dommages-intérêts, sauf leur recours contre François Fournier et autres (1) desquels ils ont ou doivent avoir des indemnités secrètes, condamner aussi lesdits Recteurs en leurs noms et sans répétition et ledit Fournier et consorts, en tous les dépens envers lui faits contre toutes les parties aux frais de la réception de caution et acte de soumission, même ceux réservés par les arrêts des 19 Mai et 19 Août 1733 et 21 Juillet 1734 et pour éviter de pareilles

(1) On s'étoit imaginé qu'on pourroit faire la loi aux administrateurs en les intimidant par une demande dirigée contre eux personnellement tendante à la condamnation d'une somme de 4.000 liv. Il faut voir sur l'indemnité supposée la première observation de la page II. (Voir note de la page 211).

contraventions, et le scandale qui en résulte, et le tort sensible que les mineurs souffrent, faire défense auxdits Recteurs de faire à l'avenir aucune adoption d'enfans ayant du bien, ni aucunes autres, sinon après des avis des parens des orphelins, bien et dûment homologués en la Sénéchaussée de Lyon, et après inventaire des effets desdits mineurs orphelins, pour connoître s'ils sont dans le cas d'être adoptés (1), sauf à notre Procureur Général à prendre pour le bien public, et la sûreté des familles, telles autres conclusions que sa prudence lui inspirera, ordonner que l'arrêt en forme de règlement qui interviendra, sera imprimé, lu, publié et affiché en la ville de Lyon, même enregistré au greffe de la Sénéchaussée de Lyon, et au bureau de l'hôpital de la même ville, le tout aux frais desdits Recteurs, leur enjoindre de s'y conformer sous peine de répondre personnellement des contraventions qui y seront commises, enjoindre pareillement au Substitut de notre Procureur Général en ladite Sénéchaussée de tenir la main à l'exécution de l'arrêt qui interviendra déclarer ledit arrêt commun avec ledit Fournier et ses consorts, condamner ledit Fournier par corps de rendre les deniers comptans et hardes dont il s'est emparé, et, aux dépens faits à leur égard, et attendu la caballe dudit Fournier et qu'il résulte de l'avis des parens qu'il étoit indiqué comme tuteur (2) ce qui l'a porté à mendier l'adoption dont il s'agit à l'hôpital, le condamner personnellement et solidairement avec lesdits Recteurs aux 40.000 livres de dommages intérêts ci-dessus demandés, et résultans des causes expliquées dans ladite requête, et la seconde à ce qu'il plaise à notre dite Cour le recevoir en tant que besoin seroit opposant aux qualités de l'arrêt du 21 Juillet 1734 signifié le 9 août, en ce que lesdits Recteurs se supposent par lesdites qualités pères adoptifs des enfans mineurs dont est question, le recevoir opposants à tous autres arrêts, ou ladite qualité de pères adoptifs a été prise

(1) Tel étoit l'objet des commissaires et de Guérin qui en s'expliquant par la plume de Charmeton vouloient rendre les adoptions même tributaires de leurs fonctions.

(2) Les parens dont on parle furent surpris et donnèrent leur avis dans l'ignorance de l'adoption, les principaux en ont fourni leurs déclarations.

par lesdits Recteurs, faisant droit sur l'opposition et sur le fond de la contestation, faire défense auxdits Recteurs de se dire pères adoptifs des mineurs dont il s'agit, déclarer ladite adoption desdits mineurs nulle, et au surplus lui adjuger les conclusions qu'il a prises, avec dépens d'une part, et lesdits Recteurs et Administrateurs de la Charité de Lyon, et ledit Fournier et autres, deffendeurs, d'autre part, et entre Joseph Octavien Arnoud, Laurent Labory, Claude Favier, Benoit Maillard, Claude Tourtier et Gabriel Fournier doyen, syndics et huissiers jurés priseurs et vendeurs de biens meubles en la Sénéchaussée et siège Présidial de Lyon, demandeurs en requête du 28 Février 1735 tendante à ce qu'il plaise à notre dite Cour les recevoir parties intervenantes en la cause pendante en notre dite Cour, entre les Recteurs et Administrateurs de la Charité de Lyon, pères adoptifs des enfans d'Hugues Fournier et de Marie Roche sa femme, les commissaires enquêteurs de la Sénéchaussée de Lyon, les sieurs Corroyer et Liancourt, M^e Claude Guérin le jeune, greffier de la Sénéchaussée de Lyon, les créanciers desdits défunt Fournier et sa femme, les Prévôt des marchands et Echevins de la ville de Lyon et autres, leur donner acte de ce que pour moyens d'intervention, ils emploient le contenu en leur requête, et y faisant droit, les maintenir et garder dans le droit de faire seuls à l'exclusion de tous autres Huissiers ou Sergents, les prisées et ventes desdits biens meubles, de recevoir lesdits deniers, garder les minutes de leurs procès-verbaux de vente dans la ville et Sénéchaussée de Lyon, conformément aux Edits de création de leurs offices, Déclarations du Roi dûment enregistrées en notre Cour, sur les conclusions de notre Procureur Général, et autres, rendus en conséquence, qui seront exécutés en leur forme et teneur, déclarer nulle la vente faite à leur préjudice au mois de Novembre 1730 sous le nom des sieurs Corroyer et Liancourt, par Pierre Gorgeron sergent desdits meubles et effets trouvés après le décès desdits Fournier et sa femme, sous prétexte de la nomination que le dit Guérin fit faire de sa personne, à cause du refus que firent les demandeurs, de procéder à la dite vente, par respect pour les défenses portées à l'arrêt de notre dite Cour à eux signifiées et qu'ils avoient dénoncé audit Guérin, comme con-

traire aux Edits et Déclarations du Roi, condamner les dits Corroyer et Liancourt solidairement et par corps à leur restituer les émoluments et droit perçus par ledit Gorgeron de ladite vente avec dommages, intérêts et dépens, sauf leurs recours ainsi qu'ils aviseront, leur faire défense et audit Guérin et à tous autres, de faire faire à l'avenir de pareilles nominations, et à tous greffiers, Huissiers et Sergents de s'immiscer dans les fonctions des demandeurs, ni les troubler et évincer dans le droit de faire seuls les prises et ventes des biens meubles dans la ville et Sénéchaussée de Lyon, recevoir les deniers qui en proviendront, et garder les minutes des procès-verbaux de vente, sous quelque prétexte que ce soit, directement ou indirectement, sous les peines portées par les Edits, Arrêts et déclarations du ROI des mois d'Octobre 1696, 26 Avril 1704 et 3 août 1706 et autres peines de droit, condamner en outre les dits Corroyer et Liancourt, et tous autres contestans aux dépens, sauf à notre Procureur général pour l'intérêt public, de prendre telles conclusions qu'il avisera d'une part, et lesdits Rec-teurs et Administrateurs de la Charité de Lyon, lesdits Cor-royers et Liancourt, Guérin le jeune, les commissaires enquê-teurs à Lyon, ledit Fournier et autres, Mr le duc de LUYNES, les Recteurs et Administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Lyon, les prévot des marchands et Echevins de la ville de Lyon, défenseurs d'autre part, et entre lesdits Recteurs et Admi-nistrateurs de la Charité de Lyon, demandeurs en requête du 20 Avril 1735 tendante à ce qu'il plaise à notre Cour, les recevoir opposans à l'arrêt sur requête non signifié, surpris le 9 Février dernier par lesdits commissaires enquê-teurs de Lyon, ledit Arrêt énoncé dans le procès-verbal du 16 dudit mois de Février et jours suivans, fait par devant le Lieutenant particulier, Assesseur criminel en la dite Sénéchaussée de Lyon, signifié à leur Procureur le 23 Mars dernier (1) faisant droit sur leur opposition, déclarer la pro-cédure faite par devant le Lieutenant particulier, assesseur criminel, irrégulière, nulle, et d'ailleurs faite incompétem-ment et au surplus leur adjuger les fins et conclusions par

(1) La Cour a déclaré nulle toute la procédure faite, en consé-quence de cet arrest qui avoit été surpris à leur religion.

eux prises sous la réserve de tous leurs autres moyens d'une part, et lesdits commissaires enquêteurs Défendeurs d'autre part, et entre ledit Blaise Charmeton audit nom, demandeur en requête du 22 Avril 1735 tendante à ce qu'il plaise à notre dite Cour en lui adjugeant les conclusions par lui prises avant l'arrêt du 19 Mai 1735 et attendu ce qu'il résulte des onze interrogatoires subis sur faits et articles les 17. 18. 19 et 26 Février dernier par les sieurs Charlet et autres y nommés (1) lui adjuger les conclusions par lui prises, en conséquence déclarer l'adoption des enfans dont il s'agit nulle et de nul effet, au surplus lui adjuger les autres conclusions qu'il a prises, par ses précédentes requêtes, notamment par celle du 14 Août 1734, condamner lesdits Recteurs et François Fournier solidairement aux dommages intérêts des mineurs, tels qu'ils ont été demandés ci-devant, et en tous les dépens, même en eux réservés par les arrêts contradictoires des 19 Mai 1733 et 27 Juillet 1734 aux frais et coût du procès-verbal de réception de caution du 29 Août 1733 et aux dépens d'une part, et lesdits Recteurs et administrateurs de la Charité et ledit François Fournier Défendeurs d'autre part, et entre lesdits Prévot des marchands et Echevins de la ville de Lyon, demandeurs en requête du 23 Avril 1735 tendante à ce qu'en leur adjugeant les décisions prises par leur requête du 25 Février 1733, il plaise à notre dite Cour condamner ceux qui succomberont aux dépens, même en ceux réservés par l'arrêt du 19 Mai 1733 d'une part, et lesdits commissaires enquêteurs lesdits Corroyers et Liancourt, ledit Guérin, ledit Charmeton, et lesdits Recteurs de la Charité Défendeurs d'autre part, et entre lesdits Recteurs et Administrateurs, demandeurs en requête du 29 dudit mois à ce qu'en leur adjugeant les conclusions par eux prises avec dépens, les défendeurs soient condamnés aux dépens réservés par les Arrêts de notre dite Cour d'une part, et lesdits commissaires, lesdits Corroyers

(1) La veuve Balet, Pierre Dumoulin, Chrisostome Roustain ? François Roche, François Fournier, Antoine Roche, Claude Delabat et Jacques Philippe Tholin fournirent les 19. 24. 28 Février et 21 Avril 1735 des déclarations bien propres à faire voir à quoi l'on devoit s'en tenir sur cette procédure quand d'ailleurs elle n'auroit pas été infectée de vices et nullités.

et Liancourt, ledit Charmeton, ledit Guérin, Mr le duc de Luynes, défendeurs d'autre part, et entre ledit Charmeton audit nom, demandeur en requête du 9 présent mois de Mai tendante à ce qu'il plaise à notre dite Cour lui donner acte du rapport fait de la procuration du sieur Dulieu, sa caution du 17 Juillet 1733 pour justifier qu'elle est pure et simple, et que la protestation qui est insérée dans l'acte de soumission, de demander sa décharge, n'est que le fait personnel du Procureur qui croyoit exciter par cette réserve dont il n'a fait aucun usage, lesdits Recteurs et les parens des mineurs à se prêter à la vente des marchandises qui sont dans le magasin, et dont il auroit été à désirer pour toutes les parties que l'on pu éviter la perte entière (1), lui donner acte de ce qu'il représente et joint à la cause les faits signifiés à Fournier et les défauts du commissaire à Lyon qui a délaissé les Parties à se pourvoir à notre dite Cour, ce faisant tenir les faits signifiés audit Fournier et sur lesquels il a refusé de subir l'interrogatoire à Lyon pour confessez et avoués suivant l'ordonnance, et en conséquence, attendu les manœuvres, pratiquées par ledit Fournier lui adjuger les conclusions qu'il a ci-devant prises et notamment celles des deux précédentes requêtes avec dépens d'une part et ledit Fournier et lesdits Recteurs et Administrateurs défendeurs d'autre part, et entre les commissaires enquêteurs Demandeurs en requête du 11 dudit mois de Mai, tendante à ce que sans s'arrêter aux requêtes d'intervention données par les huissiers-priseurs de la ville de Lyon, les Prévost des Marchands et autres, dont ils seront déboutés, il plaise à notre dite Cour mettre l'appellation au néant avec amende et dépens, et condamner lesdits recteurs en leurs dommages intérêts, tels qu'il plaira à notre dite Cour, les arbitrer et en tous les dépens, tant en demandant qu'en défendant, même en ceux réservés par l'arrêt du 19 Mai 1733, d'une part et lesdits Recteurs et Administrateurs, lesdits huissiers

(1) L'opposition des recteurs à l'acte de soumission, obligea ceux qui ont fait les offres sous le nom de Charmeton de rétablir le cautionnement en conformité de l'arrêt de 1733 c'est ce que l'on fit enfin par cette requête à la veille de l'arrêt définitif, après avoir contesté là-dessus pendant plus de 18 mois.

priseurs, de Lyon, lesdits Prévot des marchands et échevins de la ville de Lyon, et lesdits Recteurs et Administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Lyon, et ledit Fournier et autres défenseurs d'autre part. Après que COCHIN Avocat des Administrateurs de la Charité de Lyon, BOUCHER D'ARGIS avocat de l'Hôtel-Dieu de Lyon, le COMTE avocat de Liancourt et autres, LAVERDY avocat des commissaires enquêteurs, GUEAULT, avocat de Guérin, POMMIER, avocat du duc de Luynes, PECOULEAU avocat des huissiers priseurs, TERRASSON, avocat des Prévot des marchands et Echevins, CAFFIOT, avocat de Jean Poncy, de BONCOURT procureur de Charmeton et CUSSET et BAJOT avocats de Fournier, ont été ouies pendant quatre audiences, ensemble Gilbert pour notre procureur Général, NOTRE DITE COUR reçoit les intervenans parties intervenantes, et les Parties de Cochin et de Bajot opposantes à l'arrêt sur requête du 9 Février dernier, ce faisant, déclare nulle la procédure faite en conséquence par devant le Lieutenant particulier Assesseur criminel de Lyon, pour raison d'interrogatoires sur faits et articles en conséquence dudit arrêt ; faisant droit sur les appellations interjetées par les parties de Cochin, a mis et met les appellations et ce dont il a été appelé au néant (1), émandant, ayant égard aux offres de Charmeton, l'une des parties de Barbarat de Boncourt, mentionnées en l'arrêt de la Cour du 19 mai 1733, réception de caution et de certificateur faite en conséquence et soumission de la dite caution et dudit certificateur faite au greffe de la dite Cour, ensemble de la représentation faite de leur procuration à cet égard, suivant la requête dudit Charmeton, du 9 du Présent mois de Mai, ordonne que l'adoption faite par les parties de Cochin des mineurs dont est question, n'aura lieu (2) ce

(1) Les ordonnances dont est appel qui avoient rejeté l'adoption et ordonné la communication aux commissaires de la requête des Recteurs de même que celles en exécution desquelles on avoit passé outre à l'inventaire et à la vente, ont été infirmées par cette disposition.

(2) La Cour après l'avoir reconnu légitime par la première disposition, ordonne seulement par celle-ci, qu'elle n'aura pas lieu, en ce que les offres étoient conditionnelles et que les Recteurs avoient déclarés qu'ils s'en rapportoient sous ce bénéfice sur la façon dont il seroit pourvu à l'avenir à l'éducation des mineurs.

faisant, qu'à la diligence du Substitut du procureur général en la Sénéchaussée de Lyon, poursuite et diligence dudit Charmeton (1) il sera pourvu d'un tuteur aux mineurs dont est question, en la manière accoutumée, sans avoir égard à l'opposition des Parties de le Comte, aux Arrêts de défense de la Cour, déclare nulle toute la Procédure faite en la Sénéchaussée de Lyon pour la levée du scellé, inventaire et vente des meubles des mineurs dont est question, ensemble les procès-verbaux faits en conséquence (2) ordonne que les deniers qui proviendront de la vente des effets des mineurs seront remis entre les mains du tuteur qui sera nommé pour tenir lieu des effets vendus, enjoint aux parties de Laverdy et de Gueault d'obéir et porter respect aux arrêts de la Cour, à peine d'interdiction, et sous telles autres peines qu'il appartiendra, condamne les parties de Laverdy et de Gueault et de le Comte, solidairement en 600 livres de dommages intérêts envers lesdits mineurs dont est question, condamne les parties de le Comte en 100 livres de dommages-intérêts envers les parties de Pecouleau, maintient et garde les parties de Cochin dans l'exercice et usage de la faculté d'adopter les enfans des pauvres habitants de la ville de Lyon et de faire procéder par les agens et officiers de leur hôpital aux scellex, inventaires et ventes des meubles de leurs adoptifs, conformément et aux termes des Lettres-Patentes du mois de Novembre 1672, et du mois de Septembre 1729 et arrêts d'enregistrement desdites Lettres-Patentes, et non autrement (3) sur le surplus des demandes fins et conclusions des Parties, les met hors de Cour et de procès, sans préjudice néanmoins des prétentions respectives entre les parties de Pommier et de Pecouleau, pour raison desquelles elles se pourvoieront ainsi qu'elles aviseront, condamne les

(1) Ce soin a été confié à M^e Charmeton sur les conclusions de Mr l'Avocat Général qui observa que c'étoit le moyen de ne lui laisser aucun prétexte pour échapper à l'exécution de ses offres.

(2) Comme faite tant au préjudice des Arrêts que de l'adoption.

(3) Par différentes requêtes les adversaires des recteurs avoient prétendus leur interdire dans tous les cas non seulement la faculté d'apposer le scellé, mais encore celle de faire des adoptions si ce n'est par avis de parens homologué en la Sénéchaussée, après Inv. en justice, cette disposition condamne leur prétention.

parties de Laverdy, de le Comte et de Gueault aux dépens envers les parties de Cochin, de Pecouleau, de Bajot, et envers les mineurs dont est question, même en ceux réservés, ceux d'entre les parties de Pecouleau, de Pommier réservés, tous autres dépens entre toutes les autres parties compenser, lesquels dépens les parties de Barbara de Boncourt ne pourront repeter contre les mineurs. MANDONS mettre le présent arrêt à exécution. DONNÉ à Paris en Parlement le 13 Mai, l'an de grâce mil sept cent trente-cinq, et de notre Règne le vingtième.

Collationné. Signé par la Chambre : MIREY.

Scellé le 25 Mai 1735. Signé : RIBALLIER,

P. J., n° 61 bis.

PLAIDOIRIE de M^e Antoine TERRASSON,

Avocat de la Ville de Lyon

dans le procès des Enfants Fournier

(Arrêt du 13 Mai 1735, Pièce précédente)

EXTRAIT D'HENRYS, ŒUVRES, 1772, p. 835.

Messieurs,

Lorsque des particuliers peu occupés de bien public, viennent troubler la Charité de Lyon dans le pieux usage où elle est d'adopter les orphelins de cette ville, conviendrait-il au Prévôt des Marchands et aux Echevins de garder le silence ? Eux qui sont principalement intéressés à la conservation d'un droit qui procure de si grands avantages aux citoyens. Mais en entrant dans cette cause par des vues publiques qui conviennent à leurs fonctions, ils sont dispensés du détail des faits qui ont donné lieu à la contestation particulière, ainsi pour me renfermer dans ce qui m'a été laissé en partage, je me bornerai à des réflexions très courtes sur l'origine des adoptions, et sur l'utilité du motif qui en a conservé un précieux reste dans les Hôpitaux de Lyon. L'usage des *adoptions publiques* est plus ancien que l'Empire Romain, dont la ville de Lyon a fait partie pendant plusieurs siècles, et dont elle observe encore aujourd'hui les loix. Il y avait, avant ce temps-là des établissements de Charité où les enfants trouvaient dans le sein même de l'Etat, un asile assuré contre l'indigence de leurs parents, et tous les secours nécessaires pour leur éducation. La République Romaine toujours attentive au soulagement des familles, perfectionna ces premiers établissements, et se chargea de nourrir et d'élever jusqu'à l'âge de puberté, les enfants de ceux qui par les disgrâces de leur fortune, étaient hors d'état de le faire. On mettait ces enfans dans les écoles, où ils étaient nourris aux dépens de la République, et dans lesquelles on cultivait en eux les talens qui pouvaient les rendre utiles à la Patrie.

Je ne suivrai par les progrès de ces établissements charitables. J'observerai seulement, que ces sortes d'adoptions publiques transmettaient tellement les droits de la puissance paternelle, que depuis le jour où les orphelins indigens étaient à la charge de l'Etat, leurs parens n'avaient plus aucun droit sur eux, jusqu'à ce que la République les leur eût rendus dans le temps fixé par les loix, et lorsqu'ils étaient en état d'exercer les arts dans lesquels on avait soin de les instruire.

Vous voyez, Messieurs, l'origine de ces adoptions salutaires, dont l'usage ne s'est conservé que dans la ville de Lyon, par l'habitude où elle était d'en goûter les avantages, dès le temps même qu'elle était soumise aux Romains. Depuis que cette ville a été réunie à la Couronne, nos Rois ont cru devoir y laisser subsister les adoptions, et les favoriser de plusieurs autres Privilèges dont on vous a déjà rendu compte. Je ne rappellerai même ici les Lettres-Patentes des années 1560, 1643, 1672 et 1729, aussi bien que, l'arrêt de la Cour du 7 septembre 1731, que pour en conclure, qu'il n'y a peut-être point d'établissement plus ancien ni plus autorisé que celui dont il plaît aux parties adverses d'attaquer ou restreindre les prérogatives ; et cette ancienneté est déjà une première preuve de l'utilité des adoptions dont il s'agit.

En effet, Messieurs, cette utilité influe, (j'ose le dire) sur tout le royaume : car, comme Lyon par l'étendue et la supériorité de son commerce, donne, pour ainsi dire, le ton à toutes les autres villes, il est très important que ceux qui par leur naissance ou leur inclination paraissent destinés au négoce, ne soient pas privés des moyens nécessaires pour y parvenir, et qu'ils puissent surmonter les obstacles que la misère y apporte. Il n'est pas moins essentiel que des enfans qui ont perdu leurs père et mère, ne soient pas abandonnés à leur propre conduite, et exposés à une spoliation totale du peu de biens qui leur reste. Enfin tout l'Etat a intérêt que l'indigence et la débauche, qui ne sont toujours que trop communes, ne viennent pas à se multiplier, faute de les prévenir par des précautions sages, qui sont toujours plus efficaces que les remèdes auxquels on est obligé d'avoir recours dans la suite.

Les adoptions préviennent tous ces abus. L'éducation et les autres secours que les Hôpitaux de Lyon donnent à ceux

qu'ils adoptent, mettent les enfants à l'abri de tous les maheurs, auxquels leur vie serait exposée. Le soin particulier que l'on prend de former leurs mœurs, dissipe dans les uns les mauvaises inclinations qu'ils pourraient avoir apportées en naissant, et cultive dans les autres les heureuses dispositions qu'ils ont reçues de la nature. Les Arts et les Métiers dans lesquels on ne manque jamais de les instruire, achèvent de les préserver de cette vie oisive et licencieuse qui deviendrait également funeste à leur Patrie et à eux-mêmes.

Il y a plus, Messieurs, les Administrateurs ne se renferment pas dans la régie du temporel, non seulement ils consacrent gratuitement leurs peines pour procurer l'abondance et entretenir le bon ordre dans l'Hôpital confié à leurs soins ; mais ils s'engagent encore à contribuer de leur propre bien à l'établissement ou à la libération de ceux que leur misère y a conduits. Est-il question de sauver un immeuble de la discussion des créanciers d'un pauvre ou d'un orphelin ? Les administrateurs en avancent eux mêmes les deniers, dont ils ne sont remboursés que lorsqu'il se présente des occasions favorables pour la vente. Entendent-ils dire que quelqu'un de leurs anciens enfans adoptifs est retombé dans la misère, nonobstant l'établissement qu'ils lui avaient procuré ? ils lui donnent encore un asile dans la maison de la Charité, non pas en qualité de pauvre, mais pour qu'il y reprenne son ancien titre d'enfant par adoption.

D'ailleurs il est de notoriété publique dans la ville de Lyon, qu'il n'y a pas un administrateur qui, soit en entrant, soit en sortant de la Charité, ne fasse présent à la maison d'une somme considérable, indépendamment de toutes les sommes que chacun d'eux fournit journellement, soit pour contribuer à l'établissement des enfans adoptifs, soit pour suppléer aux deux fondations que des particuliers ont faites pour marier les filles adoptées. Enfin, lorsqu'on procure à ces enfans un établissement convenable, on leur rend exactement le peu de biens dont ils étaient propriétaires avant leur adoption ; et ils trouvent cet avantage, que cette portion de bien (telle qu'elle soit) n'est jamais diminuée par les frais d'inventaires, et les autres formalités qui absorbent presque toujours les fortunes médiocres.

C'est à ces heureuses économies que le commerce de Lyon doit la meilleure partie de ses progrès. Mais pour que les Hôpitaux et particulièrement celui de la Charité, continuent de s'intéresser avec le même zèle au bien commun des habitants, ils doivent être encouragés dans un employ si onéreux, par la paisible jouissance des Privilèges que nos Rois et vos arrêts, Messieurs, leur ont confirmés ; et lorsqu'ils en demandent la conservation, ils travaillent moins pour eux-mêmes, que pour l'utilité des enfans qui sont à leur charge, et, à qui ces sortes d'épargnes sont d'un grand secours pour l'avenir.

Il est étonnant après cela, que des Commissaires Enquêteurs et un greffier de la Sénéchaussée viennent envier à des enfans pauvres et malheureux, le Privilège que nos Rois leur ont accordé, de n'être pas confondus avec les autres Citoyens dans les frais ordinaires des procédures. Les Commissaires ne trouvent que trop d'autres occasions de satisfaire leur avarice dans une ville aussi peuplée que Lyon. Et à l'égard de Guérin, qu'on a vu y arriver avec une fortune peu différente de celle des enfans qui sont adoptés dans les Hôpitaux, la Ville est déjà assez indignée de compter parmi les édifices qui la décorent, ceux qu'il a fait élever du fruit suspect de ses travaux, sans qu'il faille encore favoriser pour l'accroissement de sa fortune, les nouveaux droits qu'il entreprend de lever sur la pauvreté même.

Les prétendus créanciers de la succession de Hugues Fourrier, ne sont pas parties plus capables pour s'opposer à l'adoption dont il s'agit : car, en supposant leur créance aussi réelle qu'elle est illusoire, ils ne seraient pas en droit d'attaquer l'adoption en elle-même ; ils auraient tout au plus une action contre les administrateurs de la Charité, pour se faire payer de leur créance, jusques à concurrence de ce qui se serait trouvé dans la succession. Mais que deux marchands domiciliés à Paris, s'érigeant en arbitres du bien commun de la ville de Lyon, viennent ici, non pas pour exiger leur paiement, mais pour traverser les adoptions et empêcher leur progrès dans une ville qui en retire de si grands avantages ? c'est peut-être, Messieurs, une des prétentions des plus singulières qui se soient jamais présentées à votre Audience.

On serait encore plus surpris de trouver dans cette cause l'intervention de M. le Duc de Luynes, si l'on pouvait regarder autrement cette intervention que comme un de ces secours officieux que la complaisance accorde à l'importunité, et qui au fond ne change rien au droit des Parties.

A l'égard de la caution que les parties adverses ont présentée, quoique cette discussion ne fasse pas partie de ma cause, je crois cependant devoir observer, que la ville est intéressée à ce que l'on n'autorise point de pareilles cautions chaque fois qu'il s'agira d'une adoption. Ces adoptions ont été libres dans leur institution primitive, et elles ne doivent leur origine qu'à la pitié de ceux qui en sont les instituteurs. Il paraît par les différentes Lettres Patentes, dont on vous a, Messieurs, rendu compte, que l'intention de nos Rois a toujours été, que pour récompenser et entretenir le zèle des administrateurs, ils n'eussent jamais rien à démêler avec les officiers de la sénéchaussée. Or, si chaque fois qu'il sera question d'une adoption, des particuliers sont bien reçus à discuter les biens des enfans adoptifs et à présenter des cautions, voilà une source continuelle de procès entre les administrateurs et les officiers de la sénéchaussée : alors l'objet des Lettres Patentes ne sera plus rempli ; et comme la ville de Lyon ressent de plus en plus les avantages que ces sortes d'adoptions lui procurent, elle doit contribuer à la tranquillité des administrateurs : elle doit en un mot s'intéresser à ce que rien ne fasse ombrage à leur zèle et ne vienne à le décourager.

Je ne pousserai pas plus loin ces réflexions, le soulagement des pauvres, la nécessité de leur éducation, la conservation de leurs biens, l'intérêt du commerce, celui d'une ville entière, sont des motifs trop précieux à la justice, pour craindre que l'avidité de quelques officiers subalternes, l'emporte sur les vues légitimes des Prévôt des Marchands et Echevins de Lyon.

Je conclus, etc..., suit l'arrêt qui intervient, le 13 mai 1735. (Voir pièce précédente, n° 61).

P. J., n 62.

Arrêt du Parlement en l’Affaire Dorillier

(Copie sur parchemin des Arch. Hosp.)

21 Juin 1746

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE
au premier des huissiers de nostre cour de Parlement, autre
nostre huissier ou sergent sur ce requis, scavoir faisons que
entre M^e Antoine FAVRE procureur es cour de Lyon, et
Jeanne François Dorillier son espouse appelans de sentence
rendue en la sénéchaussée de Lyon le neuf Juin mil sept cent
quarante deux, portant appoinctement à Mettre sur les de-
mandes formées en la dite Sénéchaussée de Lyon par ledit
Antoine FAVRE et sa femme et deffenses d’une part, et les
Recteurs et Administrateurs de l’Hôpital Général de la Cha-
rité et Aumosne Générale de la Ville de Lyon, pères adoptifs
de ladite Jeanne François Dorillier intimés d’autre part, et
entre ledit M^e Antoine FAVRE et sa femme, demandeurs en
requête du 15 Janvier mil sept cent quarante trois tendante à
ce que plust à la Cour mettre l’appellation et ce dont est
appel au néant Emandant évoquant le principal et y faisant
droit les recevoir en tant que besoin en seroit opposant à
l’adoption faite par lesdits Recteurs de ladite Jeanne Fran-
çoise Dorillier, le dix-neufvième septembre 1731 et faisant
que ladite adoption fut déclarée nulle et de nul effet en
conséquence que lesdits Recteurs et Administrateurs fussent
condamnés à payer audit FAVRE et sa femme premièrement
les intérêts suivant l’ordonnance de la somme de quinze cent
dix neuf livres dix huit sols qu’ils auroient eu entre leurs
mains depuis ledit jour dix neuf septembre mil sept cent
trente un, jour de l’adoption, jusqu’au jour du remboursement
qu’ils en avoient fait, secondement, la somme de treize cent
soixante quinze livres sept sols quatre deniers pour l’excé-
dent des revenus de ladite Dorillier depuis ladite adoption
jusqu’à ce mois de janvier mil sept cent quarante deux qu’elle
auroit espousé ledit FAVRE déduction faite de celle de huit
cent trente sept livres douze sols cinq deniers que lesdits

Recteurs auroient dépensé pour elle pendant les dix années et quelques mois qu'a duré la-ditte adoption, avec les intérêts de la ditte somme suivant l'ordonnance...?... aussy qu'il plust à la Cour de condamner lesdits recteurs à communiquer au dit M^e FAVRE et sa femme et sous son récépissé la grosse de l'inventaire qu'ils auroient dû faire faire après le décès de François Venot mère de la ditte Dorillier et de se purger par serment qu'ils ne retiennent directement, ni indirectement aucuns effets appartenant à la succession de François Venot et en tous les dépens tant des causes principales que d'appel et demandes lesquelles lesdits recteurs ne pouvoient répéter contre ledit hôpital général de la Charité d'une part, et les dits recteurs et administrateurs de l'hôpital de la Charité de Lyon ez dits noms deffendeurs d'autre part et entre les dits recteurs et administrateurs de l'hôpital général de la Charité et Aumosne Générale de Lyon es dits noms demandeurs en requeste du treize Mars mil sept cent quarante trois tendante à ce qu'il plust à la Cour mettre l'appellation au néant et ordonner que la dite sentence sortiroit son plein et entier effet. En conséquence déclarer ledit M^e Favre et sa femme non recevables dans leur demande du quinze Janvier précédent et les condamner à l'amande (sic) et aux despens de la cause d'appel et où il arriveroit qu'il plust à la Cour évoquer le principal il lui plust en ce cas en confirmant la sentence dont est appel sans s'arrêter à la requeste des dits Favre et sa femme du quinze dudit mois de janvier dans lesquelles ils seroient déclarés non recevables ou en tous cas mal fondés ordonner que les Lettres-Patentes accordés par le Roy au dit hospital de la Charité en mil sept cent vingt neuf seroient exécutées selon leur forme et teneur, en conséquence, déclarer l'adoption par eux faite en qualité de recteurs et administrateurs dudit hospital de la personne de la-dite Dorillier bonne et valable et au surplus les décharger de toute les demandes contre eux formées par lesdits Favre et sa femme par leur requeste du quinze Janvier mil sept cent quarante trois et les condamner aux despens des causes principales d'appel et demandes d'une part et ledit M^e Antoine Favre et sa femme deffendeurs d'autre part et entre le dit M^e Antoine Favre et Jeanne François Dorillier sa femme

demandeurs en requête du trois avril mil sept cent quarante trois tendante à ce que en rectifiant corrigeant et augmentant aux conclusions prises par leur ditte requête du quinze Janvier précédent il plust à la Cour évoquant le principal et y faisant droit mettre l'appellation et ce dont il est appel au néant émandant ayant égard à l'opposition par eux formée à l'adoption faite de la ditte Dorillier par les dits recteurs déclarer la ditte adoption nulle abusive sans effet contraire aux lettres-patentes accordées par le Roy aux dits Recteurs et l'arrêt de la Cour rendu entre les dits recteurs et autres le treize May mil sept cent trente cinq et en conséquence que les dits recteurs fussent condamnés à rendre compte au dit M^e Favre et sa femme de la gestion et administration qu'ils ont eu des biens de la ditte Dorillier et pour l'appurement du dit compte renvoyer les parties devant le Sénéchal de Lyon subsidiairement sy mieux n'ayment les dits Recteurs pour tirer les parties d'affaire de leur payer la somme de trois mil six cent cinquante trois livres un sol quatre derniers pour leur tenir lieu du reliquat du compte à quoy ils vouloient bien se restreindre ce que les dits recteurs seroient tenus d'opter dans huitaine, de la signification de l'arrêt à intervenir à deffault de quoy descheus de l'option refferée au dit M^e Favre et sa femme et autres fins d'une part et les dits recteurs et administrateurs de la Charité de Lyon es dits noms deffendeurs d'autre part et entre les dits recteurs et administrateurs de la Charité de Lyon es dits noms demandeurs en requête du vingt cinq Janvier mil sept cent quarante cinq tendante à ce qu'il plust à la Cour évoquant le principal et y faisant droit corrigeant et augmentant aux conclusions prises par leur requête du treize mars 1743 déclarer ledit M^e Antoine Favre et sa femme non recevables dans l'opposition par eux formée par requête du quinze Janvier 1743 à l'adoption faite par les dits recteurs du dix neuf Septembre 1731 de la ditte Jeanne Françoise Dorillier ou en tous cas les en débouter, les débouter pareillement de toutes leurs demandes portées par leurs dittes requêtes du quinze Janvier et trois avril mil sept cent quarante trois, en conséquence ordonner que les lettres-patentes accordées par le Roy audit hospital en 1729 ensemble l'arrêt d'enregistrement d'icelles seroient exécutés selon leur forme et teneur,

et faisant que l'adoption faite par eux en qualité de recteurs dudit hôpital de la ditte Jeanne Françoise Dorillier seroit déclaré bonne et valable et au surplus que le dit Favre et sa femme fussent déboutés de toutes leurs demandes et les dits Recteurs déchargés des demandes contre eux formées, que ledit M^e Favre et sa femme fussent condamnés aux dépens des causes principales d'appel et demandes et autres fins d'une part, ledit M^e Antoine Favre et la ditte Jeanne Françoise Dorillier sa femme deffendeurs d'autre part, et entre le dit M^e Antoine Favre et la ditte Jeanne Françoise Dorillier sa femme, demandeurs en requête du vingtième febvrier mil sept cent quarente cinq afin d'opposition à l'arrêt de la Cour du vingt sept janvier précédent et signifié le 13 dudit mois de febvrier d'une part et les dits Recteurs et Administrateurs de la Charité de Lyon defendeurs d'autre part, après que Gravière avocat d'Antoine Faure et Jeanne Françoise Dorillier sa femme et Bondet avocat des Recteurs et Administrateurs de l'Hôpital Général et Aumosne Générale de Lyon ont esté ouïs pendant deux audiences, ensemble Gilbert pour le Procureur Général du Roy *NOSTRE DITTE* Cour reçoit les parties de Gravière opposant à l'exécution de l'arrêt par deffault au principal faisant droit sur l'appel a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant Emandant évoquant le principal et y faisant droit ordonne que toutes les Lettres-patentes obtenues par les partyes de Bondet et nottamment celles du mois de Septembre dix sept cent vingt neuf et arrest d'enregistrement d'icelles ensemble tous les autres arrêts intervenus sur le fait des adoptions seront exécutées selon leur forme et teneur, ce faisant déboute les parties de Gravière de toutes leurs demandes et les condamne en tous les dépens tant des causes principales que d'appel et d'amandes. Mandons mettre le présent arrêt à deue et entière exécution selon sa forme et teneur de ce faire leur donons pouvoir donné en notre ditte Cour de Parlement le vingt unième Juïn l'an de grâce mil sept cent quarente six et de notre règne le trente un.

Par la Chambre collat. Mirbeau

signé : Dufranc

LA FIN DE L'ADOPTION LYONNAISE

Dernier Acte d'Adoption**P. J., n° 63.**

G. 21 (1788-94)

F° 125.

*Du 9 Brumaire an II ou 30 Octobre 1793.**Au Bureau dudit Hôpital tenu le 9^e jr de la 1^{re} décade du 2^e mois de l'an 2^e de la République une et indivisible.*

JEAN PIERRE POIX fils légitime du citoyen Jean Poix fabricant, paroisse de saint Vincent et de la Citoyenne Jeanne Maison *a été reçu adoptif de cet hôpital* par délaissement des parents après l'information faite par le citoyen Perrin l'un desdits administrateurs qui l'a trouvé dans la qualité requise. Les parents qui l'ont amené et présenté au bureau sont : Benoiste Delhorme revendeuse de fruits demeurant au fauxbourg de la Croix-Rousse, ayeule maternelle de Jean Poix, Claude Poix maçon demeurant au fauxbourg de la Croix-Rousse, oncle paternel ; Claude Maison du corps des Vieux hommes de cet hôpital ayeul maternel Jean Maison O. en S. rue de la Vieille paroisse de Saint Louis et Jean Marie Bay, ouvrier en soie, rue Bouteille, même paroisse, mari et maître des droits de Marie Maison tous deux oncles paternels, lesquels parents ci présent ont déclaré qu'ils abandonnent derechef l'adoptif, renoncent chacun en ce qui le concerne à sa succession en faveur des pauvres de cet hôpital, qu'ils ne connoissent pas d'autres parents, tant du côté paternel que maternel, que le père étoit remarié en secondes noces avec Jeanne Charlin, vivante dont il y a trois enfants, Savoir : Antoinette âgée de 3 ans, François âgé de 2 ans et Jean Marie âgé de 2 mois que les père et mère n'ont laissé aucun biens, le peu de meubles qu'il y a dans leur domicile rue Tourette est insuffisant pour payer les dettes.

Les pièces justificatives de la présente adoption mises dans les archives de cet hospital sont l'acte civil du mariage des père et mère de l'adoptif en datte (sic) du 2 Février 1775, Expédié, signé Jⁿ-F^{ois} Armand, secrétaire du bureau de l'Etat civil de cette Ville, l'état civil de naissance de l'adoptif, en datte du onze Mai mil sept cents quatre vingt deux expédié, signé Jⁿ-françois Armand secrétaire du bureau de l'état civil de cette ville, les deux dits actes tirés des registres de la paroisse de St-Vincent.

L'acte civil du décès du père de l'adoptif, en datte du 4 septembre 1793 et celui de la mère en datte du dix Novembre 1788. Les dits deux actes civils expédiés signés le 1^{er}, Teillard et le second par Jean françois Armand secrétaire au bureau de l'Etat civil de cette ville, et ont les dits Citoyens et Administrateurs signés avec les parents qui ont scu écrire, à l'exception de Benoiste Delhorme veuve de Jean Poix, pour ne le sçavoir faire ainsi qu'elle a déclaré à ce enquis.

(Signatures).

*
**

(L'ACTE, SUIVANT CELUI DE JEAN POIX, EST AINSI CONÇU :)

G. 21.

1^{er} Pluviose an 2 ou 24 Janvier 1794 (ajouté après coup).

Au bureau de la maison de secours et orphelins de Commune affranchie tenu le (ce n'est pas la même encre pour ces derniers mots) 1^{er} Pluviose de l'an deux de la République Française une et indivisible.

Les Citoyens administrateurs *ont reçu dans cette maison au nombre des orphelins de* Commune affranchie Jean Marie Chabanon enfant légitime de défunt citoyen Pierre Chabanon et de la Citoyenne Jeanne Couturier à la forme de l'acte civil de sa naissance du 21 Juillet 1786 expédié, signé Armand, secrétaire de l'Etat Civil, et après l'information faite par le citoyen perrin l'un des administrateurs qui a rapporté que les père et mère étant décédé, savoir le père le 9 brumaire l'an 2 de la République Française et la mère le 2 Juillet 1789 suivant les extraits de leurs décès, le 1^{er} signé parenthon officier public le 2^o signé page, ci-devant

vicaire de la ci-devant paroisse de St Pierre et St Saturnin ; ils ont laissé de leur mariage un autre enfant savoir outre celui-ci-dessus dénommé pierre âgé de 14 ans qui ne peut être reçu orphelin aiant passé l'âge de l'être et n'ont laissé aucun bien, et il n'y a aucun parent qui veuille se charger de l'entretien et éducation dudit Jean Marie, ce qui est encore constaté par le certificat du juge de paix du canton Challier en date du 26 nivose, ledit certificat avec les pièces ci-dessous énoncées, l'expédition du contrat de mariage desdits père et mère en date du 15 Juin 1777 signé Basseriau notaire royal à Caluire et l'acte d'Etat civil de leur mariage de 3 juillet 1777 Expédié signé Armand secrétaire de l'Etat civil, ont été déposés dans les archives de la dite maison de secours et ont les citoyens administrateurs signé.

(Signatures).

Suit un acte analogue du 6 Floréal an 2 (25 Avril 1794) (les 3 enfants légitimes de Jean Baptiste Couturier sont reçus sur réquisition faite par une ordonnance des assesseurs de la justice de paix du canton de l'H. D., en l'absence du Juge de Paix.)

L'acte suivant, même date que le précédent, commence autrement : « Les citoyens administrateurs ont reçu dans cette maison au nombre des orphelins de père et mère (non souligné) Marie Anne lasse, fille légitime de défunt Jean lasse, tireur d'or et de la citoyenne henriette de Minjoux, etc... » ; l'enfant est reçue aussi sur réquisition d'une ordonnance du juge de paix du canton de l'H. D. qui avait auparavant apposé les scellés au domicile de la mère (à part le début, l'acte ressemble à celui des enfants de J. B. Couturier.)

Ensuite 2 actes du genre du dernier, le 1^{er} du 6 Floréal an 2, le 2^e du 28 prairial an 2. Dans ces deux actes, les enfants sont reçus sur réquisition des maires et officiers municipaux de commune affranchie.

Puis il n'y a plus aucun acte.

P. J., n° 64.

PETITION DES ORPHELINES DE 1815.

Mémoire de M. Magneval, Administrateur

1^{er} Mars 1815.

ARCH. H. D. BOITE 287.

Le Placet présenté par les orphelines légitimes à S. A. R. Monsieur, donne lieu à une des plus intéressantes discussions auxquelles put se livrer le Conseil d'Administration des Hospices.

Il nous a obligés à porter nos regards sur le passé à remonter jusqu'à l'origine de l'Etablissement de l'Hopital de la Charité et Aumône Générale, à rechercher quel avoit été primitivement son objet et quels devoirs pouvoient en résulter pour les Administrateurs actuels, dans un temps où la destruction ne forme pas un titre qui dispense de l'examen et de l'accomplissement des obligations qui n'ont pas prescrit.

Vous aviez chargé une Commission Spéciale de recueillir les renseignements qui devaient vous servir de guides : La promptitude de son rapport, en justifiant votre attente, a témoigné du zèle et de l'activité de ses recherches.

Elle vous a exposé, que l'Aumone, quand elle fut établie, eut pour unique but l'abolition de la mendicité en cette ville ; elle vous a rapporté le texte du 1^{er} Art. des Statuts qui furent dressés par Jean Broquin et arrêtés dans la première Assemblée des Fondateurs tenue le 23 Janvier 1533 ; Elle a conclu du passage cité qu'une des premières œuvres de l'Aumone, quoiqu'elle ne fut qu'accessoire, avoit été l'œuvre des Enfants, et elle a mis sous vos yeux le tableau des diverses modifications que cette œuvre a subies.

L'Aumone, vous a-t-elle dit, excipant d'un usage très ancien, autorisé, ou pour mieux dire, confirmé, par les Lettres Patentes de nos Rois, dès l'année 1560, adopta d'abord, soit des Orphelins, soit des enfants indigents dont les pères avoient résidé 7 ans au moins à Lyon ; ensuite, et en 1591,

elle réduisit son adoption aux seuls orphelins de père et de mère. Dès le début, elle voit distribués ses enfants adoptifs dans 2 hopitaux, les filles dans celui de Ste Catherine, les Garçons dans celui de La Chanal ; elle y maintint les 1ers jusques en 1629 et les autres jusques en 1636 époque de leur translation successive dans le local actuel de l'Hopital de la Charité.

Quelques années auparavant (en 1626) elle avoit admis dans ce même local, en vertu d'un accord fait avec l'Hotel Dieu, les enfants exposés parvenus à l'âge de 7 ans, qu'elle distinguait sous le nom de *Petits Garçons* et de *Thérèses* et qui étaient vêtus *de noir*.

Elle réunit encore sous la dénomination de *Petits Passants* et de *Petites Passantes*, d'autres enfants délaissés, mais légitimes, dont elle fit une nouvelle classe à qui elle donna un *habit Bleu* tel que celui qui étoit affecté aux adoptifs et aux adoptives.

Les *Petits Passants* et *Passantes* furent incorporés à la longue avec les *Petits Garçons* et les *Thérèses*, mais ceux-ci avoient toujours formé et formoient encore deux communautés séparées et très distinctes de celles de La Chanal et de Sainte Catherine, lorsque à la fin de 1793 les mêmes régimes, les mêmes classes et la même couleur vinrent les amalgamer et les confondre sous le nom commun d'Orphelins. Dès lors, l'Adoption, qu'on considéra comme un des privilèges abolis ne fut plus pratiquée et la nouvelle législation a fini par la rendre impossible.

Cet état de choses une fois établi et consolidé depuis par 22 ans d'existence, votre commission a pensé que céder à la demande des Orphelines légitimes seroit se laisser toucher par une idée de Justice purement spécieuse, que les distinctions présentées tenoient à une organisation qui n'étoit plus et qu'il falloit se garder de principes abstraits qui, s'ils venoient à séduire, bouleverseroient le présent sans rétablir le passé. Elle a développé ses motifs, Et, si je les ai bien analysés, ils se réduisent à 7 points principaux :

1° Il n'est résulté aucun inconvénient de la suppression des distinctions et des classes, et il en résulteroit beaucoup de l'innovation proposée.

2° Une distinction ne porteroit nulle utilité aux légitimes, elle ne flatteroit que momentanément leur amour-propre puisque rentrés dans la société la distinction n'auroit plus lieu. Il seroit dangereux de mettre en opposition le régime de l'Hospice avec l'ordre social.

3° On renouvelleroit une guerre intestine subsistant autrefois et qui n'est peut-être pas encore totalement étouffée.

4° La distinction admise, il faudroit séparer, comme autrefois, les légitimes et les illégitimes, leur donner des salles et des réfectoires particuliers, d'où s'ensuivroit un surcroit de dépenses.

5° Le nombre des légitimes n'est que le 713° de celui des exposés, la moitié de ceux-ci est certainement légitime, mais beaucoup de parents qui sont encore retenus par la honte, rejetteroient aussi leurs enfants à l'Hospice. Le nombre des expositions tend à s'accroître, il ne faut pas augmenter cette tendance, ni ajouter à ses effets.

6° La classe des enfants légitimes est moins abandonnée que celle des Batârd, il reste une famille aux premiers, les autres n'ont de ressource que l'Hospice, dont on doit, par cette raison ménager les moyens, au lieu de les diviser et atténuer par de nouvelles applications, de peur qu'à la fin, il n'y ait plus de proportion entre les revenus et la dépense.

7° Et enfin, la législature présente, contraire aux privilèges, ne sauroit en admettre que de rigoureusement nécessaires elle ne peut fléchir pour une distinction frivole dans ses effets et dangereuse dans ses conséquences.

Tel est l'ensemble des raisons d'après lesquelles votre Commission a conclu à ce que les choses restassent dans l'état actuel, d'autant plus que les fondations, seuls avantages utiles que put réclamer la classe la moins nombreuse des Administrés, étoient aujourd'hui et depuis 1807 fidèlement servies.

Un des membres de la Commission, seul de son avis, a cru devoir vous rapporter ce qui fondeoit sa résistance, Il regarde, non comme un *accessoire*, mais comme une *partie intégrante* de la fondation de l'Aumône Générale, ce que l'on a appelé d'un nom trop général *L'œuvre des enfants* et ce qui est uniquement *l'œuvre des enfants légitimes et adoptifs*. Il a cité des faits à l'appui de son opinion, invoqué l'impres-

criptibilité des droits des enfants de *La Chanal et de Ste Catherine* et représenté que, si un moment d'anarchie Révolutionnaire les avoit fait abolir, le moment actuel de restauration étoit favorable à leur rétablissement. Il est persuadé qu'on peut prétendre encore à renouveler le régime des adoptions, il en a démontré la sagesse et l'utilité, et insistant en même temps sur la séparation des classes comme sur la distinction des vêtements, sauf à mettre à celle-ci quelques modifications, il conclut à ce que la réponse à faire à la communication du Placet des Orphelines soit dans le sens de son mémoire.

La diversité des deux opinions me paraissant reposer sur la différence des exposés ou des faits, nouvel Administrateur, faisant les premiers pas dans une carrière qui m'est encore si peu connue, j'ai pensé qu'un moyen de me rendre digne de la parcourir avec ceux qui peuvent y marcher avec assurance, étoit d'arrêter mes réflexions et de porter mes recherches sur la question qui se présente.

Il est bien constant que le dessein primitif de l'Aumône générale a été de détruire en cette ville le fléau des bonnes mœurs : la Mendicité.

Mais pour y parvenir, il est évident aussi qu'elle employa simultanément trois moyens parfaitement distincts et tenant cependant à l'intégrité de son plan.

Que d'abord elle offrit un asile à la portion des pauvres exposés à n'en point avoir, qu'elle assura en second lieu, des secours en argent et en nature à ceux qui avoient un toit et un abri, ou des aumônes passagères aux pèlerins et aux pauvres voyageurs, qu'enfin, elle usa de répression envers ceux qui, malgré les Bienfaits, mendoient par habitude, ou, s'arrêtant dans la ville dont ils n'étoient pas habitants, y faisoient un métier honteux de leur indigence.

Elle recueillit les enfants orphelins, elle fixa des distributions hebdomadaires pour les pauvres habitants qui avoient un domicile et régla ce qui seroit donné aux voyageurs pour la *Passade*, espèce de secours qui a subsisté jusqu'à la Révolution ; elle se fit déléguer le droit de justice exclusive sur les mendiants.

Au commencement, une des tours des fortifications, plus tard et en 1580, une de celles du Temple, près la place actuelle des terreaux, lui tinrent lieu de Prison.

Cinq quartiers de la ville furent le lieu où se faisoit à chaque pauvre une distribution de £. 12 ? pour le pain et de 12 Deniers pour la pitance.

Deux hopitaux, celui de La Chanal et celui de Ste Catherine furent l'asile où ils placèrent les enfants de l'un et de l'autre sexe.

Ces deux dernières institutions, comme étant celles qui devoient avoir le plus d'influence sur les mœurs, fixèrent spécialement l'attention de l'Aumone Générale. Suivant un antique usage, dont on ne sauroit assigner l'origine ni la date première, elle adopta les enfants qu'elle y avoit rassemblés, elle leur donna des maitres qui leur apprissent la religion et leur inspirassent l'amour de ses préceptes. Ses soins prospérèrent. *La Chanal et Ste Catherine* présentèrent bientôt l'aspect de deux communautés religieuses où le temps se partageoit entre la prière, l'étude et le travail. On vit des parents demander à y placer pour quelque temps des enfants indociles, afin de les ramener plus facilement à leur devoir.

Mais quels enfants étoient reçus et adoptés dans l'une et l'autre maison ?

Il paroît que dans le principe on admit également et des Orphelins et d'autres enfants que leurs parents ne pouvoient pas nourrir, pourvu que les pères des uns et des autres eussent habité la ville depuis 7 ans.

Successivement on fut obligé par le mouvement de l'œuvre, qui étoit plus étendue que les facultés, de restreindre l'adoption ; en 1591 elle se réduisit aux seuls orphelins de père et de mère.

Mais il est bien certain que de 1533 à 1591 et de 1591 à 1626 l'Aumone ne reçut, n'adopta jamais que des enfants légitimes. On a retrouvé, il y a deux ans, l'édition de 1605 du Règlement ou Institution de l'Aumone et bien loin d'y mentionner aucuns enfants exposés, enfants qui de temps immémorial étoient portés à l'Hôtel-Dieu, il y est dit, page 22 : « Aucuns bastards et illégitimes ne peuvent être reçus et adoptés en la dite Aumone, en *détestation du péché*

de leur progéniture et pour l'exemple de ne les mêler avec les légitimes ou nés en loyal mariage. »

L'œuvre des enfants de La Chanal et de Ste Catherine est donc bien évidemment *l'œuvre primitive de l'Aumone* et seule à l'exclusion de celle des Petits Garçons et des Thérèses, elle fait partie intégrante du plan formé par l'Aumone pour conserver les bonnes mœurs et extirper la mendicité.

Une série de délibérations de l'Aumone prouve qu'entre les enfants que lui remettoit de temps en temps l'Hôtel Dieu, elle n'en recevoit que de légitimes, que les Recteurs de cette dernière maison, firent pendant tout le 16^e siècle de vaines tentatives pour obtenir l'admission des illégitimes et que ce ne fut qu'en 1614 que la médiation de Monsieur d'Halin-court, Gouverneur de Lyon, amena une convention (qui n'eut pourtant son effet qu'en 1626), par laquelle l'Hotel-Dieu fut autorisé à remettre à l'Aumone, outre les orphelins, *tous les autres enfants*, pour y être nourris et élevés jusqu'à ce qu'ils fussent capables de travailler et de servir.

Les illégitimes ou exposés y entrèrent en effet à la suite d'une deuxième convention faite entre les deux maisons le 26 Novembre 1626, portant que les exposés seroient remis à l'Aumone après l'age de 7 ans, pour y être nourris comme les autres enfants, ils y entrèrent en y apportant leur couleur, la *couleur noire* qui étoit apparemment celle de leur habit à l'Hotel-Dieu.

Alors la maison de la Charité étoit récemment construite, alors un vaste emplacement et de nombreux corps de logis permettoient de séparer les œuvres qui jusques là n'avoient pas semblé de nature à s'allier dans un même lieu, alors la division des cours et des batiments donnoit les moyens de garantir les Orphelins et les légitimes de l'espèce de contagion qu'avoit craint pour eux la religion et la moralité de nos pères.

Les filles de Ste Catherine furent transférées dans le logement qui leur avoit été consacré le 21 mars 1629 et les enfants de La Chanal passèrent dans le leur le 14 aout 1636. Tous deux y portèrent leur couleur qui étoit le *BLEU* et qui servit à distinguer ceux pour qui l'œuvre avoit été originai-
rement instituée, de ceux qui y avoient été admis qu'après une longue résistance et de notables précautions.

La Charité ou l'Aumone, par un troisième accord avec l'Hotel-Dieu fait en 1639 et modifié le 25 mai 1644 s'étant obligée à recevoir à l'âge de trois ans, puis à celui de 7, les enfants de la ville orphelins de père seulement, il s'ensuivit la formation de deux nouvelles communautés appelées *Petits Passants et Petites Passantes* parce qu'ils n'étoient censés être dans la maison que momentanément, en attendant que l'on put découvrir les parents à qui ils devoient être rendus.

Ces deux communautés en 1769 furent incorporées à celles des Petits Garçons et des Thérèses ; mais la délibération du 26 Février qui prescrit cette réunion ajoute : en laissant à *chacun son costume distinctif*, preuve remarquable de la volonté de l'Administration qui, même en se livrant à cette confusion pour faire cesser l'abus de la disparition instantanément des pères et des mères *des Passantes et Passants* ne crut pas devoir faire disparaître la *couleur bleue* qui témoignait de la légitimité de leur origine.

La juste différence des couleurs et la sage séparation des classes a subsisté jusqu'en 1793 époque déplorable, où le niveau planant sans choix et sans exception sur les choses et sur les personnes, força les Administrateurs à tout confondre et à arrêter, entre autre le 27 Mai 1794, que *l'on mélangeroit le plus exactement possible les ci-devant Catharines et Thérèses*. On peut cependant observer qu'il n'y eut rien d'ordonné pour la couleur et que ce ne fut qu'après avoir habillé (comme le permit la misère du temps) les enfants de toute sorte d'étoffes, que l'on adopta la couleur Marron pour leur uniforme à tous, en se rangeant aux principes d'égalité qu'il falloit professer alors.

Nul changement depuis. Vingt années se sont écoulées. Pendant ce laps de temps, les anciens usages ont fait place à ceux qui sont modernes, les anciens droits à de nouvelles habitudes. Rappellera-t-on les errements passés ? Non, sans doute, si ce n'étoit que des formes et des formes indifférentes, mais elles tiennent aux mœurs et dès lors, elles s'offrent naturellement à la mémoire dans un temps qu'on appelle celui de la *Restauration* avec autant de raison que le précédent peut être nommé : d'abord *celui de l'Anarchie* ensuite celui de *l'exagération*.

Considère-t-on la réclamation des Orphelins légitimes motivée dans leur Placet, comme une demande appuyée sur des abstractions et des raisons purement spécieuses ? Il semble que l'exposé du but et de la marche progressive de l'œuvre, pour laquelle on a spécialement élevé la maison où je traite cette question, vient donner une base solide à l'opinion contraire.

Si l'Aumône Générale a été instituée pour éteindre autant que la chose seroit possible la mendicité qui désoloit cette ville, s'il est établi que l'œuvre des enfants légitimes et des orphelins entroit dans le plan suivi pour y parvenir et parce que l'éducation de l'enfant pauvre tient d'aussi près à la régénération des mœurs que la mendicité à leur corruption, s'il est vrai encore que sous le nom de l'enfant pauvre, on n'entendit jamais parlé de l'enfant trouvé, on ne niera point que les orphelines légitimes n'aient des droits certains à faire valoir auprès de vous.

Ce qu'elles demandent n'est point comme on le dit *une innovation*, c'est un *véritable rétablissement*.

La séparation des classes est une conséquence de la diversité des occupations et des instructions à donner aux enfants légitimes et à ceux qui ne le sont pas.

Depuis que les *FURQUET* et les *NARRIS* ont occupé les bras utiles des orphelins nés de pères habitants dans cette ville, depuis que les prémices de leur travail contribuèrent en 1537 à assurer l'existence et la prospérité de nos manufactures, c'est à peupler les ateliers des fabriques d'étoffes que notre reconnaissance les a spécialement destinés. Les exposés, plus nombreux, semblent devoir être appliqués de préférence aux travaux de la campagne, qui les exposent à moins de dépravation, et, en leur ouvrant un champ plus vaste, leur offrent des ressources d'une nature plus certaine, ce qui leur est particulièrement nécessaire.

La confusion des classes ôte le moyen de donner à chacune d'elles l'espèce d'enseignement qui lui est propre. Il est indispensable d'éclairer les enfants illégitimes sur le vice, qui au yeux de la religion et de la morale, infecte malheureusement leur origine. Sans cet avertissement salutaire, leur propagation ne sera jamais que la propagation de la débauche.

Leur donnerez-vous cette leçon lorsqu'ils seront mêlés avec ceux auprès de qui ils auront à rougir, avec ceux en qui elles feroient naître des idées, dont le développement ne sauroit être trop éloigné, quand il n'est pas un préservatif.

La différence dans la couleur des vêtements, autre espèce de séparation, sous quelque point de vue qu'on l'envisage, ne doit pas être moins soigneusement maintenue.

Si vous la regardez comme une distinction en l'admettant vous n'êtes point en contradiction avec l'ordre social, qui distingue aussi le légitime de l'illégitime dans des choses plus réelles, quoique non apparentes.

L'Eglise ne lui confie pas ses fonctions, et la loi humaine l'exhèrede. Mais appellerez-vous une distinction ce qui ne donne pas de prédominance ? Dites que c'est un signe qui indique l'état, et convenez que vous ne pouvez refuser à l'enfant légitime la Justice de signaler le sien. Sans nécessité vous le privez pour un temps de ce qu'il doit avoir de plus cher ; de ce qu'il faudra lui apprendre à priser sans cesse et à estimer le plus : vous blessez la Morale, vous ne rendez pas à l'union conjugale l'honneur qui lui est dû, vous en confondez le produit avec celui du libertinage, vous ne mettez aucune distinction entre le bon fruit et l'exubérance. Lorsque l'enfant illégitime sera au sein de la Société, sans doute il se perdra dans la foule alors l'ordre couvrira le désordre et le bien en quelque sorte absorbera le mal ; mais ici, vous faites l'opposé ; quand vous confondez la légitimité et la Bâtardise, ce qui est bien porte la livrée de ce qui est mal.

L'intérêt social voudroit au contraire, permettez-moi de le dire, que la distinction la plus marquée fut établie entre les deux classes avant le moment où l'une et l'autre seront confondues. L'enfance étant l'âge où l'on reçoit les impressions les plus durables, il est à désirer qu'un enfant conçoive alors des idées défavorables sur les voies illicites qui ont servi à lui donner le jour, ce moyen peut suppléer d'autres sentiments qui lui seront malheureusement inconnus ; la piété filiale et l'amour fraternel, d'où résulte pour la société ces garanties si précieuses : l'honneur de la famille, l'empire de l'amitié et l'autorité de l'exemple. Ainsi prévenu,

il sentiroit qu'il n'est qu'un chemin qui lui soit ouvert pour se replacer dans l'ordre social, que sa naissance a interverti, celui de devenir époux, et la patrie se livreroit à l'espoir de trouver un jour en lui un père de famille estimable.

Mais objecte-t-on, de tels motifs, quoique plausibles ne peuvent nous déterminer. Comment refaire ce qui existe lorsqu'on a laissé enraciner les préventions et la manière d'être actuelle ? Vous causerez une guerre intestine même entre les employés de la maison, elle subsistoit autrefois, le germe n'est peut-être pas encore étouffé.

Ce qui rend une guerre dangereuse, c'est, ou le nombre de ceux qui la soutiennent ; ou la prépondérance de ceux qui prétendent à s'en déclarer les chefs.

Voyons en quoi consiste la milice de l'Hospice. Elle étoit composé le premier Février de cette année de 170 enfants trouvés, de 57 abandonnés et de 23 orphelins.

Si vous donnez un ordre, si vous jugez bon, je suppose, de mettre les 170 de côté et les 80 de l'autre, qui peut résister et élever la voix ? Des enfants oseront-ils, s'ils ne sont pas excités ou soutenus ? Qui se chargera de ce dernier rôle ? Nos préposés qui les conduisent. Je me reprocherai de penser qu'ils eussent l'audace qu'on leur prête. J'ajoute que cet excès n'arrivera jamais, tant que l'administration, à la douceur qui la caractérise, joindra cette fermeté dont elle ne se départit dans aucun temps, parce qu'elle sait qu'être ferme est le seul moyen qui permette d'être toujours doux.

Prenons pour modèle les Administrateurs qui nous ont précédés. Le 1^{er} Janvier 1723, on altéra pendant la nuit une inscription gravée sur une pierre et posée dans la galerie à côté l'escalier des Catherines et des Thérèses, inscription qui portait qu'elles devoient sortir de la maison avant l'âge de 23 ans. Le bureau ordonna le même jour qu'elle fut rétablie aux frais de ces deux communautés de filles et abrégéa encore le temps de leur séjour à l'hôpital. Tout rentra dans le devoir. La Subordination, depuis, a été si constante, si habituelle, qu'on est étonné de voir que de 1790 à 1793 elle n'éprouva pas la moindre atteinte.

On me dira que nous sommes loin du temps où la notice de 1539 portoit « que les religieuses qui desservent l'hôpital sont là-dedans rendues pour l'honneur de Dieu..... sont nourries et habillées aux dépens de l'Hôtel-Dieu..... pour leurs gaiges et loyers ont la grâce de Dieu..... et auront Paradis à la fin. »

Que nous sommes loins de ce temps où les frères et les sœurs tous sans exception, ne connaissent qu'un seul et même mobile mais rendent à la religion tout son ressort, nous verrons encore les mêmes résultats.

Nous avons journallement de grands sujets d'édification ; ce qui est partiel peut devenir plus général.

Répondons à d'autres objections. Aujourd'hui le nombre des enfants légitimes n'est que le 713^e de celui des exposés et probablement la moitié de ceux-ci est légitime.

C'est parce que cette proportion et cette probabilité, existent qu'il importe de rappeler l'ancien ordre de choses. Vous ramènerez aux sentiments de la nature, à la morale et à la confiance ceux qui seront assurés que leurs enfants s'ils les laissent orphelins, trouveront dans ces lieux un asile et dans chacun de nous un père.

Le mariage ne leur paraîtra plus un fardeau, dont ils appréhendent le poids, vous les aurez du moins encouragés, vous aurez rempli la plus belle de vos obligations, et le vœu le plus cher de la religion.

Avant la Révolution, poursuit-on, toutes les séparations, toutes les distinctions que vous redemandez existoient et il y avoient alors plus d'exposés qu'il n'y en a maintenant : leur nombre en 1789 montoit à 1.713, il n'arrive guère de nos jours qu'à 1.500.

« N'ingérez rien de cette comparaison. »

A la veille de la Révolution, la corruption qui en a été l'avant-coureur, étoit déjà fort grande. D'ailleurs, la population que ces jours de deuil ont enlevée à cette ville est une population d'ouvriers, et ce qui manque à l'exposition des enfants n'est pas en proportion de ce qui manque encore à cette partie de la population.

Prénonçons des mesures favorables aux mœurs, et ne craignons pas qu'elles puissent jamais manquer leurs effets ; il n'est pas toujours prompt, mais tôt ou tard on le reconnoît. Gardons-nous de croire qu'en adoptant des orphelins, nous ayons de plus sur les bras les enfants des parents qui sont encore retenus par la honte et que nos dépenses venant à s'accroître, nous restions au-dessous de nos ressources. La honte ne retient pas les parents aujourd'hui tant l'exposition est secrète et cachée, tant elle est facile et favorisée. Celle-ci diminuerait certainement dans la même gradation où nous verrions l'adoption s'accroître. Ne concevons pas de fausses alarmes. Inquiétons-nous plutôt du concubinage effronté qui s'est introduit parmi les ouvriers, et dénonçons-en les progrès au gouvernement qui peut seul y porter remède. Depuis que les principes ont été foulés aux pieds, que la conduite la plus immorale ne peut plus avoir de censeur, il est, hélas ! trop ordinaire de voir parmi eux ces unions déplorables auxquels les jeux ont seuls présidé, qui doivent se rompre quand ils sont assouvis, et qui cessent en effet lors du premier ou du second enfantement, c'est-à-dire au moment où elles deviendroient plus étroites et plus saintes si elles étoient contractées devant Dieu et devant les hommes.

Voilà ce qui peuple la crèche, les mesures les plus simples suffiroient pour se convaincre de cette affreuse vérité.

On nous peint le malheur des enfants trouvés, on veut qu'ils fixent par préférence l'attention et la bienfaisance, on dit qu'il ne faut détourner aucun des canaux par lesquels arrivent les secours nécessaires pour subvenir à leurs besoins. Ah ! sans doute, l'humanité commande pour eux le plus grand intérêt, c'est même un tribut que leur doit toute âme sensible. Mais n'hésitons pas de l'avouer : l'organisation particulière de cette œuvre est telle que la porte de l'hospice ne sauroit être plus largement ouverte à ceux qui en sont l'objet, qu'ils y pénètrent plus sûrement que l'indigent le plus à plaindre, ainsi réduit malgré sa répugnance à emprunter de l'œuvre ses facilités exclusives.

Ne négligeons aucun de ceux que nous devons soulager, que les orphelins et les légitimes qui furent d'abord nos pre-

miers et nos seuls pupilles, soient toujours pour nous l'objet d'une équitable sollicitude. Ne nous bornons pas à l'acquit des fondations pécuniaires peu considérable en soi et simple accessoire de la fondation principale et première. Rendons-leur autant qu'il dépend de nous, je ne dis pas les privilèges, ce n'est pas le nom qu'il faut y donner, mais les avantages, les établissements et l'état qu'ils tenoient de la munificence éclairée de nos pères.

Quand on verra reflleurir leur louable institution de nouveaux bienfaits nous aideront à la soutenir, et sous ce point de vue, l'intérêt même de l'hospice nous en fait une loi. Ce n'est pas la main qui met en mouvement le jour où vagit en vain l'enfant qu'elle y dépose, ce n'est pas cette main qui viendra verser ses largesses dans votre tronc, c'est celle de la Charité, de cette vertu céleste, la compagne et l'appui de toutes les vertus morales, dont vous aurez tâché de rétablir le règne.

Je ne relèvera point ce qui a été dit sur l'adoption qui sans contre dit aux termes du code, ne seroit plus praticable, mais je rapporterai ces mots de l'immortel de Sèze au moment de son installation à la Cour de Cassation. « Notre législation n'est pas tout entière à réformer, mais des modifications importantes sont nécessaires, des dispositions sont à coordonner avec les principes du gouvernement, si heureusement réparateur dont nous jouissons. »

Je m'abandonnerai à l'espérance de voir renouveler la belle institution dont plusieurs siècles ont consacré l'usage et je conclus simplement :

A ce qu'il soit répondu au Ministre que les orphelines légitimes portoient, en effet, avant la Révolution une robe de couleur bleue qui les distinguoit, et formoient, isolées des orphelines illégitimes, une communauté où elles étoient instruites séparément, que ce qui s'observoit pour elles étoit commun aux enfans légitimes de l'autre sexe. Qu'il semble juste en morale de leur conserver les deux avantages qui font l'objet de leur réclamation. Sauf à ne point s'écarter des mesures d'une sage économie et à ne point leur affecter de réfectoire particulier, mais seulement la gauche ou la droite de celui qui réuniroit d'autres enfans, que quand à

la dot des orphelines, elle n'étoit pas de 150 Livres, mais de 88 Livres, Savoir : quarante Livres, somme fixée par une délibération du 8 Janvier 1766 et quarante-huit Livres, présent du Recteur de l'œuvre, maintenu par la même délibération.

Je laisse à la sagesse de l'Administration le soin de réclamer dans un temps opportun le rétablissement de l'adoption.

Table des pièces justificatives.

I

PIECES RELATIVES AUX ADOPTIONS PAR LES PARTICULIERS

Actes d'adoption et textes y relatifs, N ^{os} 1 à 57.....	3
Actes douteux, N ^{os} 58 à 67	47
Autres actes, entre autres Actes d'entretien d'enfants « pour l'honneur de Dieu », N ^{os} 68 à 77	53

II

PIECES RELATIVES A L'ADOPTION DE L'AUMONE-GENERALE ET DE L'HOTEL-DIEU.

Première période (1534-1600).

Actes d'Adoption, N ^o 1	63
Dots, Consentement à Mariage, Contrats Matrimoniaux, N ^{os} 2 à 31	70
Formes successives d'émancipation, N ^{os} 32 à 37	89
Droit de succession, N ^o 38	93
Pouvoir des Recteurs envers leurs enfants adoptifs, N ^o 39	95

Deuxième Période (1601-1672).

LES RÈGLEMENTS DE L'AUMÔNE-GÉNÉRALE. (Chapitres des Adoptions).

1 ^{re} édition (1605), N ^o 40	99
4 ^e Edition (1639) N ^o 40 <i>bis</i>	105

LA JURISPRUDENCE.

Sentence du 17 Septembre 1602 (Droit de Succession), N° 41	114
Arrêt du 17 Avril 1603 (Droit de Succession), N° 42..	117
Sentence du 26 Novembre 1611 (Annulation de testa- ment), N° 43	117
Sentence du 29 Novembre 1616 (Annulation de Legs) N° 44	121
Sentence du 13 Mars 1631 (Infirmant le Pouvoir d'adop- ter), N° 45	124
Arrêt du 12 Juillet 1633 (Confirmant le Pouvoir d'adop- ter), N° 46	129
Transaction du 11 Septembre 1639 (Désistement de Donation), N° 47	131
Arrêt du 23 Juillet 1647 (Formes d'Adoption), N° 48.	133
Sentence du 15 Juillet 1665 (Annulation de Promesses de Mariage), N° 49	140
Sentence du 21 Février 1671 (Annulation de Testament) N° 50	143

LES LETTRES-PATENTES.

Lettres-Patentes de Décembre 1560, N° 51	151
Lettres-Patentes du 6 Décembre 1643, N° 52	153
Lettres-Patentes de Septembre 1672 (Art. IX, X, XI et XIII), N° 53	157

Troisième Période (1672-1793).

I

Mémoire instructif (1737), N° 54	161
Abrégé Historique des Adoptions (1746), N° 55	163
Mémoire concernant les adoptions (xviii ^e siècle), N° 56	174
Précis sur les adoptions (1792), N° 57	175
Actes d'adoption	
{ a) Charité (1731, 1756), N° 58....	178
{ b) Hôtel-Dieu (1661, 1694), N° 58 bis	180
Statuts et Règlements de l'Hôpital de la Charité (1742), (Chapitres des Adoptifs et des Bâtards). N° 59	181

II

Réponse sur l'avis des Officiers de la Sénéchaussée de Lyon (1731), N° 60	193
Arrêt du 13 Mai 1735, N° 61	201
Plaidoirie de M ^e Antoine Terrasson y afférente, N° 61 <i>bis</i>	222
Arrêt du 21 Juin 1746, N° 62	227

III

Dernier Acte d'adoption (1793) et acte de réception suivant (1794), N° 63	231
Rapport de M. Magneval relatif à la Pétition des Orphe- lines (1815), N° 64	234

Vu :

LE PRÉSIDENT
GRANDCLAUDE

Vu :

POUR LE DOYEN,
L'ASSESSSEUR
RIPERT

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
S. CHARLÉTY

